**A propos de ce livre**

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

**Consignes d'utilisation**

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

**À propos du service Google Recherche de Livres**

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

A 904,794

**ATTENTION PATRON:**

This volume is too fragile for any futu
Please handle with great care.

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

# LE SOCIALISME

Digitized by Google

SCHAERBEEK

IMPRIMERIE GUSTAVE DEPREZ, CHAUSSÉE DE HAECHT, 93

Digitized by Google

# LE

# SOCIALISME

PAR


## l'Abbé Sébastien NICOTRA

DOCTEUR EN DROIT CANON

EXAMINATEUR SYNODAL DU DIOCÈSE D'ACIREALE

SECRÉTAIRE DE SON EXCELLENCE LE NONCE APOSTOLIQUE DE BELGIQUE

MEMBRE DE LA « SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE SOCIALE » DE BRUXELLES

ET DE « L'UNIONE PER GLI STUDII SOCIALI CATTOLICI IN ITALIA »


---

TRADUIT DE L'ITALIEN

PAR


l'Abbé L.-J. LALIEU

DOCTEUR EN THÉOLOGIE, CURÉ DE SAINT-NICOLAS-EN-HAVRÉ, A MONS

BRUXELLES

SOCIÉTÉ BELGE DE LIBRAIRIE (SOCIÉTÉ ANONYME)

ANCIENNE MAISON GOEMAERE

Oscar Schepens, Directeur

8, RUE TREURENBERG, 8

PARIS

VICTOR PALMÉ, ÉDITEUR

76, Rue des Saints-Pères.

GENÈVE

HENRI TREMBLEY, ÉDITEUR,

Corraterie, 4.

1890



Digitized by Google

HX
289
.N515 11
1890

*Imprimatur*

*P. Fr. Raphael Pierotti O. P. S. P. A.*

*Magister.*

—

*Imprimatur*

*Julius Lenti Patriarch. Constantinop.*

*Vicesgerens.*

—

*Imprimatur*

*Tornaci, 4 julii 1890.*

*S. Huberland, Can. Cens. lib.*

—

*Imprimatur*

*Mechliniæ, 3 julii 1890.*

*P. C. C. Bogaerts, vic. gén.*

Digitized by Google

GL
4782641
4122045
GLSBS
1-14-88

A SON EXCELLENCE

*MONSEIGNEUR*

# JOSEPH FRANCICA NAVA

BARON DE BONTIFÉ

ARCHEVÊQUE D'HÉRACLÉE

NONCE APOSTOLIQUE EN BELGIQUE

***Hommage très respectueux de l'auteur***

Digitized by Google

Digitized by Google

EXCELLENCE,

Dès la première année de son Pontificat, notre immortel Pontife Léon XIII publiait son admirable Encyclique : *Quod apostolici muneris;* Sa Sainteté y signalait aux princes et aux peuples l'importance capitale de la question sociale et en indiquait la véritable et unique solution.

Je conçus alors le vif désir de suivre la voie ouverte par le Maître suprême de la vérité, et je mis la main à ce travail sur le Socialisme.

J'ai cherché à étudier cette importante question avec tout le soin et toute l'attention qu'elle comporte, et j'ose espérer que cet ouvrage sera de quelque utilité.

Permettez-moi, Excellence, de vous dédier ce livre. Daignez l'accepter comme un humble gage de la profonde estime, de la respectueuse

Digitized by Google

affection et de l'entier dévouement que je dois à celui que le Saint-Siège a choisi pour le représenter dans la catholique Belgique.

Veuillez, Excellence, agréer l'hommage de la vénération filiale avec laquelle j'ai l'honneur d'être,

De Votre Excellence,

Le très humble et très dévoué serviteur,

SÉBASTIEN NICOTRA.

*Rome, fête des SS. Apôtres Pierre et Paul 1889.*

---

Digitized by Google

# PRÉFACE DE LA TRADUCTION FRANÇAISE

## CHRISTIANISME ET SOCIALISME

### ÉTAT DE LA QUESTION

Dès les premiers âges du monde, nous voyons surgir deux sociétés, toujours en opposition et en lutte : la cité céleste et la cité terrestre. Saint Augustin décrit longuement ces deux cités dans son admirable livre *De Civitate Dei.*

Le Fils de Dieu est descendu lui-même sur la terre pour donner au royaume des cieux la forme définitive, qu'il doit conserver jusqu'à la fin des temps. Pour premières assises de ce grand édifice, il choisit douze bateliers, qu'il nomma ses Apôtres, et il dit à l'un d'eux : « Tu es Pierre, et c'est sur cette pierre que je bâtirai mon Eglise, et les portes de l'enfer ne prévaudront point contre elle.»

Toute société suppose un chef suprême, comme tout édifice suppose un premier fondement. Pierre est choisi pour être, avec le Christ et par

Digitized by Google

le Christ, la pierre fondamentale de cette société universelle et éternelle qui s'appelle l'Eglise de Dieu, et, selon la promesse du Maître, toutes les forces de l'empire infernal ne parviendront jamais à renverser cet édifice divin. Dix-neuf siècles déjà ont vu la réalisation de la parole du Christ.

L'Eglise catholique se présente aux regards de tout homme entrant en ce monde comme le plus majestueux de tous les édifices sociaux qui se dressent sur notre globe.

Si l'on se place au point de vue des doctrines, toute intelligence peut admirer ce monument splendide de l'enseignement chrétien, construit entièrement de la main du Maître dans l'Ecriture et la Tradition, dégageant déjà nettement toutes ses grandes lignes dans le Symbole, sortant de plus en plus de l'ombre à chaque période de l'histoire, ne se laissant jamais envahir par les ténèbres des hérésies, recevant, tour à tour, dans chacune de ses parties, le rayonnement divin des définitions dogmatiques, et découvrant dans le cours des âges, aux regards de l'esprit humain, toutes les splendeurs et toutes les harmonies de la vérité. Ce grand édifice doctrinal du Christianisme resplendit, de tout son éclat, dans cette science — la reine des sciences — qu'on appelle la Théologie, et surtout dans cette Théologie — la reine des Théologies — qu'on appelle la Somme de saint Thomas d'Aquin.

Au point de vue religieux, l'Eglise catholique s'élève rapidement comme un temple immense et indestructible à travers tous les temps et

Digitized by Google

tous les lieux; les hommes et les peuples en sont les pierres vivantes; ils arrivent, en rangs serrés, de tous les points du globe : ils viennent se sceller, par la foi et par l'amour, dans la bâtisse incessante et perpétuelle de cette grande maison de Dieu sur terre, dont les bases principales — les Prophètes et les Apôtres — reposent toutes sur le Christ, la pierre maîtresse et angulaire (1).

Cette édification du Temple saint — comme l'appelle saint Paul — s'élève sans interruption et se poursuit à travers les siècles. Depuis le Cénacle jusqu'à nos jours, l'Eglise n'a fait que se développer et s'étendre partout à travers le monde. On a pu admirer la hauteur et la sublimité de cet édifice divin dans les siècles de foi, alors que toutes les nations reconnaissaient le règne social du Christ et faisaient jaillir partout, pareils à de vivantes incarnations matérielles de leurs croyances, tous ces chefs-d'œuvre de l'architecture et des arts que nous a transmis le Moyen Age.

De nos jours, nous admirons l'extension rapide et les proportions immenses de ce grand édifice de l'Eglise : il étend de jour en jour ses fondations nouvelles et bientôt il aura couvert le monde entier de ses bienfaisantes institutions.

Les siècles ont vu resplendir et s'élever cet édifice doctrinal et religieux de l'Eglise catholique; mais, en même temps, ils ont vu s'élever, à l'ombre de l'Eglise, l'édifice social du monde chrétien.

(1) Ephes, II. 21.

Digitized by Google

Sous l'influence et sous la direction de l'Eglise, sous le souffle vivifiant de ses doctrines et sous la sage et puissante impulsion de ses Pontifes et de ses Evêques, l'humanité s'est transformée et est devenue la société chrétienne.

Cette société chrétienne était basée sur la foi en Dieu et en un monde futur, sur la subordination de tous les sujets envers tous les pouvoirs et sur l'amour et le dévouement de tous les pouvoirs pour leurs sujets, sur la justice envers tous et sur la charité envers les faibles; elle avait étendu son esprit et ses institutions dans toute l'Europe et, en particulier, dans la France et la Belgique, ces deux nations « que les Evêques avaient formées comme les abeilles forment leurs ruches ».

Cette société, même dans toute sa splendeur au Moyen Age, n'était certes pas sans défauts : — elle devait gagner beaucoup encore en perfection et en beauté; — mais, cependant, on ne peut nier que les peuples trouvaient dans ses institutions, et beaucoup plus facilement qu'aujourd'hui, la vraie sécurité, la vraie liberté et la vraie félicité sociales.

Tel est, aux yeux de l'histoire, le grand édifice de l'Eglise et de la société chrétienne.

Le Maître a réalisé sa parole : il a bâti son Eglise. Mais la prophétie qu'il énonce contient une seconde partie : il prédit que toutes les forces réunies de l'enfer ne parviendront jamais à ébranler l'édifice qu'il aura bâti! En effet, l'histoire est là pour l'attester : depuis dix-neuf siècles, au fur et à mesure que le Christ bâtissait, Satan cherchait par tous les moyens possibles à renverser

Digitized by Google

et à démolir. Quel tableau à faire que celui des efforts de Satan essayant, avec un acharnement infatigable, de démolir l'édifice doctrinal du Christ par les hérésies et les erreurs sans cesse renaissantes, en même temps qu'il cherche à démolir l'Eglise elle-même par les persécutions et les rébellions toujours renouvelées!

En ces derniers temps surtout, le grand ennemi de Dieu a rêvé de faire sauter l'Eglise d'un seul coup et, dans ce but, il a inventé la Révolution.

D'après le sens du mot et d'après l'évidence des faits, la Révolution, c'est tout ce qui a pour but de renverser et de bouleverser le monde chrétien. Elle est née avec Luther, l'orgueilleux apostat, qui retourna, sens dessus dessous, toutes les idées religieuses et qui ôta toute base possible à la foi, en proclamant le fameux principe du « libre examen », c'est-à-dire de la liberté absolue de l'intelligence bornée de l'homme vis-à-vis de l'intelligence infinie de Dieu.

L'idée protestante engendra l'idée philosophique du XVIII^e^ siècle; celle-ci donna naissance et ouvrit les voies à l'idée révolutionnaire de 1789; l'idée révolutionnaire se régularisa et se légalisa sous Bonaparte et sous les essais de Restauration; elle devint bientôt l'idée libérale « moderne », qui est occupée à donner partout le jour à l'idée socialiste. Le protestantisme a nié l'autorité divine dans le domaine de la foi; le libéralisme a nié l'autorité divine dans le domaine de l'Etat; le Socialisme la nie logiquement dans le domaine de la société.

Tous les assauts furieux et toutes les menées

Digitized by Google

hypocrites de la Révolution n'ont pas réussi à ébranler l'Eglise elle-même : au contraire, ce grand édifice doctrinal et religieux nous apparaît plus merveilleux et plus immense que jamais, car il est bâti sur le roc éternel de la divinité et il a pour lui les promesses infaillibles et la toute-puissance du Christ. Mais, hélas! l'armée formidable de Satan et de ses suppôts — les francs-maçons — n'a que trop réussi à faire chanceler presque partout le grand édifice de la société chrétienne, et qui peut prévoir où s'arrêtera ce tremblement et ce bouleversement universel qui a commencé surtout depuis la Révolution française?

On a fort bien dit que ce ne sont pas les hommes, mais les idées qui gouvernent le monde. Il importe donc de savoir quelle sera l'idée qui conduira désormais la société. Sera-ce l'idée chrétienne et catholique ou bien l'idée révolutionnaire et socialiste? car — il ne faut pas se le dissimuler — comme le disait déjà de Montalembert, « entre le Socialisme et le Christianisme, il n'y a pas de milieu! » et, comme le pressentait aussi Louis Veuillot, dès 1851, « le monde sera socialiste ou chrétien : il ne sera pas libéral. Si le libéralisme ne succombe pas devant le catholicisme, qui est sa négation, il succombera devant le Socialisme, qui est sa conséquence! » Le Christianisme est la plénitude de la vérité et le Socialisme est la quintessence pratique de l'erreur : voilà pourquoi l'idée chrétienne et l'idée socialiste se trouvent aux antipodes.

La doctrine catholique fait de la terre un lieu

Digitized by Google

de passage et d'attente, où l'homme pécheur, relevé par le Christ, marche vers Dieu, qui, en se montrant à lui dans une vie future, est sa fin dernière et son bonheur pour l'éternité. Aux yeux du vrai chrétien, les maux innombrables et inévitables qui assaillent tout homme ici bas ne sont que des épreuves passagères, et les biens dont nous jouissons ne sont que les échantillons des biens infinis d'un monde meilleur, où chacun recevra selon ses œuvres et dont le monde actuel n'est que la préparation et comme le vestibule.

L'idée socialiste, au contraire, fait de notre globe un séjour définitif, où l'homme est le premier parmi les êtres organisés; ce « fils de la bête » ne reconnaît ni Dieu, ni âme, ni vie future; c'est ici bas qu'il doit trouver le bonheur complet auquel sa nature le force à aspirer sans cesse et, quand on parle de bonheur, il s'agit avant tout du bonheur matériel que l'on trouve dans la partie sensible et animale de notre être. Les biens de ce monde, voilà la seule fin de la nature humaine! La richesse, qui est la grande source de toutes les jouissances, voilà le but auquel chacun doit tendre! Tout homme peut et doit trouver le bonheur sur notre globe et, s'il ne l'a pas trouvé jusqu'à présent, la faute en est dans la mauvaise organisation de la société : il faut donc détruire de fond en comble le vieil édifice social, basé sur le Christianisme et il faut élever un édifice nouveau, basé sur la pure nature et sur la pure raison!...

Tel est le faux concept qui est la base de toutes les erreurs modernes et particulièrement du

Digitized by Google

Socialisme, « qui est le résumé de toutes les erreurs de dix-huit siècles » (1).

Le Socialisme a synthétisé pratiquement toutes les erreurs; il a pris pour principe la négation absolue (2) et il a logiquement déduit de son principe toutes les conséquences pratiques, dont la réalisation, si elle devenait possible, amènerait la ruine de la société.

L'idée socialiste s'est révélée bien des fois sous un jour effrayant en des programmes nettement tracés (3).

Dans ces manifestes socialistes, il y a lieu de distinguer avec soin deux parties : celle qui se rapporte à l'amélioration du sort des travailleurs — et c'est le but immédiat et secondaire des meneurs socialistes — et celle qui se rapporte à la révolution sociale — et c'est le but final et principal de la secte.

Le Socialisme préconise certaines réformes, dont l'examen finira par absorber toute l'attention des pouvoirs soucieux de remplir leur mission, sans sortir toutefois des limites qui leur sont assignées par la nature des choses. Les socialistes veulent arriver à diminuer les excès de la durée

(1) M. WINTERER, au Congrès de Liége.

(2) « Notre principe à nous, dit Proudhon, c'est la négation de tout dogme; notre donnée, le néant ! Nier, toujours nier, c'est là notre méthode. Elle nous a conduits à poser comme principes : en religion, l'*athéisme;* en politique, l'*anarchie;* en économie politique, la *non-propriété.* »

(3) Nous reproduisons dans le cours du présent ouvrage deux de ces programmes tout récents et très brutalement complets (voir pages 314 et 317).

Digitized by Google

du travail, principalement en certaines industries; à empêcher l'exploitation, parfois révoltante, du travail des femmes et des enfants et les abus démoralisants du travail de nuit et des dimanches; ils veulent diminuer les dangers du travail et ils revendiquent la sécurité pour la vie du travailleur dans certaines industries où elle est si souvent exposée; ils réclament le droit à un salaire juste et convenable, le droit au produit du travail, la participation aux bénéfices réalisés, le droit au travail, l'abolition du capital, la propriété du sol et du sous-sol, la propriété des machines, l'égale répartition des biens, etc.

Parmi ces réformes, il en est qui s'imposent ou qui finiront par s'imposer tôt ou tard. Or, si le Socialisme les a inscrites à son programme, s'il les a habilement mélangées avec ses théories subversives, c'est afin de faire passer celles-ci en même temps que celles-là. Mais, en définitive, l'idée de plusieurs de ces réformes est aussi vieille que le monde! L'Eglise les a toujours réclamées en faveur des ouvriers : il y a déjà dix-neuf siècles, en effet, qu'elle faisait entendre par la bouche de saint Jacques le sublime langage de la justice et de la charité (1); l'Eglise n'a jamais cessé de

(1) « Et vous, riches, pleurez, poussez des cris et des hurlements à la vue des misères qui doivent fondre sur vous. Vos richesses seront bientôt rongées par la pourriture et vos vêtements par les vers. La rouille viendra gâter l'or et l'argent que vous cachez; cette rouille portera témoignage contre vous et dévorera votre chair comme un feu. C'est là le trésor de colère que vous vous amassez pour les derniers jours. Vous avez fraudé le salaire aux ouvriers qui ont moissonné vos terres; ils crient contre vous,

* *

Digitized by Google

prêcher ces vérités au monde; elle avait incarné sa doctrine dans ces innombrables institutions, corporatives et autres, qu'elle avait fait éclore partout; elle avait ainsi pacifiquement résolu le grand problème des rapports entre le capital et le travail; elle avait écarté et rendu presque impossible cet ensemble d'abus et de dangers qu'on a appelé « la question sociale ».

La tempête révolutionnaire a renversé tout cela, mais l'Eglise s'est remise à l'œuvre, et, de nos jours plus que jamais, elle travaille avec une sollicitude maternelle et une ardeur infatigable à la solution des problèmes sociaux les plus diffus, les plus difficiles. Qui, dès lors, oserait dire que l'Eglise ne se dévoue pas entièrement à la cause des travailleurs?

et leurs cris sont montés jusqu'aux oreilles du Dieu des armées. Vous avez vécu sur la terre dans les délices et dans le luxe; vous vous êtes engraissés comme des victimes préparées pour le jour du sacrifice. Vous avez condamné et tué le juste, sans qu'il vous ait fait de résistance. »

Puis, se tournant vers les petits et les faibles, l'Apôtre continue :

« Vous, mes frères, persévérez dans la patience jusqu'à l'arrivée du Seigneur. Faites comme le laboureur qui, dans l'espérance de recueillir le fruit précieux de la terre, attend patiemment que Dieu envoie les pluies de la première et de l'arrière-saison. Prenez donc patience, vous aussi, et affermissez vos cœurs, car l'avènement du Seigneur ne tardera pas. N'ayez point d'aigreur les uns contre les autres afin d'éviter la condamnation. Le souverain Juge est déjà près de la porte. Prenez, mes frères, pour exemple de patience, dans les maux et les afflictions, les Prophètes qui ont parlé au nom du Seigneur. Vous voyez que nous les appelons bienheureux de ce qu'ils ont tant souffert. Rappelez-vous la patience de Job; rappelez-vous la bonté du Seigneur quand il voulut y mettre fin, car le Seigneur est plein de compassion et de miséricorde.» (Ep. catholica, S. Jacobi, cp. V; v. I, 12.)

Digitized by Google

A Rome, c'est notre grand Pontife Léon XIII qui montre à tous la vraie lumière, sur ce point comme sur les autres; à Londres, c'est le Cardinal Manning qui se fait l'arbitre et le défenseur des ouvriers des *docks;* en Amérique, c'est le Cardinal Gibbons qui se fait l'interprète et le modérateur des *Chevaliers du travail;* en France, en Espagne, en Allemagne, en Belgique, partout, les Evêques sont, depuis les premiers instants, à la tête du mouvement, et, de concert avec tout leur clergé, qui marche fidèle et dévoué à leur suite, ils travaillent sans relâche à l'amélioration du sort moral et matériel des travailleurs.

Bien loin donc de s'opposer aux réformes utiles ou nécessaires, l'Eglise est la première à les prêcher au monde et à chercher à les réaliser avec zèle et dévouement, mais aussi avec sagesse et prudence, dans la mesure du possible.

Mais, à côté de ces réformes justes et salutaires, qu'il revendique bruyamment, et souvent même violemment, le Socialisme préconise bien d'autres réformes injustes et dangereuses, — et surtout il a d'autres vues et d'autres projets.

Comme son nom l'indique, il rêve de détruire entièrement la société et de reconstruire, sur les ruines qu'il aura amoncelées, un nouvel ordre social, basé sur l'athéisme, la promiscuité, l'anarchie et la non-propriété. Le Socialisme ne s'en cache pas : il vise à détruire dans les esprits, dans les mœurs et dans les faits les quatre fondements indispensables de toute société : Dieu, la famille, l'autorité, la propriété.

Digitized by Google

S'il pouvait atteindre son but, il supprimerait Dieu et la religion pour les remplacer par l'athéisme ou par la divinité de l'homme et de l'Etat; il annihilerait la famille pour la remplacer par le dévergondage de l'union libre; il abolirait l'autorité et lui substituerait, pour de bon, le peuple souverain; il anéantirait la propriété et la remplacerait par la possession commune ou le partage perpétuellement renouvelé.

Et ces idées sont loin, hélas! de rester à l'état de théories abstraites et de rêves creux : elles se sont incarnées en un grand parti, qui commence à dominer et qui finira fatalement par absorber tous les partis antichrétiens. Les dernières élections d'Allemagne et la revue générale de l'armée socialiste du 1er mai de cette année doivent ouvrir les yeux aux moins clairvoyants.

Si l'on ne parvient pas à conjurer le danger et à endiguer ou, plutôt, à diriger le torrent socialiste, il n'y aura bientôt plus en présence que deux camps nettement définis : d'un côté, l'Eglise et les croyants; de l'autre, l'antichristianisme et les incroyants; d'un côté, le catholicisme et la société chrétienne; de l'autre, le Socialisme et la société nouvelle; d'un côté, le catholicisme, la vérité complète, avec toutes ses splendeurs et ses bienfaits pour l'éternité et pour le temps; de l'autre, le Socialisme, le résumé théorique et pratique de toutes les erreurs, avec ses ténèbres et ses formidables dangers pour les individus et pour les peuples!

Qui pourra nier que ces théories ne soient le

Digitized by Google

présage du cataclysme le plus épouvantable qui puisse menacer le monde?

Qui pourra nier aussi que ces théories ne soient parfaitement logiques et qu'elles ne dérivent pas toutes, comme des conséquences inévitables, des prémisses posées par toutes les erreurs précédentes?

Qui pourra nier que ces idées ne soient fort séduisantes pour les prolétaires et même qu'elles ne soient d'un attrait irrésistible pour celui qui n'admet ni Dieu, ni vie future?

Qui pourra nier enfin que ces idées ne se soient répandues et ne se répandent de plus en plus — avec la rapidité d'une traînée de poudre — dans les masses populaires, dans la presse, dans l'enseignement et jusque dans les couches gouvernementales?

Nous voyons, hélas! autour de nous, la foule des travailleurs, en certains centres surtout, venir se griser et s'enivrer chaque jour de l'eau de feu du Socialisme dans toutes ces réunions et dans tous ces follicules socialistes qui commencent à pulluler.

Nous voyons dans certaines universités des professeurs qui se proclament « fils de la bête et socialistes purs » et des étudiants qui forment des cercles socialistes avec l'approbation et le concours des autorités académiques.

Nous voyons les Parlements ouvrir aussi la porte aux idées socialistes et les pouvoirs publics se laisser de plus en plus envahir par le flot montant du socialisme d'Etat.

Tel est l'ennemi qui se dresse devant nous. Il vise à détruire l'Eglise et la civilisation tout à la

Digitized by Google

fois; il attaque avec furie non seulement la société religieuse, mais aussi la société civile. Tout chrétien fidèle à sa foi, tout citoyen dévoué à sa patrie doit se lever pour lutter contre ce dangereux adversaire.

Il faut le combattre sans doute sur le terrain des faits en travaillant, plus que lui et mieux que lui, à la réforme sociale qu'il se vante de réaliser bientôt; en faisant la part du juste et de l'injuste, du possible et de l'utopie dans les revendications qu'il formule; en rétablissant, sur les vraies bases de la justice et de la charité, les relations entre le patron et l'ouvrier, entre le capital et le travail; en améliorant le sort matériel des travailleurs à l'aide de toutes les œuvres catholiques fondées partout dans ce but et surtout en conservant ou en rendant au peuple la religion, qui, seule, peut lui donner la force et la consolation pour le présent, ainsi que l'attente et la certitude du bonheur pour l'avenir. L'Eglise et l'Etat, et aussi tous les vrais chrétiens et tous les bons citoyens, doivent travailler de concert à cette grande entreprise de pacification sociale.

Mais, qu'on ne l'oublie pas: les réformes sociales ne s'imposeront guère par la force des lois et moins encore par la force des armes. Léon XIII l'a rappelé dans sa lettre du 4 mars 1890 à l'empereur d'Allemagne, et plus clairement encore dans sa lettre du 20 avril 1890 à l'Archevêque de Cologne.

C'est avant tout à la foi et à la force morale de l'Eglise qu'il faut avoir recours, si l'on veut

Digitized by Google

combattre le Socialisme sur le terrain des faits (1). Mais il faut aussi, et surtout, combattre le

(1) « Sans nul doute, l'action combinée des gouvernements contribuera puissamment à l'obtention de la fin tant désirée. La conformité des vues et des législations, pour autant du moins que le permettent les conditions différentes des lieux et des pays, sera de nature à avancer grandement la question vers une solution équitable. Aussi, ne pourrons-nous qu'appuyer hautement toutes les délibérations de la conférence qui tendront à relever la condition des ouvriers, comme, par exemple, une distribution du travail mieux proportionnée aux forces, à l'âge et au sexe de chacun, le repos du jour du Seigneur et, en général, tout ce qui empêchera que l'on exploite l'ouvrier comme un vil instrument, sans égard pour sa dignité d'homme, pour sa moralité.

» Cependant, il n'a pas échappé à Votre Majesté que l'heureuse solution d'une question aussi grave requérait, outre la sage intervention de l'autorité civile, le puissant concours de la religion et la bienfaisante action de l'Eglise. Le sentiment religieux, en effet, est seul capable d'assurer aux lois toute leur efficacité, et l'Evangile est le seul code où se trouvent consignés les principes de la vraie justice et les maximes de la charité mutuelle qui doit unir tous les hommes comme enfants du même Père et membres de la même famille : la religion apprendra donc au patron à respecter dans l'ouvrier la dignité humaine et à le traiter avec justice et équité; elle inculquera dans la conscience du travailleur le sentiment du devoir et de la fidélité et le rendra moral, sobre et honnête.

» C'est pour avoir perdu de vue, négligé et méconnu les principes religieux que la société se voit ébranlée jusque dans ses fondements : les rappeler et les remettre en vigueur est l'unique moyen de rétablir la société sur ses bases et de lui garantir la paix, l'ordre et la prospérité. Or, c'est la mission de l'Eglise de prêcher et de répandre dans le monde entier ces principes et ces doctrines; à elle, par conséquent, il appartient d'exercer une large et féconde influence dans la solution du problème social. » *(Lettre à l'empereur d'Allemagne.)*

« Il ne peut échapper à votre jugement que, pour grands que soient les moyens dont peut disposer le pouvoir civil à l'effet d'alléger la condition des ouvriers, plus importante encore est la

Digitized by Google

Socialisme sur le terrain des idées. Si l'on veut empêcher que le monde ne se réveille un jour tout étonné de se trouver socialiste, il est plus qu'urgent de s'appliquer à enrayer la propagande des idées subversives de la secte et à faire resplendir de plus en plus le brillant soleil de la vérité catholique.

C'est là le devoir de quiconque veut contribuer pour sa part à défendre la grande cause du bien. Celui qui a l'honneur de servir l'Eglise et la patrie, par la parole, par la plume ou par une influence quelconque, doit, avant tout, connaître parfaitement l'erreur à combattre et se munir d'armes qui portent loin et juste.

Il est d'autant plus nécessaire de s'appliquer à

mission de l'Eglise dans cette œuvre salutaire. La raison en est que la force divine inhérente à la religion, qui pénètre les esprits et les cœurs, les meut et les incline de façon qu'ils suivent volontairement la voie de la justice et de l'honnêteté.

» L'Eglise est, en effet, par droit de naissance, la dépositaire fidèle de la vérité révélée de Dieu : elle représente Notre-Seigneur Jésus-Christ, qui est la sagesse du Père. Elle est l'héritière de la charité de Celui qui, étant riche, s'est fait pauvre pour nous, afin que riches et pauvres reproduisissent également son image, étant élevés à la dignité de fils de Dieu ; de Celui qui aima tant les pauvres que c'est à eux qu'il réserva les marques les plus signalées de son affection. C'est lui qui nous a donné la très sainte doctrine de l'Evangile — don précieux entre tous pour l'humanité, laquelle, traçant les droits et les devoirs immuables de chacun, dans un noble et harmonieux ensemble de justice et de charité, peut seule aplanir les aspérités provenant de l'inégalité des conditions qui résulte de la nature même des hommes. C'est pourquoi le peuple qui prendrait pour règle de toutes ses aspirations et de tous ses actes publics et privés cette doctrine de vérité suivrait la voie la plus sûre et serait le plus heureux. » *(Lettre à l'Archevêque de Cologne.)*

Digitized by Google

bien connaître le Socialisme que ce système est une théorie subtile, où il faut savoir distinguer le vrai du faux et où il faut savoir aussi résister à l'entraînement irréfléchi de l'esprit par le cœur.

Il n'est pas rare de rencontrer des catholiques qui, entraînés par leur générosité et en vue de l'amélioration du sort des travailleurs, essayent de pactiser avec cette erreur formellement condamnée par le Saint-Siège et qui se risquent à dire en public, et même à imprimer en certains journaux catholiques, ordinairement bien rédigés, que « le Socialisme a du bon, que l'anarchie seule est à craindre, que le principe du Socialisme est chrétien, qu'il a pour but de rétablir l'équilibre de notre société malade, qu'il y a un Socialisme vrai et bien compris qu'on doit appeler le Socialisme chrétien » (1), etc., sans compter toutes les erreurs

(1) Nous ne pouvons pas changer, à notre gré, la terminologie en usage. Nous devons entendre le mot « Socialisme » dans le sens que ce terme a reçu de nos jours, dans le sens où il est entendu par l'Eglise lorsqu'elle condamne le Socialisme et par la Révolution lorsqu'elle le propage. Or, cela étant donné, c'est une grande erreur et une souveraine imprudence que de donner le nom de « Socialisme chrétien » à ce grand mouvement de réforme sociale vraie et chrétienne qui s'étend de proche en proche sous la puissante impulsion de l'Eglise.

Mgr Freppel a dit avec raison :

« Il n'y a pas, et il ne saurait y avoir, de « Socialisme chrétien »: ces mots sont absolument vides de sens. Le Socialisme n'est pas plus la vraie doctrine sociale que le rationalisme n'est la raison et que le libéralisme n'est la liberté : il est, au contraire, la négation des principes sur lesquels reposent l'ordre social, la négation de la propriété, de la famille et de la religion. » (Discours prononcé au congrès régional des cercles catholiques ouvriers à Angers, le 22 octobre 1886.)

Digitized by Google

de détails qui sentent le Socialisme lorsqu'on parle du capital, des salaires, de la réglementation du travail, etc.

Il est donc essentiel pour tous, et principalement

M. Ch. Périn a écrit aussi avec une parfaite justesse de vues dans son opuscule sur le *Socialisme chrétien :*

« Rien n'est plus opposé à toute espèce de Socialisme que la pratique des catholiques dans les questions sociales. Lorsque Proudhon — le prince des socialistes — signalait l'hostilité irréconciliable qui arme l'un contre l'autre « l'Eglise et la Révolution », il rendait évidente pour tous la contradiction radicale qui existe entre l'Eglise et le Socialisme.

» L'instinct des masses démocratiques est ici d'accord avec l'hostilité raisonnée des publicistes; toujours, elles ont attribué au Socialisme un caractère essentiellement révolutionnaire; partout, elles le prennent comme la formule de leur passion antichrétienne. »

« Il arrive parfois, dit la *Gazette de Liége*, à des catholiques, inspirés surtout par leur générosité, de parler de ce qu'ils appellent à tort le « Socialisme chrétien ». Certes, une simple observation suffit généralement pour que l'on fasse le sacrifice d'une expression reconnue impropre. Toutefois, l'erreur dans les mots ne pourrait s'accréditer sans fausser à la longue la notion des choses. Il importe, notamment dans des matières graves et qui soulèvent des controverses fréquentes, de sauvegarder l'exactitude rigoureuse et de prouver aux socialistes que nous savons respecter aussi... la propriété des termes.

» Il y a quelques jours, au sein du Parlement, on a osé accuser les catholiques de faire du Socialisme. Sans doute, l'accusation était inepte, mais elle nous apprend combien il est utile et nécessaire même que tous les catholiques veillent à écarter ce qui peut fournir un prétexte à des interprétations malveillantes. »

C'est avec raison que, d'après le résumé de *l'Escaut*, Mgr Rutten a dit aux ouvriers d'Anvers :

« On parle de « Socialisme chrétien ». C'est là un leurre. Le Socialisme et le Christianisme ne peuvent marcher de pair, ils sont naturellement ennemis. Ceux qui veulent unir ces deux principes contraires travaillent à l'asservissement du catholicisme au Socialisme. L'un ou l'autre doit disparaître. »

Digitized by Google

pour les hommes d'action qui combattent dans la grande armée du bien, de connaître à fond et d'étudier sérieusement le Socialisme et cet ensemble de problèmes que l'on désigne sous le nom de « question sociale ».

Et cela s'impose particulièrement en Belgique, car, d'une part, notre pays est souvent devenu un vrai champ d'expériences pour l'éclosion des erreurs modernes et, d'autre part, le temps n'est peut-être pas éloigné où le libéralisme cédera la place à son fils naturel, le Socialisme, dans l'arène de nos luttes publiques.

Selon les recommandations du Saint-Père et suivant l'exemple des Evêques, le clergé et les catholiques militants se sont mis partout à l'étude de cette question de vie ou de mort pour la société.

Il nous manquait, sur cette matière, un livre complet, écrit au point de vue de la foi et de la raison, et envisageant le Socialisme non pas seulement sous l'aspect particulier et local qu'il présente dans chaque pays, mais sous son aspect général et international; un travail dans lequel on pût trouver en même temps l'exposé fidèle des théories et des aspirations socialistes et le résumé des enseignements de l'Eglise et de la saine raison.

L'ouvrage dont nous offrons ici au public la traduction française est venu combler cette lacune.

Dans ce travail, hautement apprécié à Rome et en Italie, ainsi que l'attestent les extraits de revues bibliographiques ci-annexés *in fine*, M. l'abbé Nicotra examine le Socialisme sous

Digitized by Google

toutes ses faces; il fait connaître l'ennemi à fond; il ne se contente pas de nous donner des appréciations générales : il cite partout les noms, les faits et les chiffres; il nous montre le Socialisme tel qu'il est dans chacun des pays qu'il a si rapidement envahis; il nous démasque ses sophismes, ses plans, ses tentatives, ses dangers imminents; en regard de l'erreur, il nous expose avec précision la vérité catholique et les remèdes que l'Eglise seule peut apporter aux maux qui accablent ou qui menacent le monde.

L'ouvrage, écrit dans un style sobre, vigoureux, toujours clair et attrayant, souvent éloquent et entraînant, a été publié à Rome, en 1889, revêtu de la haute approbation du Saint-Siège.

La présente traduction est en même temps une seconde édition revue et augmentée.

Avec le consentement, et même selon le désir de l'auteur, nous avons intercalé, çà et là, des notes destinées à rendre cette édition française plus complète et plus utile pour la France et la Belgique.

Puisse cet ouvrage susciter aussi dans l'ordre des faits le bien qu'il est appelé à inspirer et à promouvoir dans l'ordre des idées.

L.-J. LALIEU.

*Mons, 29 juin 1890, en la fête des SS. Pierre et Paul.*

Digitized by Google

# UN MOT AU LECTEUR

Dans ce volume se trouvent réunis les articles que nous avons publiés dans le journal *la Palestra cattolica,* d'Acireale.

Nous nous sommes efforcé de bien faire connaître et de combattre efficacement le Socialisme en démontrant la fausseté et le danger de ses vues.

En réfutant les utopies socialistes, nous avons souvent dû heurter au passage les doctrines erronées du libéralisme en fait d'économie politique.

Nous avons cru devoir traiter avec plus d'étendue la terrible question sociale, — la question brûlante de notre siècle.

Si nous nous sommes parfois rencontré sur le même terrain avec les socialistes pour

Digitized by Google

blâmer les excès des libertés économiques modernes, les abus du capitalisme, les fausses tendances des gouvernements et toute la série de maux qui accablent notre société, nous n'avons nullement voulu faire cause commune avec eux, pas même pour un seul instant, car leurs principes et leur but sont diamétralement opposés aux nôtres et vont directement à l'encontre de la doctrine catholique.

Notre étude, quoique déjà longue, n'est cependant pas complète : il reste, en effet, encore beaucoup à dire sur le paupérisme, les associations ouvrières et une foule d'autres questions non moins importantes. Aussi, espérons-nous compléter notre travail dans un second volume.

Etre parvenu à faire un peu de bien à notre pauvre société moderne serait pour nous un succès dont nous nous estimerions très heureux.

Le monde est épuisé par cette longue orgie de violences et d'injustices qui déshonorent notre siècle ; il attend impatiemment l'Ange qui doit venir agiter les eaux et lui rendre la santé perdue.

Digitized by Google

Menzel a dit : « Un Etat malade ne peut être guéri que par l'Eglise catholique. » Nous sommes tout à fait de cet avis et nous avons la ferme confiance que l'Eglise catholique sera pour notre société l'Ange du salut : elle guérira toutes les nations qui se sont enivrées d'erreurs en buvant à la coupe de la Révolution, aujourd'hui presque partout prédominante.

SÉBASTIEN NICOTRA.

Digitized by Google

Digitized by Google

## CHAPITRE Ier

—

### LE SOCIALISME. — EST-IL OPPORTUN DE TRAITER CETTE QUESTION?

—

C'était au XVIe siècle. Un homme, muet et pensif, s'en retournait le soir; il venait d'être vivement applaudi : c'était Luther, le coryphée satanique de la révolte contre l'autorité de l'Église.

On voyait s'étendre sur la terre une de ces nuits sereines et silencieuses qui saisissent l'âme : le ciel ressemblait à un immense lac parsemé d'or; les étoiles scintillaient comme des diamants dans un azur limpide et sans fond.

Le moine apostat se trouva tout à coup en présence de son infâme compagne, Catherine de Bore : — elle aussi avait déserté le cloître et renié ses vœux.

Vivement impressionnée par le spectacle de cette belle nuit, Catherine s'écria : — « Levez les yeux, ami, voyez donc quelles splendeurs célestes! » Luther leva vers le ciel un long regard plein d'envie, et répondit : — « Oh! que c'est beau! mais, hélas! tout cela n'est pas pour nous! — Et pourquoi? reprit Catherine. Serions-nous à jamais exclus du royaume des cieux? — Oui, dit Luther, parce que nous avons lâchement abandonné notre état. — Il faudrait donc le reprendre, repartit

Digitized by Google

Catherine. — Il est trop tard; notre char est trop embourbé, répliqua le malheureux apostat. » Tous deux demeurèrent silencieux et sombres.

C'est là un souvenir historique qu'évoque en nous ce qui se passe de nos jours.

La vérité chrétienne brille toujours au ciel de l'Église de la plus vive lumière. — Oh! comme elle resplendit! Mais brille-t-elle encore pour les peuples et les rois? — Il semble que non. — Et pourquoi donc? Les peuples et les rois seraient-ils à jamais exclus du royaume des Cieux? — Peut-être, car ils ont abandonné leur état et renié le passé. — Ils devraient donc revenir sur leurs pas et reprendre les traditions d'autrefois. — Est-il trop tard pour cela?

Les temps sont changés! disent les apostats et les indifférents. Nous sommes sur la terre; restons-y. L'homme est à une distance infinie du ciel; la vie présente est la seule dont nous devons nous soucier; il faut que tous y trouvent le bonheur.

Deux grands faits doivent procurer le bonheur à l'humanité : le premier est le fait économique, — il faut multiplier les grandes fabriques et les grands centres industriels; — le second est le fait politique, — il faut transformer les gouvernements absolus en gouvernements libres et représentatifs. Ces deux faits se résument en ces mots : liberté économique et politique. Voilà la grande conquête de la société moderne.

Et voici que, au milieu des joies de cette conquête, on voit se lever les peuples; on leur a promis le bonheur, et ils ne le trouvent pas; ils vont se ruer à l'assaut du pouvoir et de la propriété. Les trois quarts de l'humanité, qui gémissent sous le poids du travail et de la misère, se dressent contre les jouisseurs. Mais le socialisme trouve sur son chemin le pouvoir, qui est le

Digitized by Google

défenseur de la propriété, et voilà pourquoi il se lève contre les rois et les riches.

Comme Catherine de Bore, le pouvoir regarde le ciel étoilé de l'Église, et il songe qu'il faut retourner à l'antique base de toute société, à une véritable hiérarchie sociale solidement établie, *regnorum fundamentum;* mais n'est-il pas trop tard? Le char est très embourbé; nous sommes déjà bien avant dans la série des transformations sociales.

A l'ombre des libertés modernes, le socialisme a réussi à déraciner trois grands principes et à les remplacer par trois principes nouveaux : au devoir, il a substitué l'intérêt; à l'autorité, l'indépendance; au droit, la nécessité publique et la force. On a proclamé le principe de la souveraineté du peuple; on a établi le suffrage universel, qui est la meilleure arme du socialisme. On a perdu l'idée de la justice et on a mis à sa place l'idée de la légalité pure et simple; la loi bonne ou mauvaise n'est plus une question de raison et de justice : ce n'est plus qu'une question de vote.

La liberté d'association a produit ses fruits : les banques populaires, les sociétés de secours mutuels sont aux mains de meneurs ambitieux qui veulent former la ligue universelle des travailleurs, — car ils savent que l'union fait la force; — les unions de métiers emploient librement l'arme, toujours dangereuse, de la grève pour combattre le capital; en France et en Allemagne, l'Association internationale des travailleurs compte un million d'ouvriers marchant sous son drapeau : c'est le grand corps d'armée du socialisme, et Garibaldi l'appelait « le soleil de l'avenir ».

On a introduit partout autour de nous la liberté de la presse : c'est un vrai déluge de journaux socialistes — qu'on répand à des prix insignifiants ou même gratui-

Digitized by Google

tement — dans tous les pays, mais principalement en Allemagne, en Angleterre, en France et en Belgique.

Une foule immense de travailleurs écoutent docilement la leçon qui leur est donnée dans ces écrits par les meneurs socialistes ; ceux-ci proclament qu'eux seuls sont les vrais amis du peuple, ils inscrivent sur leur drapeau les plus nobles sentiments : *philanthropie, protection du faible, élévation et progrès de la nature humaine, désintéressement et abnégation.*

Trompée par tous ces meneurs, la classe ouvrière, qui forme la partie la plus nombreuse et la plus forte des nations, commence à croire à ce que le socialisme appelle : l'injustice sociale. Est-il juste, dit-on, que quelques-uns nagent dans l'or et les jouissances, tandis que la majorité endurcit ses mains au travail et se trouve privée de tout ? Est-il équitable que quelques-uns gaspillent tout et effeuillent sans cesse les fleurs du plaisir, tandis que la foule doit continuer à ne se nourrir que d'un pain détrempé de sa sueur ?

Les masses attendent impatiemment l'heure du réveil, et, quand cette heure aura sonné, elles se lèveront frémissantes, elles s'uniront et marcheront comme une armée innombrable à la conquête du bonheur matériel. Elles renverseront l'état social actuel ; elles nivelleront toutes les grandeurs sociales et toutes les conditions humaines, — et cela paraît naturel, car, si l'égalité dans la fortune semble devenir le but vers lequel tend notre siècle, on désire naturellement y arriver d'un seul trait, ou par un décret, ou par une répartition faite à la hâte.

C'est un plébiscite qui a produit la révolution politique ; c'est un suprême effort du peuple qui doit réaliser aussi la révolution sociale.

Il n'est donc rien de plus légitime que de désirer le retour aux principes de la vérité ; mais on n'ose presque

Digitized by Google

l'espérer : le char est très embourbé! Il reste un seul espoir : c'est que le socialisme est une absurdité qui répugne au simple bons sens, et le bon sens, dit Guizot, est le génie de l'humanité. C'est à ce bon sens que nous faisons appel dans la présente étude sur le socialisme. Nous développerons notre pensée dans un langage simple et à la portée du peuple, car c'est de lui que dépend le sort des utopies socialistes.

Il importe de donner, avant tout, une idée claire du socialisme et de prouver qu'il est indispensable de l'étudier sérieusement et de près.

Il est assez difficile de donner une définition exacte du socialisme. Ses traits et ses contours ne sont pas bien précis : il semble enveloppé d'une sorte de nuage. Toutefois, on peut considérer le socialisme au point de vue de la théorie et au point de vue de la pratique.

En théorie, le socialisme peut se définir : un système de gouvernement qui a pour base un ensemble de réformes sociales. A la rigueur, cela ne ressemble guère à une définition, mais les socialistes eux-mêmes ne savent en trouver une meilleure. Considérant va jusqu'à dire que le socialisme n'est pas une doctrine bien déterminée (1). Nous ajouterions volontiers que le socialisme n'est pas même une école ou un système qui peut être examiné, analysé et discuté. C'est plutôt une formule générale renfermant une série de problèmes que beaucoup d'écoles ont tenté de résoudre de diverses manières et en invoquant des principes ou des soi-disant principes qui conduisent à des solutions le plus souvent contradictoires. Nous voyons quelque chose d'analogue

(1) Proudhon lui-même disait : « Le socialisme a été jugé depuis longtemps en un seul mot par Platon et Morus : utopie, absurdité, chimère. » (A SUDRE, *Histoire du communisme*, p. 431.)

Digitized by Google

dans la politique moderne, qui renferme en soi une multitude de systèmes disparates.

Dans le sens ordinaire de la presse catholique, le socialisme est le système de ceux qui mettent tout en œuvre pour arriver à ce but : faire disparaître l'individu avec ses biens, son travail, son gain, ses progrès et y substituer une sorte de droit, d'usage, de possession et de jouissance au profit de tout le corps social. C'est l'anéantissement du droit de chacun, remplacé, selon le faux dogme du jour, par les droits imaginaires du nombre (1). Et, en effet, le mot *socialisme* fut employé pour la première fois par Pierre Leroux, qui voulait l'opposer au mot *individualisme*. C'est en ce sens que nous l'employons dans le cours de cette étude.

En pratique, le socialisme n'a pas non plus un champ d'action bien défini. D'après certaines publications, on dirait que son champ d'action se limite aux applications de la science économique; d'après d'autres, il semble que le socialisme confine au communisme.

Néanmoins, le socialisme conserve toujours un caractère spécial qui le sépare des théories des économistes purs et qui le rapproche du communisme, dont il est toujours le préambule ou la première étape. Ce caractère, c'est l'idée d'une réforme sociale complète, parce que, aux yeux du socialisme, l'état actuel de la société n'est qu'un tissu d'erreurs, de mensonges et d'injustices (2).

En ce monde, il y a — et il y aura toujours —

(1) Pour le socialisme, l'homme n'existe pas; il ne connaît que l'humanité, un grand tout, impersonnel et abstrait. (G. Boccardo, *Dictionnaire d'économie politique.*)

(2) « La société, dit Proudhon, se trouva divisée dès l'origine en deux grands partis : le parti traditionnel, qui est essentiellement hiérarchique, qui s'appelle tour à tour royauté ou démocratie,

Digitized by Google

quelque chose à réformer, et nos réformes sociales datent des premiers jours de l'humanité. Quand notre première mère écoutait dans l'Eden les conseils du tentateur, que voulait-elle sinon une réforme sociale ?

Et combien différente du rêve fut la réforme à laquelle elle dut se soumettre avec toute sa postérité. Le déluge ne fut-il pas, lui aussi, une réforme sociale et même universelle? La tour de Babel ne prétendait-elle pas aussi s'ériger en réforme? Et l'avènement du Christ Jésus Notre Seigneur ne fut-il pas la grande et radicale réforme de la société? Et ainsi de suite, en descendant le cours des siècles, combien de réformes ne pourrait-on pas compter?

L'idée d'une réforme sociale n'est pas une idée neuve: elle est aussi ancienne que le monde. Même sous la forme actuelle du socialisme, la réforme n'est pas une invention récente : Platon, dans sa République, voulait faire de l'Etat une grande famille où tout devait être commun.

Cette vieille utopie reprend cours aujourd'hui, et ce qui augmente les illusions, c'est que, de nos jours, on confond la réforme et la transformation, l'évolution avec la révolution, la licence avec la liberté. Le rêve du nivellement de toutes les positions et de toutes les dignités humaines, après s'être fixé sur l'ordre politique, s'est fixé aussitôt sur l'ordre social tout entier. Le socialisme n'est pas une question politique: c'est une question sociale. Soyez à votre goût républicain ou monarchiste, partisan d'une constitution démocratique ou aristocratique; inventez,

philosophie ou religion, en un mot, propriété; l'autre parti, qui, ressuscitant à chaque crise de la civilisation, se proclame avant tout anarchique et athée, réfractaire, contraire à toute autorité divine et humaine, c'est le socialisme. » (A. SUDRE, *Histoire du communisme*, ch. XVIII.)

Digitized by Google

si vous le voulez, une nouvelle forme de gouvernement inconnue jusqu'ici, peu importe; dès que vous reconnaissez un pouvoir, le socialisme se posera devant vous en ennemi (1). Quelle que soit votre opinion politique, vous devez donc combattre et, par conséquent, vous devez bien connaître cet ennemi.

Le socialisme veut tout refaire à nouveau; il affirme hautement qu'il faut tout détruire et tout reconstruire. Voilà pourquoi il sape sans relâche les trois fondements primordiaux de toute société : la propriété, la famille, la religion. Cette utopie de réforme devient, en pratique, l'anéantissement de tout droit personnel au profit du corps social, la destruction de tous les biens les plus chers de l'individu et la confusion de tout dans le grand tout de l'Etat.

En théorie, le socialisme pose pour principe que l'Etat doit diriger la production, la distribution des richesses, l'éducation, l'instruction et même la multiplication des hommes; en pratique, il regarde l'Etat comme seul capable de posséder, de donner des maîtres à la jeunesse,

(1) Voici comment Proudhon conçoit le socialisme : « Quelle forme de gouvernement allons-nous préférer? — Eh! pouvez-vous le demander! répond sans doute quelqu'un de mes lecteurs : Vous êtes républicain? — Républicain? oui! mais ce mot ne précise rien. *Respublica*, c'est la chose publique. Or, quiconque veut la chose publique, sous quelque forme de gouvernement, peut se dire républicain? Les rois aussi sont républicains. — Eh bien! vous êtes démocrate? — Non. — Constitutionnel? — Dieu m'en garde! — Vous êtes donc aristocrate? — Point du tout! — Vous voulez un gouvernement mixte? — Encore moins! — Qu'êtes-vous donc? — Je suis anarchiste. — Anarchie, absence de maître, de souverain, telle est la forme de gouvernement dont nous approchons tous les jours, et que l'habitude invétérée de prendre l'homme pour règle et sa volonté pour loi nous fait regarder comme le comble du désordre et l'expression du chaos. » (Proudhon. *Qu'est-ce que la propriété?* P. 237.)

Digitized by Google

de régler les mariages, et il refuse toutes ces prérogatives aux particuliers. Bastiat avait donc raison de dire que « le socialisme est le monopole universel et le despotisme incarné ».

Telle est donc la question que nous allons traiter dans cet ouvrage. On nous dira peut-être : Cette question existe-t-elle? Est-elle aussi menaçante qu'on le dit? N'est-ce pas plutôt là une invention cléricale?

En 1877, dans un discours resté célèbre, Gambetta osait dire : « Il n'y a pas de question sociale, c'est un spectre rouge que l'on évoque pour les besoins d'une cause désormais perdue; le seul ennemi, c'est le cléricalisme; le cléricalisme, voilà l'ennemi! »

Et pourtant, nier l'existence du socialisme, c'est nier l'évidence. Il se montre vivant et agissant partout : dans les journaux, les congrès, les clubs. Il se répand dans tous les Etats du monde et la presse relate chaque jour les efforts, les ruses et les menées que l'on emploie pour faire triompher les doctrines socialistes.

Emile de Laveleye écrit ce qui suit dans son ouvrage récent sur *le Socialisme contemporain* (1) : « C'est grâce à sa propagande avouée ou occulte que le socialisme a envahi tous les pays. Il est devenu une sorte de religion cosmopolite. Il passe par-dessus les

(1) *Le Socialisme contemporain,* par Emile de Laveleye, p. 25. Paris, 1885. — Il convient de remarquer la tendance des socialistes modernes à réclamer comme moyen nécessaire à leur but un système de suffrage qui mette la chose publique dans la main des ouvriers. Dans un manifeste socialiste, publié aux États-Unis, on demande au n° 15 : *direct popular legislation, enabling the people to propose or reject any law at their will,* c'est-à-dire : législation directement populaire qui permette au peuple de proposer ou de repousser à son gré n'importe quelle loi. (*North American Review,* Aprile, 1879.)

Digitized by Google

frontières, il fait oublier les hostilités de race; surtout il déracine l'amour de la patrie et en efface même l'idée. Les compatriotes sont des ennemis s'ils sont chefs d'industrie, les étrangers sont des frères s'ils vivent du salaire. Dès que la république a été proclamée en France, les socialistes allemands se sont prononcés contre les armées allemandes, et les ouvriers de Londres, de Pesth, de Vienne et de Berlin ont applaudi aux luttes et excusé les crimes de la Commune de Paris. La situation économique étant à peu près la même dans les différents pays, le socialisme trouve partout les mêmes griefs, les mêmes aspirations, les mêmes éléments inflammables. Les agitations sociales ne sont pas locales comme les révolutions politiques : elles sont universelles, comme les fermentations religieuses, parce qu'elles s'adressent à des besoins généralement sentis et à des convoitises qui dorment partout au fond de l'âme humaine. Non moins que la religion, le socialisme inspire le prosélytisme, trouve des théoriciens et des apôtres et remplit le cœur de ses adeptes d'un fanatisme tantôt mystique, tantôt farouche. Qu'on ne se laisse pas abuser par le calme qui règne aujourd'hui. Elle n'est pas assoupie, cette haine qui, naguère, a mis le feu aux quatre coins de Paris, en s'écriant : Périssent par les flammes tous les monuments qui rappellent l'inégalité !

Le socialisme, comme la franc-maçonnerie, a une organisation internationale : c'est un immense filet qui recouvre le monde entier (1).

Il a deux forces formidables : l'or et la fermeté.

(1) Dans la *Nuova Antologia* du 1er décembre 1885, fasc. XXIII, p. 493, Ruggero Bonghi écrivait : « Il n'y a rien de bon dans les sectes socialistes et dans les sectes maçonniques. Les premières sont

Digitized by Google

Les socialistes ne se découragent jamais. Quand ils sont battus quelque part, ils vont se montrer ailleurs pour reparaître ensuite là où ils avaient d'abord engagé la bataille. Si l'un d'eux est pris, mis en prison et condamné, peu importe (1); la vie d'un homme n'est rien pour la secte et on la sacrifie aussi souvent qu'il le faut; le socialisme surgit constamment et poursuit toujours le même but. Le vieux Caton finissait tous

un nid de passions violentes et les secondes de basses intrigues: les unes et les autres sont l'instrument des ambitions, des vanités et des présomptions les plus nuisibles. Elles gâteraient le bien si elles étaient capables de le faire, car elles lui enlèveraient ce qui constitue surtout sa dignité et sa vertu : la lumière où il doit être fait Les sectes socialistes et maçonniques sont des instruments de délibérations postiches, de conseils tronqués et de raisonnements erronés : et les sectes maçonniques, qui cherchent surtout, je pense, leurs prosélytes dans la bourgeoisie, sont certainement plus corrompues que les sectes socialistes, qui trouvent leurs adeptes dans les rangs des travailleurs. Celles-là se glissent et pénètrent partout dans l'Etat, elles en faussent l'administration à leur profit; celles-ci combattent l'Etat à découvert. Les sectes maçonniques sont pleines de ruse ; les sectes socialistes sont remplies de haine. Ce que font les premières, c'est la ruine lente, continue et sans secousse ; elles sapent les fondements des institutions et ce n'est que quand celles-ci sont vermoulues et tombent en poussière qu'on aperçoit leurs ravages ; les secondes battent en brèche les murs de la cité avec les béliers et les catapultes. »

(1) Dans le procès des socialistes polonais à Varsovie, un des accusés, *Warynski*, répondit au juge : « Je ne me reconnais aucunement coupable parce que j'ai agi selon mes convictions. La révolution sociale est une conséquence nécessaire de l'évolution des peuples. Notre parti ne prétend pas hâter cette révolution, mais simplement y préparer la classe ouvrière. On nous accuse de meurtres: ce ne sont pas des meurtres politiques, ce ne sont que de justes châtiments infligés à des traîtres. La mort de tout homme est un fait lamentable, comme la mort du soldat sur le champ de bataille, ou la mort de l'ouvrier broyé par une machine. La mort du traître a une raison de plus : on perd un seul homme pour en sauver beaucoup. »

Digitized by Google

ses discours par son : *Delenda Carthago!* (Il faut détruire Carthage !) De même, les socialistes ne pérorent jamais sans dire ouvertement que leur but, c'est d'arriver à la destruction du vieux monde.

L'opportunité de notre étude ressort de tout ce qui vient d'être dit : c'est la question qui fera le plus de mal au peuple si on ne fait pas resplendir à ses yeux la lumière de la vérité. C'est un fait prouvé par l'histoire et c'est comme une règle générale; le peuple suit le courant des idées dominantes. Dans les théories modernes, on a voulu faire de ce fait un dogme social, sous prétexte qu'il faut être de son temps. On a même soutenu que tous les hommes devaient être des girouettes, tournant avec le vent quand l'opinion est au changement et restant fixes dans leur rouille quand l'opinion est immobile. Quelqu'un a posé le dilemme en deux mots : *polichinelles ou imbéciles* (1): voilà ce qui nous distingue. Franchement, l'alternative n'est pas fort honorable!

Or, le socialisme, qui connaît bien sa nature, va à la recherche du peuple et principalement des ouvriers. Le peuple souverain constitue la force du soi-disant droit nouveau ; quand il sera converti au socialisme, il suffira lui seul à l'exécution des réformes sociales.

Il n'y a pas de plus grande calamité pour le monde que la propagation d'une erreur sociale. L'ouvrier est droit et généreux par instinct, il n'est pas défiant, il croit difficilement qu'on veuille le tromper quand on a l'adresse d'unir ses intérêts avec ses tendances naturelles. Il se croit facilement victime d'injustices mal définies, de machinations chimériques; on allume aisément la haine dans son cœur contre des hommes

(1) Marbot, *le Socialisme et les Conférences populaires*. 1883.

Digitized by Google

qu'il ne connaît pas; on sème sans peine dans son esprit des préjugés contre la vérité qui ne lui a pas été entièrement dévoilée. C'est pourquoi, en combattant les doctrines socialistes, nous ne faisons pas de politique : nous faisons œuvre de bon citoyen, œuvre de citoyen qui aime ardemment sa patrie.

En combattant les rêves et les utopies d'une égalité chimérique dans les conditions humaines, nous ne soutenons pas uniquement la cause des riches et des grands : nous soutenons beaucoup plus celle du peuple, que l'on cherche à tromper, et dont le sort devrait être le souci de tous les hommes d'esprit et de cœur.

Nous parlons donc dans l'intérêt de l'ouvrier. Dans son origine, dans sa condition, dans sa personne, l'ouvrier est notre frère. Quand nous le voyons fidèle à ses devoirs moraux et sociaux, nous le saluons dans sa noblesse et dans sa dignité, et quand nous le voyons fidèle à Dieu, à sa foi, à l'Eglise, nous l'admirons, nous l'aimons et nous reconnaissons en lui un compagnon de travail, un compagnon de notre sacerdoce, puisque le prêtre est un ouvrier divin, et nous saluons en lui notre frère en Jésus-Christ. Mais, quand nous le voyons entouré et trompé par de faux amis, entraîné par de faux appâts à la haine de l'ordre social établi par la Providence; quand nous voyons, au lieu de liens fraternels, des murs de séparation entre le riche et le pauvre, au lieu de concorde et d'amitié fraternelle, des rancunes injustes, des haines profondes et des inimitiés terribles entre les classes dirigeantes et les classes ouvrières, nous ne pouvons nous empêcher de gémir et de faire des vœux pour que la lumière de la vérité recommence à luire parmi les ténèbres de ces erreurs, dont le socialisme a rempli l'esprit de l'ouvrier.

Qui oserait nier aujourd'hui que le but des socialistes

Digitized by Google

ne soit pas la ruine de la société et le malheur universel? Dès le 20 avril 1849, ce danger imminent était dévoilé par ce grand Pontife de sainte mémoire qui a nom Pie IX. Il disait dans une allocution : « Ils n'ont rien d'autre en vue que de développer chaque jour les agitations populaires, que de faire disparaître tous les principes de la justice, de la vertu, de l'honnêteté, de la religion, que d'introduire, de propager et de faire dominer partout ce système horrible, lamentable, souverainement contraire à la raison et au droit naturel, qui s'appelle le socialisme ou le communisme, et cela pour le grand détriment et pour la ruine de toute la société humaine (1) ».

Travailleurs, croyez à l'un de vos amis sincères, le sage et prudent Franklin, républicain des Etats-Unis. Dans un discours contre les socialistes, il disait aux ouvriers américains : « Regardez comme des imposteurs tous ceux qui viennent vous dire qu'on peut s'enrichir autrement que par l'épargne et le travail. La solution de la grande question sociale la voilà en deux mots : épargne et travail. — Mon fils, disait le sage, si vous restez quelque temps les bras croisés, si vous abandonnez votre travail, vous verrez venir le besoin s'installer à votre foyer, et la misère viendra vous pressurer comme un guerrier bien armé; et, au contraire, si vous êtes homme de travail, l'abondance

(1) « ...novarum institutionum petitiones et progressum hujusmodi hominibus tantopere praedicatum, eo unice spectare, ut assidue foveantur agitationes, ut omnia justitiae, virtutis, honestatis, religionis principia usquequaque penitus tollantur, atque horrendum et luctuosissimum, ac vel ipsi naturali rationi et juri maxime adversum, *Socialismi*, vel etiam Communismi, uti appellant, systema cum maximo totius humanae societatis detrimento et exitio quaquaversus inducatur, propagetur, ac longe lateque dominetur. »

Digitized by Google

coulera comme une source chez vous et la misère fuira loin de votre demeure (1) ».

Travailleurs, ne vous laissez donc pas tromper par les lubies et les rêves dorés des révolutionnaires ; ils insultent à votre misère en vous repaissant d'illusions et de promesses trompeuses; ils vous promettent le règne du bonheur, ils vous invitent à un splendide banquet, mais ils ne vous procurent que déceptions cruelles et plaies incurables.

Toutes les tentatives de révolte sociale qu'ont-elles produit jusqu'ici, sinon des ruines et des catastrophes? Qu'est-il sorti de l'invention si célèbre des *Ateliers nationaux* de Louis Blanc, qu'on appela — par ironie bien entendu — la rédemption de l'ouvrier? Les journées de juin 1848 en furent la conséquence: douze généraux périrent dans ces luttes sanguinaires et fratricides, et le sang des malheureux travailleurs inonda les rues de Paris. Ah! l'orgueil humain, en substituant ses propres rêveries à l'ordre de la Providence, avait promis le règne de l'abondance et de la félicité, et, à sa confusion, il ne réussit qu'à établir le règne de la misère, du désespoir et de la guerre fraternelle.

(1) « Paulum conseres manus, ut dormias, et veniet tibi, quasi viator, egestas, et pauperies quasi vir armatus. Si vero impiger fueris, veniet ut fons messis tua, et egestas longe fugiet a te. » (*Prov.* VI, 10, 11.)

Digitized by Google

Digitized by Google

## CHAPITRE II

—

### LE SOCIALISME DANS L'HISTOIRE

—

Avant d'engager la bataille, un commandant doit explorer le camp ennemi, relever ses positions, compter ses forces, en épier les mouvements. De même, il faut que nous mettions tous nos soins à bien faire connaître les positions, les forces et les tendances de l'ennemi que nous avons à combattre et qui suscite la « grande question du siècle ».

Pour opérer cette reconnaissance, il suffit de faire l'histoire du socialisme, de l'examiner dans ses diverses phases, de le voir s'élever à la hauteur d'un système scientifique dans de savantes théories et d'étudier son organisation pratique et effective en vue d'atteindre le succès.

Il n'entre pas dans notre plan de tracer une histoire complète du socialisme : nous la résumerons en quelques lignes et en suivant l'ordre chronologique.

Nous avons dit que le socialisme n'est pas de date récente : — il tire son origine de l'idée d'une réforme qui doit égaliser les conditions et faire disparaître la misère ; — il est vieux comme le monde, car, de tout temps, l'idée du bonheur a trouvé un profond écho dans les cœurs et répond à un besoin impérissable du genre humain.



Digitized by Google

De tout temps, on a remarqué un certain antagonisme entre le pauvre et le riche; le pauvre a toujours désiré voir disparaître l'inégalité des biens, qui semble, à première vue, injuste. Les uns ont voulu arriver à ce but en dépouillant les possesseurs : — tel était le sentiment sauvage des anciens; — les autres ont voulu y parvenir par les lois et par les impôts progressifs : — tel est le sentiment des socialistes modernes.

Quelques écrivains affirment qu'on retrouve les premières traces du socialisme dans les institutions de l'Inde et de l'Egypte, dans les législations de Crète et de Lacédémone, et plus spécialement encore dans les institutions de Sparte sous la direction de Lycurgue (1).

Lycurgue mêla dans sa constitution sociale l'élément monarchique, aristocratique et démocratique, en donnant la prédominance à ce dernier. Il adopta le principe de la communauté des biens en déclarant que les individus étaient simplement possesseurs et que l'État seul était propriétaire. Nous voyons dans l'histoire que, dans les républiques de la Grèce, il y eut une époque de vraie révolution économique; les pauvres étaient en guerre continuelle avec les riches; ils avaient le suffrage universel, et, par leurs votes, ils étaient les maîtres du pouvoir. Mettant à profit ces avantages, ils décrétèrent des mesures de spoliation contre les riches ; ils établirent les plus lourds impôts et la confiscation des biens :

(1) Il est bon de noter que, dans ces données historiques à vol d'oiseau sur le socialisme, nous prendrons aussi des faits du communisme. D'abord, le socialisme se confond aujourd'hui avec le communisme; comme le dit Ciccone *(La questione sociale economica)*, la majeure partie des systèmes du socialisme actuel n'en porte que le nom; au fond, c'est du communisme pur et simple. Ensuite, s'il y a, en théorie, une différence entre le socialisme et le communisme, il y en a bien peu en pratique.

Digitized by Google

mais la misère ne diminuait aucunement. On songea alors à effectuer une liquidation générale ; on remit le pouvoir aux mains d'autorités cruelles et tyranniques. Ces tyrans — et, entre tous, Agis et Cléomène — organisèrent la terreur contre les riches, décrétèrent la division, la communauté des biens et tout ce qu'on rêve aujourd'hui ; mais la condition du pauvre ne s'améliorait pas : elle empirait, au contraire. — C'est, en effet, une loi constante que, quand le riche s'appauvrit, le pauvre s'appauvrit encore davantage.

Avant cette époque — il y a quelque deux mille ans — un esprit supérieur, un homme resplendissant de la lumière du génie, un philosophe appelé le *Divin,* Platon, s'efforça d'introduire le socialisme dans la république qu'il avait rêvée. Il établit comme but suprême auquel on devait tout sacrifier, coutumes, famille, principes, aspirations, la perfection physique de la race humaine ; il parvint à établir la communauté des biens et même des femmes. Il est bon de se rappeler ces utopies vieilles comme le monde qu'on prône aujourd'hui comme inventions modernes.

En lisant l'ouvrage de M. Fustel de Coulange, *la Cité antique,* qui traite des républiques de la Grèce, on trouve une foule de détails qui démontrent comment la réforme socialiste, essayant de niveler toutes les conditions, n'aboutit en Grèce qu'à de cruels désenchantements. Ces utopies finirent par susciter une haine féroce entre les diverses classes de la société ; les luttes sociales affaiblirent le pays, elles ouvrirent les voies aux usurpations de Philippe de Macédoine et des Romains, et la Grèce ne compta bientôt plus au nombre des nations.

Le caractère positif du peuple romain opposa un obstacle puissant aux utopies des Grecs ; le vrai socia-

Digitized by Google

lisme ne put prendre racine à Rome. Toutefois, de temps à autre, on voyait se lever la foule frémissante des déshérités et des prolétaires qui parcouraient les places et les rues de la cité en criant : *panem et circenses;* mais ce symptôme menaçant disparaissait bientôt par l'adoption des *lois agraires.*

Cent cinquante ans avant Jésus-Christ, on vit surgir, dans les provinces orientales de l'empire romain, une sorte de socialisme bien organisé chez les Hébreux Esséniens habitant la côte occidentale de la Mer-Morte. Leur système avait pour base le sentiment religieux; ils pratiquaient l'abstinence et l'humilité dans toute leur étendue; ils étaient divisés par petites bourgades; ils mettaient tous leurs biens en commun et ils en laissaient l'administration à quelques-uns d'entre eux qu'ils choisissaient par élection. Les Esséniens furent imités par les Térapeutes et, plus tard, après la diffusion du christianisme, par les solitaires et les moines.

Dès la naissance de l'Eglise catholique, cette œuvre la plus sublime de tous les siècles, l'histoire enregistre un exemple de socialisme chrétien inconnu jusqu'alors : — nous avons dit socialisme, mais nous ne voulons par là obscurcir en rien cette admirable institution, qui est aussi loin des utopies socialistes modernes que le ciel est distant de la terre. Cette institution avait pour base non pas la politique, mais un sentiment éminemment religieux; elle ne s'établissait et ne se gouvernait point par la force, mais par la charité mutuelle et par l'esprit de foi; elle fut la société des chrétiens primitifs, qui ne formaient qu'un cœur et qu'une âme.

Voici ce qu'on lit dans les *Actes des Apôtres* (ch. IV, v. 32, sqq.) :

« La multitude des fidèles ne formait qu'un cœur et qu'une âme; personne parmi eux n'appelait son bien ce

Digitized by Google

qu'il possédait; entre eux, tout était commun... il n'y avait parmi eux aucun nécessiteux. Tous ceux qui possédaient des champs ou des maisons les vendaient et en apportaient le prix, qu'ils déposaient aux pieds des Apôtres. On distribuait tout à chacun selon ses besoins.»

Mgr Audisio parle ainsi de cette société chrétienne dans son ouvrage *Della società politica e religiosa* (p. 184) :

« L'organisme social de la première communauté chrétienne était admirable. Il opéra dans le monde antique une transformation sociale qui laisse loin derrière elle la civilisation moderne. Quel progrès et quelle révolution soudaine et instantanée de la vie sociale! Le bas peuple, l'homme libre et l'esclave, le soldat et le courtisan, le chevalier et le sénateur, Pudens, Lucine, Cécile se réunissaient à une même table, sanctifiée par le même sacrement et par la même prière. Personne ne devait abandonner son état parce que tous les états étaient ennoblis, bénis, sanctifiés. Personne n'était déshérité parce que le surplus des riches devenait le patrimoine des pauvres. L'esprit d'association créait du premier coup des secours pour toutes les infortunes. Là régnait *la liberté*, parce que, même dans ses dernières attributions et dans le dernier des hommes, la dignité humaine était respectée et vénérée. Là régnait *l'égalité*, parce que toutes les circonstances de la naissance, de la vie, de la mort disparaissaient dans la famille, dans la commune, dans le royaume d'un Dieu reconnu pour Père des âmes créées et rachetées par lui au prix du même sang. Là aussi régnait *la fraternité*, non pas la fraternité révolutionnaire et destructive de tout ordre social, mais la fraternité chrétienne enracinée dans les esprits, soumise à la Providence, incessante dans la charité. *Liberté*,

Digitized by Google

*égalité, fraternité,* c'étaient des mots saints au milieu de cette atmosphère; ce n'est qu'en les pervertissant qu'ils devaient engendrer plus tard la ruine de la société... *fraternité, liberté, égalité,* ces principes de droit naturel bénis à nouveau par l'Evangile, formaient le code de cette bienheureuse société chrétienne à son début et vierge encore de la domination de César et de l'Etat. »

Qui n'aimerait ce genre de vie tout d'amour et de charité? Ce serait là certes le paradis sur terre. Mais la nature humaine est toute pétrie d'égoïsme. Ce penchant prédominant et despotique reprit bientôt le dessus, et, deux ou trois siècles après, nous ne trouvons plus de traces de cet admirable exemple. L'Eglise sema cependant, dès lors, dans la société chrétienne, les germes de ces vertus si éminemment sociales et de cette civilisation si parfaite. Pour le chrétien, le pauvre est la personnification du Christ, et l'homme qui a l'âme vraiment chrétienne va vers le pauvre comme vers son frère bien-aimé.

Cet esprit religieux fut faussement interprété par les hérésies antichrétiennes, qui étaient pour la plupart entachées de tendances à un socialisme impie, injuste et absurde.

Afin de rester dans les limites restreintes que nous nous sommes tracées, nous ne mentionnerons que pour mémoire les Pélagiens, les Vaudois, les Albigeois, les Lollards et les disciples de Wiclef et de Jean Huss. Arrêtons-nous au XVI^e^ siècle.

Quand la réforme commença à se propager, on vit surgir, à l'ombre des nouvelles doctrines, quelques sectes de socialistes formidables appelés Hussites, Anabaptistes, Calixtins, Taborites, etc., qui envahirent une grande partie de l'Allemagne. Thomas Münzer, leur

Digitized by Google

chef, engagea de sanglantes batailles pour faire triompher les dogmes nouveaux; Jean de Leide se proclamait le représentant de la justice sur la terre : — il avait été tailleur, puis cabaretier, finalement comédien; il fut le dernier chef de ces sectes cruelles.

« Nous sommes tous frères, disait Münzer, et nous avons un père commun, Adam. D'où vient donc cette différence de biens et de jouissances que la tyrannie a introduite entre nous, pauvres, et les grands de la terre? Pourquoi gémissons-nous dans la pauvreté, accablés de fatigues, tandis qu'eux nagent dans les délices? N'avons-nous pas droit à l'égalité des biens de la terre? De leur nature, ils sont communs à tous et doivent être répartis à mesure égale entre tous les hommes, sans aucune distinction. La terre est un héritage commun; nous avons droit à notre part, elle nous a été volée. Quand donc avons-nous renoncé à cette portion de l'héritage de notre père? Qu'on nous montre notre acte de renonciation! Riches de ce monde, avares usurpateurs, rendez-nous les biens que vous retenez injustement! »

Ces appels frénétiques suscitèrent des soulèvements populaires, des conflits épouvantables et une guerre fraternelle avec tous ses épisodes de férocité sanguinaire. Enfin, les catastrophes d'Amsterdam et de Münster vinrent étouffer dans le sang cette révolution terrible.

Peu de temps avant ce lamentable drame, on avait édité à Louvain un ouvrage où les idées de Platon étaient exposées avec plus de modération et dans une pensée chrétienne : c'était *l'Utopie* de Thomas Morus. Bodin, Harrington, Campanella, Morelly, Mably publièrent aussi des ouvrages intitulés *République de l'Océanie, la Cité du soleil, le Code de la nature, les Doutes sur l'ordre naturel et essentiel des sociétés*. Dans ces ouvrages, on traçait des plans chimériques de

Digitized by Google

la société, dans lesquels la violation de la propriété était plus ou moins explicitement érigée en principe. Ces œuvres eurent une influence considérable sur le développement du socialisme dans la suite.

Celui qui, plus que tous les autres, contribua à battre en brèche l'ordre social, ce fut, parmi les philosophes du siècle dernier, J.-J. Rousseau, ce philosophe utopiste entre tous, parfois sublime, parfois ridicule, toujours inconséquent avec lui-même. Après avoir proclamé que l'homme n'est qu'un animal dépravé, que la société est un État contre nature et la cause de toutes les inégalités humaines, il a la hardiesse d'ajouter :

« Le premier qui, ayant enclos un terrain, s'avisa de dire *ceci est à moi,* et trouva des gens assez simples pour le croire, fut le vrai fondateur de la société civile. Que de crimes, de guerres, de meurtres, de misères et d'horreurs n'eût point épargnés au genre humain celui qui, arrachant les pieux ou comblant le fossé, eût crié à ses semblables : « Gardez-vous d'écouter cet imposteur, » vous êtes perdus si vous oubliez que les fruits sont à » tous, et que la terre n'est à personne (1) ! »

Avec son style enchanteur, son langage imagé et ronflant, Rousseau séduisait le peuple ; il l'électrisait et le poussait à mettre en pratique ses rêves horriblement extravagants ; ce fut là une des causes de la révolution de 1789.

Depuis la révolution française jusqu'à nos jours, on a vu la société envahie par une foule d'écrivains socialistes ; voilà pourquoi le socialisme est aujourd'hui beaucoup

(1) *Discours sur l'origine de l'inégalité,* II^e^ partie, p. 115. Paris, 1793. La pensée de Rousseau est fort ancienne. Horace disait déjà : ***Nam proprie telluris herum natura neque illum, nec me, nec quemquam statuit — Satira.*** 2 lib.

Digitized by Google

plus répandu et plus développé que par le passé. Chacun de ces écrivains publia son plan de réforme sociale; les systèmes et les réformes se sont multipliés à l'infini; il serait impossible de les exposer tous; nous nous bornerons à indiquer les principaux.

En 1797, Babeuf fonda la secte des *Egaux,* et comme principe fondamental de son institution communiste, il posa la formule « la propriété est un véritable crime public ».

Vint ensuite Saint-Simon, qui voulut réformer la société de fond en comble dans l'ordre économique, industriel, civil et religieux. La doctrine saint-simonienne fut même suivie par quelques hommes illustres; elle eut un culte particulier et des pratiques bizarres. Ainsi, par exemple, les saint-simoniens portaient un habit particulier de diverses couleurs; leur signe distinctif était le gilet boutonné derrière pour montrer que les hommes devaient se servir mutuellement. Il y eut des dissensions par rapport au mariage, et le saint-simonisme disparut. Enfantin, le chef de la secte, fut traduit en cour d'assises et condamné pour atteinte aux mœurs; ses disciples s'enfuirent en Egypte à la recherche de la femme libre, dont la découverte devait être le signal du triomphe des doctrines saint-simoniennes.

Fourier succéda à Saint-Simon; il eut l'audace de traiter d'imbéciles les dix-huit siècles chrétiens qui l'avaient précédé. Fourier ne voulait pas abolir l'ordre actuel de la société: il fonda sa doctrine sur le principe *d'association.* Il établit les *Phalanges* et les *Phalanstères,* qui furent énergiquement défendus par Victor Considérant, appelé, par profanation, le saint Paul du nouveau Messie.

Les doctrines fouriéristes furent suivies de la doctrine

Digitized by Google

de *l'amour libre,* répandue par Robert Dale Owen dans sa *Nouvelle Harmonie.* Le but de cette doctrine est la réforme de la famille par le principe archibestial que proclamait l'auteur de la *Théorie de l'Association universelle,* à savoir que l'homme peut prendre toutes les femmes et que chaque femme peut prendre tous les hommes que bon lui semble.

Cette confusion de théories impies et absurdes a fait pulluler de nos jours une véritable armée d'écrivains socialistes avec leurs systèmes, leurs divisions, leurs distinctions d'école, leur métaphysique humanitaire, confuse, verbeuse, dithyrambique.

En France, on vit s'agiter avec bruit : Pierre Leroux, appelé le philosophe humanitaire; Louis Blanc, l'historien brillant, mais peu sérieux, avec son *Organisation du travail,* avec ses *Ateliers nationaux,* avec son ridicule système d'afficher au dos des paresseux un écriteau portant l'inscription « Lâches »; Cabet avec son *Icarie;* Proudhon, le précurseur de l'anarchie avec son programme : *destruam et œdificabo* (et il détruisait tout sans jamais rien construire), avec cette devise qui le rendit tristement célèbre : *La propriété, c'est le vol;* Eugène Pelletan et A. Comte, le philosophe positiviste, qui, tous deux, prophétisaient que « le socialisme est le code des nations de l'avenir ».

A côté du socialisme français, nous avons le socialisme allemand avec ses écoles et ses degrés multiples. Il y a en Allemagne le socialiste de la chaire, le socialiste modéré, le socialiste philosophe et lettré, le socialiste évangélique, le socialiste agraire. La note caractéristique du socialisme allemand, c'est d'être plus positif et moins ampoulé que le socialisme français. Ses chefs ont eu tous une haute position sociale et une grande valeur intellectuelle. Il faut noter parmi les prin-

Digitized by Google

cipaux : le jurisconsulte Charles Rodbertus, le flegmatique Carl Marx, fils d'un juge : Ferdinand Lassalle, bel et éloquent jeune homme, fils d'un riche négociant de Breslau. Humbolt l'appelait pour cette raison « l'enfant prodigue », mais lui s'intitulait le « Président de l'humanité », pour satisfaire son immense amour-propre et sa fièvre de popularité. Défendu par ces trois champions, le socialisme devint raisonneur et la dialectique prit la place de l'imagination. Rodbertus fut le premier qui lui donna une nouvelle forme systématique, Marx s'efforça de le présenter tout resplendissant de science et Lassalle chercha à lui donner la simplicité et la force persuasive.

Au congrès de Bâle, en 1868, on vit paraître le grand pontife du socialisme allemand, Carl Marx, présentant au peuple un nouveau système socialiste : *le collectivisme* (1).

C'est ce mot magique que nous voyons adopté partout aujourd'hui dans les revendications ouvrières. D'après le collectivisme, l'État doit devenir le propriétaire de tous les instruments de travail; il doit ordonner et diviser le travail et en distribuer le produit entre tous les ouvriers. Ce fut dans ce congrès de Bâle qu'on proclama la suppression de la propriété individuelle, au milieu des hurlements féroces de l'assemblée, et qu'on déclara la guerre au prêtre, au soldat, au propriétaire, au capitaliste.

Au congrès de Bruxelles, en 1869, paraît le socialiste russe Bakounine, qu'on appela le pape Michel; il affirmait que la révolution sociale doit s'effectuer par la

(1) Carl Marx publia en 1867 un ouvrage sur le capital : *la Bible du Communisme.* On y relatait un manifeste avec un cri de guerre au prolétariat européen ; on appelait à l'union par ces paroles : « Travailleurs de toutes les nations, unissez-vous ! »

Digitized by Google

violence et par la destruction universelle à bref délai; la société nouvelle doit surgir des ruines fumantes de la société ancienne, et ce sera l'œuvre de la *Commune*. Ce socialisme anarchique qui hurle avec Blanqui : *Ni Dieu ni maître!* a pris aujourd'hui des proportions effrayantes. Il existe partout; dans chaque nation, il a sa physionomie propre, et il prend des formes plus ou moins révolutionnaires selon le caractère du pays et le genre de gouvernement.

En Russie, on voit se développer le *nihilisme*, répandu actuellement dans toute l'Europe; en pratique, il représente le pessimisme en fait de politique, d'économie, de religion et de morale; en théorie, il regarde la société comme une institution contraire à la raison et aux mœurs; il ne voit dans la nature que le produit d'un instinct aveugle, et à ses yeux l'histoire n'est que le libre jeu de l'ignorance et du hasard. Le nihilisme poursuit avec frénésie l'égalité universelle, radicale et absolue, et un nihiliste a osé pousser ce cri immonde « Vive l'abolition des sexes ! ».

En France, il suffit de se souvenir de Monceau-les-Mines et d'Anzin pour conclure que le socialisme démagogique y est beaucoup plus développé qu'ailleurs. Ce fut *l'Association internationale des travailleurs* qui proclama la Commune pendant le siège de Paris, en 1870, et aujourd'hui les communards sont répandus dans les deux mondes. C'est en France qu'on publie journellement un grand nombre de journaux socialistes parmi lesquels *le Cri du Peuple*, *le Coup de Feu*, *la Défense des Travailleurs*, *le Prolétariat*, *l'Union socialiste*, *la Révolte*, *l'Attaque*, etc., qui remplissent leurs colonnes de provocations continuelles contre les riches et les patrons. C'est de la France que nous viennent tous ces romans socialistes qui font le

Digitized by Google

tour du monde et qu'on répand à profusion parmi les ouvriers avec un zèle, un fanatisme tout particulier, désigné par les sectaires sous le nom de « propagande de l'émancipation ». C'est à bon droit que des publicistes ont affirmé que la vraie cause des événements de Decazeville (département de l'Aveyron) et de l'assassinat de l'infortuné Watrin fut le nouveau roman socialiste *Germinal* de Zola, roman dont plusieurs gouvernements avaient interdit la vente.

En Espagne aussi, malgré le caractère paisible des populations ouvrières, on voit s'agiter le socialisme anarchiste. A chaque changement violent de gouvernement, les paysans des provinces méridionales courent prendre possession des biens de la noblesse et du clergé, comme cela est arrivé à Loja et à Avatral. La Commune de Carthagène ne fut qu'un écho de la Commune de Paris; depuis quelques années, l'Association de la *Main noire* a proclamé pour son statut fondamental que « les riches doivent être mis hors du droit des gens, qu'il faut les combattre partout par le fer, le feu et la calomnie ».

En Allemagne, le socialisme a une organisation politique et économique si complète et si puissante qu'il fait peur à Bismarck lui-même. Le chancelier se trouve pris entre deux feux : entre le centre catholique, qui est la gloire et l'honneur de l'Eglise, et la démocratie démagogique, qui porte au front : « Je suis la révolution universelle ».

Je ne parle pas de l'Italie. Ici le peuple des villes et des campagnes a compris à présent selon la morale du jour « Mange qui peut, et cherche à s'ingénier qui ne le peut ». Les socialistes les plus enragés couvrent leurs faux systèmes du nom d'économie sociale pour arriver au parlement, et, ici comme en France, le parti radical

Digitized by Google

est à la veille de son triomphe. Il suffit de rappeler le discours électoral de l'ex-ministre Baccarini, prononcé en novembre 1885, dans lequel il développa un nouveau système de socialisme et exposa la formule : « Il faut déterminer par une loi le minimum du salaire qui revient aux ouvriers et qui a été gagné par leurs sueurs et le maximum de la richesse acquise par la spéculation et non par le travail. » Il suffit de rappeler les discours du député André Costa, Pantano, etc., qui font le tour de l'Italie pour semer l'agitation parmi les ouvriers; il suffit de voir les comptes rendus des réunions publiques, où l'on va jusqu'à pousser le cri de : « Vive l'anarchie! ».

En Suisse et en Belgique, les agitations socialistes deviennent très fréquentes; elles se font sentir même en Autriche, malgré les efforts du gouvernement conservateur, qui parvint dernièrement à découvrir à Vienne une imprimerie clandestine anarchiste qui répandait au loin une foule d'écrits révolutionnaires.

En Hollande, le 7 janvier 1886, la police d'Amsterdam fit arrêter le socialiste Van Ommeren; une foule immense l'accompagna jusqu'au palais de justice en poussant des cris de révolte; on répandit à profusion un manifeste socialiste qui se terminait ainsi : « A tous ceux qui n'ont pas de pain et qui sont sur le point de mourir de faim, nous crions de toutes nos forces: Tuez! incendiez! pillez! »

En Amérique, ce pays des grands et périlleux essais, on compte une foule de sectes communistes : les *Mormons*, les *Trembleurs*, les *Harmonistes*, les *Inspirés*, les *Amanistes*, les *Perfectionnistes* ou partisans de *l'amour libre*. Le socialisme anarchiste a fait là des pas de géant; on connaît partout les Fénians; on sait qu'aux États-Unis et en Angleterre ils emploient la ter-

Digitized by Google

rible force de la dynamite, — argument devant lequel on ne peut discuter.

La démagogie socialiste tente de former une ligue universelle. Elle a juré la ruine de toutes les autorités sociales : plus de gouvernement, plus de capitalistes; liquidation immédiate de toute la vieille société et anarchie complète. Il faut faire périr la société, la faire retomber dans le chaos pour la refondre, comme les filles de Pelias mettaient, selon la fable, leur vieux père dans une chaudière d'eau bouillante, quand elles voulaient le rajeunir. Mais, par qui la société sera-t-elle ensuite rappelée à la vie? Le socialisme anarchiste n'y pense même pas; pour le moment, il ne songe qu'à détruire tout ce qui existe, et, pour cette fin, tous les moyens sont bons, le poignard, le revolver, l'assassinat, la dynamite : la révolution justifie tout! Plus de loi morale, plus d'honneur, plus de patriotisme, tout cela ne constitue que d'ineptes préjugés de la société ancienne!

Voilà, en peu de mots, le véritable portrait historique du socialisme démagogique actuel.

Arrêtons-nous ici dans cette exploration sur le terrain de l'ennemi.

Cet ennemi est-il puissant? — Très puissant. — Qui compose cette armée? — Les ouvriers trompés, les brouillons et les déclassés du monde entier. — Quelle est sa force? — La force du nombre et l'énergie de la volonté. — Remporteront-ils la victoire?...

L'armée française venait de conquérir l'Algérie; le terrible Abdel-Kader avait été acculé dans les montagnes; un jour, le vainqueur, le maréchal Bugeaud, contemplait l'immense plaine qui s'étend depuis la mer et les montagnes jusqu'aux portes d'Alger, et il se disait : A quoi bon cette conquête si l'on ne cultive pas ces terres immenses? Poussé par cette pensée, en homme de cœur et d'initia-

Digitized by Google

tive, le maréchal établit trois villages à Fouka, Mered et Mahelma; il n'avait pas de colons : il prit ses soldats.

Il rassembla son armée, et, avec cet accent guerrier qui électrise les masses, il dit à ses hommes : « Nous avons conquis l'Algérie par nos armes; il faut maintenant la conquérir par notre travail. Le travail en commun est le plus puissant moyen de colonisation. Je vous fournirai tout : instruments, troupeaux, terrains; vous continuerez à toucher votre solde et à recevoir votre nourriture, et tout ce que vous récolterez sera divisé par parts égales entre tous. »

Le plan du maréchal fut mis sur-le-champ à exécution. L'armée fut dispersée dans les trois villages; on donna à chacun des terres excellentes, des troupeaux de moutons arabes croisés, des semences et des instruments de travail : — il faut avouer qu'aucun essai socialiste ne pouvait être fait dans des conditions plus favorables. Les expérimentateurs étaient tous d'excellents soldats, rompus depuis longtemps à la vie commune, à une vie de sacrifices, à la plus stricte discipline. Qu'arriva-t-il? Chacun se mit aussitôt à l'œuvre; on travailla, on sema, on récolta. Au commencement, tout alla bien; mais, bientôt, le zèle se refroidit; le goût et l'ardeur s'en allèrent en fumée, et ce qu'on avait fait d'efforts se trouva inutile.

En septembre 1843, le maréchal Bugeaud va visiter ses villages, et il y trouve ses travailleurs assis sur le seuil de leurs cases, tristes et plongés dans un morne silence. Étonné, il demande la cause de cette mélancolie : on lui répond que la récolte est perdue. — Comment donc? répond le maréchal. Vous avez fait la moisson en juin et elle a été magnifique! — On fut forcé alors d'avouer que la discorde était venue et qu'on ne travaillait plus. — Et pourquoi ne plus travailler? — Parce que l'on se

Digitized by Google

regarde l'un l'autre et personne ne veut faire plus que son voisin, et ainsi on arrive à se mettre tous au niveau des paresseux. Croyez-le bien, monsieur le maréchal, si nous avions eu chacun notre part de grain et notre morceau de terrain, nous eussions travaillé doublement ; mais, dans l'état actuel, rien ne peut marcher ici ; nous vous prions de dissoudre l'association. — Oui ! oui ! crièrent tous les colons, même les plus paresseux.

La conclusion fut décevante ; le maréchal dut dissoudre la colonie et l'essai socialiste fit banqueroute complète : il n'avait produit que la misère.

Vers 1650, quelques Pères de la Compagnie de Jésus, une croix de bois sur la poitrine et un bréviaire sous le bras, pénétrèrent un jour au Paraguay, dans l'Amérique du Sud. Ils attirèrent à eux les sauvages de ce pays, les traitèrent avec douceur et bientôt les eurent convertis à la foi chrétienne. Grâce à cette largeur de vues, qui est le cachet propre des Jésuites, ces tribus barbares furent bientôt transformées en colonies bien civilisées, où la vie était remplie par le travail, l'amour et le dévouement mutuels. Voltaire, qui n'était certes pas un clérical !... appela cette institution : « Le triomphe de l'humanité. »

Plût à Dieu que ce fait fut mûrement examiné par les grandes nations européennes qui cherchent à s'assurer des possessions dans les régions lointaines. Les colonies se forment bien plus avec les missionnaires qu'avec des troupes de soldats, bien plus avec la douceur et la croix qu'avec les armes et le canon.

Sous l'impulsion des Jésuites, on construisit en peu de temps au Paraguay trente-deux villes, comptant quarante mille familles chrétiennes.

Les historiens nous racontent les merveilles de cette création, soutenue par l'ardeur du sentiment religieux ;



Digitized by Google

souvent, ce sentiment éclatait avec enthousiasme dans des fêtes magnifiques. La première, la plus belle et la plus solennelle, était la procession de la Fête-Dieu, cette procession que l'on ose appeler un attentat à l'ordre public dans beaucoup de villes de l'Italie. Au Paraguay, la procession de la Fête-Dieu se faisait avec toute la pompe et la splendeur possible : c'était un élan public de foi et une extase populaire.

Ce fut sous l'empire d'un sentiment religieux si puissant qu'on mit en pratique, dans les trente-deux villes, la communauté des biens.

Ces grandes terres, qu'on appelait d'un nom plein de foi et d'amour « la propriété de Dieu », étaient cultivées par tous les indigènes indistinctement, et tout ce qu'on en retirait servait à la subsistance de la communauté, y compris les vieillards, les infirmes et les orphelins. Transporté d'admiration à la vue de ce système, Chateaubriand écrivait « qu'il y eût au Paraguay une application douce et presque volontaire du communisme ».

Né de la splendeur des vertus chrétiennes et de la force du sentiment religieux, le socialisme du Paraguay fit merveille, dès son origine, sous l'impulsion et la direction des Jésuites, dont il est resté une des plus belles gloires; mais, après l'expulsion de ces religieux, ce socialisme n'engendra plus que la misère; toutes ces belles institutions s'écroulèrent, et, un siècle plus tard, il ne restait plus de ces colonies du Paraguay que des descriptions historiques.

Ah ! si le socialisme reposait sur une idée juste et vraie; s'il constituait un réel progrès de l'humanité, un perfectionnement social, il aurait bien vite conquis le monde! mais il a constamment avorté. Nous avons toujours vu pour résultat constant de tout essai socialiste

Digitized by Google

l'égalité... mais l'égalité dans la misère et l'émulation dans la paresse. Les pages ineffaçables de l'histoire nous démontrent que le socialisme renferme en soi un germe de mort. C'est pourquoi à notre question de tout à l'heure : Remportera-t-il la victoire? Nous répondrons : C'est impossible ! Et s'il triomphe quelque temps, la chute suivra de près le triomphe ; le socialisme aura disparu quand on entendra les derniers sons de ses hymnes de victoire.

Digitized by Google

Digitized by Google

## CHAPITRE III

### LE SOCIALISME ET LA PROPRIÉTÉ

La « propriété » ! voilà le mot que les modernes socialistes ont en exécration. Ils rassemblent toutes les malédictions vomies contre la propriété dans les siècles passés. Furieux de s'en voir privés, désespérant de l'obtenir jamais, ils l'ont définie : la cause unique et la source éternelle de toutes les inégalités sociales et de toutes les oppressions.

La propriété, dit le fameux tribun ouvrier Hartung, est le centre de toutes les haines les plus féroces, de toutes les vengeances les plus basses et les plus impitoyables, de tous les vices les plus honteux et des misères et des larmes qui en sont la suite ! La propriété, dit le nihiliste Bakounine, c'est la puissance du riche oppresseur, l'évangile du despote, la morale du voleur ; dans la lutte pour la vie et sur l'autel des immolations humaines, la propriété est cette force impitoyable qui broie le faible, qui fait de l'innocent une victime et qui donne l'impunité à l'assassin !

Un des chefs du socialisme s'exprime ainsi dans un discours très applaudi à Vienne, le 2 août 1868 : « Ce que nous voulons, c'est la destruction de la propriété, c'est la république sociale universelle ; dé-

Digitized by Google

sormais, notre mot d'ordre c'est la haine ; nous avons aimé assez et assez longtemps ; désormais, nous voulons haïr. » La première page du socialisme est toute remplie de *la haine éternelle* de la propriété.

Les socialistes l'appellent un *crime public, un vol,* parce que la terre, aussi bien que l'air et la lumière, est un don de Dieu, et Dieu, disent-ils, n'accorde pas ses dons à un tel ou à un tel, mais à tous également ; donc, le droit de propriété n'a aucun fondement et tout propriétaire est un usurpateur. C'est pourquoi Proudhon disait : « A qui appartient la propriété de la terre ? Sans aucun doute, au producteur de la terre. Qui a fait la terre ? C'est Dieu. En ce cas, propriétaire, retirez-vous (1). »

Aujourd'hui, d'après Paul Bert, quand on parle d'un propriétaire, d'un noble, d'un riche, c'est comme si l'on parlait d'un tyran, d'un vampire, d'un esprit vil et d'un cœur cruel par caprice et par plaisir (2). Abolition complète de la propriété, division égale de tous les biens, foi invincible à la possibilité de cette division, voilà, en résumé, toutes les revendications socialistes et le prétexte, sinon la cause, de tous les désordres sociaux de notre époque.

Pour combattre le socialisme, il faut donc commencer par défendre la propriété, car c'est la première institution qu'il s'efforce, par tous les moyens possibles, de

(1) Proudhon. *Qu'est-ce que la propriété ?* p. 72. — Avec son esprit toujours paradoxal et contradictoire, Proudhon lui-même, après avoir soutenu que la *propriété, c'est le vol !* finit par dire que la propriété, comme le phénix de la fable, renaissait de ses cendres et se présentait à toutes les époques comme le compagnon inséparable de la civilisation et de la liberté.

(2) *Le Poison civique,* du Dr Paul Bert, par Intes Anglade, p. 6.

Digitized by Google

battre en brèche. Quand il s'agit du droit de propriété, on ne tient plus compte aujourd'hui ni de l'usage sanctionné par les siècles, ni des arguments de l'histoire, de l'expérience et du sens commun; il faut donc remonter à la source de ce droit et considérer l'homme en lui-même et dans sa nature (1). Il nous semble, dès lors, plus utile de diviser cette étude en deux articles : dans le premier, nous démontrerons la légitimité du droit de propriété en le considérant dans son origine et dans ses conséquences sociales; dans le second, nous réfuterons les principales objections que l'on oppose à ce droit.

### Article Ier

Le doigt du Créateur a imprimé dans la nature humaine deux tendances, deux instincts puissants, deux amours : l'amour de la personne et l'amour de la société. A première vue, ces deux tendances semblent contraires et non conciliables entre elles; mais, en réalité, elles se complètent mutuellement, et ce sont elles qui établissent l'homme roi de la nature. La tendance à l'appropriation, qui forme l'instinct de la personnalité ou l'amour de soi-même, et la tendance à la réunion avec ses semblables, qui forme l'amour de la société, se manifestent

(1) Pour procéder d'une manière plus populaire dans la défense du droit de propriété, nous avons préféré donner au lecteur une exposition claire et simple de ce droit et laisser de côté la réfutation des faux systèmes sur la propriété et sur son origine. Nous nous éloignerions trop de notre but si nous voulions commenter tous ces systèmes depuis les antiques philosophes rationalistes jusqu'aux encyclopédistes du XVIIIe siècle et, depuis lors, jusqu'aux disciples de Proudhon et de Kant et aux diverses écoles économiques ouvertement révolutionnaires ou absolument libérales.

Digitized by Google

dans toutes les périodes de la vie de l'homme, depuis les premiers jours de son existence jusqu'à l'extrême vieillesse. Or, ces deux tendances naturelles de l'homme exigent nécessairement et inéluctablement le droit de propriété, car, sans ce droit, l'individu ne pourrait pas facilement pourvoir à la conservation de sa personne et de la société.

En effet, c'est l'amour de sa propre personne qui pousse l'homme à conserver sa vie, à travailler au perfectionnement de son esprit et de son corps, à obtenir, en un mot, un complet développement de son activité personnelle, autour de laquelle viennent se grouper les droits innés de sa nature.

Supprimez la propriété, condamnez indistinctement tout le monde à se trouver dans l'impossibilité de pourvoir aux besoins d'une vie perpétuellement instable et à se voir ainsi sans cesse exposé à toutes les infortunes et à tous les assauts de la misère, est-il possible, dès lors, que l'homme atteigne sûrement ce qu'il cherche : la conservation et le perfectionnement de son esprit et de son corps ? Que deviendront les travaux de l'esprit, les beaux-arts et les patientes investigations de la science ?

C'est l'amour de la société qui pousse l'homme à vivre avec ses semblables, à se faire sociable, condition rigoureusement exigée par la nature. Or, la société ne peut exister sans ordre, sans paix, sans prospérité publique, et ce triple élément dépend de la propriété ; elle est la pierre angulaire sur laquelle repose tout l'édifice social. Sans propriété, pas d'ordre possible, car personne n'aura soin de rien ; il n'y aura aucune distinction de classes et, par conséquent, au lieu d'un ordre hiérarchique, il n'y aura que confusion. Sans propriété, pas de paix possible, car l'expérience prouve que la paix ne règne que là où chacun peut posséder tranquil-

Digitized by Google

lement ce qui lui appartient; il arrive fréquemment des discordes entre ceux pour qui tout est commun. Sans propriété, pas de prospérité sociale possible, car elle est intimement liée au droit de propriété. L'assurance de posséder le fruit de son propre travail soutient et pousse en avant l'activité humaine; sans cela, elle languit, se paralyse et s'éteint, et avec elle, on voit s'évanouir tous les avantages sociaux dont elle est la source.

Le droit de propriété est donc une conséquence logique et nécessaire de l'amour de la personne et de l'amour de la société, et voilà pourquoi, quoi qu'en dise Montesquieu et quelques autres avec lui, il faut voir la source de ce droit dans la nature même de l'homme, abstraction faite de toutes les conventions sociales qui l'ont trouvé déjà existant.

Les deux tendances naturelles dont nous parlons sont les deux sources de tout progrès et de toute prospérité; on peut donc dire que la civilisation trouve son principal fondement dans la propriété. C'est à bon droit que Ciccone disait : « Plus les nations avancent en richesse et en civilisation, plus la propriété se dessine et s'affirme, car elle est la condition essentielle et le premier fondement du progrès des nations; si on l'abolissait, on retournerait à la barbarie » (1). Cela devient encore plus clair, si l'on considère l'homme isolé, laissé à sa nature, et l'homme en société, qui domine et qui s'approprie les biens de la création.

En effet, qu'est-ce que l'homme, abandonné à sa nature ou, plutôt, qu'est-ce que l'homme mis en dehors de toute société? La nature elle-même nous répond en nous montrant le spectacle humiliant et digne de pitié de l'enfant venant au monde. Un être nu, jeté sur une

(1) Ciccone. *La questione sociale économica*, p. 24.

Digitized by Google

terre nue : *nudum in nudâ,* nous dit énergiquement un philosophe ancien. Seul entre tous les animaux, l'homme est laissé par la nature sans vêtement pour se couvrir, sans instinct pour se diriger, sans cris intelligibles pour se faire entendre; il ne sait que pleurer, selon l'expression de Pline : *Hominem non aliud scire sine doctrinâ, quam flere.* La terre ne lui offre aucun aliment pour se nourrir; c'est à peine s'il peut disputer à la mort, qui vient l'assaillir de toutes parts, le souffle de vie qui l'anime : une créature faible et impuissante devant tous ses ennemis, voilà l'homme!

Entrons maintenant dans les cités où coulent la Tamise, la Seine, la Néva, le Tibre. Qui a endigué ces fleuves? Qui fait gémir la terre sous le poids de ces colosses de ciment et de pierre? Où est donc l'être qui imprime son image sur la toile et le marbre, l'être qui dompte de mille façons toute la nature animale, végétale et minérale, pour conserver sa vie, pour embellir ses vêtements, pour faire resplendir ses palais et pour produire sur ses terres une végétation luxuriante. Quelle est la créature qui assujettit à son service les éléments les plus imperceptibles, comme la vapeur, l'air, l'électricité, la lumière? C'est l'homme! Le plus faible des animaux est devenu le plus puissant; le plus pauvre est devenu le plus riche. Cette terre, qui ne lui donnait que des épines et des chardons, il s'en est rendu maître, et elle lui donne la nourriture et les plaisirs; la mort, qui étendait déjà la main vers lui, il en a fait l'instrument de sa volonté et il la lance dans le sein d'êtres plus forts que lui; la vie, qui semblait sur le point de s'échapper de ses lèvres, déborde autour de lui et couvre la terre entière. Voilà la distance si souvent mesurée avec admiration entre l'homme en société et l'homme en dehors de

Digitized by Google

toute société. Comment cette distance énorme a-t-elle été franchie? La réponse est facile : C'est par le développement des deux tendances exposées plus haut et qui ont toutes deux pour base le droit de propriété.

En effet, si l'homme manque de ces instincts si perfectionnés chez certains animaux, il a été doté par la Providence de facultés très nobles et fort élevées, au-dessus desquelles domine en maîtresse la volonté.

L'homme, réduit d'abord à l'impuissance sur la nature, a acquis, dans la suite, sur la création et sur lui-même, une puissance assez considérable; même quand il n'a rien, il est riche parce qu'il se possède lui-même. Ses facultés sont sa propriété première; il les applique au monde matériel. Son intelligence brille d'une vive lumière; il devine le feu caché dans la pierre; il met en réserve la semence qui doit produire une nouvelle récolte, et un effort de ses bras ouvre le sol pour la confier à la terre. L'homme sait trouver de quoi se chauffer et de quoi se nourrir. Il fait plus : il appelle son bien et sa propriété la terre qui lui produit ces choses; il se fait, par anticipation, le maître de tout ce qu'elle doit produire dans l'avenir, car il la cultive à la sueur de son front. C'est de ce travail incessant de l'homme sur la nature qu'on a vu naître toutes les inventions et tous les progrès de la civilisation. Par son travail et son intelligence, l'homme tire de la terre une fécondité plus régulière, plus variée et plus abondante; il développe dans la nature des forces qui s'y trouvaient renfermées ou presque nulles; il lui fait produire des prodiges, sous l'impulsion forte et sage de son intelligence. En échange, la nature donne à l'homme l'usage et le produit de ces forces, dont elle lui doit le développement, et elle lui fournit tout

Digitized by Google

ce qui est nécessaire aux besoins et aux aises de son corps.

Il est à remarquer qu'il y a entre la terre et l'homme une sorte d'association équitable et légitime, parce que la terre ne donne ses fruits qu'à la condition d'être travaillée, et elle ne donne jamais plus qu'elle ne reçoit. Que sort-il de cette association du travail de l'homme et des forces de la nature? L'homme devient plus riche et la nature plus puissante; un rayon de l'esprit vient pénétrer la matière, la remuer et la raviver, et la matière répond avec une libéralité prodigieuse à cette fécondation de la main de l'homme. C'est comme un contrat bilatéral bien en règle qui, étant supposé le fait de l'occupation d'où vient toute propriété, rend ferme, juste et inviolable le droit de possession.

Après avoir ainsi établi l'origine de la propriété, voyons les conditions nécessaires qui l'accompagnent : il faut que la propriété soit individuelle, inégale et héréditaire, d'après la nature même des choses.

*Individuelle,* car, d'après saint Thomas, l'homme a le domaine naturel des choses parce que, par son intelligence et sa volonté, il peut s'en servir selon la fin qu'elles ont pour son service (1). « Le devoir de la conservation personnelle, le droit aux moyens de perfectionnement, le libre développement de l'industrie propre sont les raisons immédiates, mais non les raisons dernières de la propriété, car, en dernière analyse, ce qui en forme la base inviolable et ce qui en affermit la stabilité, c'est l'être rationnel de l'homme, c'est sa perfection intellectuelle, image de la nature de Dieu »(2). Voilà pourquoi l'on dit ordinairement que la pre-

(1) Summa 2. 2. q. LXVI a 1,

(2) V. *Civiltà Cattolica,* série 8 v. 9, p. 443.

Digitized by Google

mière propriété de l'homme, c'est l'homme lui-même (1). Bacon disait : « L'homme peut autant qu'il sait. » « Ne croyez pas, affirmait Adam Smith, que la nation la plus riche et la plus civilisée soit celle qui compte les armées les plus nombreuses et les forteresses les plus inexpugnables, mais bien celle qui possède le plus d'intelligence. » Voyez l'Angleterre : elle occupe un bien petit territoire, mais elle domine le monde par ses possessions, et elle dépasse en puissance la Russie, qui couvre cependant la huitième partie de la terre. Mais, en Russie, le capital moral, cette première propriété de l'homme, est minime ou nul, tandis que l'Angleterre a pour source principale de ses richesses et de sa civilisation l'intelligence de ses habitants.

On est arrivé à calculer mathématiquement la valeur du capital moral de l'homme, la valeur de la propriété intellectuelle comme de la propriété matérielle. Selon les économistes, l'éducation complète d'un jeune homme, formé par de bonnes études, immobilise en lui un capital fixe qui, dans l'état actuel de nos sociétés, s'évalue, en moyenne, à quarante ou cinquante mille francs.

L'intelligence est donc la machine des machines, c'est le premier capital qui contient tous les autres en puis-

(1) La personne est inviolable, et elle seule l'est. Elle l'est non seulement dans le sanctuaire intime de la conscience, mais dans toutes ses manifestations légitimes, dans ses actes, dans les produits de ses actes, même dans les instruments qu'elle fait siens en s'en servant. Là est le fondement de la sainteté de la propriété. La première propriété, c'est la personne. Toutes les autres propriétés dérivent de celle-là. Pensez-y bien ! Ce n'est pas la propriété en elle-même qui a ses droits, c'est le propriétaire, c'est la personne qui lui imprime, avec son caractère, son droit et son titre. — Cousin, *du Vrai, du Beau, du Bien*, p. 316. Paris, 1853.

Digitized by Google

sance, c'est la source première de toute valeur et de toute richesse.

Or, l'intelligence qui féconde la matière, la volonté qui dirige l'intelligence sont-ils des biens de l'humanité tout entière, sont-ils un fonds commun où tout homme puise indifféremment ou bien sont-ils quelque chose de particulier, un héritage que chaque homme a reçu pour son compte et dont il dispose sous sa propre responsabilité? La propriété primitive de l'homme, celle qu'il exerce par lui-même, est-elle commune ou individuelle? En d'autres termes, mon esprit, mes idées m'appartiennent-elles à moi ou bien sont-elles la propriété de mon voisin et du genre humain? Sophistes du jour qui avez pensé ce que personne n'a pensé avant vous, vos brillants systèmes, dont l'étrangeté est le seul mérite, vous appartiennent-ils ou appartiennent-ils à tout le monde? Ils vous appartiennent : grâce à Dieu, vous seul en avez la propriété! De même, le moindre travailleur a la propriété de ce sillon et de ce terrain qu'il vient d'occuper, sans blesser les droits de personne. Ce petit champ du paysan sur lequel, à la suite de ses pères, il a versé ses sueurs, où ses bras infatigables, sa volonté énergique et ses soins éclairés ont semé et récolté le pain de sa femme et de ses enfants, ce petit champ, si petit qu'il soit, est sacré; c'est un bout de terre qui porte l'empreinte de la justice de Dieu, sceau indélébile du droit de propriété. « L'occupation, dit Ciccone (1), de choses encore inoccupées, est justifiée par le travail d'occupation et d'appropriation, et ce travail étant individuel, la propriété devra nécessairement aussi être individuelle. » Une perdrix, un lièvre n'appartiennent à personne; un chasseur les tue, les occupe, se les

(1) Ciccone. *La questione sociale economica*, p. 95.

Digitized by Google

approprie; pourrez-vous dire que ce gibier ne soit pas une propriété individuelle? Un morceau de toile abandonnée, un vil bloc de pierre, dont personne ne songe à s'inquiéter, sont inoccupés et n'appartiennent à personne. Vient un Raphaël, et, avec cette toile, il fait *la Transfiguration;* vient un Michel-Ange, et, en quelques coups de ciseau, il tire de cette pierre la majestueuse figure d'un *Moyse:* pourriez-vous dire que ces propriétés ne sont pas individuelles et donner à Raphaël et à Michel-Ange le nom de voleur et d'usurpateur? Quel fou pourra nier que l'emploi des facultés propres, l'effort pour se mettre au travail n'appartiennent pas à chaque homme en particulier, à lui, et à lui seul, et ne soit pas ce qu'il y a au monde de plus personnel? La volonté est la faculté la plus propre et la plus individuelle de la personne humaine : elle est d'une propriété si exclusive que sa possession commune ne peut même pas se concevoir. Or, la volonté de l'homme appliquée à la nature par le travail d'occupation et d'appropriation constitue la première origine de la propriété (1).

Le travail est personnel, l'occupation est personnelle : donc la propriété engendrée par ces actes est personnelle. L'exercice de la volonté et des forces humaines pour féconder la nature est essentiellement individuel : donc la compensation qu'on en retire en échange doit être individuelle. Il faut ou bien pousser la possession en commun jusque dans les facultés et dans la volonté même de l'homme ou bien admettre la propriété individuelle de ce qui est produit par ces facultés.

Si vous voulez une propriété commune, il faut commencer par donner une âme commune à tout le genre humain.

(1) V. *Civiltà Cattolica*, série 8, v. 9, p. 442.

Digitized by Google

Il est donc démontré que la propriété est individuelle. Il s'ensuit nécessairement qu'elle est inégale. Le même raisonnement suffit à le prouver.

Nous avons dit que la propriété est l'effet de l'occupation et du travail, ou mieux de l'application des facultés humaines à la nature. Or, ces facultés, qui sont la propriété première, cause de toutes les autres, sont-elles égales parmi les hommes? Chacun a-t-il reçu de Dieu le même degré d'intelligence, la même délicatesse de sentiments et la même force de volonté? Positivistes modernes qui niez l'existence de l'âme parce que vous êtes tout embourbés dans la matière, n'êtes-vous pas forcés de recourir, vous aussi, à une diversité dans la combinaison de l'organisme ou des cellules de la pensée pour expliquer ce fait constant de la grande inégalité des facultés humaines? Et si l'on se place au point de vue des forces physiques et du développement matériel de la personne, voyez les hommes depuis les nains des nations hyperboréennes jusqu'aux géants de la Patagonie, depuis le Groenland, où la nuit et la neige sont perpétuelles, où les maisons sont de glace, les vêtements de peau de phoque, jusqu'aux régions équatoriales de l'Afrique, où le soleil ardent lance des rayons de feu, où tout est lumière et chaleur et où l'homme vit presque nu : y a-t-il entre tous ces hommes la même force musculaire, les mêmes proportions dans les membres? N'y a-t-il pas plutôt une grande variété dans les formes et dans les traits du type humain, variété dans le développememt du corps, dans la physionomie, dans la couleur de la peau, même parmi les enfants d'un même père. Vous ne trouverez dans le monde aucune inégalité plus grande que celle-là (1).

(1) « Sans aucun doute, disait Roscher dans ses *Principes d'éco-*

Digitized by Google

D'autre part, la nature n'est jamais égale à elle-même. Depuis les magnifiques campagnes de notre belle Sicile jusqu'aux sables de l'Afrique, tout est variété, diversité inégalité, et même les champs si fertiles situés au pied de notre Etna vers le levant, les jardins luxuriants et parfumés qu'on y contemple donnent-ils jamais une production égale, bien qu'ils occupent la même zone et qu'ils soient également bien cultivés?

Donc, dans cette association pour la propriété, aucun des associés, ni l'homme, ni la nature, ne se présente dans des conditions égales. Comment donc pourrait-il y avoir égalité dans la propriété s'il y a tant d'inégalité dans ses causes ?

En procédant logiquement et en suivant les principes naturels exposés jusqu'ici, on peut conjecturer comment

*nomie politique,* la puissance du travail individuel varie énormément de nation à nation, et cela dépend en grande partie de la diversité des aptitudes naturelles ; aucun peuple, par exemple, ne surpassera l'Anglais et l'Anglo-Américain pour l'énergie, l'Allemand pour l'exactitude, le Français pour le goût. » L'Escher, ingénieur et filateur de Zurich, qui emploie dans son usine environ deux mille ouvriers de nations diverses, donne l'appréciation suivante : « La vivacité de perception des Italiens se fait voir dans leur promptitude à comprendre tout travail nouveau qu'on leur donne à exécuter; ils se mettent à l'instant à l'unisson avec la pensée du patron et avec les circonstances dans lesquelles ils se trouvent : les Italiens possèdent cette faculté portée au plus haut degré. Les ouvriers français ont les mêmes qualités, mais à un degré inférieur. Les Anglais, les Suisses, les Allemands, les Hollandais ont la perception beaucoup moins prompte. Comme ouvriers, les Anglais sont préférables à tous. » Les diverses conditions topographiques ont une grande influence sur le progrès économique et, partant, sur le développement de la propriété. « L'extrême chaleur et l'extrême froid, écrivait Ciccone *(Econom. polit.* vol. III, p. 291), sont un obstacle au progrès économique et civil : le froid excessif engourdit les membres et alourdit l'esprit; la chaleur excessive épuise promptement les forces du corps et de l'âme et, dans

Digitized by Google

se fit la première division des terres entre les hommes. L'homme chassé de l'Eden, où le socialisme et l'égalité auraient pu uniquement s'établir, se trouva en face d'une terre ingrate, et il dut la baigner de ses sueurs pour en faire sortir la fécondidé et la richesse. Chacun dut prendre l'étendue de terrain qui pouvait convenir à ses forces et mesurer sa propriété au degré de son intelligence et de son énergie. Et ainsi cette propriété nouvelle se forma à l'image et aux proportions de cette propriété personnelle primitive que l'homme avait reçue de Dieu lui-même. Celle-ci était inégale, celle-là le fut aussi, et s'il peut y avoir justice dans ce partage, il faut, sans aucun doute, la trouver dans cette distribution opérée par le développement naturel de chaque individu. Il s'ensuit que ces deux idées de propriété et de justice sont tellement liées entre elles qu'elles doivent nécessairement se définir l'une par l'autre.

ces deux cas, on voit apparaître le défaut de disposition au travail matériel et intellectuel, qui est le fondement de la production et du progrès économique. Dans les zones glaciales, la terre gelée ne se prête pas aux travaux et aux productions agricoles et les neiges et les glaces sont un obstacle insurmontable aux communications. Dans les régions tropicales, quand elles ne sont pas un désert où toute demeure est impossible, le nombre des bêtes fauves et les nuées d'insectes ennuyeux et nuisibles s'ajoutent à la difficulté du travail sous un soleil de feu, et la facilité de la production vient encore éteindre en l'homme le goût du travail. Au contraire, dans les contrées tempérées, on trouve les conditions les plus favorables au développement physique et intellectuel : le froid stimule, mais n'engourdit pas ; le chaud assouplit, mais n'épuise pas les forces, et la succession incessante des saisons tient l'esprit dans l'activité : il n'est ni alourdi par le froid, ni abattu par la chaleur, mais il est stimulé par les besoins les plus variés, et le stimulant des besoins le pousse au travail, qui produit la richesse... Les nations les plus riches sont aujourd'hui celles de l'Europe, et l'Europe est presque en entier dans la zone tempérée et c'est aussi dans cette zone que l'on trouve la nation la plus riche et la plus civilisée de l'Amérique . »

Digitized by Google

Le droit romain définit la justice : la ferme volonté de rendre à chacun ce qui lui appartient — *constans voluntas, jus suum cuique tribuendi.* Après une semblable définition, comment pourra-t-on jamais démontrer que la propriété est injuste ?

La propriété est la justice et la justice est la propriété. Deux gouttes en s'unissant se confondent l'une dans l'autre; de même, ces deux grandes idées, mises en présence, semblent se mélanger et se confondre.

Nos adversaires élèvent ici une difficulté. On a dit que la propriété est inégale et que, partant, les uns sont plus riches que les autres parce qu'il y a inégalité dans la force du travail et dans l'action de l'intelligence. Or, cela n'explique qu'un fait particulier; mais, dans la plupart des cas, nous voyons que la propriété s'acquiert sans aucun travail, par le seul fait de la naissance; bien plus, nous voyons souvent que le travail et la propriété sont tellement à l'opposé que ceux qui font un usage quotidien de toutes leurs facultés n'ont rien et que ceux qui jouissent des biens de la fortune sont incapables de travail ou bien laissent languir leurs facultés dans l'inertie. Et voilà la plus criante des injustices de notre société! Nous répondons que les adversaires ont oublié un autre caractère de la propriété, qui est peut-être plus enraciné encore que les deux autres et qui résulte, comme la propriété elle-même, des conditions de la nature humaine, et ce caractère, c'est *l'hérédité.*

La propriété héréditaire, qui consiste dans le droit de disposer à la mort des biens légitimement acquis, est un besoin absolument imposé par la nature. L'hérédité appartient à la base même et au fondement indispensable de la famille et de tout progrès social.

En effet, c'est une condition de la nature que l'homme, considéré comme enfant ou comme adulte, ne

Digitized by Google

peut pourvoir par lui seul à son nécessaire et sans recourir au secours d'autrui pour sa subsistance.

L'enfant a besoin de longues années pour grandir, et pendant tout le temps de son développement, c'est aux parents qu'il appartient de lui conserver la vie qu'ils lui ont donnée et de lui procurer le perfectionnement intellectuel, moral et physique.

L'homme adulte, placé en face de la nature, ne pourra vivre qu'à grande peine, bien qu'il ait ses facultés développées et toute son énergie, s'il doit pourvoir seul à sa subsistance et obtenir tout par son travail personnel. S'il est seul et abandonné à lui-même, comment pourra-t-il travailler sans instruments; et s'il veut se fabriquer des instruments, avec quoi les fera-t-il? En attendant, de quels moyens se servira-t-il pour se conserver la vie? En supposant même qu'il se soit fait des instruments de travail, qu'il ait cultivé la terre et semé son grain, il attendra un an pour le récolter. Et pendant ce temps-là de quoi vivra-t-il? Quand on pense qu'il ne doit pas seulement se nourrir, mais encore se vêtir, se fabriquer une maison ou un abri quelconque contre les intempéries de l'air, pourvoir à mille autres nécessités, l'imagination reste stupéfaite en face des obstacles innombrables que l'homme devrait vaincre constamment pour aller de l'avant et ne pas succomber à chaque pas.

On ne fera pas disparaître la difficulté en supposant une multitude d'hommes qui s'aident tour à tour, car, dans une société d'hommes à l'état sauvage et nomade, l'embarras ne serait pas moindre. Ils auraient, il est vrai, un plus grand nombre de forces, mais il y aurait aussi un plus grand nombre de bouches à nourrir. Un régiment de soldats dépourvu de tout au milieu d'un désert se tirerait-il mieux d'affaire qu'un homme seul? S'il peut

Digitized by Google

plus, il lui faut plus. Donc, que l'on considère l'homme isolé ou l'homme en société, on arrive toujours à cette conclusion qui s'impose : l'homme ne peut vivre sans travailler et, pour travailler, il lui faut deux choses à un degré plus ou moins parfait et plus ou moins abondant, des instruments pour suppléer à l'insuffisance de ses membres et des provisions pour se nourrir en attendant de pouvoir récolter le fruit de son travail. Or, comme ces instruments et ces provisions ne peuvent s'acquérir que par le travail, nous tournons dans un cercle vicieux. Il faut travailler pour vivre, mais il faut vivre pendant qu'on travaille. Il faut donc conclure que tout travail humain suppose un travail précédent sur lequel il vient s'appuyer et, pour ainsi dire, se greffer. Le travail d'aujourd'hui est rendu possible par le travail d'hier et prépare celui de demain : tel est le spectacle que nous offre toute société civilisée. Le travailleur mange et sème le grain que vient de récolter le moissonneur; il ouvre la terre à l'aide de la charrue que vient de lui construire le charpentier avec le bois qui lui a été fourni par le bûcheron. Aujourd'hui suppose hier et conduit au lendemain comme la vigile à la fête. Toute génération en venant au monde recueille un héritage considérable de la génération qui précède, et chaque homme en entrant dans la vie a besoin de trouver sa part toute préparée, non pas pour la consumer dans l'oisiveté, mais pour voir son travail rendu plus profitable et plus facile.

En résumé, nous observons dans la nature deux faits : d'un côté, la longue éducation donnée par les parents à leurs fils, d'où provient le lien aussi fort que délicat et aussi tendre qu'impérieux qui relie ces âmes; et, de l'autre, l'impossibilité où se trouve tout homme d'assurer son existence et de développer ses facultés si quelqu'un ne lui a d'avance préparé le chemin. Or, qui ne voit aussi-

Digitized by Google

tôt sortir de ces deux faits, comme des entrailles mêmes de l'humanité, l'idée et la légitimité de la propriété héréditaire?

L'homme ne peut pas vivre et travailler si quelqu'un n'a point vécu et travaillé avant lui, et ce quelqu'un, c'est le père et la mère. Leur vie a dû précéder notre vie, et leur travail notre travail. Tandis que, d'une part, toutes les générations humaines ont besoin de s'unir à celles qui les ont précédées, d'autre part, grâce au sentiment de la paternité et à la force de l'hérédité, toutes les générations qui disparaissent pensent, avant de quitter la terre, à celles qui vont les suivre. S'il n'était pas poussé par cette pensée de l'avenir, pourquoi l'homme travaillerait-il tous les jours de sa vie, quand il sait qu'à la mort il devra abandonner la terre et tous ses biens? Pourquoi bâtir des maisons et des palais, si nos fils ne pourront en hériter une pierre? Et vous, socialistes modernes, vous dites avec Nordau : « L'hérédité est une loi de la nature pour la transmission du sang et tout ce qui concerne la formation du corps et la première alimentation, comme cela a lieu chez les animaux; mais l'hérédité ne regarde pas l'adulte; pour lui, la transmission héréditaire des biens est une rébellion contre les lois de la nature, c'est une violation grave de cette loi universelle qui domine toute vie organique et d'après laquelle tout être vivant doit conquérir sa place au grand banquet de la nature, sinon qu'il périsse » (1). Socialistes! dites-nous franchement, avez-vous bien médité la nature? Et pourquoi donc n'y a-t-il pas de père au monde qui abandonne son fils? Il veille sur son berceau, il le fait instruire à l'école de l'expérience, et il

(1) M. Nordau, *Les mensonges conventionnels de notre civilisation*, p. 303.

Digitized by Google

ne l'abandonne pas, même quand il a grandi. Oh! le père sait trop bien que sa tâche n'est pas encore terminée; il doit lui laisser, à la mort, quelque chose pour vivre convenablement, et, l'œil fixé sur l'avenir et le cœur attentif à sa postérité, il travaille sans relâche jusqu'à son dernier jour pour que, à son tour, son fils puisse vivre et travailler. Ainsi, une affection réciproque, un devoir d'un côté et un besoin de l'autre, voilà ce que le Créateur fait marcher de front, ce que l'hérédité rapproche et harmonise. Ce n'est donc point par pure libéralité ou par le seul effet de son amour que le père laisse à son fils le fruit de son travail, c'est en vertu d'une nécessité impérieuse de la nature et d'un devoir moral. C'est presque le complément du don de la vie, car la naissance, l'éducation, l'hérédité visent, en somme, au même but : former la vie de l'homme. Par la naissance, le père commence à donner la vie à son fils; par l'éducation, il la développe; par l'hérédité, il la consolide et l'assure pour l'avenir.

Donc, si l'homme meurt, son droit sur la terre ne meurt pas avec lui; du fond de la tombe, où la terre ronge son cadavre, il parle et commande encore à cette terre, il la lègue à son fils comme une portion de lui-même, comme une goutte de son sang qui lui survit après la séparation suprême! L'homme meurt, mais la nature elle-même le perpétue en deux points : dans son fils et dans sa propriété. Et, quand ce fils aura disparu, la propriété demeurera encore héréditaire, et ainsi de suite de génération en génération, et les siècles sont impuissants à mettre opposition à la propriété, eux pourtant qui dévorent tout de leur terrible morsure!

Thomas Campanella disait que l'esprit de propriété ne grandit en l'homme que parce qu'il a une maison, une épouse et des enfants. Donc la propriété héréditaire et

Digitized by Google

la famille se lient et s'enchaînent : l'une ne peut subsister sans l'autre.

Telle est la source profonde de l'hérédité des biens dans tout le genre humain. Elle sort de ce qu'il y a de plus élevé dans les sentiments de notre âme et de plus impérieux dans les besoins du corps. Elle soutient, cimente et couronne la famille, car celle-ci, sans la succession des biens, ne serait qu'une combinaison fortuite et malheureuse, un supplice perpétuel imposé par la Providence. Que deviendrait donc le sentiment paternel, si tendre, si actif, si plein de sollicitude, s'il était contraint d'abandonner aux caprices du sort et aux soins ingrats de la nature l'objet de son amour? La seule pensée de cet abandon bouleverse la conscience. Voilà pourquoi, depuis la Sibérie jusqu'à la Nubie, chez les peuples les plus sauvages, depuis le commencement du monde jusqu'à nos jours, l'hérédité se présente à nous avec l'empreinte d'un caractère sacré qui forme le lien des générations entre elles.

L'hérédité a donné à la race humaine une puissance immense; c'est par elle que l'homme est redevenu le roi de la nature; par elle, la faiblesse apparente de l'homme à son origine est devenue le secret de la grandeur qu'il a atteint dans la suite. C'est la raison pour laquelle la propriété n'est héréditaire que chez les individus de la race humaine. L'homme a besoin de l'homme pour vivre, et cela constitue sa faiblesse. L'homme hérite d'un autre homme ce que celui-ci possède, et cela constitue sa force et sa puissance. Et l'hérédité étant morale et matérielle comme l'éducation, le père transmet à son fils le fruit de ses sueurs, et, en même temps, le trésor de son expérience, de son savoir et de ses inventions. Le fils part du point où le père est resté et marche encore en avant dans les voies de la richesse

Digitized by Google

et de l'intelligence. De la sorte, les travaux de l'homme, n'étant pas bornés à une génération qui passe, se transmettent de mains en mains, et, en se transmettant, ils se développent, ils s'accumulent et ils forment, pour ainsi dire, le piédestal sur lequel s'élève la civilisation et le trône sur lequel siège l'homme roi de l'univers (1).

Grâce à la science, qui semble n'avoir plus de bornes dans ses découvertes et dans ses applications aux arts, les vérités une fois acquises deviennent de plus en plus la source de nouvelles et interminables conquêtes qui se transmettent à la postérité : *Et quasi cursores vitæ lampada tradunt* (2).

Grâce à l'hérédité, les hommes s'élèvent de plus en plus, s'enrichissent et se civilisent davantage et, en même temps, ils s'étendent et couvrent la terre. La famille se multiplie et l'hérédité, dans ses formes diverses, pourvoit à la multiplication de la famille; c'est, en effet, un fait constant que l'accroissement de la population d'un pays provient de l'hérédité dans la famille.

L'hérédité pourvoit enfin au développement de la culture de la terre; le sol devient moins fertile et se stérilise en produisant toujours; mais, en vertu des richesses et des connaissances accumulées par l'hérédité qui perfectionnent l'art de cultiver et les moyens de fécondation, ce sol regagne bien vite par l'art ce qu'il perdrait par la nature. Ainsi, pour cultiver des terres moins fertiles, on produit des engrais meilleurs, des ma-

(1) De Valmy fait une observation bien juste :

« Tous les trésors de la civilisation que sont-ils sinon un héritage? L'imprimerie? un héritage! La boussole? un héritage! La vapeur que sera-t-elle demain? un héritage pour la génération qui nous suivra. Oui, l'hérédité est la loi la plus universelle et la plus féconde pour le genre humain. » *(De la force du droit et du droit de la force.)*

(2) Lucrèce, lib. II, v. 77.

Digitized by Google

chines plus perfectionnées, des instruments plus parfaits. A chaque génération, les richesses naturelles deviennent plus rares, mais les richesses produites et héréditaires augmentent en plus grande proportion et retournent à l'avantage des richesses de la nature.

Voyez les eaux d'un ruisseau arrêtées par une digue : elles grossissent et montent toujours et bientôt la surpassent. C'est ainsi que les richesses héréditaires montent sans cesse contre la digue de la terre, toujours plus aride et plus stérile ; mais, bientôt, par leur accumulation, elles parviennent à reféconder cette terre d'où elles avaient tiré leur source.

Après avoir démontré les trois caractères essentiels de toute propriété, l'*individualité*, l'*inégalité* et l'*hérédité*, nous avons le droit de conclure que, grâce à ces trois caractères, la propriété donne à l'homme l'éducation, l'instruction, la civilisation. Il n'y a pas de nation sans propriété, puisque le premier acte d'un peuple est de prendre possession d'un territoire pour le cultiver et le défendre contre l'usurpation étrangère. Toutes les guerres ont eu pour causes, entre autres, des questions de propriété, « et si la propriété n'était pas légitime, disait Lacordaire, l'histoire ne serait qu'une suite d'usurpations, la patrie qu'un vol fait à l'humanité » (1).

Le socialisme prétend que la propriété est la force de la tyrannie ; or, c'est le contraire qui est vrai : la propriété revêtue des trois caractères que nous venons d'indiquer est le puissant ennemi de toute tyrannie ! En effet, la tyrannie ou le despotisme consiste à assujettir l'homme sous le joug du commandement et

(1) Lacordaire, *Discours prononcé à Sorège.* Août 1858. Paris, 1882, p. 10.

Digitized by Google

à le tenir dans l'esclavage avec toutes les facultés de son corps et de son âme.

Or, c'est la propriété qui soustrait l'homme à cet avilissement moral et à cette ignominie abominable de l'esclavage. Quand il est possesseur absolu de son travail et de celui de ses pères, l'homme trouve dans la propriété un refuge et un asile contre tous les assauts du despotisme. Malheur à nous, s'il n'y avait pas de propriétaires! L'histoire nous fait voir que la tyrannie a souvent réussi à faire subir à l'humanité le joug de l'égoïsme et de l'ambition parce qu'elle a trouvé des hommes qui n'avaient rien ou parce qu'elle est parvenue à les dépouiller de tout (1).

La propriété est donc la garde de nos droits, le meilleur des boulevards contre les assauts de la séduction, la force de la patrie, la sauvegarde de la civilisation, la plus puissante égide de notre indépendance, la plus sûre défense de l'honneur, la plus belle armure de la liberté!

« L'honneur est le frère de la liberté humaine, et tous deux ont sur la terre un berceau, qui est la propriété, et une tombe, qui est la spoliation... Patrie, famille, liberté, religion, tous les grands intérêts de l'homme ont dans la propriété leur premier et leur plus sûr fondement. Qui l'attaque, attaque l'édifice même de l'humanité, et qui la défend, défend avec elle tout ce qui soutient notre nature, tout ce qui l'élève, la console et la sauve. La propriété est le salut du monde, et si elle était l'invention d'un législateur, ce serait la plus belle loi qui eût été conçue par le génie

(1) Chateaubriand écrivait : « Sans la propriété individuelle, personne ne peut être libre. Quand on ne possède rien, on ne saurait être indépendant. La propriété n'est pas autre chose que la liberté. » *(Mémoires d'outre-tombe.)*

Digitized by Google

méditant sur les besoins de l'univers! Mais nul parmi nous, ni dans les temps anciens, ni dans les temps nouveaux, ne peut revendiquer cette gloire. Dieu seul a fondé la propriété en donnant au premier homme, pour les transmettre à toute sa descendance, le sentiment de la patrie, le goût de la famille, la noblesse d'un cœur libre et l'aspiration de tout son être vers l'éternité d'où il est sorti. Le premier qui prononça ces paroles : Ce champ est à moi! n'émit donc point une nouveauté, encore moins un blasphème : il fut l'écho de Dieu et le père du genre humain » (1).

Nous nous sommes appliqués à démontrer clairement la justice de la propriété individuelle, inégale et héréditaire, ainsi que les avantages sociaux qui en dérivent : nos arguments sont si simples et si naturels qu'il faudrait renier le bon sens pour ne pas en admettre la force et l'évidence.

Pourtant, nos adversaires, qui veulent faire table rase de la propriété avec les communistes, évitent de l'attaquer de front : ils l'attaquent de côté et cherchent des faux-fuyants, des sophismes, des objections qu'il est nécessaire de résoudre pour faire resplendir la lumière de la vérité.

Voici les principales objections du socialisme : — nous nous bornerons à leur donner une courte réponse.

*Première objection.* La science économique donne comme règle absolue qu'il n'y a pas de propriété légitime en dehors de celle qui est le résultat du travail, et c'est pourquoi la formule : A chacun le produit de son travail! est reconnue désormais comme le vrai principe de la justice distributive! La terre

(1) LACORDAIRE. Œuvre citée, pp. 17, 18.

Digitized by Google

peut-elle être un produit du travail? Non. Donc, la propriété de la terre est illégitime !

Pour toute réponse, nous dirons que nous admettons aussi le travail comme le plus grand de tous les titres de la propriété, mais nous ne pouvons admettre qu'il soit le seul et qu'on exclue l'occupation, et ce pour trois motifs : 1° parce que beaucoup de choses nécessaires à l'homme s'acquièrent sans aucun travail; 2° parce que, si l'occupation ne produisait pas le droit de propriété, il s'ensuivrait que tout travailleur pourrait être inquiété et empêché avant même de commencer son travail; 3° parce que le travail suppose la propriété de la matière première, autrement de quel droit travailleriez-vous cette matière? *Res nullius est primi occupantis* : voilà le principe premier et fondamental de toute propriété.

Alors même que nous admettrions que le travail est l'unique titre originaire, il ne s'ensuivrait pas que la propriété de la terre est illégitime. Qu'on ne vienne pas nous dire que la terre n'est pas un produit du travail, puisqu'elle a été créée par Dieu, car, en ce sens, on ne trouvera rien en ce monde qui soit le produit du travail, tout ayant été créé par Dieu quant à la matière première. L'argument veut donc trop prouver et se retourne contre les adversaires; il attaque toute propriété, même celle qu'ils regardent, eux, comme seule légitime : la propriété acquise par le travail. En effet, voici un Arabe qui vit dans des terrains inoccupés; il prend au lacet un cheval sauvage, il le dompte à force de travail, il le forme au frein et à la selle : qui pourra lui en disputer la propriété? Pourtant, si le raisonnement de Proudhon était vrai, chacun pourrait lui demander : Qui a fait ce cheval? Dieu, bien certainement! En ce cas, propriétaire, retirez-vous!

Digitized by Google

La science économique la plus élémentaire nous enseigne que le travail de l'homme ne crée ni la terre, ni un cheval, ni un insecte, ni un atome, mais qu'il met tout en œuvre pour notre usage et qu'il modifie tout, soit par un changement de forme, soit par un changement de lieu. Quand l'homme a fait cela, il peut dire que les choses, ainsi utilisées, sont le produit de son travail. Ce n'est certes pas l'homme qui a produit la force musculaire et les membres souples du cheval; mais, lorsqu'il a employé ces forces naturelles pour les faire servir à ses fins, il a fait, selon l'expression de Buffon « une noble conquête » et il peut prétendre à bon droit que ce cheval est un produit de son travail, tout comme un instrument de chasse ou de guerre qu'il se serait fabriqué. Le premier sauvage qui fit une flèche d'une branche de frêne ne créa ni la branche ni l'élasticité du bois, et cependant la flèche était bien son œuvre, et aucun communiste n'aurait pu lui en contester la propriété. Il en est de même de la terre. Sans doute, l'homme n'a produit aucune des parcelles qui composent le sol, mais il l'a cultivée avec la charrue, il y a versé des matières fécondantes, il y a déposé des germes et des semences, et ainsi il a utilisé ce sol, il l'a rendu fertile, il en a fait une terre cultivée, ni plus ni moins que le potier qui forme un vase avec de l'argile. Il possède donc cette terre, *optimo jure,* et il peut dire qu'elle lui appartient parce qu'elle est, en cet état, l'effet de son ouvrage. Quand il s'agit de transformer la terre, dit Boccardo dans son ouvrage sur *l'Economie,* pour faire d'un sol inculte un terrain cultivable, pour faire d'une forêt vierge pleine de broussailles, de buissons et de mauvaises herbes, un champ fleuri et fertile, cette transformation est si radicale qu'elle ne diffère aucunement

Digitized by Google

de celle que la main de l'homme imprime à la matière dans tous les travaux de l'industrie.

*Seconde objection.* Admettons que la terre, transformée par l'homme, puisse être regardée comme un produit de son travail; mais, d'après les lois économiques qui nous régissent, le propriétaire de la terre s'attribue, non seulement ce qui n'est pas un effet de son travail, mais même ce qui n'a aucune espèce de relation avec son travail. C'est une chose certaine que toute propriété acquiert plus de valeur en vertu de l'augmentation continuelle de la population. De la sorte, un terrain inculte, qui vaut 10 aujourd'hui, vaudra plus tard 20, même en restant inculte, par le seul fait d'une conjoncture sociale favorable. Cette plus-value est un effet du travail social et il appartient de droit à la collectivité : est-il juste qu'elle tourne à l'avantage du propriétaire par la seule raison du *Beati possidentes?* Il y a quelque chose de plus inique encore dans la propriété privée, qui, de nos jours, est la source de droits sans devoirs correspondants. En effet, anciennement, le propriétaire devait servir la société à titre purement gratuit dans les fonctions publiques et administratives. Les charges sociales étaient inhérentes aux honneurs de la propriété. Mais, aujourd'hui, le propriétaire jouit du produit de la terre pour lui seul, sans rien faire pour les autres, et sans contribuer le moins du monde au bien de la communauté. La propriété privée établit donc une justice distributive à l'envers, en exaltant les riches et en abaissant les pauvres !

Il faut avouer que nos adversaires sont fort subtiles et astucieux. Si l'on pouvait suivre leur théorie, nous leur conseillerions une excellente spéculation, un moyen de devenir riches sans peine : Allez, leur dirions-nous, dans un pays où il y a beaucoup de terres et peu d'habitants;

Digitized by Google

achetez le plus de terrain que vous pourrez, et puis, sans vous en préoccuper davantage, attendez leur plus-value, qui arrivera inévitablement à mesure que la population augmentera et que le besoin de terrain se fera sentir. Malheureusement, cette spéculation ne plaît guère aux socialistes, toujours attentifs à pêcher en eau trouble.

Répondons donc directement à l'objection.

Les adversaires disent que la plus-value de la propriété est un effet du travail social et que, partant, il appartient de droit à la collectivité. Il y a ici une erreur évidente. Les adversaires prennent comme élément certain et bien défini ce qui est incertain et aléatoire, sauf quelque cas assez rare où le calcul conjectural devient un élément certain pour un homme doué de facultés exceptionnelles d'observation et de prévision ; mais, en ce cas, tout le mérite est pour celui qui a su deviner l'avenir. Cette élaboration sociale, ou plutôt cette conjoncture sociale favorable, est tellement incertaine que, bien souvent, au lieu d'être favorable, elle est défavorable, et, au lieu de produire une augmentation, elle produit une diminution de valeur. Parcourez toute l'histoire du genre humain et devinez le passage continuel de la barbarie à la civilisation et de la civilisation à la barbarie, la décadence des nations la destruction des villes, l'émigration des peuples et tout cet ensemble de causes physiques et morales qui peuvent influer sur l'abaissement du prix des propriétés !

Or, si chacun était obligé de restituer à la société ce qui lui appartient à cause d'une conjoncture sociale favorable, la société, de son côté, devrait indemniser tout propriétaire de la diminution subie par son patrimoine en une circonstance sociale défavorable. Puis, par analogie, on devrait en dire autant des conjonctures *natu-*

Digitized by Google

*relles*, favorables ou défavorables, non seulement entre les individus, mais entre les peuples. Ce serait rêver une législation impossible, impraticable et contraire au sens commun; la parole de l'Apôtre reste toujours vraie : « Ego plantavi, Apollo rigavit, Deus autem incrementum dedit. » Voilà pour la question de droit.

Quant à la question de fait, nous dirons aux socialistes que, grâce au système actuel d'impôts, l'État exige du propriétaire beaucoup plus que son droit éventuel à raison de l'augmentation des richesses produites par le travail social dont on parle. De nos jours, le propriétaire ne sera bientôt plus qu'un simple administrateur, car, après avoir payé la main-d'œuvre et les impôts, il ne lui reste guère plus de bénéfice.

En ce qui concerne le second argument, nous dirons que ce n'est pas le propriétaire qui a fui les fonctions publiques, soit politiques, soit administratives, mais bien la démocratie moderne qui l'en a chassé. Les socialistes eux-mêmes ont cherché à mettre le propriétaire au ban de la société: ils ont tout tenté pour faire triompher dans les élections politiques et administratives des candidats non-propriétaires, afin d'arriver à la réalisation de leurs utopies dans un avenir non éloigné. Le député Bonghi rappelait avec amertume, en 1877, au Parlement italien, et dénonçait, comme un grand péril social, le nombre excessif des non-propriétaires dans le corps législatif, nombre qui va grossissant de jour en jour.

Cela étant admis, comment les socialistes peuvent-ils se plaindre d'une situation qu'ils ont créée eux-mêmes? Comment peuvent-ils appeler une injustice du propriétaire ce qui est l'effet de leurs intrigues et d'une démocratie mal entendue?

*Troisième objection.* C'est un principe incontestable



Digitized by Google

que l'hérédité s'étend également au bien et au mal. Or, la propriété héréditaire étant admise, il s'ensuit que, quand, dans une famille, deux ou trois générations d'hommes actifs et distingués se succèdent, le travail d'une génération s'ajoute au travail de l'autre, et ainsi, de progrès en progrès, on arrive à ces familles immensément riches et opulentes qui sont comme des montagnes de richesses et d'or. D'un autre côté, nous voyons que, dans la plupart des cas, les fautes ou les revers du père étendent leurs conséquences jusqu'aux enfants, et si deux ou trois générations glissent dans une ornière mauvaise ou languissent dans l'oisiveté, la dernière arrive à la misère la plus extrême. L'hérédité apporte la richesse à un petit nombre et élargit sans cesse le cercle de la misère. Avec l'hérédité, la foule de la génération qui suit trouve le sol occupé et la place prise et ainsi la nature, qui est la nourricière commune, devient l'héritage du petit nombre. Les nouveaux venus voudraient bien travailler, mais ils ne savent à quoi employer leurs bras, et l'inaction forcée les conduit à la mort. Est-ce de la justice? La fortune publique peut-elle, sans grave désordre, s'appuyer sur de pareils fondements? Il faut donc abolir la propriété héréditaire, car il n'y a aucune raison pour que le fait de la naissance puisse autoriser quelqu'un à jouir du travail d'autrui au détriment positif du grand nombre !

C'est là une de ces objections où les socialistes prennent des airs d'hommes charitables, saisis de douleur à la vue de la misère et des détresses de l'indigence. Pour accréditer leurs doctrines, ils cherchent plutôt les voies du cœur que les voies de la raison; ils remplissent leurs ouvrages et leurs discours de descriptions émouvantes de la misère, qui va toujours croissant d'après les statistiques, de l'état lamentable d'un grand nombre de familles, qui n'ont que des haillons pour se

Digitized by Google

couvrir, un pain dur pour se nourrir, et pour s'abriter un taudis où gisent pêle-mêle hommes et animaux.

On ne peut nier que la misère n'augmente toujours en ce siècle si vanté de lumière et de progrès, et pourtant il nous semble que, si cette objection a pu être admissible dans les siècles passés, elle tombe à faux aujourd'hui, car, dans le chemin que suit notre siècle pour arriver à une plus grande égalité sociale, la propriété héréditaire a été blessée au cœur plus que toute autre, à commencer par la transformation opérée par le Code Napoléon, qui abolit le fidéicommis et le droit d'aînesse, pour finir par les impôts, toujours croissant, de succession : grâce à tout cela, la propriété héréditaire se trouve réduite à sa plus simple expression. Cependant, l'objection que nous signalons se répète encore tous les jours sous les formes les plus provocantes, elle vole de bouche en bouche et réveille l'écho des barricades.

Pour répondre directement, nous dirons que nous admettons que l'hérédité transmet la misère comme la richesse. Toutefois, la misère transmise d'une génération à l'autre par le fait de l'hérédité n'est qu'une conséquence nécessaire de l'inégalité primitive des hommes. Supposons, en effet, par impossible, que demain on divise toutes les terres en lots égaux ; après trente ans d'une pareille égalité, il y aurait, comme avant, des hommes immensément riches et des hommes immensément pauvres, et comme les revers sont plus fréquents que les heureuses fortunes, il y aurait de nouveau plus de pauvres que de riches. Il est vrai que, si l'on faisait disparaître l'hérédité, l'inégalité primitive ne pourrait pas se perpétuer ; mais, alors, la société serait frappée au cœur et ne pourrait plus vivre.

L'égalité est une grande illusion. Les socialistes

Digitized by Google

s'imaginent que la richesse est comme une montagne d'argent, et qu'il n'y a qu'à la distribuer pour rendre tout le monde heureux. Mais, quand la division sera faite et quand tout le monde sera riche, qui produira le froment, le vin, la laine, etc., et pourtant, sans ces productions, l'argent n'a plus de valeur? L'égalité est une illusion d'optique qui ressemble à celle qui fait croire que le soleil marche quand la terre tourne. L'hérédité est le soutien de la hiérarchie sociale; ce n'est que grâce à l'hérédité que les familles se contentent de leur condition. L'hérédité est la force de la tradition, nécessaire à tout progrès. Le droit d'héritage une fois détruit, il y aurait dans le monde une transformation si radicale qu'elle entraînerait non seulement la confiscation de toutes les propriétés individuelles, mais la ruine plus ou moins immédiate de toute l'agriculture et de toute l'industrie, la dissolution du grand corps social et la mort de la civilisation. « Le monde est un théâtre, dit Cicéron, où toutes les places sont retenues d'avance.» Préférerait-on que ce théâtre n'existât pas? Le monde est un majestueux édifice où tous les appartements, selon l'expression consacrée, sont occupés anticipativement. Cet édifice, où chacun demande une place, nous ne savons si c'est la propriété héréditaire qui en tient l'entrée fermée; mais, ce que nous savons, c'est qu'il n'existe qu'en vertu de cette propriété; sans elle, il n'y aurait rien d'autre qu'une terre aride, stérile, et des êtres sauvages se nourrissant d'herbes malsaines, errant tous les jours de leur vie sur un sol nu et désolé.

On dit qu'il n'y a plus de place inoccupée en ce monde. L'affirmation est toute gratuite. Et l'immense étendue de terre qui attend vainement la consécration du travail? Combien n'y en a-t-il pas à la disposition de tout le monde aux Etats-Unis, par exemple? Et à

Digitized by Google

quel prix? A peine un dollar pour tout un champ. Bien plus, ce qui a de la valeur, ce n'est pas la terre, mais la protection sociale et les conditions favorables du travail. En Europe même, voire ici, en Italie, que de terrains attendent encore le courage de nouveaux occupants! Voyez la Sardaigne avec ses *ademprivi* et ses *pabarili?*

Les adversaires pleurent en voyant ces hommes qui viennent au monde malheureux et qui se trouvent dans la nécessité et, en même temps, dans l'impossibilité de travailler pour vivre. C'est là, assurément, une dure position. Mais cette impossibilité est-elle bien réelle? Que de fois aussi on simule la misère! En effet, si l'on demandait à un ouvrier mécontent de son sort s'il veut échanger sa condition contre celle d'un riche propriétaire d'une île sauvage de l'Océan, il est peu probable qu'il y consentira! Le chef d'une tribu nomade est certes moins bien vêtu, moins bien nourri qu'un prolétaire européen; sa vie est bien plus en danger que celle du plus malheureux habitant de nos pays civilisés; si donc on proposait ce changement, il est presque certain qu'il ne sera pas accepté. Puis, est-ce la propriété héréditaire qui produit cette impossibilité du travail? A-t-on jamais vu mourir de faim un vrai travailleur? Quand le travail est-il venu à manquer à l'ouvrier, sinon lorsque les propriétaires eux-mêmes se sont trouvés dans de mauvaises conditions ou quand on a vu se produire ces grèves funestes, causées par l'ouvrier lui-même, qui a voulu alors sa propre ruine. D'autre part, si l'on parle de personnes incapables de travail par suite de défauts naturels, est-ce peut-être la propriété héréditaire qui les a réduites à cet état? N'est-ce pas l'hérédité qui vient soulager ces infortunes en leur ouvrant des instituts de bienfaisance,

Digitized by Google

qui se multiplient de nos jours à mesure que s'accroît la misère?

Il y a eu de tout temps des pauvres en ce monde; la misère a toujours été le principal héritage de l'humanité; mais l'histoire de tous les siècles nous montre que le seul moyen pour la faire disparaître ou, du moins, pour en adoucir le poids, c'est la propriété héréditaire, sous la suave et puissante influence de la loi du Christ, qui impose aux hommes le précepte de la charité fraternelle et qui oblige le riche à donner son superflu au pauvre (1).

*Quatrième objection.* Admettons que tout ce qui a été dit jusqu'ici prouve que la propriété héréditaire est

(1) Voici en quels termes admirables Audisio parle de la charité évangélique :

« N'est-elle pas souverainement utile à la société, la loi qui fait verser dans le sein du pauvre l'abondance des riches? *Quod superest, date pauperibus.* Loi qui ne soulève pas les pauvres, mais qui incline les riches. Loi qui crée un communisme noble, libre, spontané, descendant des hauteurs de la charité et non pas produit par la fange et la violence.

« Ce n'est pas la guerre du pauvre contre le riche, ce n'est pas un morceau de pain qui vient féconder l'inertie et l'ignorance, ce n'est pas la charité légale, dégénérée et amoindrie dans les gouffres de la bureaucratie; mais, en première ligne, l'éducation, parce que l'homme ne vit pas seulement de pain, et pour affermir l'éducation, des institutions spéciales, des patronages nobles, des associations bien organisées. De là vient que la charité du riche sous ses formes multiples n'alimente pas la pauvreté pour la pauvreté, mais s'adresse à l'homme tout entier : à l'enfant, au père de famille, à l'ouvrier, à l'artiste; elle développe leur industrie, elle cultive leurs facultés, elle les forme à une vie honorable et digne d'un citoyen. L'esclave recevait un pain et restait esclave; la plèbe romaine ripaillait un jour à table et au théâtre, mais elle demeurait la vile populace. L'Evangile, lui, régénérait. » *Della società politica e religiosa*, p. 227. Firenze, 1876.

Digitized by Google

une institution qui ne doit pas être abolie; au moins, ne peut-on nier trois choses qui sont de la dernière évidence : 1° on voit dans le monde l'une en face de l'autre la grande richesse et la grande misère, et la première est la cause de la seconde; 2° la plupart des riches sont avides et insatiables : ils sucent le sang du pauvre, ils lui refusent les moyens de travailler pour les lui faire payer plus cher; 3° la loi de charité, qui oblige le riche à donner son superflu au pauvre, n'a pas ici-bas force coactive extérieure, ni aucune sanction pénale; c'est donc une loi sans effet et sans utilité. Pour faire disparaître ces abus, il faut une loi dans notre code, une loi fondamentale qui enlève au riche son superflu, soit directement par la spoliation, soit indirectement par l'impôt, et qui place ainsi une limite devant toutes les richesses, en disant au riche : Vous viendrez jusqu'ici et pas plus loin!

Nous répondons que cette objection revêt tous les semblants de la vérité et qu'on s'en sert pour persuader à tous les prolétaires que notre société est basée sur l'injustice; que, par conséquent, la réaction est licite, la rébellion est licite, et licite aussi tout dommage causé au riche : et les socialistes soulèvent les foules, ils font éclater des troubles d'un bout du monde à l'autre, et ils chantent victoire !

Les socialistes disent, en premier lieu, que la grande richesse est la cause de la misère. Est-ce vrai? La richesse n'est-elle pas plutôt le remède à la misère? On se plaint aujourd'hui du manque de grandes entreprises soutenues par des particuliers; pourquoi? parce que les grandes familles vont disparaissant chaque jour et, à leur place, on voit arriver les grandes sociétés et spécialement les sociétés anonymes, qui ont tout envahi : l'agriculture, l'industrie, le commerce, les spéculations de

Digitized by Google

crédit sur les fonds publics et sur les actions particulières, en un mot, toutes les entreprises financières possibles. Ne sont-ce pas les socialistes eux-mêmes qui acclament ces sociétés anonymes parce qu'elles font la guerre aux grands propriétaires et parce que, un jour ou l'autre, elles amèneront la grande révolution sociale par suite des richesses fictives qu'elles développent dans le camp de la spéculation et dans les oscillations de la bourse?

Nous ne parvenons pas à découvrir un seul cas où la grande richesse soit la vraie cause de la misère du pauvre, à l'exception du riche usurier, mais ce n'est là qu'une exception. Si l'on parcourt nos villes industrielles, on entend partout les pauvres qui déplorent l'absence ou la pénurie de capitaux et qui affirment que là est le secret de leur infériorité vis-à-vis de l'industrie étrangère. Voyez les campagnes, et plus particulièrement celles dont l'aspect misérable forme un contraste frappant avec les terres étrangères, cultivées au moyen des nouvelles méthodes; voyez le commerce, qui donne la vie et la prospérité aux villes et qui, tout à coup, échoue malheureusement sur un banc de sable au beau milieu de son développement : d'où cela provient-il, sinon de la pauvreté du capitaliste, du propriétaire et du cultivateur? Encore une fois, la grande richesse est le remède et non la cause de la misère. L'expérience nous enseigne que, quand le riche s'appauvrit, le pauvre s'appauvrit encore davantage. Quelle que soit la cause de la misère, elle n'est certainement pas dans la richesse du petit nombre.

Si un malheureux meurt de faim dans une mansarde, ce n'est pas parce qu'autour de lui on produit la richesse, mais parce qu'il ne participe pas à ce travail. Sans doute, le salaire d'un grand nombre d'ouvriers est

Digitized by Google

insuffisant, mais leur misère n'est pas la conséquence de la richesse d'autrui : elle dérive des abus qui existent dans la société comme dans toutes les choses humaines.

Le désir de soulager la misère est naturel chez tous les hommes généreux; le désir de rendre le pauvre égal au riche n'est digne que d'un rêveur.

En second lieu, les socialistes disent que la plupart des riches ne cherchent qu'à accumuler leur richesse au détriment du pauvre ! Otons la fausse exagération, admettons qu'il peut y avoir, et qu'il y a eu, des riches qui ont été pour le pauvre la cause de la ruine économique, physique et morale. Mais c'est là une exception, surtout de nos jours, où nous voyons régner la liberté et prévaloir le quatrième Etat ; les riches qui montreraient des tendances despotiques ne trouveraient pas le champ où exercer leur tyrannie. Or, pour une exception aussi rare, on devrait demander non pas la suppression de la richesse patrimoniale de quelques individus, mais bien la suppression des injustices de cette richesse elle-même. Le riche est une nécessité sociale ; si quelquefois il est injuste, efforçons-nous de l'amender, mais avec l'intention de le conserver et de le rendre meilleur. N'appauvrissons pas le riche, mais tâchons de le rendre juste. L'injustice chez le riche n'est pas un défaut de l'organisation sociale, mais un vice moral, un vice de l'esprit : c'est pourquoi la loi civile sera toujours impuissante à l'en corriger ; il faut donc recourir à l'influence civilisatrice du christianisme ; il faut travailler sans relâche à rendre bon le riche et à soulager le pauvre, en recourant au pouvoir de la religion, qui, seule, peut guérir complètement cette plaie sociale.

Les socialistes disent, en dernier lieu : La loi de la charité, qui impose l'obligation de donner le superflu

Digitized by Google

aux pauvres, est une loi inefficace et inutile! Mais est-il possible d'en trouver une meilleure ? Pour le socialisme, c'est chose facile : il lui suffira d'un article du Code pénal, et tout s'arrangera. Quelle illusion! Une loi du code qui enlève le superflu au riche! Il paraît donc possible aux socialistes de déterminer par une loi générale le superflu du riche, d'établir une ligne de séparation, égale pour tous, entre le nécessaire, l'utile et le superflu, — trois choses qui, en pratique, diffèrent à peine de l'épaisseur d'un cheveu ! N'est-ce pas là un problème insoluble à cause des mille degrés divers entre familles et familles. Comment fera le législateur pour maintenir l'équilibre sans pencher à droite ou à gauche? Il sera certes aussi embarrassé que celui qui pensait pouvoir faire poser les fondements d'un pont sur le sable.

Admettons même que le projet des socialistes soit réalisable : tout ira bien tant que ce superflu du riche existera; mais, une fois qu'il aura été divisé, quel est le riche qui se donnera la peine de le reproduire pour se le voir enlever l'année suivante? Et s'il ne se reproduit plus, demain, ce superflu aura disparu, et ce sera pour toujours : on ne trouvera plus que des riches qui préféreront enfouir leur trésor dans leurs coffres, — comme cela se faisait, il y a un siècle, — plutôt que de les faire servir à la production.

On voit donc bien que le remède imaginé par les socialistes tourne au détriment de la société. D'après un principe économique bien établi, mettre des bornes à la richesse de chacun, c'est mettre des bornes à son travail, et, partant, c'est autant de perdu dans la production commune de la société.

La production diminuera, mais les nécessités humaines

Digitized by Google

ne diminueront pas dans la même mesure; par conséquent, en voulant rendre tout le monde riche, on aura une société de pauvres, qui languiront dans l'oisiveté sans aucune initiative personnelle, et la misère restera maîtresse du terrain (1).

Remarquons, d'autre part, l'ordre admirable établi par la Providence, cet ordre qui a régi jusqu'à nos jours le monde entier, malgré toutes les utopies socialistes écloses dans le cours des siècles. C'est, en effet, un fait à noter : même sans aucune impulsion de religion ou de charité, par un simple calcul d'intérêt, et en vertu de la nécessité où l'on se trouve de pourvoir aux aises et aux commodités de la vie, le superflu du riche va tout naturellement finir dans les mains du pauvre, au moins en grande partie. Qui fournit au riche toutes les aises de la vie, qui satisfait tous ses goûts, devenant de plus en plus nombreux, plus recherchés et plus délicats à mesure que la richesse augmente? Qui lui prépare les jouissances de l'art, les consolations de l'intelligence et tous les plaisirs de la vie? N'est-ce pas le pauvre? A quoi serviraient au riche tous ces trésors, s'il devait continuer à gagner son pain à la sueur de son front? S'il veut jouir de sa richesse, ou seulement la conserver, il est évidemment nécessaire qu'il appelle le pauvre à son secours, qu'il s'entoure d'ouvriers pour cultiver son champ, pour lui tisser des vêtements, pour lui construire une maison, pour lui fournir tout ce dont il a besoin. Si le riche était seul, son abondance ne serait pour lui qu'un embarras : elle se fonderait entre ses mains et s'en irait bien vite, comme s'évanouit une vapeur. La nature elle-même exige donc que

(1) W. H. Mallock disait très bien dans son ouvrage *Social Equality* : « L'égalité de la richesse est une utopie, car le jour où l'on voudrait la mettre en pratique, la richesse ne se produirait plus et disparaîtrait complètement. »

Digitized by Google

personne ne puisse jouir de la richesse sans la répandre autour de lui ; c'est un fait universel : le riche se trouve, pour ainsi dire, forcément amené à exercer une sorte de responsabilité et de paternité à l'égard du pauvre, car il ne peut pourvoir à sa propre subsistance sans ouvrir au pauvre les voies du travail. Si l'avare, ne se contentant plus de renoncer au luxe, enfouit son or pour rassasier sa vile cupidité, la religion vient vers lui et, la loi de la charité à la main, elle lui reproche son avarice et l'exhorte de tout son pouvoir à faire une part de ses biens pour les pauvres. Or, cet ordre admirable de la Providence, n'est-ce pas la solution de notre question? Voilà comment le riche donne son superflu au pauvre ; il est comme forcé de le faire, il le donne en vue de son propre intérêt, et souvent même dans l'intention d'augmenter ses richesses. Allons, maintenant, messieurs les socialistes, faites une loi qui enlève le superflu au riche ; ne voyez-vous pas que la nature elle-même y a pensé avant vous ; et pendant que votre loi causera la ruine de la société, en produisant l'épuisement des forces productives, la loi de la nature, si sage et si simple, arrive à faire augmenter sans cesse le superflu et, en même temps, à rétablir l'équilibre en réparant les inégalités. Voyez les eaux du Nil : deux fois l'an, elles grossissent, elles débordent et elles se répandent dans la plaine pour aller rendre féconds les terrains avoisinants et les bas-fonds les plus stériles ; de même, les richesses humaines accumulées ont comme un besoin inné de se répandre ; elles dépassent la barrière qui sépare le riche du pauvre, et elles viennent féconder l'aridité causée par la misère. C'est là un ordre merveilleux et tout providentiel, qui surprend d'autant plus que souvent le riche n'a pas, ou presque pas, de mérite à donner son superflu. Admirons cette main si sage qui a

Digitized by Google

disposé parfaitement toutes choses, cette Providence paternelle qui nous montre l'arc-en-ciel au milieu des orages, cette volonté éternelle et bienfaisante qui, tout en permettant que l'homme soit poursuivi dès sa naissance par le malheur, ne le laisse pas s'y engloutir !

Voilà donc qui prouve à l'évidence que le superflu du riche n'est pas un vol fait au pauvre, mais constitue, en réalité, un fonds de réserve, et comme une caisse d'épargne, qui est préparé pour le pauvre et sert à sa subsistance aussi bien qu'à celle du riche. Sans le riche, le pauvre ne serait pas moins pauvre : au contraire, il serait condamné au travail sans en avoir les moyens. Mais le riche lui fournit ces moyens, et ainsi il ne contribue pas seulement à sa subsistance, mais il lui ouvre un chemin où il pourra trouver un soulagement à sa misère. Si le pauvre est laborieux et adroit, s'il est, en un mot, ce que furent les ancêtres du riche, la voie lui est ouverte pour s'élever, lui aussi ; elle lui est ouverte par le riche, et rien ne l'empêchera de monter selon la mesure de son activité et de son mérite.

Les socialistes exagèrent d'ailleurs énormément l'influence de la richesse sur le bonheur. On ne peut être heureux, disent-ils, sans être riche ! Est-il vrai que les riches seuls sont heureux ici-bas et que tous les autres sont plongés dans le malheur de toute façon ? Mais c'est là l'erreur la plus antisociale. L'expérience de chaque jour nous apprend que les pauvres sont souvent plus heureux que les riches. Le bonheur accompagne quelquefois les richesses, mais les richesses seules ne produisent pas le bonheur. Au surplus, si le pauvre n'est pas heureux, ce n'est point le manque de richesses, mais autre chose, qui en est la cause. Le bonheur que le monde croit inhérent aux richesses n'est pas un bonheur absolu, il n'est que relatif. Prenons un exemple :

Digitized by Google

Un riche, qui voyage en wagon-salon se croit au milieu du luxe; une fois à l'hôtel, si on lui donne un appartement qui n'aura que les proportions et le confortable de son wagon-salon, il lui semblera qu'il n'occupe qu'un taudis et une taupinière. Un lord anglais parcourra à pied, en temps de chasse, les campagnes de l'Ecosse ; il dormira même, s'il le faut, sur la terre nue, et il ne voit pas en cela un avilissement, mais plutôt un point d'honneur. Or, le forcer à aller à pied dans les rues humides de Londres, ce sera l'avilir et il prétendra qu'on le fait descendre de son rang. Les aises et la félicité sont donc des choses relatives. Les pauvres se trompent quand ils s'imaginent que tout le bonheur est renfermé dans la richesse, et les socialistes se trompent, de leur côté, quand ils attribuent aux pauvres des désirs et des goûts qu'ils n'ont point et qu'ils ne comprennent même pas. La vérité, c'est que le bonheur consiste dans l'apaisement de toutes les aspirations que la nature a mises au cœur de l'homme. Si un pauvre souffre, ses souffrances ne proviennent pas de ce qu'il ne possède presque rien en comparaison du riche, mais de ce qu'il possède moins que les besoins de sa nature exigent. Ainsi, ce n'est pas une souffrance que l'un mange des mets accommodés aux sauces les plus rares et que l'autre se nourrisse de fèves et de pommes de terre; ce qui est une souffrance, c'est que celui-ci ait tous ces plats recherchés et que celui-là n'ait absolument rien à manger. Ce n'est pas une souffrance que l'un habite un palais et l'autre une cabane ; mais c'est une souffrance que le premier habite des appartements somptueux et que le second vive dans un bouge infect et malsain qui lui abrège la vie. La félicité ne consiste donc pas dans le luxe et la mollesse, elle consiste dans la satisfaction des nécessités où l'homme

Digitized by Google

se trouve placé. Si un jour nous pouvions voir les pauvres vêtus, logés, nourris comme il convient, il est fort possible que, pris en bloc, ils ne songeraient aucunement à envier le prétendu bonheur du riche.

Avant de terminer cette étude sur la propriété, nous engageons les socialistes qui ont une intelligence droite à considérer, sans parti pris, le spectacle imposant de la société dans son développement, de cette société qu'ils appellent « la vieille société basée sur l'injustice ».

L'imagination demeure épouvantée lorsqu'on soulève tous les voiles et que l'on considère attentivement ce problème qui s'appelle la vie d'une grande nation. Voilà l'Italie : il y a trente millions d'hommes condamnés à mourir si le fonctionnement de la société venait à s'arrêter un seul instant; il y a trente millions de bouches qui demandent le pain à cette mère commune. Voyez l'étendue des nécessités auxquelles la société doit pourvoir chaque jour et partout. Et ces besoins renaissent sans cesse, les récoltes se mangent, les vêtements s'usent, les anciennes maisons tombent, les derniers arrivés en construisent de nouvelles : — chaque jour, tout est à recommencer. En se renouvelant, ces besoins grandissent, car les hommes se multiplient et la fertilité de la terre diminue. A mesure que la société vieillit, le poids devient plus lourd, et la société le porte sans fléchir.

Quelle est donc cette force qui conserve la société et qui la pousse en avant de progrès en progrès ? C'est l'ordre merveilleux de la Providence; il pousse toute société par deux éperons qui lui labourent les flancs : la crainte de la misère, qui menace toutes les têtes, et l'amour du bonheur, qui consume toutes les âmes. Cette crainte et cet amour tiennent les hommes en suspens entre un précipice qui s'ouvre sous leurs pas et une

Digitized by Google

perspective brillante qui s'offre à leurs regards. La crainte dit à l'homme : Si tu ne travailles pas aujourd'hui, demain tu mourras de faim ! l'amour de la prospérité lui dit: Travaille, travaille encore, et demain, après-demain, tu atteindras enfin le bonheur que tu cherches! — Seulement, comme ces sentiments peuvent s'affaiblir avec les années, le Créateur y a pourvu en les rendant plus intenses dans l'amour paternel.

Ces deux sentiments réunis ne laissent pas à l'homme un instant de repos: c'est en vertu de la secousse du premier que l'homme se met au travail, et c'est en vertu de la séduction du second qu'il y persévère. Nous voyons le pauvre et le riche réunis en ces deux sentiments. Le pauvre a ses bras toujours actifs, — il craint à chaque instant d'être précipité dans la misère s'il ralentit son travail; — le riche a l'esprit toujours tendu et est sans cesse livré à la recherche de mille combinaisons ingénieuses pour parvenir à rendre le travail plus facile et plus productif : l'un et l'autre s'occupent donc en même temps et de commun accord à faire surgir du travail la plus grande somme possible de richesse. Il s'établit une sorte de bascule, car, si le riche croupit dans l'oisiveté, s'il se précipite dans le vice ou dans le luxe, s'il ralentit son travail d'intelligence et de prévoyance, le pauvre se lève, et bientôt leurs places se trouvent échangées. Ne voyons-nous pas tous les jours l'un monter et l'autre descendre?...

Tel est le spectacle grandiose que nous présente l'édifice social. Novateurs, regardez bien cette société. Vous dites qu'elle est vieille, décrépie, qu'elle n'est bonne qu'à être jetée au feu pour être refondue ensuite, vous voulez la priver de ces deux sentiments providentiels qui constituent sa vie. Vous prétendez que cet édifice social supporte des charges impossibles, vous voulez revêtir

Digitized by Google

l'Etat d'une puissance imaginaire, vous voulez qu'il dise au pauvre : Ne t'inquiète plus ; quoi que tu fasses, repose-toi sur moi ; tu ne tomberas pas dans la misère, ne crains pas l'avenir ! Vous voulez que l'Etat dise au riche : Je ne te permets plus de multiplier tes jouissances, ni de devenir trop heureux : tu n'iras ni au-dessus ni en dessous de cette ligne que je te trace ! Eh bien ! de la sorte, la société ne connaîtra plus la crainte et l'espérance ; le vent tombera, les voiles de la barque sociale se fermeront et il n'y aura plus moyen d'avancer contre la marée et le courant. « Il y a dans les choses humaines, dit Shakspeare, une marée, qui, prise au flot montant, conduit à la fortune ; les siècles nous la représentent comme une femme ailée, les yeux bandés, et un pied sur une roue, qui tourne au hasard. » C'est cette marée montante qui nous attire, et si, par impossible, on voyait s'arrêter ces mouvements de flux et de reflux et s'établir un niveau invariable au milieu d'un calme plat, chacun serait saisi d'ennui et préférerait peut-être rester sur le rivage plutôt que de déployer ses voiles.

Socialistes, vous voulez supprimer dans la société ces deux attractions irrésistibles que la Providence lui a placées au cœur pour la pousser en avant dans le champ du travail et de la production. Mais êtes-vous donc entrés à l'intérieur de cette majestueuse machine pour en étudier la structure, et avez-vous assez de génie pour la détruire et en refaire une nouvelle ? Avez-vous inspecté et analysé ces ressorts ; avez-vous pesé cette masse gigantesque que vos leviers devront mouvoir ? Il ne faut pas se faire illusion. La société est un immense colosse qui vit de sa vie spéciale ; s'il a eu parfois ses tremblements et ses convulsions, il n'y a pas de force humaine capable de le jeter par terre, et si jamais le socialisme parvenait à faire vaciller l'immense poids que



Digitized by Google

ce nouvel Atlas porte sur ses épaules, nous serions là, nous, comme de nouveaux Hercules, pour le remettre en place.

Digitized by Google

## CHAPITRE IV

### LE TRAVAIL ET LE CAPITAL

Un grand homme d'Etat, et un des plus célèbres orateurs de notre temps, M. Gladstone, alla jusqu'à dire, il y a quelques années, dans un discours qui fit beaucoup de bruit et suscita même des agitations diplomatiques, que le XIX^e^ siècle serait appelé par l'histoire le siècle des ouvriers. Abstraction faite de l'exagération oratoire de cette parole, — car, si elle était prise à la lettre, elle serait aussi inexacte qu'injuste, — considérons-la en elle-même et nous trouverons exprimé, sous une forte image, la place prépondérante que la question du travail et du salaire a prise dans les préoccupations actuelles.

Les cinq grandes inventions engendrées par le travail : la boussole, la poudre, la presse, le télégraphe, la vapeur, ont fait surgir une civilisation nouvelle et une ère bien différente des temps anciens : l'ère du travail et de l'ouvrier. Les masses ouvrières se sont créées des besoins excessifs et exagérés, elles se sont enivrées de fausses théories, elles ont été séduites par les aspirations socialistes, et les troubles si fréquents dans les centres industriels ont fait peur aux gouvernements les plus forts et ont acquis une influence sociale qui va grandissant chaque jour.

Digitized by Google

La Révolution eut la prétention de détruire la distinction des classes et de rompre les barrières qui s'élevaient entre la noblesse et le peuple. *La déclaration des droits de l'homme* mit en avant une nouvelle classe sociale; la noblesse fut condamnée à *l'ostracisme avec ses privilèges, ses armes et ses blasons* (1); la bourgeoisie ou, comme on disait, le Tiers-État s'empara du pouvoir : cette grande réforme s'accomplit au milieu d'un cataclisme social où le monde entier sembla tomber en ruines (2) et la Révolution française marqua une des époques les plus mémorables de l'histoire.

Mais les triomphes révolutionnaires n'apportent jamais la paix. Les révolutionnaires des siècles passés s'imaginèrent avoir réformé le monde, avoir fait disparaître toutes les injustices sociales et assuré la prospérité des peuples. Nous voyons aujourd'hui combien leurs efforts ont été vains.

Une autre classe de citoyens, principalement ceux qui vivent du travail manuel, ont trouvé des phrases

(1) En France, on interdit même le nom de *Monsieur* et *Madame*, Louis XVI comparut devant la Convention sous le nom de Louis Capet, et l'on en vint à appeler Notre divin Sauveur : *Jésus Sans culotte!* La plupart des gentilshommes français offrirent en holocauste sur l'autel de l'égalité leurs parchemins et leurs titres féodaux; on en brûla une partie, on envoya le reste aux arsenaux avec les cartulaires volés dans les abbayes, et on s'en servit pour fabriquer des cartouches. C'est de là que vint la chanson :

S'il faut que le canon gronde,
Bourré des droits féodaux,
C'est pour annoncer au monde
Que nous sommes tous égaux.

(2) *La Démocratie et son Avenir social et religieux*, par Mgr Guibert, Archevêque de Bordeaux. 2e édit. Paris, Plon.

Digitized by Google

nouvelles, qui semblent des charbons ardents, pour maudire la condition du travailleur. Ils prétendent qu'ils ont été iniquement volés par les autres classes de la société, et, sous prétexte de rétablir, ou plutôt de créer de toutes pièces, la justice dans les relations sociales, ils voudraient refondre non seulement les institutions, mais les mœurs, les idées et la civilisation tout entière.

Cette haine implacable de l'ordre de choses existant est la note caractéristique du socialisme, comme nous l'avons démontré dans les chapitres précédents. Le socialisme engage la lutte sur deux points : dans le domaine des idées, par les discussions quotidiennes, les programmes, les systèmes qu'on développe partout dans les réunions publiques et dans les journaux; dans le domaine des faits, par les grèves de plus en plus fréquentes, par des haines semées entre ouvriers et capitalistes, par des troubles, des désordres, des violences, qui viennent arrêter le cours naturel de la production et le progrès de l'industrie.

En présence de ces idées subversives et de ces fréquents désordres, les esprits les mieux trempés se trouvent déconcertés. Les catastrophes survenues dans les pays industriels, et spécialement en France, en Angleterre, en Belgique, ces sourds grondements du volcan qui menace de s'ouvrir et de tout engloutir ont semé l'épouvante parmi ces populations pacifiques et laborieuses et ont donné beaucoup à réfléchir à bien des économistes, eux, qui avaient cru le développement régulier et pacifique du progrès industriel assuré à jamais par l'efficacité des principes de la liberté moderne.

Les hommes d'Etat, les penseurs considèrent dans le silence de leurs méditations les causes de cet état

Digitized by Google

fébrile des centres industriels; ils cherchent à trouver des lois qui puissent éloigner ces guerres intestines et ces hostilités incessantes entre le travail et le capital. Les économistes modernes distillent leur science et rêvent encore des systèmes nouveaux; les uns attribuent les désordres sociaux à l'organisation récente de l'industrie avec toutes ses machines inconnues jusqu'ici, les autres en rejettent la faute sur les menées des socialistes et sur la diffusion de leurs fausses théories, et tous se bercent de l'espoir de guérir les plaies de la société au moyen de leurs emplâtres.

Sans aucun doute, les questions les plus débattues aujourd'hui sont celles qui ont rapport au travail et au capital et qui déterminent les droits de l'un et de l'autre : c'est ici que s'établit la démarcation entre l'école du socialisme et l'école de l'économie politique. Les économistes eux-mêmes entrent en lutte: ceux qui accordent plus au travail et moins au capital, on les taxe de socialisme; ceux qui donnent plus au capital et moins au travail, on les appelle des économistes rigides, rétrogrades, partisans de l'esclavage et de l'avilissement moral du travailleur.

Ayant entrepris l'étude du socialisme et de ses conséquences, nous ne pouvons laisser de côté l'examen de ces questions. Nous analyserons rapidement : 1° la théorie du travail; 2° la théorie du capital; 3° l'harmonie entre l'un et l'autre; nous ferons voir comment ils dépendent l'un de l'autre et comment ils sont les deux conditions essentielles de toute prospérité matérielle.

Digitized by Google

ARTICLE Ier

## *La théorie du travail*

On lisait dernièrement dans un journal socialiste de la Romagne : « Le travail de l'esprit est parvenu à placer les forces de la nature sous le joug de la volonté humaine ; il est arrivé à exclure, presque totalement, l'emploi des forces physiques de l'homme. La mécanique a vaincu la fatalité du travail matériel qui pesait sur l'homme, et elle lui a dit : Désormais, ton travail sera la pensée ! L'ouvrier travaille pour se nourrir et il se nourrit pour travailler. C'est là une éternelle vicissitude qui abaisse, qui avilit, qui abrutit l'ouvrier. L'homme est fait pour penser : qu'il pense donc ! Voilà le travail vraiment digne de l'homme ! L'idéal du socialisme, c'est de fonder la république des intelligences. A la brute, le travail matériel. A l'homme, le travail intellectuel. Voilà l'idéal. »

Mazzini, le célèbre révolutionnaire, a écrit dans ses souvenirs : « Le mot « ouvrier » n'indique aucune classe, il ne représente aucune infériorité ou supériorité sociale. L'honnête ouvrier n'est pas moins qu'un descendant de dix générations de rois. »

Les libres penseurs anglais avaient déjà dit en 1774 : « Les hommes du peuple et les paysans sont les maîtres naturels et légitimes des rois, des lords, des communes et des prêtres. Qu'est-ce qu'un roi d'Angleterre ? Le premier citoyen ! Qu'est-ce que le peuple anglais ? Le peuple souverain ! A qui appartient la couronne ? A qui veut la prendre ! » (1).

Voilà comment on a trompé les masses ! Voilà où sont

(1) *Opera dei pericoli presenti della società*, p. 91. Luquet, Napoli, 1851.

Digitized by Google

les germes du socialisme, cette terrible maladie des peuples, à qui l'on a dit: Vous êtes souverains!

L'ouvrier est une pauvre victime; c'est un malheureux égaré; souverain en théorie et esclave en pratique. Ecoutez les plaintes déchirantes de cette foule immense de pauvres créatures qui gémissent, étouffées, écrasées sous les plus rudes travaux du marteau, du rabot, de la rame; voyez ces cultivateurs brûlés par le soleil ou languissants dans les rizières marécageuses, presque nus, mourant de froid, de faim, de fièvre; voyez ces mineurs ensevelis vivants dans les ténèbres des fosses, à des centaines de mètres sous terre; voyez ces habitants des chaumières, des taudis et des mansardes; voyez ces êtres pelotonnés dans des cours humides, dans des bouges ténébreux, causes d'infections continuelles et de mort prématurée; voyez ces martyrs ignorés de la fatigue et de la misère, la peau crevassée, les chairs sales et livides; la vie s'écoule, goutte à goutte, par tous les pores de ce corps courbé tout le jour par le travail et la souffrance; remarquez combien est cruel ce travail des enfants et des femmes qu'on surcharge de fatigues non proportionnées à leur faiblesse; voyez ce travail barbare de certaines fabriques, où l'homme devient comme une bête de somme et comme une roue de machine, où il est forcé de se courber sous le poids de durs travaux, sans gagner assez pour nourrir sa famille! On verra venir, disent les socialistes, la dernière consécration de l'homme, le dernier sacrement qui fera disparaître de ses mains la boue qui s'y est attachée et de son front noirci la fumée qui le recouvre! Ce sera là le *nec plus ultra* du socialisme, le socialisme véritable. Voilà son idéal le plus sérieux, il ouvre un nouveau paradis, plus vaste que l'ancien (1)!

(1) Genesio Morandi *il lavoro*. Rimini, 1885.

Digitized by Google

Le progrès des sciences naturelles donne lui-même un prétexte aux songes chimériques d'une partie de nos populations travailleuses, qui désirent la cessation absolue de leur travail. On a vu, en effet, s'opérer de merveilleuses transformations, on a vu le développement des sciences physiques produire, depuis un demi siècle, des changements qu'on ne compte plus et qui ont fait une profonde impression; il en est résulté chez une foule d'hommes une foi à toute épreuve dans le progrès indéfini et une espérance excessive de l'amélioration des conditions humaines. On a confondu, comme il était facile de le faire, l'ordre moral avec l'ordre physique, et on s'est imaginé que la transformation de la société pourrait devenir une métamorphose égale à celle qu'on a vu se réaliser dans la production. On n'a pas manqué d'appuyer cette utopie par des raisonnements spécieux et par des sophismes.

On calcule, en effet, que la force du cheval-vapeur employé dans l'industrie anglaise représentait en 1870 le travail de soixante-dix-sept millions d'ouvriers et aujourd'hui on arrive certainement à cent millions. Ne peut-on pas conclure de là qu'un jour viendra où le perfectionnement des méthodes et des machines rendra tout travail de l'homme inutile ?

D'après ces utopies (1), ce sont donc les machines qui doivent faire ce que faisaient jusqu'ici les bras de l'homme, et ainsi l'ouvrier sera délivré du pire des avilissements, qui est le travail matériel. Ce sera là le

(1) Les socialistes appellent leurs utopies *les doctrines nouvelles*, et ce ne sont que des erreurs aussi vieilles que le monde. Xénophon écrivait déjà : « Les travaux manuels sont infamants et indignes d'un citoyen. Presque tous, ils déforment le corps, clouent l'homme près du froid ou près du feu et ne lui laissent aucun moment libre pour la chose publique et pour ses amis. »

Digitized by Google

triomphe du peuple travailleur, le paradis terrestre, le bonheur universel ! Voici ce qu'on lisait à ce propos dans le manifeste socialiste d'une société des *Enfants du travail :* « Vous tous, ouvriers, attachés à une machine et devenus machines vous-mêmes; vous, dont la profession semble un châtiment; vous, dont le salaire suffit à peine pour acheter du sel; vous tous, ô phalanges de martyrs! ô armées d'ouvriers qui couvrez la terre entière! vous, pour qui le morceau de pain n'est qu'un poison à cause des sueurs et des larmes dont il est imprégné, nous nous inclinons avec respect devant vous, nous baisons vos mains et vos blessures et nous vous crions : L'heure de la rédemption est proche ! Que de siècles de péchés pèse sur la conscience de ce travail fatal, qui est, selon les économistes et les philosophes, le travail saint et rédempteur. Le martyrologe du travail est plus grand que celui du christianisme. Ah! le travail manuel, il abrutit, il sacrifie, il immole l'ouvrier! Non! nous ne voulons plus travailler, voilà le Verbe moderne, voilà le nouvel Evangile ! »

Et nous voyons, de nos yeux, l'essai de cette émancipation. Les grèves se multiplient pour obtenir une augmentation de salaire ou une diminution des heures de travail. Jusque dans les métiers les plus ordinaires, le manque d'ouvriers se fait déjà sentir; on se croit déshonoré par le travail manuel, même pour l'agriculture. On vante la démocratie du XIXe siècle; mais, à vrai dire, ce n'est pas une démocratie, c'est une aristocratie. Tout ouvrier cherche à s'élever, et il choisit toujours le métier le moins pénible et le plus *civil*. Les fils ont en horreur le métier du père, les cultivateurs deviennent des artisans, les artisans cherchent à se mettre au niveau des artistes, négociants, avocats, etc., et ainsi de suite.

Digitized by Google

« C'est à l'école et au foyer domestique que l'on forge les hommes, et souvent on les gâte dans la tenaille de l'éducation. A peine un enfant est-il né, qu'on dit déjà : De celui-ci, on fera un médecin, de celui-là un avocat — et, si on ne le dit pas, on ne le pense pas moins. Mais ne pourrait-il pas bien se faire que sur les épaules de ce futur médecin ou avocat soit collée plutôt une tête de vrai cultivateur? Oh ! cultivateur! Oui ! cultivateur! oui! la culture est le plus antique, le plus conforme à la nature, le plus utile de tous les travaux de l'homme » (1).

C'est ainsi que la culture et le travail des métiers, que nos pères avaient en si grande estime, sont devenus le mépris et le dédain du monde, et, dans l'entre-temps, on voit décliner l'agriculture, cette première source de toute richesse, on voit dépérir les industries, la faim s'accroître et la misère se multiplier. Qui est cause de tout cela? En bonne partie l'ouvrier, qui commence à s'émanciper du travail.

Hélas! on a inspiré à l'ouvrier la haine et le mépris du travail, on lui a appris à crier : Vive le socialisme! à bas le travail! à bas les ateliers! Esprit du peuple, tu es fait pour le travail de la pensée... lève-toi, réveille-toi! révolte-toi! Voici ton heure!

Ne croirait-on pas rêver? Comment! au milieu du XIX^e^ siècle, de ce siècle qui s'appelle *le siècle des ouvriers*, aujourd'hui qu'on ne peut plus ouvrir un livre, un journal, voire un almanach, sans lire partout ces paroles : Travaille donc, travaille donc! en ce siècle où l'on ne compte plus les *Consulats* et les *Associations ouvrières*, où l'on fait tant de tapage pour les expositions nationales et universelles, où tout est établissements et ateliers, rumeurs assourdissantes

(1) Giusepe Giusti, *Proverbi toscani*, Illustrazione, XVI.

Digitized by Google

de marteaux et de machines ; en ce siècle où l'on a imaginé *les trains de travail,* pour rendre le travail plus facile, où l'on voit remplacer les armées de soldats par les *armées d'ouvriers,* et les fusils par la bêche et le marteau (1) ; en ce siècle où le travail est, pour ainsi dire, un plaisir chanté par les poètes, une frénésie, une maladie, une fièvre ; en ce siècle... on a entendu ce cri : Vive le socialisme ! maudit soit le travail ! C'est là une contradiction si étonnante qu'elle semble incroyable et qu'elle fait tourner la tête. C'est que le socialisme a fait perdre la vraie notion du travail ; on ne tient plus aucun compte de sa dignité, de sa noblesse, de sa valeur matérielle et de sa puissance morale, parce qu'on a oublié son origine et sa fin.

Pour mieux saisir la valeur et la dignité du travail de l'homme, il faut considérer la place qu'il occupe dans le plan divin et comment il reflète l'image du Dieu Créateur, qui aime en punissant et qui punit en élevant.

Déjà, avant la chute originelle, le travail humain existait. Après avoir achevé toutes ses autres œuvres, Dieu créa l'homme, il l'établit le roi de la création : *replete terram et subjicite eam.* Voilà l'homme appelé à coopérer au plan général de la divine Providence. Cette terre, qui est l'œuvre de Dieu par la création,

(1) D'après un calcul récent, si la somme de quatorze milliards, que les Etats de l'Europe dépensent chaque année pour maintenir sous les armes dix millions de soldats, était employée à l'accroissement de la richesse nationale, on pourrait faire surgir partout des reboisements immenses, des constructions sans fin, des ports, des canaux, des voies ferrées, des desséchements de lacs et de marais, etc. Cinquante mille soldats italiens, dit le professeur Viganò, dirigés par le génie militaire, pourraient, en un seul hiver, nettoyer entièrement la fameuse *Campagne Romaine,* et lui rendre son antique fertilité. Voilà, ajoutait-il, une véritable campagne !

Digitized by Google

va devenir aussi l'œuvre de l'homme : il la dominera, il l'arrangera, il la perfectionnera.

Le précepte du travail que le Seigneur impose à l'homme fut donc pour lui un titre de noblesse et une véritable prérogative. La terre, encore exempte de malédictions, était douée de la plus grande fécondité, et, toutefois, Dieu choisit l'homme pour cultiver le jardin de l'Eden : *posuit eum in paradiso voluptatis, ut operaretur et custodiret illum* (1). C'était là un travail à la fois noble et facile, il n'exigeait de l'homme aucun effort pour trouver dans toutes les forces de la nature des auxiliaires utiles et puissants de l'exercice de son pouvoir.

Mais le péché est venu : l'homme dut sortir du délicieux paradis terrestre et il dut entendre ces paroles : « La terre sera maudite sous ton travail ; ce n'est qu'à force de fatigues que tu en retireras ta nourriture ; elle te produira des ronces et des épines, et tu mangeras ton pain à la sueur de ton front » (2).

Depuis lors, le travail de l'homme n'a pas cessé d'être le coopérateur de l'action divine, qui doit sans cesse perfectionner notre globe, mais il est devenu en même temps une peine et un châtiment du péché, car il exige tous les efforts de l'homme pour arriver à la production.

Dieu aurait pu faire produire spontanément à la terre tout ce qu'elle porte en germe. Lui, qui est le producteur inépuisable et éternel, pouvait trouver mille moyens de pourvoir aux besoins de ce consommateur perpétuel qu'il avait créé lui-même. Il ne l'a pas voulu. En punition du péché, il a voulu attacher la satisfaction de tous nos besoins à nos peines et à nos fatigues, et il a dit : Vous n'aurez que ce que vous produirez !

(1) Gen. cp. II, v. 15.
(2) Gen. cp. III, v. 17, sqq.

Digitized by Google

L'homme est donc condamné à travailler pour vivre ; c'est là un des effets du péché originel et une marque authentique de cette imperfection qui caractérise notre humanité déchue.

Mais le travail, dit saint Jean Chrysostôme, n'est pas seulement une peine et un châtiment : il est, comme tous les châtiments divins, un avertissement et un remède. En effet, le travail n'est pas seulement le moyen que l'homme doit employer pour vivre, il a une toute autre portée. S'il servait seulement à faire manœuvrer la grande roue de la vie humaine, on pourrait se demander : A quoi bon? Une machine qui emploierait sa force pour produire le simple mouvement, sans atteindre aucun effet déterminé, serait une machine tout bonnement ridicule.

Travailler pour vivre, et vivre pour travailler, telle n'est pas, et telle ne peut pas être, la vocation de l'homme sur la terre. Il faut considérer le travail dans ses effets généraux si l'on veut en apprécier la valeur.

Le travail est une des plus hautes vertus sociales : s'il est devenu notre condamnation, il est aussi notre régénération. Le travail transfigure et améliore la vie matérielle et la vie morale de l'homme.

### *La vie matérielle*

Après le péché, la terre se couvre de ronces et d'épines, mais voici que la main de l'homme la rend féconde et radieuse. Saint Jean Chrysostôme s'extasiait devant les prodiges de l'industrie et de la science ; il annotait et décrivait avec admiration les merveilleux changements opérés par l'homme sur la terre (1). Bien avant saint Jean Chrysostôme, l'Ecclésiaste louait

(1) Hom. in Epist. ad Romanos.

Digitized by Google

déjà les œuvres de l'homme en son langage inspiré ; il faisait un tableau enchanteur de l'industrie, alors encore timide et peu puissante. C'était l'enfance du travail humain ; on était bien loin alors des merveilles de l'industrie et des sciences modernes, mais c'était déjà le travail « qui élevait les cités, qui changeait la face des terres, qui rendait le fer souple comme l'argile ; c'était le travail qui ennoblissait l'état du monde ; le globe eût été bientôt plongé dans la stérilité et la solitude s'il n'eût été, sans trêve et sans relâche, fécondé et régénéré par le travail de l'homme » (1).

Qui peut le nier? C'est le travail de l'homme qui a subjugué la nature. Voyez donc ces océans sillonnés de milliers de navires, ces montagnes ouvrant leurs flancs aux voies ferrées, ces mines de métaux, de minerais et de pierres précieuses descendant jusqu'aux entrailles de la terre, ces forces toutes-puissantes ravies à l'eau, au feu, à l'électricité, à la lumière! Le travail représente la toute-puissance de Dieu, l'action créatrice qu'il continue partiellement par le ministère de l'homme. Tous les explorateurs de l'Asie, de l'Afrique, de l'Amérique furent des travailleurs infatigables. Pour l'homme, tout devient travail, jusqu'au hasard lui-même. C'est en cherchant la pierre philosophale qu'on découvre la poudre, l'alcool et les gaz ; c'est en cherchant le mouvement perpétuel que Arkwright trouve la machine à filer le coton et Zamponi la pile sèche (2).

(1) Eccli. cp. XXXVIII.

(2) Une pomme qui tombe sur la tête de Newton lui fait deviner la loi de la gravitation universelle ; une écrevisse qu'on sert à Watt lui suggère, par son écaille, l'idée du tube de fer mis sous terre pour conduire l'eau sous le lit de la Clyde (rivière d'Ecosse qui se jette dans la mer d'Irlande) ; une araignée suspendue à son fil donne à Samuel Broern la première idée des ponts suspendus,

Digitized by Google

La force du bras de l'homme n'a pas de mesure. On trouve un jour que Chicago (grande ville de l'Amérique méridionale) était trop basse et trop humide. On élève tout d'un étage, à force de grues, maison par maison.

« Notre monde nouveau est fils de l'ancien, disait Byron, mais il est beaucoup plus beau. » L'art et le travail l'ont orné, couvert de fleurs, de mélodies, de monuments, de merveilles de tout genre. L'art est le supplément de la création.

Le travail ne se borne pas à transfigurer la face de la terre : il fait aussi le bonheur de la vie de l'homme. Qu'est-ce que le travail? « C'est notre vie! » *Labor vita gentium.* C'est la loi de notre être, le principe irrésistible qui pousse en avant les hommes et les peuples. Il est écrit dans nos saints Livres : *Homo nascitur ad laborem et avis ad volatum* (1).

Dans les temps anciens, les peuples se divisaient en trois classes, toutes trois travailleuses : les agriculteurs, les pasteurs, les chasseurs; tout le monde travaillait. Virey en a fait la remarque : Nous ne volons pas comme l'aigle, mais notre plomb va l'atteindre dans son vol; nous ne nageons pas comme les poissons, mais nous avons inventé les vaisseaux; nous ne courons pas comme les chevaux, mais nous les avons domptés et dressés pour nous porter. L'homme, en toutes ses œuvres,

un vil insecte troue la coque d'un navire, en un sens puis en l'autre, et recouvre de ses sécrétions la superficie de ses conduits, et Brunel imagine, à cette occasion, son fameux tunnel sous la Tamise; le mouvement d'une lampe fait trouver à Galilée le pendule de l'horloge; une bulle de savon démontre à Young la théorie des interférences et la loi de la réflexion de la lumière; le marquis de Worcester voit un couvercle de marmite soulevé par la vapeur de l'eau bouillante, et il invente la machine à vapeur.

(1) Job — cp. V. v. 7.

Digitized by Google

n'a d'autre rival que lui-même, et personne ne peut deviner à quel progrès matériel, à quelle étendue de travaux, il arrivera dans la suite des temps!

Le travail donne santé, force, fortune. Kant vécut presque un siècle, toujours sain de corps et d'esprit; il ne cessa jamais de travailler, et chaque soir, en se couchant, il se disait à lui-même : Y a-t-il quelqu'un au monde qui se porte mieux que moi? Un ami de Palmerston lui demandait : Quand donc peut-on dire qu'un homme est à la fleur de la vie? — A septante ans! répondit-il, — et lui-même en avait septante.

Nous naissons nus, faibles, dépourvus de tout; mais le travail apparaît à peine à la porte que déjà la misère s'enfuit par la fenêtre; chaque franc qu'on épargne est une nouvelle pierre pour le mur que nous élevons entre nous et nos besoins. Le travail donne tout : Travaille et tu auras ce que tu veux! disait Franklin. La terre et le travail sont les deux mamelles de l'Etat (1); la science et le travail sont les maîtres du monde (2).

### *La vie morale*

Les Docteurs de l'Eglise démontrent que le travail a une influence encore plus large et plus bienfaisante au point de vue moral. Ils vont jusqu'à dire que si Dieu a voulu ne pas produire la terre sans travail, ce fut surtout pour que l'homme ne tombât point dans la paresse et dans l'oisiveté, mère de tous les vices. Le travail, dit saint Chrysostôme, est à l'homme ce que le frein est au cheval. En travaillant, l'homme épure et fortifie son âme! Le travail, disait Lozzi, peut sauver les peuples de l'esclavage des passions et des vices! Le travail, disait Smiles, est un des plus puissants éducateurs du carac-

(1) Sully.
(2) De Salvandy.



Digitized by Google

tère!... Il est donc avéré que le travail est le meilleur des maîtres, et nous n'hésitons pas à ajouter que le progrès économique et le travail seront une sorte de contrepoison efficace pour les maladies vraies ou feintes du corps social et pour toutes les utopies du socialisme. Les peuples qui ne travaillent pas sont inquiets et tourmentés de désirs inassouvis; il leur manque un but pratique, et, par une pente fatale, ils vont demander le bien-être à l'agitation. Voilà pourquoi saint Paul donnait cet ordre : « Que celui qui ne veut pas travailler, ne mange pas! » (1). Avant saint Paul, le Christ lui-même, notre Rédempteur, Lui qu'on appelait le fils du Charpentier de Nazareth, voulut travailler de ses propres mains, pour ennoblir et sanctifier le travail, et pour montrer ainsi qu'il est le devoir de toutes les classes sociales.

Dans le christianisme, le travail est donc la loi, la profession de vie, l'éducation, la valeur, la vertu, la science, la civilisation. La véritable signification du travail chrétien est contenue dans ces paroles de Sixte-Quint : « Il faut mourir debout. » Si, au contraire, on sépare l'idée de Dieu de l'idée du travail, il est impossible de dire pourquoi nous sommes obligés d'acheter notre morceau de pain au prix de nos sueurs. En dehors de Dieu, qui en est l'auteur, en dehors du Christ, qui en est le modèle, le travail n'est qu'un esclavage et une galère en miniature. Le travail offre encore un autre avantage: il existe une jouissance du travail, et il y a de la poésie dans la fatigue. *Fruatur lætitia ex labore suo* (2). Qui pourra dépeindre la joie du mineur qui découvrit la première mine de diamants, la

(1) *Qui non vult operari, non manducet* —2 Thes. ch. 3 v. 10.
(2) Eccl. ch 5 v. 17. 18.

Digitized by Google

joie du marin qui trouva la première perle! Le travail, par lui-même, donne déjà à l'homme un certain bonheur. Remarquons-le : les plus joyeuses conversations se trouvent parmi les travailleurs qui ont sué tout le long du jour, et les plus gais refrains parmi les soldats en marche, les cultivateurs et les artisans au travail.

En outre, quand nous parlons de la noblesse du travail, il ne s'agit pas seulement du travail intellectuel, mais aussi du travail manuel. Quelque grossier que puisse être ce travail, il a, selon les saints Pères, une salutaire influence sur l'âme. C'est d'ailleurs la parole de la *Genèse :* L'homme est condamné à gagner sa nourriture à la sueur de son front, et c'est le sentiment de ce devoir accompli qui donne à l'âme une jouissance spéciale, en l'épurant et en la fortifiant!

Saint Augustin veut que les moines s'occupent au travail des mains ; il fait de ce genre de travaux une des obligations de la vie monastique, et il en donne la raison : c'est que le travail manuel offre le grand avantage de reposer l'esprit. L'âme ne peut pas toujours prier ; il faut faire succéder un exercice à l'autre, et quitter l'exercice de l'esprit pour l'exercice du corps. L'impie Rousseau lui-même recommande dans *l'Emile* le travail manuel ; il veut qu'Emile apprenne le métier de charpentier. Et, se tournant vers les riches, il leur dit : « Vous vous fiez à l'ordre actuel de la société, sans songer que cet ordre est sujet à des révolutions inévitables et qu'il vous est impossible de prévoir ni de prévenir celle qui peut regarder vos enfants. Le grand devient petit, le riche devient pauvre, le monarque devient sujet ; les coups du sort sont-ils si rares que vous puissiez compter en être exempts? Nous approchons de l'état de crise et du siècle des révolutions. Je tiens pour impossible que les grandes monarchies de l'Europe aient

Digitized by Google

encore longtemps à durer; toutes ont brillé, et tout Etat qui brille est sur son déclin. Qui peut vous répondre de ce que vous deviendrez alors? Tout ce qu'ont fait les hommes, les hommes peuvent le détruire : il n'y a de caractères ineffaçables que ceux qu'imprime la nature, et la nature ne fait ni princes, ni riches, ni grands seigneurs. Que fera donc, dans la bassesse, ce satrape que vous n'avez élevé que pour la grandeur? (1) » Voilà un jugement curieux qui s'est déjà vérifié pour une génération et qui semble aussi se vérifier pour la nôtre. Rousseau, quelque tête fêlée qu'il fut, insistait sur l'utilité du travail manuel, non seulement pour parer aux coups éventuels de la fortune, mais aussi pour mettre à profit ce grand secret de l'éducation, qui consiste à tempérer de telle sorte les exercices de l'esprit et du corps qu'ils servent mutuellement de soulagement et de repos.

Un autre grand avantage du travail manuel, c'est qu'il contient et assujettit l'esprit; c'est un travail fixe et régulier, qui n'a rien de vague et de capricieux comme le travail intellectuel. L'artiste et l'écrivain, le poète et le philosophe ne peuvent pas travailler avec la régularité de l'ouvrier : leur genre de travail a besoin d'inspiration et d'imagination; il ne se fait pas également bien à toute heure; il suit le cours des pensées et non la force des bras, et même, chez les esprits les mieux doués, il a une allure vagabonde et un peu fantasque. Or, il faut à l'homme une occupation fixe et certaine, une règle qui soit hors de sa portée et qu'il ne puisse pas faire plier à son gré. Tel est précisément le travail manuel.

(1) Jean-Jacques Rousseau, *Emile*, liv. III, p. 37. — Paris 1793.

Digitized by Google

Résumons les traits principaux de l'idée chrétienne du travail.

Le travail est une peine imposée à l'homme déchu ; mais cette peine porte avec soi sa consolation, parce que la fatigue est salutaire à l'homme. Le caractère essentiel du travail, c'est d'être tout à la fois une œuvre matérielle et morale, de produire de grands effets dans le monde physique et des sentiments parfaits dans l'âme : c'est le gardien des mœurs et c'est une loi sociale.

A cet enseignement du Christ, on oppose aujourd'hui une théorie toute matérialiste, qui ne voit dans le travail que le simple instrument de la production sans prendre garde au sort de l'ouvrier. Cette théorie, qu'on a appelée, avec raison, la théorie *du travail marchandise,* a eu malheureusement une influence considérable dans le régime de nos industries modernes. Il serait superflu d'énumérer les funestes conséquences qui dérivent de ce faux système de séparation arbitraire entre le travail et la vie du travailleur. Aujourd'hui, plus que jamais, l'expérience a démontré que traiter l'ouvrier comme une simple machine, c'est ruiner la civilisation et l'ordre public ; c'est un système qui conduit à un esclavage pire que celui des anciens, ce qui met souvent le travailleur dans une situation inférieure à celle des animaux, à qui on donne au moins les soins que nécessitent leurs fatigues.

Léon XIII, encore Archevêque de Pérouse, blâmait hautement dans une lettre pastorale « ces écoles économiques qui considèrent le travail comme la fin de l'homme, et l'homme lui-même comme une machine de valeur plus ou moins grande, selon le profit qu'on en retire, sans tenir aucun compte de l'homme moral ». Le Play, le grand économiste de notre siècle, disait : « La fin dernière du travail, c'est la vertu et non la richesse.

Digitized by Google

Je comprends de plus en plus que l'intelligence de cette vérité contient en germe toute la science sociale. »

Toutefois, remarquons-le bien, le devoir qui incombe à tout patron ou capitaliste d'avoir souci de la vie physique et morale de ses ouvriers n'empêche pas que le travail ne soit, comme la propriété, une chose essentiellement individuelle. L'homme a le droit de travailler, comme il a le droit de vivre, c'est-à-dire que personne ne peut l'entraver dans son travail ni attenter à sa vie. Donc, le droit au travail n'est pas le droit de travailler aux frais du public, de même que le droit de vivre n'est pas le droit de manger aux frais des autres: c'est un droit individuel qui doit s'exercer aux risques et périls de l'individu.

En détruisant l'esclavage, l'Eglise sanctionna et proclama sacré et inviolable le droit individuel du travail; au Moyen Age, elle développa les *corporations* et les *sociétés industrielles,* elle donna pleine liberté au travail, en abolissant ce principe absurde et tyrannique qui faisait du travail *un droit royal,* en sorte que le prince avait le droit de le vendre et que les sujets étaient forcés de l'acheter. « Nous avons hâte, disait Louis XVI par l'intermédiaire de Turgot, de rejeter semblable maxime. En donnant des besoins à l'homme, Dieu lui a donné le travail comme secours indispensable; le droit de travailler est une propriété de l'homme: c'est la première, la plus sacrée et la plus imprescriptible de toutes les propriétés. »

Quelle distance et quelle différence entre la doctrine catholique et la doctrine socialiste!

Entendu dans le sens socialiste, le *droit au travail* tend à la destruction et à la cessation complète du travail lui-même. Selon ce principe, l'ouvrier a droit de recevoir son travail de l'Etat; il ne va pas à la recherche

Digitized by Google

du travail, c'est le travail qui doit venir à lui. Il croit avoir sur le travail une sorte de droit absolu, indépendant de toutes les vicissitudes industrielles et sociales. Il n'est pas, comme le chrétien, obligé au travail pour vivre, c'est le travail qui est obligé de le nourrir; il a droit de vivre, non pas dans le sens que personne ne peut lui ôter la vie, mais dans le sens que la société est obligée de le nourrir. Le travail que le socialiste consent à faire n'est que la forme sous laquelle l'Etat se libère de ses obligations envers lui; c'est une sorte de quittance que la société donne à l'ouvrier, son créancier. Bien plus: comme c'est un droit qu'on affirme sans limite et sans devoir correspondant, il peut, à chaque pas, se transformer en violence. Dire que les ouvriers ont droit au travail, c'est admettre, par là, que tous les mécontents ont le droit de citer à leur tribunal la société civile; c'est les encourager à proclamer comme devise ce mot d'ordre en usage parmi certains ouvriers français : Vivre en travaillant ou mourir en combattant! C'est porter l'insurrection parmi les affamés, c'est donner le signal de la guerre sociale!

Avec cette doctrine socialiste, inutile de rechercher ce que produit le travail, soit progrès dans la matière, soit bons sentiments dans l'âme; inutile de dire qu'il est le coopérateur de Dieu, travaillant à perfectionner notre globe : il n'est plus rien de tout cela, il n'est plus qu'un moyen pour faire vivre le peuple. Le travail n'est plus qu'une aumône sociale, aumône qu'on est obligé de faire et qu'on a droit d'avoir. On ne fabriquera plus les *Pyramides* ou le *Louvre* pour créer des grands monuments, pour laisser une mémoire visible sur la terre, mais uniquement pour nourrir les ouvriers. On fera peindre des tableaux et faire des statues non pour l'amour de l'art, mais pour nourrir les artistes. Avec cette idée socialiste,

Digitized by Google

peu importe que le travail soit une construction ou une destruction, qu'il soit bien ou mal fait; on anéantira de la sorte le génie de l'artiste et de l'ouvrier; le travail aura perdu toute valeur et toute dignité.

Il faut ajouter que le système du *droit au travail* n'admet aucune exception, mais suppose un droit général, qui s'étend à toutes les classes de travailleurs. Si l'on admet cela, les campagnards qui ne trouveront pas de travail — comme cela arrive souvent à certaines saisons — devront être pourvus de travail agricole par l'Etat; il devra en être de même pour tous les autres métiers : les cordonniers, les tailleurs, les chapeliers, les ébénistes, etc. Et, puisque tout le monde a un droit égal au travail, comment pourra-t-on exclure les ingénieurs, les médecins, les notaires, les avocats? Il faudra donc procurer aux ingénieurs des travaux à diriger, aux médecins des malades à soigner, aux notaires des contrats à dresser, aux avocats des causes à défendre, etc. Quand il aura créé des milliers d'ateliers de tout genre, l'Etat devra, en outre, en prendre la direction, il devra s'occuper de la fabrication de tous les objets de consommation, depuis la cuisson du pain, jusqu'à la fabrication des horloges; l'Etat, à qui tout le monde reproche, à bon droit, de faire mal ce que les particuliers font toujours bien, l'Etat devra faire des habits et des bottes, mieux que les tailleurs et les cordonniers, libres de toute ingérence gouvernementale. C'est ce que disait M. Taine dans son dernier ouvrage sur la *Révolution française*; nous résumons ainsi son argumentation : L'Etat est incapable de soutenir les industries et de faire progresser les arts et métiers. Les moyens dont dispose l'Etat sont tous extérieurs et insuffisants pour soutenir et promouvoir les œuvres, et ce d'autant plus que celles-ci ont besoin d'un moteur interne, comme

Digitized by Google

l'intérêt privé, le patriotisme local, les affections de famille, les curiosités scientifiques, l'instinct de la charité, la foi religieuse. Le mode d'agir de l'Etat est tout mécanique, trop rigide et trop limité pour faire progresser les entreprises, qui réclament de leur auteur un tact sûr, la dextérité de la main, l'appréciation des circonstances, l'adaptation variée des moyens à la fin, l'invention continue, l'initiative et l'indépendance. A cause de tout cela, l'Etat est un mauvais chef de famille, un mauvais industriel, agriculteur et commercant, un distributeur imparfait du travail et des subsistances, un mauvais régulateur de la production, des échanges, de la consommation, un médiocre administrateur des provinces et des communes, philanthrope sans discernement, directeur incompétent des beaux-arts, de la science, de l'enseignement et des cultes. Dans tous ces postes, l'action de l'Etat est lente ou inepte, bureaucratique et changeante, toujours dispendieuse, peu efficace et de peu de profit, toujours en dessous ou au-dessus des besoins réels qu'elle prétend satisfaire !

Voilà un tableau tel qu'a pu seul le tracer l'esprit droit et perspicace de M. Taine; il démontre péremptoirement l'incapacité absolue de l'État, et c'est sur cette *faible toute-puissance* que les socialistes bâtissent leurs rêveries.

Il est à remarquer que ce système suppose l'existence permanente et la puissance indéfinie de la production en tout temps et en toutes circonstances. Or, il n'est pas un seul Etat qui pourrait assurer la stabilité et la régularité de la production. S'il survient une crise commerciale, si un ralentissement quelconque dans la consommation rend l'offre supérieure à la demande, il se trouvera un certain nombre d'ateliers qui diminueront ou suspendront leur travail. L'industrie, comme

Digitized by Google

le cycle solaire, a ses saisons, et l'exercice du travail, comme la récolte de la terre, a ses années de stérilité et ses années d'abondance. Cela étant donné, comment l'Etat arriverait-il à remplir son office pendant les crises commerciales ? On répond que, avec un semblable système, il n'y aura jamais de crise économique ! Nous le croyons sans peine, parce qu'un tel gouvernement serait un gouvernement sans monnaie et sans crédit, et, par conséquent, en état permanent de crise économique ; mais il ne pourra échapper aux crises politiques, et la moindre crise de ce genre causera la ruine de l'Etat et de la société.

Il serait vraiment curieux de voir le gouvernement procurer chaque jour le travail à toutes les industries et penser à cet immense ensemble de choses bonnes et utiles à exécuter. Et que faire quand il n'y aura plus rien d'utile à commander? Oh ! alors, le gouvernement, obligé de fournir du travail en tout temps, entreprendra des choses inutiles, jusqu'au moment où l'on trouvera qu'il serait mieux de payer les ouvriers pour ne rien faire ; de la sorte, au lieu de payer le travail inutile, on payera le repos, l'inertie et la paresse, — et on en arrivera à l'idée du manifeste socialiste des *Enfants du travail.*

Qu'on ne vienne donc pas nous dire qu'il y aura toujours des choses utiles à faire dans toutes les branches d'industrie, car, même en admettant cela, la maxime du droit au travail persuadera aux ouvriers que le travail est un pur prétexte, un travail fictif, un travail qui n'a aucune raison d'être ; et voilà pourquoi ils exigent le droit de s'asseoir, sans travailler, à la table du gouvernement, et n'importe quel fainéant prétend plonger sa cuiller dans la soupe sociale, à l'égal du plus infatigable travailleur ; les honnêtes gens s'indignent, mais les

Digitized by Google

paresseux trouvent la chose admirable : ils prennent le travail pour ce qu'il est, d'après leurs théories, c'est-à-dire pour une fiction, et ils en viennent à crier : A bas le travail, nous voulons l'égalité !

En 1848, un des premiers actes du gouvernement provisoire fut de décréter le droit au travail. Vers la fin du mois de février, un ouvrier se présentait à Louis Blanc, président de la République, et réclamait impérieusement et sur l'heure une loi pour assurer du travail à l'ouvrier.

Le président l'invita à remettre par écrit ses idées de réforme. L'ouvrier répondit : Je ne sais pas écrire. — Qu'importe ! dit le président, je vous servirai de secrétaire. Dictez ! Et l'ouvrier dicta les paroles sacramentelles qui résument tout un système de socialisme : *Organisation du travail.* Peu de jours après, le 25 février, paraissait le décret suivant (1) :

« *République française*

» Le gouvernement provisoire de la République française s'engage à garantir l'existence de l'ouvrier par le travail ; il s'engage à garantir du travail à tous les citoyens ; il reconnaît que les ouvriers doivent s'associer entre eux pour jouir du bénéfice de leur travail. Le gouvernement provisoire rend aux ouvriers, auxquels il appartient, le million qui va échoir de la liste civile. »

Ainsi, en sanctionnant le droit au travail, la Révolution établissait l'ouvrier souverain, doté d'une liste civile, et mettait plus de trois cent mille dynasties à la place d'une seule.

La maxime socialiste du droit au travail, au moins pour l'expression, a donc pris son origine en France.

(1) N° 19. — Proclamation par laquelle le gouvernement provisoire s'engage à fournir du travail à tous les citoyens. (B. 18. 29. fév.)

Digitized by Google

Nous avons dit: Au moins pour l'expression! car l'histoire fait mention d'un peuple souverain et paresseux, doté d'une liste civile, entretenu par l'Etat, nourri par l'Etat, amusé par l'Etat : ce fut le peuple romain, dans les derniers temps de la République. « Il vivait, dit un historien très estimé, des lois agraires, des aumônes de l'Etat, des distributions gratuites faites par la République et de la vente de ses votes. (1). » Ce souverain aux mille têtes, propre à rien, nourri et repu aux frais de la nation, fut le corrupteur et le destructeur de la République elle-même. L'Empire vint ensuite, mais la scène ne changea aucunement. Les suffrages ne se vendaient plus, puisqu'il n'y avait plus d'élections; l'empereur dut compenser le peuple d'une telle perte. On augmenta les distributions de vivres et les spectacles; ces distributions n'avaient pas le caractère de l'aumône telle que nous l'entendons de nos jours: c'était une obligation pour qui la donnait et un droit presque sacré pour qui la recevait. Les Romains n'y mettaient aucune pudeur : au contraire, ils s'en glorifiaient en tant que ces distributions servaient de marque distinctive *à ces citoyens romains*. On le voit par les épitaphes qui nous sont parvenues : « Il était du nombre de ceux qui participaient à la distribution du grain. »

Ce fut à ce prix que les empereurs parvinrent à se faire regarder et honorer comme des dieux par le peuple :

> Nocte pluit totâ : redeunt spectacula mane;
> Divisum imperium cum Jove Cæsar habet.

Pain et spectacles : voilà les deux grands intérêts qui servaient à contenir le peuple romain; si l'on cessait

(1) M. Antonin Macé, *les Lois agraires chez les Romains*, 1 vol. 1846.

Digitized by Google

un instant de les satisfaire, le peuple se levait en masse, se révoltait, menaçait, s'irritait et criait : *Panem et circenses!* (1).

L'*annona* du peuple romain était une véritable liste civile, — avec l'hypocrisie du travail en moins. A l'*annona* s'ajoutait la *sportula :* — c'était une distribution de vivres que les patriciens de Rome faisaient à leurs clients. Où arriva-t-on en marchant de ce pas? L'oisiveté et les spectacles corrompirent les mœurs, abâtardirent le peuple et firent bientôt tomber en ruines ce grand colosse qui s'appelait la société romaine.

C'est vers le même avenir que nous marchons aussi à grands pas, ici, en Italie. Voilà donc l'idéal de la société du progrès, — étrange société, qui s'appelle *nouvelle* et qui n'a pour type que la société romaine dans les plus mauvais jours de sa décrépitude; — société qui ne pourra vivre un seul instant sans que l'Etat s'engage à nourrir les deux cent mille dynasties du peuple italien, comme l'univers servit un jour à nourrir le peuple romain; société qui va se dissoudre dans le désordre et l'anarchie lorsque, par la cessation du travail, on verra les ressources complètement épuisées et les besoins et les caprices centuplés.

Le socialisme a faussé l'idée du travail : en proclamant l'ouvrier souverain, il lui apprend à ne plus compter sur lui-même, mais sur la société; il lui enseigne que la société commet une injustice si elle ne prend pas à sa charge la subsistance du peuple. L'ouvrier, trompé dans ses espérances et ses prétendus droits, passe de la souveraineté du paresseux à la souveraineté d'un roi insulté et méprisé, et il prétend avoir le droit de détruire

(1) *Annona et spectaculis plebem teneri*, disait Fronton à Marc-Aurèle.

Digitized by Google

la société puisqu'il ne peut la subjuguer. Mécontent de lui-même et des autres, plein de présomption et de mépris, orgueilleux et ignorant, l'ouvrier socialiste passe sa vie à écouter des charlatans qui lui promettent la félicité, et il ne trouve que l'infortune. Il devient esclave de ses passions, il abandonne la religion, il a perdu bientôt la force morale qui le rendait capable d'un travail assidu, constant et productif. Il ne trouve plus dans le travail ce baume salutaire qui surmonte les répugnances de la nature et qui change en plaisir l'effort pénible qu'il exige: au contraire, il envisage sa condition d'ouvrier comme un esclavage, une injustice sociale, une malédiction qui pèse sur les trois quarts du genre humain.

L'ouvrier socialiste ne sait rien souffrir, le travail lui répugne, et il passe de l'oisiveté au crime, à la misère, au désespoir.

Sur la porte de l'arsenal de Berne, on lit ces mots : *Ora et labora!* Ces paroles devraient être écrites sur le front et dans le cœur de tout ouvrier. La religion et le travail, voilà le salut pour tous, la richesse pour la patrie, la mort pour le socialisme et la vie pour la société !

### Article II

### *Théorie du Capital*

On a soulevé, de nos jours, une controverse brûlante sur le capital. Le XIX^e^ siècle a vu apparaître des machines innombrables, des moteurs inanimés découverts par le génie de l'homme, un développement extraordinaire du travail et une transformation complète de la face du monde par l'industrie. Les petites industries

Digitized by Google

ont été vaincues par les grandes; avec l'accroissement de la production, les capitaux se sont multipliés outre mesure, ils se sont concentrés en un petit nombre de mains, ils ont fait surgir ces grandes usines où l'on voit travailler tout un peuple d'ouvriers et où l'on a toujours remarqué les plus graves dangers de désordres sociaux.

Avec la maxime du *laissez-faire,* du *laissez-passer,* le libéralisme économique a contribué, pour sa part, à ce développement immense de l'industrie; mais si l'industrie a fait des pas de géant, sous cet éperon du libre-échange et de la concurrence illimitée, on a vu paraître en même temps un *industrialisme* qui est devenu fatal, parce qu'il a sanctionné le droit du plus fort sur le plus faible. Le capital est fort de toute la puissance de l'or, il est poussé par la cupidité toujours croissante, il jouit d'une liberté sans limites, il considère le travail comme une marchandise qu'il faut acheter au plus bas prix possible; c'est ainsi qu'il a poussé son char en avant, sans se soucier aucunement des ouvriers qui tombent et qui meurent écrasés sous ses roues.

C'est de là qu'est venu l'antagonisme entre les patrons et les ouvriers; cet antagonisme grandit de jour en jour à cause de la séparation des classes, du luxe des villes et de toute cette variété d'usages et de mœurs qui établit comme un mur de séparation entre les uns et les autres. Les socialistes ont saisi la balle au bond, ils ont profité de cet antagonisme et de la condition vraiment misérable d'un grand nombre d'ouvriers, et, pour arriver à réaliser leurs utopies, ils se sont acharnés contre le capital en général, ils l'ont dépeint comme l'ennemi des classes ouvrières, comme un voleur qui tient pour lui ce qu'il y a de mieux, dans le champ, couvert des sueurs du peuple, comme un vampire qui suce le sang du pauvre.

Il serait fastidieux d'énumérer ici les déclamations

Digitized by Google

socialistes sur le capital ; pour en donner une idée, ce qui suit suffira.

Le capital, — chantent en chœur Marx, Lassalle, Proudhon, — c'est l'injuste oppresseur de la grande majorité du genre humain, c'est l'épuisement de l'homme par l'homme, l'avilissement de l'ouvrier, la vraie cause de l'indigence et de la misère ; selon le blasphème de Proudhon : Après Dieu et le Roi, le capital est le troisième tyran de la société ! Les socialistes ne se contentent pas de marquer d'un signe infamant comme de vrais voleurs et comme des coupables d'un crime social les maîtres, les entrepreneurs et les capitalistes : ils représentent encore le capitaliste comme le parasite de la société, comme un propre à rien, qui se nourrit et qui s'engraisse aux dépens de la production nationale : Le peuple se détruit à travailler, disent-ils, et le capitaliste s'enrichit sans cesse à ne rien faire ; l'ouvrier est le déshérité de la vie qui se traîne dans les bas-fonds de l'humanité, tandis que le capitaliste tient le haut du pavé, commandant et multipliant le travail à sa guise et se l'appropriant ensuite tout entier comme un ogre monstrueux ou comme Saturne dévorant ses enfants.

Nous savons que la note caractéristique du socialisme, c'est la destruction universelle ; il ne faut donc pas s'étonner s'il attaque le capital, qui est un des principaux éléments de l'existence et de la prospérité des nations, et si c'est contre lui qu'il dirige les coups les plus énergiques de son marteau démolisseur.

Pour continuer à réfuter les théories du socialisme, nous allons considérer le capital dans ses rapports avec le progrès industriel et l'amélioration des classes ouvrières ; nous réfuterons les sophismes par lesquels on l'attaque ; nous ferons voir ainsi l'harmonie nécessaire

Digitized by Google

entre le capital et le travail, et nous serons mieux à même de déterminer les droits de l'un et de l'autre.

Il est nécessaire de remarquer que nous parlons ici du capital en général, et non des personnes particulières qui le possèdent. Nous ne voulons donc pas défendre les capitalistes comme si tous avaient un zèle extrême, des convictions profondes et des sentiments élevés pour se consacrer entièrement au bien-être de l'ouvrier : ce serait fausser tout à la fois la netteté de nos idées et la réalité des choses. Les capitalistes ne sont ni meilleurs, ni pires, ni plus généreux, ni plus avares que les autres classes de la société: il y en a qui sont bons et vertueux, il y en a d'autres qui sont égoïstes, qui ne regardent que leur avantage et le font passer avant les plus graves intérêts de la société : il y en a d'autres encore qui sont usuriers, ce sont les juifs et ceux qui leur ressemblent. Il arrivera certainement un jour, si l'on n'y met pas bon ordre, qu'ils produiront un tel déplacement des richesses qu'on aboutira forcément à une crise économique universelle. Pour le moment, nous ne nous occupons pas de ces différents capitalistes : nous faisons seulement remarquer qu'une des plus belles lois de l'harmonie sociale, c'est le capital, qui, dans son action générale et indépendamment des intentions du capitaliste, est un élément de vie et de progrès pour la société.

On définit ordinairement le capital : un produit du travail antérieur employé à alimenter ou à faciliter le travail présent et futur; en d'autres termes, le capital est le fonds de production (1) : donc on appelle capital non seulement l'argent monnayé, mais aussi les métaux, les tissus, les drogues, les combustibles, les denrées alimentaires, les machines, les instruments de travail et,

(1) Brants, *la Lutte pour le pain quotidien*, p. 73.



Digitized by Google

en général, tout ce qui est le fruit d'un travail présent ou passé servant à la subsistance de ceux qui s'y emploient. Ainsi défini, le capital est le résultat d'un grand nombre de forces qui existent dans chaque individu : c'est l'effet de l'intelligence qui parvient à découvrir les forces vives de la nature et à inventer les moyens de les faire servir à son usage, c'est le salaire d'un travail assidu et infatigable, c'est le fruit des fatigues et des épargnes, c'est la récompense des veilles et des sueurs. Y a-t-il quelque chose de plus légitime que le capital ainsi considéré dans sa nature?

Qui peut le nier? Parmi les causes efficientes du capital, il faut mettre en première ligne une cause morale : l'empire que l'homme exerce sur lui-même, sur ses penchants, sur ses sens afin d'accumuler ses épargnes. Souvent, l'homme pousse cet empire trop loin et, pour épargner, il se prive même du nécessaire. Nous voyons ous les jours une multitude de capitaux se créer ainsi, aussi bien dans les villes que dans les campagnes, au moyen d'une abstinence rigoureuse et d'une privation absolue de toute jouissance et de tout plaisir. Voilà souvent les origines du capital; où le socialiste pourra-t-il y découvrir une injustice, une usurpation et un vol?

Si le capital n'a rien d'injuste dans son origine, il n'a rien d'injuste non plus dans ses effets; on dit souvent que le capital est la cause *du luxe, de la vie de plaisirs, de séductions et d'inconduite.* Une foule d'hommes, spécialement dans les rangs du peuple, maudissent le capital, précisément parce qu'ils le confondent avec l'objet même de la jouissance. Or, le capital n'est que l'élément indispensable de la production et il peut être tout au plus le moyen et le chemin pour arriver à la jouissance.

Chacun sait, en effet, qu'on ne peut pas manger l'or, ni les billets de banque, ni les actions : si l'on veut appeler

Digitized by Google

le capital une jouissance, il ne sera qu'une jouissance en germe et en puissance; et si la jouissance est vicieuse et immorale, ce sera un abus : il appartiendra au législateur d'empêcher ou de limiter de tels abus; si la jouissance est permise et honnête, il n'y a pas de motifs pour combattre le capital, au contraire, il y a une raison en plus pour le défendre.

En effet, d'après les économistes les plus autorisés, toute la rente disponible d'une nation équivaut à son strict nécessaire ou à sa valeur représentée en travail. On pourrait dire, avec une exactitude presque mathématique, que tout le capital d'une nation vaut autant que tout son nécessaire, si chaque nation était isolée; on peut dire de même que, grâce aux échanges rapides internationaux des peuples modernes, chaque rente annuelle de leur capital disponible représente la valeur de leur entretien annuel. En effet, un riche ne mange pas plus de pain ou autres denrées de première nécessité qu'un pauvre : il en mange même moins parce qu'il se nourrit de mets plus recherchés et plus coûteux. Pour se procurer cette nourriture plus délicate et tous les autres objets de luxe, il paye le travail qui les produit; ce payement se partage entre le producteur, les intermédiaires et même d'autres capitalistes. L'excédent du prix de ces aliments et de ces objets de luxe sur le prix d'une quantité équivalente de pain est donc un *boni* mis en circulation, qui permettra à ceux qui l'ont vendu de s'accorder aussi du luxe, dont le prix fera vivre d'autres producteurs, et ainsi de suite; de manière que deux ou trois de ces derniers pourront vivre là où un seul n'aurait pu vivre si tout le monde ne mangeait que du pain et autres aliments communs. Si les riches se défaisaient de tout leur luxe, combien d'industries périraient; combien d'ouvriers se verraient jetés sur le pavé;

Digitized by Google

combien d'artistes laisseraient leurs talents enfouis, la flamme du génie et du travail s'éteindrait. On peut donc dire, en général, que tout plaisir, toute jouissance de luxe, dès qu'elle n'est pas vicieuse et défendue, que se permet le riche, est un champ de gain et de travail ouvert au pauvre, qui, souvent, ne pourrait pas vivre sans ces caprices. On s'explique facilement la surabondance de population chez les nations riches : comment, en effet, pourraient vivre un si grand nombre d'hommes sur un sol restreint incapable de les nourrir? Avec quoi pourrait-on payer ces masses énormes d'aliments qu'on importe, si l'on supprimait le prix des plaisirs honnêtes, du luxe et des jouissances des riches et des capitalistes, qui multiplient le travail autour d'eux et qui agrandissent d'autant, en un certain sens, le sol de la patrie?

Donc, l'ouvrier qui maudit le capital, parce qu'il engendre le luxe et les jouissances, est lui-même cause de son malheur et trahit ses propres intérêts.

Il y a plus : dans ses effets, le capital est un élément de progrès pour la société et un moyen d'émancipation pour l'ouvrier lui-même.

Qu'était-ce que l'industrie ancienne, dépourvue de machines et de capitaux? C'était pour l'ouvrier l'occasion de l'abaissement : des populations entières étaient condamnées aux pénibles fatigues de l'esclavage. La nouvelle industrie a paru, pourvue de machines et de capitaux, et un mouvement salutaire a pénétré toute la société. Les forces naturelles ont été changées en serviteurs dociles, qui exécutent les ordres de l'homme. Nous savons, par l'*Odyssée,* qu'il fallait le travail de douze esclaves pendant un jour pour moudre à la main le grain nécessaire à la nourriture de trois cents personnes. Aujourd'hui, avec les moulins à vapeur, sous la direction de vingt ouvriers, on produit la farine nécessaire à

Digitized by Google

soixante-douze mille hommes, c'est-à-dire que, sur soixante-douze mille hommes, vingt suffisent à accomplir un travail qui occupait dans l'antiquité deux mille huit cent quatre-vingts esclaves.

Les forces de la nature ont supplanté, en quelque sorte, la force des esclaves, et aujourd'hui il n'y a plus aucun prétexte pour légitimer l'esclavage.

Si l'homme n'était parvenu, par son intelligence, à connaître et à soumettre les forces de la nature, s'il n'avait épargné, peu à peu, les capitaux pour se procurer les machines, l'esclavage aurait, vraisemblablement, résisté à la force de la morale et de la religion, car de puissants intérêts collectifs et individuels l'auraient soutenu avec acharnement, et peut-être avec succès, en un grand nombre de pays. Aristide l'avait prédit : « Quand l'aiguille, la navette et le marteau pourront travailler tout seuls, l'esclavage cessera d'exister, parce qu'il aura cessé d'être nécessaire. »

Le capital marche de pair avec les découvertes scientifiques, il a facilité l'accès des voies menant à la liberté sociale, et, sous l'influence de la religion, l'Eglise a pu délivrer le monde d'une des plus profondes et des plus douloureuses humiliations qui aient jamais désolé l'humanité.

Le capital n'est donc pas l'ennemi qui avilit l'ouvrier, puisqu'il a servi à son émancipation; il n'est pas l'adversaire de la liberté, puisqu'il en a été le promoteur; il n'est pas l'abandon de la civilisation, puisqu'il a formé et qu'il forme encore le caractère distinctif qui sépare les peuples civilisés et les peuples sauvages.

En outre, l'idée du capital est inséparable de l'idée d'un emploi qui soit utile, ou qui soit regardé comme tel, car la richesse qui ne concourt point à l'œuvre de la production ne peut pas s'appeler capital. Or, c'est un

Digitized by Google

effet de l'organisation sociale des peuples modernes : le capital, par la condition de l'activité qui lui est imposée, contribue, indépendamment de l'intention de son propriétaire, au bien-être général et, en particulier, de l'ouvrier. En effet, dans l'emploi que tous les capitaux recherchent et se disputent plus ou moins vivement entre eux, l'ouvrier trouve une garantie contre les dispositions peu bienveillantes que pourraient manifester quelques capitalistes. Ce sont les capitalistes qui font appel au travail, et, au milieu de cette lutte des capitaux, l'ouvrier s'assure un salaire convenable. Plus les capitaux sont nombreux et plus favorables sont les conditions que le pauvre et le faible demandent et obtiennent des chefs d'industrie. Il suffit, en effet, de comparer le salaire d'aujourd'hui avec celui du siècle passé pour constater que l'augmentation est de plus de 30 p. c. (1), et cela s'explique facilement par une loi économique évidente : le salaire de l'ouvrier doit diminuer d'autant plus que l'offre du travail devient plus fréquente et la demande plus rare. Au contraire, plus s'accroît la demande de

(1) Voici quelques chiffres que nous trouvons dans une récente publication de la direction générale de statistique; ils démontrent l'augmentation progressive des salaires des ouvriers en ces dernières années. Ces chiffres mettent en regard le salaire journalier de certains métiers dans la période 1868-1872 et 1886 :

| OUVRIERS ORDINAIRES | 1868-1872 | 1886 |
|---|---|---|
| Expéditionnaires . . . . . | 3,50 | 4,50 |
| Ajusteurs et forgerons . . | 3,50 | 4 » |
| Chaudronniers et plombiers . | 3,25 | 4 » |
| Fondeurs . . . . . | 3,25 | 3,50 |
| Charrons en fer . . . . . | 3,75 | 4,50 |
| Charrons en bois . . . . . | 3,25 | 3,75 |
| Manœuvres et hommes de peine | 2,25 | 2,75 |

Digitized by Google

travail et plus diminue son offre, plus aussi augmente le salaire de l'ouvrier. Quelles sont les personnes qui, dans la société, représentent l'offre du travail ? Les ouvriers. Donc, si le nombre des ouvriers croît au delà des besoins du travail, leur rémunération doit nécessairement diminuer, le salaire doit évidemment baisser. D'autre part, quelles sont les personnes qui, dans la société, représentent la demande du travail? Les riches, c'est-à-dire les capitalistes, ceux qui achètent et payent le travail des ouvriers. Partant, plus le capital augmente et plus le travail est rémunéré. Voilà pourquoi les économistes ont établi cette règle : le salaire est en raison directe de l'énergie avec laquelle agit le principe de capitalisation (1).

M. Cravero, un important industriel, fournit, de son côté, les chiffres suivants :

| OUVRIERS | 1870 | 1886 |
|---|---|---|
| Ajusteurs. . . . . | 4 » | 5 » |
| Forgerons . . . . . | 3,75 | 4,50 |
| Charrons en fer . . . . . | 3,25 | 4 » |
| Menuisiers . . . . . | 3,25 | 4 » |
| Manœuvres . . . . . | 2 » | 2,25 |

(1) L'économiste Say disait que toute augmentation de capital doit aboutir à une augmentation dans la demande du travail.

Le tableau suivant, que nous empruntons au livre de Michel J. Mulhall (*Progress of the World*, 1880, p. 65), montre que les salaires les plus élevés, non seulement au point de vue nominal, mais au point de vue réel, se rencontrent dans les pays où l'on trouve le maximum de l'emploi du capital fixe :

| PAYS | Taxe moyenne des salaires par semaine | Dépense hebdomadaire pour l'alimentation | Prélèvement sur le salaire pour les dépenses d'alimentation |
|---|---|---|---|
| Etats-Unis . . | 48 schellings | 10 schellings | 21 p. c. |
| Grande-Bretagne | 33 » | 11 » | 33 p. c. |
| France . . . | 20 » | 8 » | 40 p. c. |
| Belgique. . . | 22 » | 10 » | 45 p. c. |
| Allemagne . . | 18 » | 9 » | 50 p. c. |
| Italie. . . . | 13 » | 8 » | 64 p. c. |
| Espagne. . . | 15 » | 10 » | 67 p. c. |

Digitized by Google

Ajoutons, en outre, que, « à mesure que les capitaux se développent, la part *absolue* des capitalistes augmente dans la distribution du produit et leur part *relative* ou *proportionnelle* diminue. Au contraire, les ouvriers voient accroître leur part dans les deux cas; ils deviennent *absolument* et *relativement* plus riches ». Cette règle économique, énoncée pour la première fois par Bastiat, a été récemment et longuement développée par le docteur Schäffle. En voici la raison : A mesure que les capitaux deviennent plus abondants, leur intérêt diminue, car l'intérêt est le prix de l'usage ou de la location des capitaux. Dans une ville où il y a trop de maisons, les loyers sont moins élevés que là où les maisons sont rares. Voilà pourquoi l'intérêt de 40 p. c., comme cela se vit quelquefois en Grèce et à Rome, a baissé de nos jours, à cause de l'abondance du capital : du 5 p. c., il est descendu au 3 et même au 2 p. c. L'intérêt est actuellement moins élevé en Espagne qu'au Mexique, en France qu'en Espagne, en Angleterre qu'en France, et encore moins en Hollande qu'en Angleterre, parce que, dans chacun de ces pays, l'intérêt est en raison inverse de l'abondance des capitaux. Toutefois, si la partie relative du capital diminue, la partie absolue augmente, parce que l'augmentation du capital est plus rapide que la diminution de l'intérêt; or, celle-ci est un effet de celle-là : il ne peut donc jamais se faire que la somme totale des intérêts soit moins grande quand les capitaux abondent que lorsqu'ils deviennent rares. Ainsi, par exemple, on a un revenu plus grand avec 200,000 francs à 4 p. c., qu'avec 100,000 francs à 5 p. c., bien que, dans le premier cas, on touche un intérêt moindre.

Il n'en est pas ainsi pour les ouvriers : ils ont toujours à gagner au progrès des capitaux, soit absolument, soit

Digitized by Google

relativement, car, en effet, ce que les uns ne prennent pas sur la valeur d'un produit revient nécessairement aux autres. Plus l'intérêt du capital diminue et plus le salaire du travail augmente. Si l'on possède, par exemple, une richesse de la valeur de 100, dans la production de laquelle le capital contribue pour moitié, c'est-à-dire pour 50, aux Antilles, où l'intérêt est de 10 p. c., le capitaliste prendra 5 sur la valeur totale du produit et il ne restera que 95 à distribuer entre les ouvriers; en Hollande, au contraire, où l'intérêt est de 2 p. c., le capitaliste ne prendra que 1 et il reviendra aux ouvriers 99 (1). La multiplication des capitaux est, dès lors, essentiellement favorable aux classes qui vivent de

(1) Boccardo. *Economia Politica.* Vol. I, p. 342, Sqq.

Ferrara donné, à ce propos, l'exemple suivant : « Vous, qui êtes possesseur d'un capital, vous ne le prêtiez qu'à raison de 80 p. c. lorsque passer le cap de Bonne-Espérance était un acte plein des plus grands risques et qu'on n'osait que rarement tenter. Il se rencontra pourtant quelque navigateur qui se résigna à emprunter votre capital. Mais, avec votre argent, il put acheter un navire, une boussole et un chronomètre; il alla directement à Sumatra, en revint et, en vous payant les 80 p. c., il lui resta assez pour n'avoir presque plus besoin de recourir à vous à son second voyage. Vous lui fîtes pourtant une seconde avance de fonds, et vous fûtes bien inspiré parce que la perspective d'une nouvelle bonne fortune l'engagea à vous accorder un profit de 40 ou 30 p. c. Vous lui fîtes plus tard un troisième prêt et l'importance de votre capital allait toujours en diminuant; avec le 1 ou 10 p. c., on regardait comme largement payés tous les risques possibles de votre argent et vous reçûtes 1.10 de ce qu'on vous avait donné la première fois. »

Donc, aujourd'hui, le travail a une part plus grande que celle qui pouvait revenir hier à un travail égal, de même que le travail passé a une part moins grande que hier, quand il était encore actuel. En d'autres termes, la rente du propriétaire et le profit du capitaliste tendent toujours à diminuer au fur et à mesure que l'action productive du travail augmente.

Digitized by Google

leur travail ; il est donc faux que le capital soit l'ennemi de l'ouvrier ; et il ne faut pas dire que le capitaliste est riche et l'ouvrier pauvre, qu'il n'y a pas d'égalité entre les parties contractantes, puisque le pauvre, contraint par la misère, est entièrement à la merci de l'autre partie, qui jette dans la balance sa richesse, comme Brennus son épée. En effet, la concurrence fondamentale, à l'exception de quelques cas isolés, n'existe pas entre le capitaliste et l'ouvrier, mais entre les capitalistes eux-mêmes. Cette lutte entre les puissants tourne à l'avantage du faible ; les capitaux se disputent les bras des travailleurs et, dans la lutte, ceux-ci peuvent augmenter le prix de leur salaire ; l'ouvrier ne risque rien dans la lutte, au contraire : il jouit de la protection la plus efficace, parce que ses services sont l'objet même de la rivalité entre les capitaux.

Il nous paraît donc démontré que le plus grand service qu'on puisse rendre à une nation industrielle, par rapport aux intérêts des classes ouvrières, c'est de favoriser l'accroissement des capitaux et d'empêcher qu'ils ne viennent à diminuer avec les dépenses improductives ; ce sont ces dernières qui sont le plus grand obstacle au progrès social et les plus formidables ennemis des classes ouvrières.

Il y a plus : l'influence bienfaisante du capital apparaît plus clairement encore par le fait qu'il fait croître en grandes proportions la puissance productive de l'homme. Que produisaient nos ancêtres, dépourvus de capital et de machines ? C'était si peu de chose que cela semblait une humiliation pour l'orgueil naturel du genre humain. Il n'en est plus ainsi de nos jours : la force productive de l'homme a été centuplée par le capital et est devenue immense. Plus le capital augmente et plus la production se développe. Un écrivain faisait remarquer, lors de

Digitized by Google

l'Exposition universelle de Paris de 1867, que, si l'on devait faire à la main tous les fils de coton qui se fabriquent en Angleterre à l'aide des machines, dont sont pourvues les filatures de Manchester, de Glasgow, etc., il faudrait au moins cent millions d'hommes, tandis qu'il y a à peine dans les filatures anglaises un million d'ouvriers.

Il est certain aussi que, sans le secours du capital, la plupart des industries seraient rendues absolument impossibles. Si nous parcourons l'immense échelle des arts d'un peuple civilisé, nous en découvrons bien peu qui puissent s'exercer à la main seulement : elles ont presque toutes besoin de matières premières et d'instruments plus ou moins compliqués, c'est-à-dire d'un capital fixe. Avant le métier d'Arkwright et celui de Jacquard, l'art des tissus n'était qu'à son enfance.

De cette force de production si considérable, due au capital, découle nécessairement l'abondance et le bon marché des marchandises, — car abondance et bon marché sont synonymes.

Les classes inférieures ne pouvaient anciennement se procurer que les objets de première nécessité, et encore à grand'peine; actuellement, elles peuvent avoir et consommer bien des choses qui étaient autrefois réservées à un petit nombre de privilégiés. Grâce au capital, on trouve à peu de frais toutes les aises de la vie, et la misère de l'immense majorité s'est changée en bien-être ; bien plus : un nombre, toujours croissant, d'individus sort des classes inférieures, s'élève et parvient à la richesse et à l'opulence.

Qu'on ne dise pas que les vivres sont plus cher aujourd'hui et que l'ouvrier doit dépenser davantage pour se nourrir, car, sans nier cette cherté des vivres, on y trouve une large compensation dans le prix élevé des

Digitized by Google

salaires et dans le bas prix des objets de fabrication; l'ouvrier voit augmenter ses ressources, et il a plus d'argent pour subvenir à ses besoins.

Voilà le mouvement qui s'opère sous nos yeux, chaque jour, dans tous les pays, et qui devient irrésistible, à mesure qu'on voit le capital se multiplier et grandir toujours. Nous avons donc raison de conclure que le capital n'est ni un parasite, ni un vampire, ni un voleur, ni une dépouille opime.

Loin d'avoir le caractère d'une usurpation, le capital représente les conquêtes de l'homme sur la matière, les créations légitimes et bienfaisantes du travail, le soutien et la vie de l'ouvrier, la puissance productive de l'homme, la richesse, la prospérité et la grandeur des nations. Grâce au capital, le monde moderne a substitué la machine à l'esclave,— car l'esclave n'était que la machine du monde ancien dépourvu du capital. Il n'est pas de propriété qui dérive d'une source plus pure que le capital formé par le travail et l'épargne, de même qu'il n'existe pas d'institution économique qui puisse contribuer davantage au progrès social et industriel. Combattre le capital, c'est combattre le travail, parce que c'est le capital qui soutient le travail et qui est, tout à la fois, son produit, un travail accumulé, comme le travail présent est un capital en perspective.

Nous avons démontré l'importance du capital; nous devons maintenant traiter la partie la plus délicate de notre sujet. Les socialistes disent que, dans la distribution des bénéfices, le capital se réserve la plus grosse part: il fait comme le lion de la fable, qui prend tout pour lui, et la partie qui reste à l'ouvrier et qui est représentée par son salaire n'est plus conforme à la justice et à l'équité!...

Nous allons traiter ce point dans l'article suivant.

Digitized by Google

## Article III

### *Théorie du salaire*

Un grand nombre d'écoles socialistes ne sont pas assez radicales pour songer à l'entière division des biens, mais elles exigent impérieusement l'augmentation générale des salaires et une plus large rémunération du travail, parce que la part des profits, disent-elles, est presque tout entière pour le capital et presque nulle pour le travail.

Si l'on ne regardait que les apparences, on pourrait être tenté de croire que le capital abuse de sa position avantageuse, et ce au grand dam de l'ouvrier. Quand on voit, en effet, quelqu'un qui entreprend une industrie avec un capital de 100,000 francs devenir, vingt ans après, propriétaire de 10 ou 15 millions, il semble naturel de croire que 4 ou 5 de ces millions auraient dû se distribuer par une augmentation de salaire aux ouvriers de cet industriel pour améliorer leur condition, plutôt que de s'accumuler dans la bourse d'un seul, sans aucun avantage pour le bien-être général. C'est là précisément le grand cheval de bataille des sectes socialistes, qui prétendent faire participer le travail aux profits pour rendre impossibles les richesses excessives de celui qui spécule sur le travail d'autrui, et détruire ainsi ce qu'ils appellent *la loi de fer* du salaire, *la grande injustice*.

Proudhon affirme que la participation des ouvriers aux profits et aux bénéfices est un droit naturel, nécessaire, inhérent au travail, inséparable de la qualité de producteur. « Voici ma proposition : Le travailleur conserve, même après avoir reçu son salaire, un droit

Digitized by Google

naturel de propriété sur la chose qu'il a produite » (1).

Carl Marx ose dire non seulement que l'ouvrier conserve un droit de propriété sur la chose produite, mais que le bénéfice final, en décomptant les dépenses, revient entièrement à l'ouvrier, puisque tout ce qu'on gagne dans n'importe quelle industrie découle du travail de l'ouvrier comme l'eau découle de sa source. Par conséquent, le système du travail salarié est une injustice évidente, qu'on ne parviendra pas à faire disparaître de la société si on n'enlève point le capital aux particuliers.

Lassalle propose de réunir tous les capitaux dans les mains de l'Etat, de faire disparaître ainsi les inégalités sociales et de mettre en commun le bénéfice.

Ce sont là les utopies du socialisme, utopies d'esprit malade, car aucun sophisme ne pourra jamais démontrer cette fausse proposition que le capital n'a aucun droit sur le produit du travail. En effet, la part du capital dans la production, pour la majeure partie des cas, est de beaucoup supérieure à la part du travail. Le capital a le droit de s'approprier le produit à bien des titres, comme le titre d'intérêts et de fruits, le titre de services rendus en procurant le travail à l'ouvrier, — et ce titre est aussi grand que la faculté ou le moyen de vivre, — le titre du capital lui-même exposé à tous les risques, le titre du champ ouvert à la culture, des instruments de travail, de l'usure, des machines, etc.

Si l'on voulait prendre pour base la part respective de concours, la rémunération de l'ouvrier ne représenterait bien souvent que la dixième partie de son salaire actuel, et, dans certains cas, il n'en représenterait pas même la millième partie (2).

(1) Proudhon, *Qu'est-ce que la propriété?* Ch. III, § v.

(2) Si un orfèvre devait fabriquer une pièce de monnaie, il lui faudrait

Digitized by Google

Il serait donc absurde de ne pas faire participer le capital au produit, puisque celui-ci dépend de lui pour la plus grande partie.

Mais est-il vrai que le salaire est une injustice?

Il est nécessaire de développer assez longuement cette matière, car c'est là le camp retranché de nos adversaires.

Le salaire est le prix convenu entre le patron et l'ouvrier, en échange du travail fait ou à faire. C'est comme un contrat de vente et d'achat entre des personnes capables d'aliéner leurs droits et entièrement libres d'en disposer. L'un vend son travail, l'autre achète ce travail pour un prix convenu; c'est ce prix qui constitue le salaire. Qu'y a-t-il en cela d'injuste, s'il n'y a pas eu de fraude dans le contrat? Il n'y a là aucune injustice. Donc, le capitaliste ou l'entrepreneur a droit sur le travail fait pour son service, et l'ouvrier a droit sur le salaire convenu. Tous les bénéfices et les fruits du travail appartiennent au capitaliste, car le travail lui appartient, puisqu'il le paye; le salaire appartient à l'ouvrier en tout état de choses, soit qu'il y ait perte, soit qu'il y ait gain. Avec quelle logique Proudhon peut-il donc affirmer que l'ouvrier, après avoir reçu son salaire, conserve un droit naturel sur tout ce qui revient au capitaliste? Est-ce que l'ouvrier n'a pas

au moins deux jours. A la monnaie de Boston, la machine à vapeur frappe 318 mille pièces de monnaie par heure, avec l'aide de huit personnes. Une machine typographique moderne, avec le concours de cinq personnes, peut donner en une heure 5,000 exemplaires d'une feuille de 60,000 lettres. Ainsi, dans la machine typographique, le produit en travail est à peu près comme 1 est à 60,000 et dans la machine de la monnaie comme 1 à 954,000. On pourrait citer bien d'autres exemples encore et on peut ajouter que beaucoup de produits deviendraient impossibles sans un énorme capital.

Digitized by Google

vendu son travail au patron? Et, s'il l'a vendu, comment peut-il conserver des droits sur ce travail? Vendre et conserver, c'est une contradiction flagrante.

Dans cette question du salaire, les socialistes confondent deux contrats, de nature bien différente pourtant : le contrat de *société* et le contrat de *vente* et d'*achat*. Dans le contrat de société, les gains, comme les pertes, se partagent entre les associés, car chacun d'eux a la propriété de l'objet qui est mis en production. Il n'en est pas de même dans le contrat d'achat et de vente: ici, l'objet acheté devient la propriété exclusive de l'acheteur, et il reste entièrement à ses risques et périls. Or, dans le salaire, comme nous l'avons dit, il s'agit d'un contrat de vente et d'achat. — Il est bon de noter que les socialistes, qui admettent dans tout travail un contrat de société, parlent toujours de participation aux bénéfices, mais jamais de participation aux pertes et aux risques... Voilà leur amour pour la justice !

Nous avons démontré que le bénéfice du travail appartient au patron; voyons maintenant combien il doit revenir à l'ouvrier, selon les règles de la justice, sous forme de salaire.

La justice contient l'idée d'égalité, et c'est pourquoi elle est représentée sous la forme d'une reine tenant en mains la balance. Un ouvrier doit donc recevoir pour salaire une valeur équivalente à ce qu'il donne par son travail. La justice exige que celui qui donne le plus reçoive le plus. Un ouvrier adroit, industrieux et connaissant bien son métier aura droit à un salaire plus élevé que celui de l'ouvrier paresseux et peu habile. De là, dérive cette loi générale admise par la science économique : La valeur du salaire ne se mesure pas uniquement à la fatigue corporelle, — car, s'il en était ainsi, un commissionnaire devrait recevoir autant et même

Digitized by Google

davantage que le plus adroit ouvrier, — mais à la perfection de l'ouvrage et au bénéfice qui en découle.

Les économistes qui se sont montrés presque toujours le plus favorables aux ouvriers s'écartent de cette règle de justice claire et évidente lorsqu'il s'agit du salaire. Plusieurs d'entre eux, parmi lesquels Thornton, soutiennent que la juste rémunération est le salaire quelconque que l'ouvrier accepte, — puisque chacun est libre de disposer de son travail aux conditions qu'il lui plaît. Mais ces économistes ne s'aperçoivent pas que souvent l'ouvrier est forcé, par la nécessité et par la faim, de céder son travail au plus bas prix. Si nous admettons le principe de la liberté absolue dans le champ économique, il s'ensuit que l'usurier ne violerait pas la justice, car il ne force personne à venir lui emprunter de l'argent à un énorme intérêt, et pourtant son indigne métier est une violation flagrante du droit naturel, car ce n'est autre chose qu'une spéculation sur les nécessités d'autrui.

Nous venons de dire que la justice exige une rémunération équivalente au service rendu, et, comme la valeur de ce service peut varier à l'infini — selon les circonstances — dans l'évaluation des bénéfices d'un travail comme dans tout prix de marchandises, les moralistes chrétiens admettent le prix maximum, le prix moyen et le prix minimum. Ils enseignent, en même temps, que le prix minimum du salaire, en dehors duquel il y aurait injustice, est ce qui est absolument nécessaire à la vie ordinaire de l'ouvrier. Voilà la vraie règle de justice. Elle est bien différente de la règle de Thornton; lui-même s'apercevait que, par ce principe, il proclamait la prédominance du fort sur le faible, et il conseillait aux ouvriers de s'associer pour lutter contre les patrons et leur imposer ainsi les



Digitized by Google

conditions les plus favorables aux intérêts du travail (1).

(1) « M. Hector Denis préconise, dans le *Journal de Charleroi*, un système qui lui paraît propre à éviter la fréquence des grèves : c'est l'application de l'échelle mobile à la fixation des salaires. Au fur et à mesure que le prix de vente s'élève ou s'abaisse, le salaire s'élèverait ou s'abaisserait suivant une proportion définie, comme automatiquement. C'est un moyen d'associer l'ouvrier aux bénéfices, moyen de nature, prétend-on, à prévenir les contestations entre ouvriers et patrons. Le système est appliqué dans certains établissements métallurgiques et dans quelques mines du Nord de l'Angleterre.

» La participation aux bénéfices, en tant qu'elle n'est pas imposée au patron, peut avoir d'excellents effets, là surtout où le contrôle des ouvriers s'exerce difficilement. Elle offre le précieux avantage de doubler leur zèle en les intéressant à leur entreprise. Mais, du moment qu'elle devient pour l'ouvrier un droit, l'effet utile disparaît, car ce droit entraîne comme corollaire celui de s'immiscer dans la direction, de vérifier les livres, de discuter avec le patron le mode d'exploitation le plus avantageux, — d'où suivrait bientôt non plus l'harmonie, mais l'anarchie.

» Or, le système préconisé par M. Denis aboutit presque fatalement à ce résultat. Ce ne serait pas, en tout cas, d'après le prix de vente qu'on pourrait régler les variations du salaire, car à une augmentation de ce prix ne correspond pas toujours, il s'en faut, un accroissement des bénéfices. Le bénéfice dépend d'un grand nombre de causes, et le prix de vente se décompose en plusieurs éléments. De toute nécessité, il faudrait donc que l'ouvrier contrôle les opérations et vérifie, presque jour par jour, les livres du chef d'industrie !

» Qu'on ne dise pas que l'équité exige que l'ouvrier soit associé aux bénéfices. Ce n'est pas lui qui a conçu, qui dirige l'entreprise; ce n'est pas à lui, dès lors, que doit revenir le résultat net, bénéfice ou perte. Sa participation aux bénéfices a, comme conséquence, en effet, la participation aux pertes. Et la situation même de l'ouvrier, si précaire, ne permet pas de lui faire supporter les pertes d'une exploitation. C'est là une perspective qui lui sourirait médiocrement, ce nous semble. Il n'est pas contestable cependant que bien des entreprises ruinent ceux qui les ont conçues. M. Paul Leroy-Beaulieu cite quelque part des exemples frappants. De 1879 à 1885, on a construit, à Paris, dix mille maisons nouvelles. Une multitude d'ouvriers y ont gagné un salaire quotidien de 7 à 14 francs. Or, les neuf dixièmes des entrepreneurs ont fait faillite. Que serait-il arrivé si les ouvriers avaient participé aux bénéfices... et aux pertes ?

Digitized by Google

## Une autre catégorie d'économistes, comme David

» Il est vrai que M. Denis a trouvé un moyen bien simple d'éviter cet inconvénient : c'est d'établir un minimum au-dessous duquel la rémunération de l'ouvrier ne descendra point, même si l'exploitation ne produit pas de bénéfices. On a vu dans certaines industries, en effet, le travail continuer pendant plusieurs années, le salaire des ouvriers restant sensiblement le même, alors que le bénéfice était nul, tout à fait nul. Après quelques années, une reprise des affaires change l'état de choses. Faut-il qu'aussitôt le salaire s'élève? Le patron n'a-t-il pas tout d'abord droit à une compensation pour les sacrifices qu'il s'est imposés? Mais, n'était l'espoir de cette compensation, — incompatible avec l'échelle du salaire, — l'industriel, en temps de crise, s'empresserait d'arrêter le travail dans son usine! On voit que le moyen de M. Denis, pour être simple, n'en est pas moins absurde.

» La théorie de la participation forcée aux bénéfices est la négation du salaire. Or, le salaire, quoi qu'en dise le socialisme, est et restera le contrat de travail le plus élastique et à la fois le plus avantageux pour le patron et pour l'ouvrier : pour le patron, car il lui permet de diriger son industrie en toute indépendance, sans devoir en discuter l'opportunité avec ses ouvriers, qui feraient des associés bien ignorants; pour l'ouvrier aussi, car le lendemain pour lui n'est pas assombri par les incertitudes, il peut mesurer ses dépenses d'après des ressources prévues et fixes. Ici encore, certaines variations surviennent, mais moins préjudiciables, en général, aux ouvriers. Elles résultent, mais seulement en partie, de la loi de l'offre et de la demande. Cette loi est-elle un élément de détermination des salaires plus injuste que le bénéfice incertain de l'entreprise?

» Il n'en est pas moins vrai que, directement et sans menace de grève, la prospérité de l'industrie influe sur le salaire de l'ouvrier. C'est là un fait de constatation aisée et quotidienne. Parfois, il arrive, comme dans plusieurs établissements de la Suisse, que cette rémunération plus élevée est donnée à l'ouvrier comme prime à la fin de l'exercice. Seulement, il importe, dans l'intérêt de l'industrie même, de ne pas considérer cet appoint comme un droit de l'ouvrier sur le prix de la vente, mais comme une gratification. L'ouvrier apporte à celui qui l'emploie le concours de son travail, concours dont la rémunération est parfaitement appréciable d'avance et doit rester, en droit, indépendante du résultat de l'entreprise. » (*Bien Public,* janvier 1890.)

Digitized by Google

Riccardo, John-Stuart Mill, G. B. Say, Rau, Zaccaria, Roscher, Boccardo, etc., tout en admettant, en théorie, que le salaire doit avoir pour base le nécessaire de l'ouvrier, soutiennent, en pratique, qu'il ne faut pas formuler des lois ou des règles du travail, parce que ce serait là obstruer la route du progrès. Les lois de l'économie politique, disent-ils, sont d'une dureté inflexible et au-dessus de tout pouvoir humain ; ce n'est pas avec des décrets qu'on pourra jamais réglementer la pauvreté, la richesse et le travail. Donc, à bas tous les tarifs : liberté absolue de la concurrence ; arrière le protectionisme ; tout doit être soumis au simple rapport de l'*offre* et de la *demande!*

Tous les partisans de cette école défendent plus ou moins cet aphorisme de Richard Cobden : Les salaires sont élevés quand deux capitalistes vont à la recherche d'un ouvrier ; ils sont bas quand deux ouvriers courent après un capitaliste !

Le socialisme combat ce nouveau système ; il dit qu'il est injuste, cruel et injurieux pour la civilisation, car, lorsqu'il s'agit de déterminer le maximum, le medium et le minimum du salaire, il descend à un prix minimum si dérisoire, qu'il ne suffit plus à la vie de l'ouvrier et qu'il devient une injustice. En effet, le salaire est en raison inverse de l'offre du travail : plus l'offre du travail monte, plus sa valeur diminue. Donc, si le nombre des ouvriers grandit et si l'offre du travail augmente, le salaire ira toujours en diminuant jusqu'à devenir insuffisant pour pourvoir aux objets de première nécessité du travailleur, qui serait ainsi jeté dans la misère.

Devant une conséquence aussi funeste, les défenseurs du système de l'offre et de la demande énoncent leur justification en quelques mots, ils disent : C'est là une loi naturelle et inflexible ; c'est la dure condition des choses

Digitized by Google

humaines, car l'élévation du salaire fait grandir le nombre des ouvriers, et cet accroissement de nombre entraîne un abaissement de salaire; la misère provient de là; cette misère, à son tour, fera diminuer le nombre des ouvriers; cette diminution provoquera une nouvelle augmentation de salaire; il n'y a pas de remède à cet état de choses, et on verra toujours tourner de la même façon la roue de l'économie sociale!

Il s'est trouvé pourtant quelques économistes qui ont voulu faire disparaître l'injustice de ce système et, dans ce but, ils ont proposé de restreindre le nombre des mariages entre les ouvriers pour empêcher ainsi la multiplication des travailleurs, qui est la cause de l'abaissement des salaires !....

Nous le disons clairement : le système du libéralisme économique, bien qu'il ait pour lui les apparences de la liberté, n'est qu'un système injuste, qui exalte la liberté des forts en opprimant la liberté des faibles; ce système a laissé le champ libre à l'expansion du socialisme; il peut se définir : un état de guerre de tous contre tous, état de guerre qui ouvre la voie à la plus complète anarchie; c'est malheureusement ce système que l'on trouve répandu dans l'industrie moderne, où l'on regarde l'ouvrier comme une marchandise dont l'abondance diminue la valeur!... Ce n'est donc pas le nombre de concurrents, dont on ne retire aucun avantage, mais le profit intrinsèque du travail qui doit être le point de départ pour en déterminer le prix. Pour produire ce profit, l'ouvrier dépense ses forces et use sa vie; la justice exige donc, pour égaliser ce qui se donne et ce qui se reçoit, que le salaire fournisse tout ce qui est nécessaire à l'ouvrier pour reprendre de nouvelles forces et pour lui rendre, en quelque sorte, la vie dans la personne de ses enfants. Donc, quand nous disons qu'en

Digitized by Google

tout état de choses le salaire ne peut jamais être moindre que le prix nécessaire à la vie ordinaire de l'ouvrier, nous entendons par *vie ordinaire* non seulement sa sustentation personnelle de chaque jour, mais aussi l'entretien de sa famille, qu'on suppose ordinairement composée du mari, de la femme et de deux ou quatre enfants (1). Il n'est pas d'expression plus juste que celle employée communément par les ouvriers eux-mêmes quand ils appellent ce qu'ils réclament : un salaire honnête, une journée d'homme qui se respecte, un entretien convenable pour un chrétien. Ces dénominations font voir que, dans le contrat entre celui qui travaille et celui qui fait travailler, il faut tenir compte non seulement du rapport de la fatalité économique, mais aussi du rapport de l'équité sociale du *proximus tuus;* plus cet élément moral supérieur se développe, plus on verra d'union entre patrons et ouvriers; dans l'esclavage, dans le servage et dans le demi-servage, le patron et les ouvriers étaient souvent des ennemis; désormais, ils deviendront des collaborateurs pour un profit commun et ils arriveront, sans secousse, à une inégalité, qui ira toujours en diminuant de part et d'autre. Voilà où se trouve la justice, voilà le salaire convenable qui revient à l'ouvrier (2).

Pour assurer ce salaire convenable, l'Etat, dont le devoir est de protéger le faible et de défendre l'opprimé, devrait peut-être, si cela était nécessaire, établir des tarifs spéciaux, que le patron pourrait dépasser, mais qu'il devrait toujours atteindre pour payer ses ouvriers. Que de fois on trouve dans nos grandes villes un monopole injuste à l'égard des ouvriers; on les laisse sans

(1) *Civiltà cattolica,* sér. X, vol. XI, quad. 700, p. 429.
(2) Gazzaniga, *Eguaglianza,* vol. XXI, p. 463.

Digitized by Google

travail quand ils ne veulent pas se contenter d'un salaire dérisoire. Que de fois les patrons s'accordent entre eux pour ne pas payer leurs ouvriers au delà d'un prix convenu, — comme cela s'est vu à Londres, il y a dix ans, pour les tailleurs et d'autres métiers.

Il serait donc nécessaire que l'Etat établisse un *Code du travail,* comme il a établi un *Code de commerce.* Ce Code du travail devrait déterminer, au moins d'une manière générale, selon les divers pays, le prix minimum du salaire, réglementer la durée du travail, empêcher le travail des femmes et des enfants, contribuer à l'établissement des caisses des sociétés ouvrières, en amoindrissant leurs charges fiscales, et, enfin, mettre des bornes à la tyrannie de certains capitalistes.

L'Etat peut-il déterminer, par une loi, un minimum de salaire?

C'est là une question fort controversée entre les économistes.

Dans la discussion qui vient d'avoir lieu, en novembre 1889, à la Chambre française, Mgr Freppel et M. le comte de Mun se sont trouvés en opposition: M. de Mun soutenait la réponse affirmative; Mgr Freppel combattait cette théorie et soutenait la négative.

Les arguments de Mgr Freppel nous semblent très forts. Les voici, tels qu'ils ont été reproduits par le journal *l'Anjou :*

« Dans un programme de gouvernement, que M. le comte Albert de Mun vient de confier au directeur de la *Pall Mall Gazette,* nous trouvons le paragraphe suivant :

« Assurer le bien-être des ouvriers par des lois leur » procurant le repos du dimanche, diminuant leurs » heures de travail — dix ou onze heures au plus — » en réglant le travail des femmes et des enfants et en

Digitized by Google

» fixant un minimum de salaire. Je voudrais chercher » à rendre tout cela effectif par des conventions inter- » nationales. »

» Il nous semble que M. de Mun va un peu loin en attribuant au législateur le droit de *fixer un minimum de salaire* pour assurer le bien-être des ouvriers. Ou les mots n'ont plus de sens, ou c'est là le socialisme d'Etat dans toute sa crudité. Que de pareilles propositions soient de nature à plaire aux Basly et aux Camélinat, nous ne songeons pas à le contester; mais nous doutons fort qu'il se trouve beaucoup de catholiques pour accueillir favorablement une erreur aussi dangereuse que pleine de chimères.

» Nous avons peine à comprendre qu'un esprit aussi distingué que M. de Mun ne sente pas le vice de sa théorie. Pour que l'Etat eût le droit d'imposer aux patrons un minimum de salaire, il faudrait à tout le moins qu'il eût le pouvoir de leur assurer à eux-mêmes un minimum de recettes. Ces deux choses sont corrélatives : autrement, la justice est violée dans sa notion la plus élémentaire. Les salaires s'élèvent ou s'abaissent suivant que les recettes augmentent ou diminuent : c'est une loi naturelle. L'Etat ne peut pas, sans commettre une iniquité, dire aux patrons : Vous payerez aux ouvriers tel ou tel salaire! s'il ne peut leur garantir, en même temps, qu'ils gagneront ce qui est nécessaire pour le payer. Or, cette garantie étant hors de son pouvoir, il est absolument sans droit pour fixer lui-même la quotité d'un salaire. Cela nous paraît de toute évidence.

» Le législateur fixant le minimum des salaires! Mais c'est la mainmise absolue de l'Etat sur l'industrie et sur l'agriculture, sur toutes les usines, sur toutes les manufactures, sur tous les ateliers, et, comme les

Digitized by Google

ouvriers agricoles ne méritent pas moins la sollicitude de l'Etat que les ouvriers industriels, sur toutes les métairies et sur toutes les fermes. Avec une pareille théorie, il n'y a plus de liberté possible dans les transactions, ni pour les particuliers, ni pour les associations. Si la Révolution française a exagéré le principe de la liberté du travail et de la concurrence jusqu'à provoquer les excès de l'individualisme, il ne faudrait pourtant pas se jeter dans l'extrême contraire, en conférant à l'Etat des attributions qui ne découlent pas de sa notion et qui n'entrent nullement dans sa compétence.

» Et puis, que l'on veuille bien réfléchir aux conséquences de la proposition de M. de Mun. Si, pour assurer le bien-être des ouvriers, l'Etat a le droit d'imposer aux patrons un minimum de salaire, pourquoi n'aurait-il pas aussi le droit de fixer un minimum de loyer, un minimum de prix des denrées, un minimum de prix des marchandises? — car tout cela importe également au bien-être des ouvriers. Une fois ce principe admis, le socialisme d'Etat se développe dans tous les sens; et l'on a beau faire des réserves sur tel ou tel point : la logique emporte toutes les frêles barrières qu'on voudrait lui opposer.

» Ce qui nous rassure d'ailleurs sur le succès d'une si étrange théorie, c'est qu'elle est aussi chimérique dans l'application qu'erronée et injuste en principe. Personne n'ignore que les salaires varient suivant les époques, et d'une région à l'autre, en raison de la diversité des travaux, des produits, des moyens de subsistance et des conditions générales de la vie. Ce qui est un minimum aujourd'hui ne le sera plus demain. Comment veut-on que des lois puissent fixer un minimum de salaire pour chaque métier, pour chaque profession et en rapport avec chaque contrée? C'est une législation qu'il faudrait

Digitized by Google

remanier sans cesse pour l'adapter à des situations qui peuvent changer indéfiniment. Nous n'insistons pas là-dessus, tant il est clair qu'il y a là des impossibilités contre lesquelles ni législations particulières, ni conventions internationales ne sauraient prévaloir.

» Rien n'est plus louable assurément que de chercher à assurer le bien-être des ouvriers, et M. de Mun se dévoue à cette tâche avec un zèle et un talent auxquels nous avons toujours été heureux de rendre hommage. Il faudrait cependant, pour être complètement juste, regarder aussi du côté des patrons, et voir au milieu de quelles difficultés se débat l'industrie française. C'est un fait incontestable que les salaires ne sont nulle part aussi élevés qu'en France : nous sommes loin de nous en plaindre ; mais il est permis de constater que c'est précisément cette cherté de la main-d'œuvre qui nous rend la concurrence si difficile avec l'étranger. On trouvera donc, sans doute, le moment mal choisi pour exprimer le vœu que l'Etat s'arroge un droit qu'il n'a jamais eu dans aucun temps : celui de fixer par des lois le minimum des salaires.

» Pour notre part, nous n'hésitons pas à le dire : il nous paraît regrettable qu'on lance une pareille théorie dans le public sous le couvert d'un nom autorisé. Si la relation de la *Pall Mall Gazette* est fidèle, et elle n'a pas été démentie, M. de Mun se croit « sûr d'avoir une grande foule de catholiques avec lui ». Pas sur ce point capital, par exemple ; car il n'est pas, à notre connaissance du moins, un seul catholique qui ait osé jusqu'ici attribuer à l'Etat le droit de fixer par des lois le minimum des salaires. Quoi qu'en dise l'honorable député, aucune des dix-huit à vingt assemblées provinciales, réunies de novembre à juin, n'a rien accepté de pareil. Nous sommes tous résolus à faire front au socialisme,

Digitized by Google

surtout au socialisme d'Etat, le plus dangereux de tous. Ce n'est pas en caressant une erreur que l'on peut se flatter de résoudre les questions sociales (1). »

Souvent, il est vrai, ce n'est pas l'ouvrier qui est victime du capital, mais c'est le capital qui est victime de l'ouvrier. On a même dit que les positions étaient changées à cause des événements politiques, de plus en plus favorables aux classes ouvrières, et que celle des deux parties contractantes qui était autrefois la plus forte est devenue maintenant la plus faible; il arrive souvent, en effet, que les ouvriers se mettent en grève avec la prétention d'obtenir un salaire beaucoup plus élevé que celui qu'il est possible de leur accorder; dans ces luttes, la raison dernière est la cessation du travail, et ainsi le chef d'industrie se voit contraint de fermer l'établissement. Qui perd le plus dans cette interruption du travail? C'est le capitaliste, parce qu'il a tout son capital employé qui se détériore dans l'inaction; et il faut ajouter à cela les intérêts qui courent toujours et qui lui pèsent comme du plomb sur la tête. Il peut chercher, il est vrai, d'autres ouvriers; mais la suspension du travail pendant un mois, ou même pendant quinze jours, peut devenir pour le patron un véritable désastre.

Les ouvriers, eux, ne perdent que leur salaire, et ils ont une compensation, en certains cas au moins, dans ce que les sociétés ouvrières leur fournissent et dans ce qu'ils ont épargné collectivement comme fonds pour les grèves (2).

(1) *L'Anjou*, novembre 1889.

(2) Voici ce qui arrive souvent dans les grandes villes :

Un fabricant reçoit une commission de 100,000 francs; il fait le calcul suivant : 10,000 francs pour les matières premières, 80,000 francs pour les journées de travail, 10,000 francs de bénéfice net. Il accepte la commission, achète les matières premières et contracte avec

Digitized by Google

Donc — et dans l'intérêt des ouvriers et dans celui des capitalistes — l'intervention du pouvoir public nous paraît nécessaire *en certains cas particuliers;* il faut qu'il intervienne pour protéger le faible, c'est-à-dire l'ouvrier, dont il est le tuteur légitime, et pour mettre un frein aux exigences de la classe ouvrière elle-même, si elle voulait abuser de la force du nombre et se livrer à des injustices et à des violences.

Nous savons que des économistes distingués, nullement favorables au socialisme, se sont déclarés partisans des *tarifs spéciaux* pour défendre, contre le monopole des patrons, le juste salaire de l'ouvrier; comme aussi, d'autre part, pour mettre un frein aux prétentions, parfois exorbitantes, et pour écarter les dangers et les désastres des grèves, ils proposent non seulement un Code de lois économiques, mais l'institution de tribunaux compétents, ayant pleine autorité pour trancher tous les litiges qui surviennent entre les patrons et les ouvriers (1).

des ouvriers pour un mois, à raison d'une journée de 4 francs. Au moment de commencer le travail, les ouvriers parviennent à découvrir les engagements du fabricant, et, profitant de la nécessité où il se trouve, ils refusent la journée de 4 francs, ils en exigent 5, et ce malgré toutes les conventions antérieures qu'ils sont habitués à violer impunément. S'il y a 60 ouvriers, il suffira que 6 d'entre eux décident la grève pour forcer les 54 autres à donner leur adhésion, parce que les 6, étant bien d'accord, l'emporteront sur les autres, qui sont désunis. Les ouvriers auront donc augmenté d'un quart les 80,000 francs, soit 100,000 francs; en y ajoutant les 10,000 francs de matières premières, on aura un total de 110,000 francs : perte pour le fabricant, 10,000 francs. Si le fabricant refuse de donner l'augmentation demandée, les ouvriers lui tournent le dos, il ne pourra pas livrer ce qu'il avait promis en temps utile et il devra payer des indemnités. Voilà ce qui se pratique assez souvent dans l'industrie et ce qui peut faire craindre sa ruine presque totale.

(1) *Civiltà Cattolica, loc. Cit.*

Digitized by Google

C'est sur de pareilles bases qu'on pourra arriver à la réconciliation. Le socialisme s'est efforcé de rompre tout lien et toute harmonie pour faire triompher ses tentatives d'anarchie. La crise économique que nous traversons n'est pas une crise qui a pour but le bien-être de l'ouvrier : c'est bien plutôt une crise d'idées fausses, impies et subversives. Il appartient donc aux honnêtes gens d'arracher les armes aux adversaires en montrant au peuple la vérité claire et limpide.

Le socialisme regarde le salaire et le capital comme deux ennemis irréconciliables, dont le premier, c'est-à-dire le salaire, est dévoré par le second. Il faut donc convaincre l'ouvrier qu'il est faux que le capital absorbe tout et qu'il ne reste rien, ou presque rien, pour le salaire. En effet, dans la distribution des richesses, entre les deux classes de producteurs, qui sont les ouvriers et les capitalistes, ceux-ci ne touchent que la moindre partie du profit. Supposons, dit Carrey, que le produit total de l'Angleterre, de l'Amérique et de la France soit égal, et représentons-le par le chiffre 100; voici comment la distribution s'opère dans ces trois Etats : aux Etats-Unis, 72 parts sur 100 reviennent aux ouvriers, 25 aux capitalistes, 3 au gouvernement. En Angleterre, l'ouvrier ne touche que 56, le capitaliste 21, le gouvernement 23. En France, la part qui revient à la main-d'œuvre n'est que 47, 36 reviennent au capitaliste et 17 au gouvernement! Aujourd'hui, il est vrai, ces proportions indiquées, il y a quelques années, par l'illustre économiste américain, sont changées en bien des points; mais c'est toujours la partie moindre qui revient au capital.

Il faut convaincre l'ouvrier que le capital et le salaire ne sont aucunement adversaires, mais que ce sont, au contraire, deux parties d'un même tout qui viennent s'aider et se compléter mutuellement. En effet, dans

Digitized by Google

toute entreprise industrielle, il y a deux éléments : d'une part, l'argent versé et, de l'autre, le travail quotidien; d'un côté, le capital, sans lequel, comme nous l'avons vu, il serait impossible que l'ouvrier trouvât du travail; de l'autre côté, les membres vigoureux, les bras courageux, sans lesquels le capital serait condamné à rester improductif et stérile. Or, ces membres et ces bras, c'est-à-dire le travail, sont représentés par le salaire. Donc, le salaire et le capital, voilà les deux éléments qui doivent rester toujours mutuellement sympathiques; leur accord peut seul produire l'harmonie et opérer le bien et leur désaccord est la cause infaillible de désordres sociaux.

Il y a plus. Nous venons de voir que le capital prend la moindre partie dans la distribution des profits : mais on peut dire, de plus, que tout capital se transforme entièrement en salaires; par conséquent, entre le capital et le salaire, il n'y a pas seulement harmonie, il y a identité. Bastiat écrivait : « Comme les capitaux ne sont pas autre chose que des services humains, on peut dire que *capital* et *travail* sont deux mots qui expriment, au fond, la même idée, et que, par conséquent, *intérêt* et *salaire* ont le même sens. Là où la fausse science trouve des oppositions, la vraie science arrive à découvrir l'identité. » En effet, si l'on entend par capital l'or et l'argent donné à intérêt, cet or et cet argent se transforment tout entier en salaires. Si l'on entend par capital les biens immeubles ou les instruments de production, le profit qu'on en retire devient aussi la rémunération du travail. C'est ainsi que les capitaux immobiles eux-mêmes se transforment incessamment en travail, et, par conséquent, en salaires, parce que, pour être productifs, ils doivent passer souvent par les mains de l'ouvrier. En un mot, pour produire 50,000 francs de rentes, tout million doit être

Digitized by Google

transformé en un million de salaires et de produits (1).

Voilà pourquoi on peut poser en fait que, si les produits annuels de l'Italie sont de 7 milliards, les rentes annuelles et les capitaux disponibles, de même que les salaires, ne peuvent s'élever qu'à 7 milliards, et la richesse de la nation ne consiste pas en autre chose qu'en cette somme, multipliée par la circulation : donc, tout provient de la fatigue des travailleurs; mais tout tend à lui revenir, parce que, par un chemin plus ou moins long d'intermédiaires, tout vient se résoudre dans le travail manuel et dans le salaire correspondant. Tout profit, tout service, toute jouissance, depuis la plus humble culture de paysan jusqu'aux plus grands chefs-d'œuvre de l'artiste, doit passer par la main de l'ouvrier, et, par conséquent, quel que soit le nombre des intermédiaires, il faut que cela lui revienne par le moyen du salaire.

Cela étant admis, on voit que tout revient au travail, dans la distribution générale des rentes et des produits. Car, s'il est vrai que toute richesse, tout produit sort de la main de l'ouvrier, il n'en est pas moins vrai que tout salaire, toute rémunération du travail provient du

(1) Quand un propriétaire vend un produit de ses fonds, la somme qui résulte de la vente, de quelque manière qu'elle puisse être employée, retourne, en définitive, au salaire général. Une petite partie de cette somme revient au travail immédiat qui a produit l'objet; la plus grande partie se dépense directement pour l'entretien du propriétaire et de sa famille et, de la sorte, elle aussi se transforme en salaires de tous genres, ou bien on la réduit en capital et on la place dans une banque qui soutient une entreprise industrielle ou commerciale, et celle-ci, à son tour, transforme en salaires la somme déposée. Si l'on emploie cette somme en rentes sur l'Etat ou en inscriptions au grand-livre de la dette publique, c'est l'Etat lui-même qui sert alors d'intermédiaire et qui transforme cette somme en salaires, soit pour des travaux publics, soit pour des subventions, soit pour des dépenses civiles ou militaires.

Digitized by Google

capital. Au milieu des douleurs inévitables qui résultent des divers caractères des hommes, il faut reconnaître qu'il y a au moins un fait consolant, c'est que les capitaux se trouvent dans l'impossibilité absolue d'absorber la part qui revient au salaire, de même qu'il est impossible au salaire, ou plutôt au travail, de ne pas faire fructifier le capital.

Il est donc inexact de dire que le capital est la cause des misères et des souffrances de la classe ouvrière ; cette cause gît principalement dans les vices trop communs, hélas ! des patrons et des ouvriers, qui mènent généralement une vie peu ou point du tout chrétienne. Malgré tout ce que peuvent dire les imposteurs, qui cherchent à tromper et à séduire le peuple à leur profit, il est impossible que le socialisme, en supposant qu'il triomphe, écrase le capital ou parvienne à l'épuiser en lui faisant donner plus qu'il ne donne aujourd'hui.

Chaque année, en effet, tout le capital disponible se transforme en rémunérations du travail, et si ce capital n'avantage pas assez l'ouvrier dont le travail a fourni ce produit, il est certain que cet ouvrier trouvera moyen d'obtenir une augmentation de salaire, et de là sortira la richesse et la multiplication des capitaux.

Devant l'évidence de ces vérités, les lamentations affectées et les querelles injustes des sectaires doivent tomber, en même temps que le prétendu antagonisme entre le capital et le travail. Le capital et le travail sont égaux et solidaires : ils ne forment qu'une seule et même chose et, pour ainsi dire, une seule et même personne économique en deux natures, qui peuvent s'appeler *entrée* et *sortie, gain* et *dépense, production* et *consommation.* Voilà le vrai champ de la solidarité universelle, le vrai terrain de la réconciliation sociale ! Voilà la vraie base de la fraternité qui doit exister entre le capital et le

Digitized by Google

travail, entre les patrons et les ouvriers, fraternité voulue par l'Evangile, sanctionnée et aidée par l'Eglise catholique, qui prend soin de l'âme et du corps de ses enfants ! Voilà le remède véritable à ce socialisme envahisseur, qui a ravivé toutes les haines et concentré toutes les forces pour soulever le peuple, avide de prendre place au banquet des richesses ! Voilà le remède aussi à cette concurrence, sans aucun frein, qui a écrasé les faibles par l'excès de la production et par l'abaissement de prix qui en est résulté pour tous les produits, abaissement désastreux et pour le patron, qui ne peut arriver à pourvoir à ses besoins, et pour l'ouvrier, qui ne peut vivre de son salaire insuffisant.

C'est dans l'honnêteté du travail, dans la justice du capital et dans l'harmonie qui doit régner entre eux que se trouve le seul frein salutaire à cette soif ardente de s'enrichir, que l'on considère aujourd'hui comme l'unique moyen de triompher dans la lutte pour la vie, et qui a fait croire à une si grande foule d'ouvriers que l'usine était pour eux le temple de la fortune. Quand les injustices sociales sont à leur comble, le retour à la justice ne peut guère tarder. Nous faisons les vœux les plus ardents pour voir le retour à ces principes sociaux de l'Evangile, que Dieu, l'Auteur de la société, a sagement établis pour le bien-être du genre humain.

---



Digitized by Google

Digitized by Google

## CHAPITRE V

—

### LE SOCIALISME ET LA MAXIME : LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ !

—

La Révolution a eu l'adresse d'employer des mots qui ont fait le tour du monde, qui ont soulevé les esprits et qui ont excité le peuple à des agitations, grosses de tempêtes; parmi ces mots, il faut mettre au premier rang ceux qui figurent en tête de ce chapitre — l'histoire les a écrits en traits de sang. On y trouve le germe de toutes les révolutions qui ont été, à la fois, le faux espoir des peuples égarés et frémissants et la terreur de tous les hommes droits et honnêtes.

Liberté, Egalité, Fraternité! voilà la formule adoptée par le progrès moderne et la politique actuelle; voilà la devise du Socialisme et de la Révolution. Cette formule figure sur la monnaie française; elle a été inscrite sur la bannière de l'économie rationaliste et du socialisme anarchiste, et c'est la même formule, si dénaturée par l'erreur et les passions, qui établit un abîme de séparation entre les uns et les autres. Pourtant, bien qu'ils guerroient sous le même drapeau, les économistes et les socialistes marchent l'un contre l'autre et se combattent. Considérons cela attentivement.

Digitized by Google

ARTICLE Ier

## *Le Socialisme et la Liberté*

L'homme se tourne vers l'astre de la liberté comme les plantes vers l'astre du jour; le soleil répand la vie sur la nature et la liberté répand la vie sur la société. La liberté est le rayonnement pacifique de la vérité comme l'esclavage est l'éclair funeste de l'erreur (1) : sans le

(1) Il nous paraît bon de transcrire ici un passage d'Audisio :

« La liberté est la flamme qui investit, qui agite et qui soulève toute âme. L'homme seul est libre ici-bas parce qu'il est seul l'image de Dieu, par son intelligence et par la responsabilité qu'il a de ses actes : la liberté prend donc son origine de l'éminente dignité de l'homme, elle est l'attribut de sa grandeur, l'instrument dont Dieu se sert pour effectuer ses insondables desseins sur l'humanité. Mais les desseins de Dieu sont conformes à l'ordre, et cet ordre, c'est la loi. Donc la liberté humaine, pour conserver sa ressemblance avec la liberté divine, est sujette à cette même loi : — loi du bien dans toute relation avec Dieu, avec soi-même, avec le prochain, en toute circonstance de la vie domestique, civile, religieuse et politique. La liberté de l'homme est aussi étendue que son énergie, que son activité : liberté de la pensée dans la sphère variée et auguste de la science ; liberté de la parole et de la discussion pour tout produit ou progrès de l'intelligence; liberté de l'action partout où elle ne rencontre pas une loi morale ou un droit d'autrui ; enfin, liberté même de la religion, là où la raison de croire ne resplendit pas avec évidence.

» La liberté est donc un don de Dieu, c'est la couronne sublime de notre nature, couronne qui donne à l'homme la domination royale sur lui-même et sur ses puissances. La liberté même du mal est la racine du mérite et de la gloire ; mais, pour ne pas la laisser se déshonorer et se jeter dans l'abîme, le Dieu, infiniment bon, la contient entre deux limites, entre deux rives, qui sont la lumière de la vérité et l'amour du bien. En suivant le vrai et le bien, qui sont les deux attributs de la nature divine, la liberté humaine, l'homme et la société, ceux qui vivent maintenant et ceux qui viendront après trouveraient, sans aucun doute, cette transformation pacifique qu'il nous est à peine permis de prévoir. » (*Della società politica e religiosa*, p. 185.)

Digitized by Google

secours providentiel de la liberté, l'intelligence vient bientôt à manquer, les grands hommes restent petits, les plus admirables inventions restent lettre morte, les meilleures intentions se consument en efforts stériles... ce ne sont que des germes tombés sur un terrain ingrat et des branches séparées du tronc qui pouvait seul leur donner l'alimentation vitale, et, sous l'empire de la tyrannie et du despotisme, l'homme deviendra doublement esclave, parce qu'il sera esclave de son esprit lui-même, à cause des ténèbres de l'ignorance d'où il ne peut sortir. La liberté est donc le suprême besoin des peuples : — non pas la liberté des passions, mais bien celle qui respecte l'ordre (1), les droits, la justice, l'autorité et qui est la force du faible !

Hélas ! combien on a faussé de nos jours cette notion de la vraie liberté ! liberté de conscience, liberté des cultes, liberté d'enseignement, liberté de la presse, liberté en politique, liberté en économie, liberté illimitée en tout : sous le couvert d'une parole aussi séduisante, on a vu se produire le plus grand désastre, la liberté elle-même devenir la plus grande licence, le droit de la force se substituer à la force du droit, le bien devenir esclave et le mal prévaloir partout (2). Au milieu des

(1) Un philosophe a défini l'ordre public : la liberté collective de la nation. (*Journal des Économistes,* février 1869.)

(2) La liberté, si vantée par les révolutionnaires modernes ressemble à la liberté d'un soldat de la Colombie : lors de la guerre civile, terminée il y a peu d'années, il entra dans la cathédrale de Tunia et il aida ses compagnons pour la dépouiller, la profaner, y brûler les autels et en faire une écurie ; il rencontra un soldat catholique qui était là respectueusement découvert. Il l'avait à peine remarqué qu'il tire son épée et qu'il lui fend la tête en criant : Vive la liberté ! Oui !... voilà la liberté... selon les révolutionnaires ! D'Azeglio, lui, était au moins plus sincère, et il avouait que les libéraux auraient dû faire frapper une médaille et inscrire sur l'une des faces : Liberté ! et sur l'autre : Pour nous seuls !

Digitized by Google

merveilles de la civilisation moderne, au milieu des splendeurs du siècle des lumières, on entend les rugissements d'un peuple qui s'avance aux cris de liberté, avec la furie des bacchantes ; l'anarchie est à nos portes et la tyrannie s'approche.

Pour ce qui concerne notre sujet, nous pouvons distinguer deux sortes de libertés : la liberté politique et la liberté économique.

Les économistes libéraux veulent une liberté politique modérée et professent la liberté économique la plus illimitée. Les socialistes, au contraire, ne sont jamais satisfaits des libertés politiques les plus étendues. Ce sont des républicains acharnés : ils ne se contentent pas de la république démocratique, ils s'agitent pour arriver à la république sociale. Leur but n'est pas de conquérir une liberté civile plus étendue, mais de saisir les rênes du gouvernement et de bouleverser alors le monde d'après leurs plans chimériques. Et, comme leur système exige la destruction de toute liberté économique, ils défendent la liberté politique et veulent faire disparaître toute liberté civile ou sociale.

Les économistes libéraux défendent, envers et contre tous, la liberté économique, c'est-à-dire la libre concurrence et le libre-échange, sans aucun lien et sans aucune loi, car ils considèrent ce libre-échange comme ce qui fait le bon marché, ce qui fait progresser l'industrie, ce qui développe toutes les facultés de l'homme, le grand moyen de découvrir et de propager tous les progrès utiles à la société. Supprimez, disent-ils, la liberté économique et vous verrez l'inertie succéder à la brûlante activité de notre époque, l'homme se rendre incapable au travail et l'industrie moderne perdre son génie, sa force et sa vitalité ! La libre concurrence, disait l'économiste Say, est la figure de la liberté, de

Digitized by Google

cette liberté sainte que le socialisme veut détruire ! La plus belle définition de l'économie publique, écrit Edmond About, a été trouvée par celui qui l'a appelée la science de la liberté humaine !

Les économistes avouent eux-mêmes qu'il y a dans leur système bien des inconvénients, qui sont les abus de la liberté économique ! ajoutent-ils. On abuse de tout, même des meilleures choses et des principes les plus saints. Le chemin de la liberté individuelle n'est-il pas, lui aussi, couvert de ruines ; que d'infamies ont souillé notre sol, il a même été inondé de sang ! La hideuse guillotine ne fut inaugurée et même *sanctifiée* chez une nation civilisée que lorsqu'elle eût été appelée la *sainte guillotine !* Ne voyons-nous pas, de nos jours, l'athéisme sur le trône et des monstres exécrables gouvernant le genre humain ? Faut-il donc pour cela maudire toute liberté ? Pourquoi rendre le principe de la concurrence responsable des mensonges et des méfaits qui s'accomplissent sous son nom, tandis que le vrai coupable, c'est l'homme lui-même ! Sous n'importe quelle législation, il abuse toujours de tout, et il trouvera matière à des abus plus nombreux encore s'il se persuade qu'il est possible de constituer une société où il n'y aura plus ni violence ni fraude. Puis, disent encore les économistes, il n'y a aucune nécessité à mettre un frein législatif aux abus de la liberté économique, puisque la nature elle-même leur a préparé une pénalité ! En effet, celui qui veut vaincre la concurrence dans les achats doit payer plus cher ; celui qui veut la vaincre dans les ventes doit livrer à meilleur marché. Dans les adjudications, l'entreprise s'adjuge à celui qui offre le plus bas prix ; s'il gagne peu, son profit est dérisoire ; s'il dépasse ses prévisions, il travaille à perte : voilà la pénalité instituée par la nature. Qui en profite ? La

Digitized by Google

société civile. Et ainsi, dans tous les cas, l'abus est toujours puni et le profit est tout entier pour la communauté.

Ce sont là plus ou moins les raisons que les économistes mettent en avant pour défendre la liberté économique illimitée.

Quelle illusion ! Nous admettons, nous aussi, la liberté économique, mais nous ne la voulons pas absolue et illimitée. L'homme est sans cesse sous l'empire de l'une ou l'autre loi, et toute liberté humaine a des bornes. La liberté économique, tout comme les autres libertés, quelque précieuse qu'elle soit, doit toujours être soumise à un pouvoir public, à la sagesse duquel il appartient de trouver moyen de prévenir les dangers qui peuvent résulter des abus de la concurrence (1). En effet, si la liberté économique veut dire exclusion de toute autorité publique, en n'importe quel cas, si elle suppose que les citoyens sont libres de contracter toujours sur toutes choses, de toute façon, selon tous leurs caprices, n'est-ce pas là consacrer à jamais la prédominance du fort sur le faible? Ne voyons-nous pas la liberté se changer ainsi en une cruelle servitude ? Nous serons affranchis des lois du gouvernement politique, c'est vrai, mais ce sera pour tomber sous le joug tout-puissant de l'aristocratie financière et du despotisme du monopole. Si on laisse, en effet, pleine liberté aux passions humaines, le faible sera à la merci du fort ; l'ouvrier n'aura que la liberté de mourir de faim, comme disait l'évêque de Magonza, parce qu'il ne pourrait plus vivre s'il n'acceptait pas les conditions qu'on lui impose ; on verra se former un centre régulateur composé des

(1) Platon a prononcé cette parole admirable : « La trop grande liberté ne peut jamais se changer qu'en esclavage privé et public. » (Répub. Dial. VIII.)

Digitized by Google

bourses les mieux fournies, des banquiers les plus influents, et ils régleront à la baguette non seulement la taxe des salaires, les échanges, les monnaies, le crédit, mais encore le sort des nations, jetées à la merci d'un joueur de bourse (1). Et cette liberté illimitée de s'enrichir, d'une part, et de mourir de faim, d'autre part, on voudrait l'appeler la véritable liberté économique? N'est-ce pas à la faveur de ce système qu'on rend possible l'esclavage universel et qu'on place la société sous le joug?

C'est précisément parce que ce sont ces principes du libéralisme économique qui règlent notre industrie moderne que l'or et l'argent sont devenus les rois et les maîtres universels du monde, et cette domination forme un des caractères les plus distinctifs de notre siècle. Il est vrai que l'homme dégradé a, de tout temps, rendu un culte indigne au dieu argent (2), mais ce dieu n'a jamais eu autant d'adorateurs qu'aujourd'hui; la fièvre de s'enrichir et de devenir millionnaire règne partout et gouverne tout. C'est pour cette raison que la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* appelle Rothschild le roi des rois, le banquier de l'univers, et nous avons vu comment la diplomatie européenne est dominée par les spéculations de bourse.

Dans notre chapitre IV, nous avons fait remarquer les maux qui découlent pour la classe ouvrière de cette liberté économique illimitée, de ce fatal *industrialisme*

(1) *Civiltà Cattolica.* Vol VIII. Ser. IV, p. 36.

(2) On découvrit en 1862, dans les ruines de Pompéi, le palais d'un opulent romain, enseveli sous la cendre du Vésuve ; on lisait sur le seuil : *Salve lucro.* Regardons les bas-fonds de notre époque, ouvrons notre catacombe sociale, et qu'y trouvons-nous écrit? *Salve lucro!* O argent! je t'adore! voilà la passion qui brûle les entrailles de l'économie publique. (*Alimonda I problemi.* Vol. IV, p. 3.)

Digitized by Google

qui considère l'ouvrier comme une simple machine de production : machine, comme disait Mgr Freppel, de la force d'un demi-cheval plus ou moins, qu'on se contente d'alimenter de pain et de viande, au lieu de charbon (1)! Nous ajoutons que la libre concurrence n'est pas seulement funeste pour l'ouvrier, mais aussi pour les propriétaires, pour les capitalistes eux-mêmes et pour la société tout entière. Le champ de la concurrence est parsemé de ruines; la maxime du *laissez-faire* et du *laissez-passer* est le fléau de l'humanité. Que d'espérances légitimes n'a-t-elle pas englouties! Que de familles d'un brillant avenir n'a-t-elle pas jetées sur le pavé! C'est à cause de ce pernicieux principe de la liberté économique absolue que la richesse est devenue une source de désordres et de méfaits et la pauvreté un poids et une malédiction insupportables.

C'est donc avec raison que ce système a été ardemment combattu par les économistes catholiques et par les économistes socialistes. Toutefois, si les socialistes ont eu raison de combattre le libéralisme économique, on ne pourrait en inférer que la liberté qu'ils défendent est la véritable liberté.

Les socialistes, en effet, proclament la liberté politique la plus étendue, c'est-à-dire la plus ample faculté d'intervenir directement dans la formation et dans l'action de l'autorité publique; mais, en même temps, ils anéantissent, pour ainsi dire, la liberté civile, c'est-à-dire le droit qui revient à tout citoyen de poser sans obstacle tous les actes qui sont légitimes.

Les socialistes considèrent chaque individu comme une molécule du corps social, et ils établissent ce faux principe que l'individu est pour la société et non la

(1) Mgr Freppel, *Discours à l'assemblée régionale d'Angers*, octobre 1886.

Digitized by Google

société pour l'individu. (1) Et, par une conséquence

(1) Le socialisme professe aussi la doctrine de reporter tout sur le peuple et d'enlever tout mérite à l'individu. C'est contre cette doctrine que l'illustre orateur Alimonda écrivait : « Si nous n'avons plus aujourd'hui ni grands législateurs, ni fondateurs de dynastie, ni héros, qui soutient et qui représente actuellement la grandeur humaine? qui représente le génie? qui fait progresser les arts? qui opère les grandes découvertes? Est-ce le peuple ou l'individu? Qui reçoit l'inspiration des destinées sociales réservées à nos descendants? Est-ce le peuple ou l'individu? Faites grande attention, ne vous refusez pas à un examen qui touche de si près toutes vos gloires, car vous y découvrirez les gloires du XIX^e^ siècle. Donc, messieurs, qui, à notre époque, fait cesser en grande partie la traite honteuse des nègres? Est-ce le peuple ou l'individu? C'est l'individu, et il s'appelle Wilberforce. Qui cherche à promouvoir la liberté de l'industrie en jetant les hommes du trafic dans de nouvelles et aussi dans de fatales conditions. Est-ce le peuple ou l'individu? C'est l'individu, et il s'appelle Cobden. Qui cherche à briser les chaînes honteuses de l'Irlande? Est-ce le peuple ou l'individu ? C'est l'individu, et il s'appelle O'Connell. Qui trouve pour défendre nos maisons le paratonnerre? Est-ce le peuple ou l'individu? C'est l'individu, et il s'appelle Franklin. Qui découvre la pile électrique ? Est-ce le peuple ou l'individu ? C'est l'individu, et il s'appelle Volta. Qui nous donne les bateaux à vapeur? Est-ce le peuple ou l'individu? C'est l'individu, et il s'appelle Fulton. Qui nous donne les chemins de fer? Est-ce le peuple ou l'individu, C'est l'individu, et il s'appelle Georges Stephenson. Qui s'en va à la recherche des sources du Nil, restées inconnues depuis Hérodote jusqu'à nous? Est-ce le peuple ou l'individu? C'est l'individu, et il s'appelle le capitaine Speke. Qui nous enrichit de la photographie? Est-ce le peuple ou l'individu? C'est l'individu, et il s'appelle Niepce et Daguerre. Qui réjouit nos cités et nous éclaire au gaz? Est-ce le peuple ou l'individu ? C'est Lebon, en France, et Murdoch, en Angleterre. Qui découvre la manière de perfectionner l'art de tisser en inventant le métier actuel? Est-ce le peuple ou l'individu? C'est l'individu, et il s'appelle le citoyen Jacquard... Arrêtons-nous. Changez le sort et le cours de la société comme le veulent les démocrates, et l'individu sera toujours supérieur à la foule; il contient en lui le génie, la force, le sang, l'esprit du genre humain; il en est la représentation et l'honneur; il en est le guide et le héros. C'est dans ses mains qu'on voit flotter le drapeau de l'humanité. » (*Alimonda Il sovrannaturale nell'uomo*. Vol. III. Confér. IX.)

Digitized by Google

naturelle, ils divinisent l'Etat ; ils appellent le peuple un *nombre,* qui a d'autant plus de valeur que son chiffre est plus élevé ; ils prétendent construire sur les ruines de l'ordre actuel de la société l'autocratie universelle du gouvernement, l'égalité absolue des personnes et des fortunes ou, comme dit Michel Chevalier, ils rêvent un panthéisme grossier dans le sein duquel tous les individus viendraient s'absorber et se confondre.

Malheureusement, le chemin que suivent les Etats modernes est tout à fait au gré des aspirations socialistes, car nous voyons partout la plus grande liberté politique sanctionnée de toute manière et la liberté civile foulée aux pieds de plus en plus ; on accorde à l'individu l'honneur d'avoir sa dix millionième partie d'influence sur l'organisme gouvernemental, on lui donne le vote souverain ; mais, dans l'entre-temps, on lui enlève la liberté de ses moindres actions au moyen du *formalisme* et de la *bureaucratie* : bref, on trouve la liberté politique partout et la vraie liberté civile nulle part.

L'illustre écrivain Audisio condamnait ce socialisme d'Etat, qui foule aux pieds tous les droits, et il s'exprimait de la sorte : « Le communisme plébéien peut éclater comme une tempête qui dévaste et qui passe ; mais, ce qu'il faut redouter et combattre, c'est le grand socialisme de l'Etat et des Etats. Socialisme sur les corps par la propriété, taillée en lambeaux par les impôts, confisquée par le capitalisme, sans parler de l'éparpillement de la famille par le tribut du sang, sans limite et sans fin. Socialisme sur les âmes, par un enseignement gouvernemental qui imprime dans toutes les intelligences une seule forme et une seule idée : la forme et l'idée qui plaisent à l'Etat. Socialisme sur les cultes qui, dans la pratique, assimile, confond et absorbe tous les cultes dans un sentimentalisme vague et indé-

Digitized by Google

fini d'où il n'y a qu'un pas pour arriver à l'indifférentisme, au nihilisme et au matérialisme. Qu'on nous dise s'il existe une autre défense contre ce socialisme d'Etat que de lui prêcher fortement en face la liberté naturelle, civile et religieuse! Mais le socialisme de l'Etat a pour pivot le socialisme des Etats : c'est là le socialisme universel qui menace l'existence des petites nations et, peu à peu, de toutes les sociétés politiques. On a vu disparaître les anciens fiefs, — et ce fut un bien, car cela a donné naissance à l'unité des nations. Mais inféoder les nations sans aucune limite, pour le seul plaisir de ceux qui gouvernent, c'est une longue et laide histoire, qui a rendu plus ou moins digne de haine les cours, la diplomatie et les armées. C'est le socialisme britannique qui a conquis les Indes, — mais c'était pour les exploiter et non pour les civiliser. C'est le socialisme russe qui, d'un côté, dispute la palme au socialisme anglais et, de l'autre, a déjà envahi et menace d'envahir encore l'Europe elle-même. Arrêtons-nous, pour ne pas toucher à des plaies domestiques encore toutes vives, qui nous ont été faites par le socialisme allemand, suisse et français. Toute invasion d'un Etat dans un autre, de nationalité dans une autre, c'est du socialisme tout pur. La Providence tire le bien du mal, elle fait marcher en avant la civilisation même par la route des conquêtes de l'ambition; mais il ne faut pas confondre pour cela les moyens avec la fin. Donc, pour faire cesser les invasions de l'individu sur l'individu, de l'Etat sur les individus et des nations sur les autres nations, la seule voie ouverte, c'est la liberté de tous les droits, la liberté civile. L'Etat qui possède cette liberté est un Etat libre (1). »

(1) Audisio, *Della società politica e religiosa.* (Pp. 69-70.)

Digitized by Google

Le socialisme d'Etat est donc la négation de la liberté civile. Pourtant, la liberté civile est toujours plus précieuse, plus nécessaire et plus essentielle que la liberté politique, car celle-ci est tout au plus un moyen pour arriver à celle-là. A quoi bon, en effet, être électeur, et même député ou sénateur, si, dans la sphère de l'action privée, on se trouve enveloppé dans un filet inextricable de liens et de dépendances? De quelle utilité est, pour l'ouvrier, la liberté politique, — dont il usera peut-être une fois tous les quatre ou cinq ans, — s'il se voit privé de la liberté civile, qui lui est nécessaire chaque jour et à tout instant, qui le préserve des abus de la richesse égoïste, qui fait de lui le maître de ses bras, de son talent, de ses journées, de son avenir? Et c'est cependant cette liberté, la plus utile et la plus nécessaire de toutes, qui est confisquée par le socialisme!

Dans l'ordre politique, l'ouvrier socialiste est esclave d'un parti qui le guide; dans l'ordre économique, il est la victime de l'organisation du travail. Les grandes sociétés industrielles, le plus souvent anonymes, — c'est-à-dire des êtres fictifs, sans cœur et sans entrailles, — l'ont mis sous leur joug, et souvent sous leur tyrannie; on lui a enlevé le repos du dimanche, la liberté du travail, les affections et les relations de famille, la dignité personnelle. L'ouvrier socialiste subit ce nouvel esclavage avec une résignation toute machinale, parce qu'il a peur de mourir de faim. Que de violences se commettent dans ces grandes usines, où les ouvriers se laissent entraîner par les illusions et les utopies socialistes! Il y a là une sorte de *camorra* napolitaine.

Les ouvriers travaillent généralement cinq jours par semaine, et souvent, les deux autres jours, ils passent leur temps dans l'ivresse et dans toute espèce de

Digitized by Google

récréations malsaines; ils gaspillent ainsi ce qu'ils ont gagné pendant leur cinq jours de travail. On leur reproche cette vie de dissipation. Mais sont-ils bien responsables de leurs actes, leur est-il toujours permis de mener une vie plus laborieuse? Très souvent, ils voient leur liberté entravée. L'ordre est donné par la partie la plus paresseuse des ouvriers, et les autres doivent les suivre, sous peine d'être la victime de ces meneurs dangereux. La même chose a lieu pour ceux qui se refusent à passer au cabaret les jours de loisirs qui leur restent par semaine : il faut *fraterniser!* dit-on; or, pour beaucoup d'ouvriers, *fraterniser* veut dire boire et s'enivrer.

Le socialisme revendique l'augmentation du salaire pour les ouvriers; mais à quoi leur servira cette augmentation s'ils vont bientôt tout dépenser au cabaret?

Fréquemment, on voit des ouvriers d'une classe supérieure imposer la grève à d'autres qui n'y ont aucun profit et qui restent sans travail et sans pain.

La liberté civile de l'ouvrier est ainsi entièrement détruite par la pression constante d'une force illégale, souvent bien organisée. Il se trouve de la sorte réduit à l'état d'un mineur qui ne peut disposer librement ni de son patrimoine, ni de sa personne, ni même de son travail du lendemain.

Et ces violences ne se produisent pas seulement à l'atelier, c'est-à-dire au domicile du patron : souvent aussi, elles ont lieu à l'habitation même de l'ouvrier, en présence de toute sa famille. La terreur de l'épouse et des enfants vient se joindre à l'épouvante de l'ouvrier maltraité; il est dans l'impossibilité de recourir au pouvoir judiciaire, soit parce qu'il ne veut pas s'attirer la vengeance de ses compagnons, soit parce qu'il n'a pas

Digitized by Google

les moyens de soutenir un procès, soit enfin parce que, très souvent, il ne recevra au tribunal que des satisfactions dérisoires.

Après 1870, sous le gouvernement qui succéda à la Commune, il y avait à Paris une corporation d'ouvriers, appelée la *Compagnie du devoir*. Cette société crut bon de ne pas s'affilier à l'*Internationale,* — qui est l'association des ouvriers socialistes, répandue aujourd'hui en Europe et en Amérique, — et ils firent connaître leur intention dans un journal. Ils avaient agi, sans doute aucun, dans les limites de leurs droits et de leurs devoirs, puisque chacun est libre de s'associer ou non à n'importe quelle société particulière. Cependant, peu de jours après, les ouvriers de cette corporation se virent expulsés de partout, et il fut envoyé aux ateliers de Paris et de la province un mémorandum engageant les patrons à les refuser s'ils se présentaient. Privés de travail et réduits à la misère, les associés de la *Compagnie du devoir* portèrent plainte devant les tribunaux, et il leur fut répondu... qu'on prenait part à leurs peines! et voilà la liberté civile comme l'entend le socialisme!

Les Unions des Métiers *(Trades-Unions)* en Angleterre étaient une institution très recommandable; elles formaient une société de secours pour les ouvriers malades et une société de prévoyance pour la vieillesse; mais, aujourd'hui, elles sont toutes devenues socialistes, et elles constituent de formidables machines de guerre contre les chefs d'industries. Ayant pris ainsi un caractère entièrement contraire au but de leur institution, ces sociétés sont devenues un instrument d'oppression pour les ouvriers eux-mêmes : ils sont poursuivis s'ils ne veulent pas en faire partie, et, quand ils en font partie, on les force à exécuter les ordres des chefs;

Digitized by Google

ceux-ci disposent non seulement du salaire des travailleurs, mais encore de la liberté, et même de la vie, de tous ceux qui contrarient leurs desseins. L'ouvrier enrôlé dans ces sociétés socialistes ne s'appartient plus : il n'a plus le droit de travailler quand il veut, ni où il veut, ni autant qu'il veut. Les Unions des Métiers sont une vraie protestation contre la prétention de notre siècle, qui se vante d'être le siècle de la liberté et de l'affranchissement universel de l'esclavage et du despotisme.

Si l'on admettait le système du socialisme, il n'y aurait bientôt plus de liberté possible, car le socialisme vise à détruire la propriété privée et à proclamer la propriété universelle de l'Etat. A Rome, au temps des lois agraires, c'était un crime de posséder plus de cinq cents arpents de terre. Le socialisme va plus loin : il prétend que c'est un crime de posséder, à titre de propriété, ne fût-ce qu'un arpent de terre. Pour arriver à la réalisation de cette utopie, les socialistes comptent beaucoup sur les impôts. D'après Wagner, les impôts ne sont pas seulement un moyen fiscal, c'est-à-dire le prélèvement d'une partie de la richesse des particuliers, que l'Etat s'approprie au profit des services publics afin de protéger les citoyens et leurs biens, mais ils sont de plus un moyen politique trouvé par le socialisme afin de pouvoir corriger la mauvaise distribution des richesses (1). C'est pourquoi, d'après les socialistes, les impôts doivent subir une augmentation progressive, car, comme le dit Schaëffle, les impôts progressifs ont été effectivement imaginés pour arriver à égaliser les conditions sociales.

(1) Cusumano, *le Scuole economiche tedesche in rapporto alla quistione sociale*, p. 201.



Digitized by Google

Or, quand on aura détruit la propriété privée et avec elle, par conséquent, l'hérédité et la famille, la liberté civile existera-t-elle encore pour les citoyens? Après avoir détruit la propriété, le socialisme veut anéantir le capital, il veut faire disparaître la richesse et les inégalités sociales : toutes les industries seront entre les mains de l'Etat, et — par un système de centralisation qui n'a pas de précédent dans l'histoire et qui dépasse de loin le mot de Louis XIV : L'Etat, c'est moi! — l'Etat, seul et unique directeur de tous les citoyens, devra distribuer les travaux et tout fournir à chacun selon ses besoins!

Mais que deviendront l'industrie et le commerce quand on aura ainsi détruit l'initiative individuelle, quand on aura enlevé la liberté civile à tout citoyen? On verra manquer partout ce souffle qui met en mouvement l'activité humaine, cette âme, qui doit donner la cohésion et la vie à cette poussière d'atomes vivants. L'industrie ainsi dirigée par l'Etat et où tous les citoyens sont sous la direction minutieuse d'un *principal* ressemble beaucoup à la danse des morts, et il y manque encore le coryphée qui doit conduire ces spectres vivants.

O liberté! liberté! c'est toi, disent les socialistes, qui es le sourire le plus gracieux de notre vie! toi qui dérides le front de l'ouvrier, toi qui lui promets une terre parsemée de fleurs, où donc es-tu? N'es-tu donc qu'un vain mot? Ah! ce n'est que trop vrai : il n'est pas de plus terrible despotisme que celui qui s'affuble des oripeaux de la liberté (1)!

(1) Le cardinal de Maury dit: « La Révolution française s'est faite pour conquérir la liberté, et, au temps de Robespierre, l'esclavage était si grand qu'on considérait comme des crimes un simple regard, un soupir, un signe de compassion, et même le silence: on avait peur que la peur elle-même rendît l'homme coupable. »

Digitized by Google

Et dire que les socialistes prétendent prendre la liberté pour fondement de leurs chimériques systèmes.

Le socialiste Louis Blanc, pour saluer la liberté, eut l'idée d'ouvrir des *ateliers nationaux,* où les ouvriers, travaillant en commun, devaient être entraînés par une précieuse émulation. Fourier prit aussi la liberté pour enseigne et il inventa les *phalanstères*, où les hommes devaient vivre en cénobites—bien entendu avec toutes les aises de la vie — et donner l'exemple de toutes les vertus. Mais, pour faire vivre en bon ordre, en commun, à toutes les heures du jour et de la nuit, un grand nombre de familles, il faut toute la puissance du sentiment religieux le plus élevé. La discorde entre les hommes et la promiscuité des femmes furent les premiers effets de la vie commune dans les *phalanstères,* et les sanglantes journées de juillet 1848 firent disparaître les *ateliers nationaux.*

Il y a un endroit où l'on mène la vie commune, où le travail est obligatoire et l'argent interdit, où l'Etat fournit tout : logement, nourriture et vêtements, où il est défendu de communiquer ses pensées, où l'heure du sommeil et l'heure du dîner sont obligatoires : cet endroit, c'est *la prison...* Et la seule liberté, selon la théorie de Fourier et de Louis Blanc, n'est que la liberté du prisonnier et du galérien condamné aux travaux forcés.

Voilà la liberté civile que nous apporte le socialisme ! Si MM. les socialistes s'en contentent, soit ! quant à nous, nous n'envierons pas leur sort et nous reconnaissons volontiers que personne plus qu'eux ne mérite la liberté... de la galère.

Digitized by Google

## ARTICLE II

### *Le Socialisme et l'Egalité*

L'égalité est la seconde lettre de l'alphabet révolutionnaire, le second élément de la trilogie socialiste.

Le désir de l'égalité naît spontanément dans le cœur de tous les hommes qui ont le sentiment de leur propre dignité. Comme homme, le premier et le dernier des citoyens sont égaux; voilà pourquoi tous, tant que nous sommes, nous aimons à voir les origines du genre humain se perdre dans l'égalité et la félicité. Tous les peuples, en effet, toutes les races humaines ont placé à leur berceau le sourire et les joies d'une heureuse égalité : les Israélites et les Chrétiens ont les traditions sacrées de l'Eden; les Grecs, avec leur chaleur d'imagination, se forgèrent le règne de Saturne; les Germains l'Edda, et les philosophes eux-mêmes, dans leurs moments *psychiques,* ont décrit l'état de nature comme une époque au delà de toute tradition, avec des hommes et des sociétés imaginaires : c'était l'Arcadie des philosophes; elle a commencé par être littéraire et poétique; aujourd'hui, elle prétend devenir réelle et sociale, elle rêve de ressusciter l'âge d'or qu'Ovide a dépeint dans ses *Métamorphoses.*

L'humanité, selon l'expression de Jean Herder, marche en titubant comme un homme ivre qui fait trois pas en avant et deux en arrière, tantôt se jette tout d'un côté et tantôt tout de l'autre, mais qui marche toujours. La félicité avec tous ses mirages est le but que le genre humain veut atteindre, en s'appuyant tantôt sur l'individualité, tantôt sur la solidarité : de là l'oscillation perpétuelle du monde entre le privilège et l'égalité.

Si nous voulions décrire l'histoire de l'égalité juridique,

Digitized by Google

civile et économique, il faudrait refaire toute l'histoire de l'humanité; à toutes les époques et sous toutes les latitudes, l'égalité se trouve en lutte perpétuelle avec le privilège : conquérants et vaincus, maîtres et esclaves, patrons et serviteurs, nobles et plébéiens, riches et pauvres se coudoient et se disputent, tour à tour, dans tous les temps, sous toutes les formes et à toutes les périodes de la civilisation; ce conflit incessant forme la trame de l'histoire universelle.

Dans l'empire chinois, qui se vante d'être le plus antique de tous les empires, nous trouvons les luttes de l'égalité avec le privilège ; ces luttes en sont arrivées au point de faire prévaloir, en Chine, les idées socialistes ; elles y ont anéanti tous les privilèges de l'individu, plongé dans l'abjection et dans l'impuissance; elles y ont supprimé toute liberté morale, civile et politique. Les Chinois ne sont pas des citoyens : ils ne sont que des sujets, car, tous, ils ont perdu leur personnalité et leur liberté devant l'absolutisme d'un empereur divinisé, en face de ce *Thien* ou *Geu* (1), c'est-à-dire de la solidarité du monde et de l'homme, qui a pour fondement l'union panthéiste du ciel, de la terre et de l'homme et qui les incarne tous deux (2).

(1) *Geu*, en langue chinoise, veut dire humanité, solidarité.

(2) Les démocrates de l'égalité radicale, qui ne sont pas rares aujourd'hui, ne peuvent pas souffrir un propriétaire, un banquier, un patricien; ils ne conçoivent pas une société parfaite, sinon celle où tout est à niveau comme un régiment dans une caserne ou comme des malades dans un hôpital : ils n'ont qu'à prendre pour modèle les Chinois et, s'ils le peuvent, sans rêver sans cesse des plans nouveaux d'ordre social imaginaire, ils n'ont qu'à faire reculer l'Europe à l'enfance de l'espèce humaine, à la replonger dans le panthéisme statolatrique de l'empire chinois, — ils trouveront ainsi moyen de faire du progrès à rebours.

Joseph Ferrari, le philosophe de l'égalité, l'apologiste de Lao-Tseu

Digitized by Google

Ainsi, excepté en Chine, où nous trouvons l'égalité dans la servitude, nous ne voyons pas dans les temps passés une seule nation où il y ait eu égalité véritable.

Dans la civilisation indienne, égyptienne, grecque et romaine, nous rencontrons partout des inégalités de toute espèce et nous voyons toujours l'esclavage, cette plaie avilissante de l'humanité, qui proteste sans cesse contre la domination de la force et contre l'injustice des législations tyranniques. Le paganisme resta toujours sourd et insensible aux gémissements de ces millions d'esclaves, et cela se comprend : il n'avait pas une idée juste de l'humanité et il arrivait forcément à nier l'égalité naturelle et juridique des hommes entre eux. Dans les républiques démocratiques de la Grèce, les riches avaient formé une ligue et, au temps de Plutarque, ils avaient fait ce serment inique : « Je jure d'être ennemi du peuple et de lui causer tout le mal possible ! » — ce qui n'empêcha pas le peuple de remporter le triomphe sur les riches. On trouvait dans ces républiques un programme populaire, l'abolition des dettes et la répartition des biens, et cependant il n'y eut jamais là d'égalité sociale véritable, car les lois sur les enfants, les vieillards et les femmes étaient des lois barbares, et les deux tiers de la population de leurs cités étaient des esclaves sans aucun droit et sans personnalité civile.

Il faut en dire autant de la civilisation romaine. L'histoire nous montre les luttes continuelles, du peuple contre les riches, pour les lois agraires et pour la distribution des vivres, ainsi que les soulèvements formidables des esclaves, qui mirent en péril la fière

et de la Révolution française, a eu l'audace de dire que nous sommes dans une infériorité manifeste en comparaison de la civilisation chinoise, et il prédit que la Chine sera appelée à convertir l'Occident !...

Digitized by Google

république romaine, où les patriciens s'obstinaient à ne rien changer à leurs institutions tyranniques. A Rome, les esclaves s'égorgeaient entre eux pour réjouir les festins de leurs maîtres; ils combattaient nus dans l'amphithéâtre avec des lions et des tigres, sûrs d'avance d'être dévorés, pour le plaisir de la foule; parfois, on les jetait en pâture aux murènes des viviers; dans leur jeune âge, on les employait souvent aux plus infâmes métiers... Quand on pense à tout cela, on ne peut s'empêcher de couronner de gloire l'homme illustre qui donna le signal de la réaction; on trouve partout, après tant de siècles, le portrait de cet homme prodigieux, — celui qui a inspiré un grand nombre d'artistes, — la tête inclinée sur la poitrine, les bras tendus, tenant d'une main les chaînes qu'il a brisées et de l'autre le tronçon d'épée qui devait servir à la défense du principe sacré de l'égalité humaine : Spartacus apparaît prêt à s'élancer et à mourir pour défendre la justice, indignement outragée dans la personne de l'esclave! Spartacus voit mettre à mort un de ses compagnons; il se jette sur la première arme qu'il trouve pour accomplir sa vengeance. Bientôt après, il parvient à réunir les esclaves sur les routes de Capoue, et il en forme une armée : par trois fois, il parvient à vaincre les indomptables légions romaines, conduites par les consuls; il s'empare de deux cités et, pendant deux ans, il en reste le maître; il fait trembler le Sénat, et il eût certes remporté la victoire si le manque de discipline de son armée improvisée n'était pas venu le jeter dans l'impuissance. Il tomba le dernier sur le champ de bataille, tout baigné de son sang : — il l'avait versé pour la cause de la justice et de l'égalité! Le souvenir de Spartacus est resté cher aux hommes de cœur : il est devenu le type du courage et du sacrifice.

Digitized by Google

En passant en revue toutes les civilisations du monde ancien, on ne trouve nulle part, excepté chez les Hébreux, cette égalité imposée par la nature civile elle-même, qui est la mère de la justice, la sœur de la liberté et le principe de l'ordre. Qui donc a révélé au monde l'idée vraie, la grande notion de cette égalité? Qui surtout l'a fait triompher partout, en déposant dans le cœur des peuples les germes féconds d'une civilisation nouvelle et universelle? Ce fut le christianisme. Au milieu de la barbarie des temps anciens, au milieu de ces usuriers qui engloutissaient les épargnes du citoyen, le salaire de l'artisan et le pain du pauvre, au milieu de ces richesses incalculables et de ces misères immenses et sans espoir, au milieu de ces inégalités sociales les plus extrêmes, au milieu de cet esclavage infâme et de tous ces vices incarnés dans l'homme, Jésus-Christ monte sur la montagne, il élève sa voix divine et s'écrie : *Vous aimerez le Seigneur votre Dieu de tout votre cœur et de toute votre âme!* — c'est là le premier commandement. Le second est semblable au premier : *Vous aimerez votre prochain comme vous-même!* — Ces deux commandements résument la loi tout entière et les prophètes (1). Aimez votre prochain comme vous-même ! Voilà la grande maxime de l'égalité humaine. Pour le paganisme, la femme n'était qu'un vil instrument de plaisir et de production; le Christ a ennobli et sanctifié le mariage et il a proclamé l'égalité de la femme vis-à-vis de l'homme. L'esclave était loin d'être égal à l'homme libre: la législation païenne lui avait enlevé la personnalité civile; la philosophie lui avait refusé la dignité humaine (2). Mais le christianisme est venu faire dispa-

(1) *Sermon sur la montagne.*

(2) Aristote fait tous ses efforts pour démontrer que l'esclave n'a

Digitized by Google

raître l'esclavage, en proclamant l'égalité des droits naturels et l'égalité de tous devant la loi. A cette égalité naturelle et juridique, il fallait ajouter un certain degré d'égalité économique; le Sauveur du monde y a pourvu, avec la plus grande sagesse, par ce précepte divin qu'il adresse aux riches: *Quod superest, date pauperibus!* (donnez votre superflu aux pauvres). Et l'apôtre nous fait remarquer que ce précepte fut donné précisément pour établir l'égalité économique dans la mesure du possible : *Ut fiat æqualitas* (1).

Nous sommes donc tous égaux par notre origine, égaux par notre nature, égaux dans la foi, égaux dans la destinée, égaux, en un mot, en Adam et en Jésus-Christ. L'égalité voulue par le Rédempteur, prêchée par les Apôtres ne pouvait être ni plus parfaite ni plus conforme à la nature. Elle devint le souffle vivificateur de la société, la cause du développement incessant de notre civilisation. L'inégalité païenne avait été la source des ténèbres, du vice et du mal ; l'égalité chrétienne, semblable à la lumière bienfaisante du soleil, est devenue le principe de toute vie, de toute vertu, de tout bien.

En effet, d'où est venu ce mouvement si naturel, tout à la fois si doux et si irrésistible, qui, depuis quinze siècles, a fait successivement tomber toutes les barrières? Quelle est la force mystérieuse qui a rapproché peu à peu toutes les classes et qui a fait disparaître, tour à tour, l'esclavage antique, le servage du Moyen Age, la distinction des nobles et du peuple formant dans la nation comme deux castes entièrement séparées?

pas une âme semblable à celle de l'homme libre; il l'appelle un *corps* et pas autre chose !

(1) In præsenti tempore, vestra abundantia illorum inopiam suppleat : ut et illorum abundantia, vestræ inopiæ sit supplementum, *ut fiat æqualitas*. II Corinth, cap. VIII, v. 13.

Digitized by Google

N'est-ce pas la force de Celui qui a dit : *Vous êtes tous frères !* c'est-à-dire égaux non seulement devant Dieu, mais devant les hommes, dans la vie civile comme dans la vie surnaturelle ?

Aujourd'hui, on a faussé de toutes les manières possibles la notion de la véritable égalité. La Révolution française eut pour but principal de faire triompher l'égalité : elle aboutit aux conséquences les plus illégitimes et les plus étranges; elle se forgea une égalité chimérique semblable à celle que Rousseau avait décrite dans son *Discours sur les inégalités* et dans son *Contrat social*. Cette égalité chimérique, rêvée par la philosophie rationaliste, gonflée et ornée par la littérature, reflétée dans la législation, fascina bientôt et hallucina tous les esprits. Un peuple entier se souleva frémissant; tout l'ordre social fut confondu et la révolution fut placée à la hauteur d'une mission religieuse et d'un devoir sacré de conscience. Cette miroitante égalité des fortunes se changea en passion nationale; elle devint l'idole des Français : ils dépensèrent pour elle des trésors de génie, firent des miracles de courage et versèrent des fleuves de sang sans pouvoir jamais l'atteindre : — comme un fantôme, elle s'éloignait quand on croyait s'en approcher et ne laissait en mains qu'un peu de vapeur nuageuse alors qu'on la pensait tenir (1).

(1) On en croit à peine ses yeux quand on lit tout ce que firent les Français pour consolider leur égalité chimérique. On fit une loi pour empêcher les riches d'avoir plus de 3,000 livres de rente. On abolit les livrées, les blasons et les titres de noblesse. Pour flatter la passion égalitaire, qui était devenue une véritable épidémie, le duc d'Orléans se faisait appeler *Philippe-Égalité*. Le comte de Mirabeau, devenu M. Riquet, s'écriait dans un mouvement d'orgueil et de colère : « Avec votre Riquet, vous avez bouleversé l'Europe pendant trois jours! » — Le soir, en rentrant chez lui, il prenait par l'oreille son

Digitized by Google

Depuis la Révolution française, les économistes et les socialistes ont, eux aussi, inscrit sur leur bannière le

valet de chambre et lui disait, en riant : « Pour toi, coquin, je suis toujours M. le comte ! »

Mais avec l'égalité, dit Taine, dans son ouvrage *le Gouvernement révolutionnaire* (p. 210), on vit arriver partout, dans les campagnes et dans les villes, la misère la plus affreuse, — effet inéluctable de cet odieux système. Les cultivateurs, forcés de porter leur grain dans les greniers publics, sans en retirer aucun profit, laissaient leurs terrains incultes ; ils ne pliaient pas même devant la force : — ils préféraient subir la prison plutôt que de travailler pour les autres. On en arriva à ce point que le directeur d'un département écrivait au gouvernement que les cultivateurs avaient rempli les prisons, — et le comité de salut public était contraint de les mettre en liberté parce que la campagne manquait de bras et que la famine était aux portes des villes.

Il n'y avait plus de provisions pour nourrir les citoyens. On distribuait des vivres, mais par minimes portions : à Troyes, on donnait deux onces de pain par jour ; à Evreux, à peine deux livres par semaine ; la ville de Lyon resta sans pain pendant cinq jours ; à Caen, il n'y avait rien d'autre que du pain de son, et, à Cherbourg, du pain d'avoine ; à Paris, le peuple s'ameutait à la porte des boulangers, des bouchers, des marchands de vins, etc., en attendant la distribution, — attente qui durait souvent de longues heures, — et, comme la distribution se faisait le matin et qu'il n'y en avait pas pour tout le monde, la foule s'attroupait dès le soir précédent, et, après être demeurée là toute la nuit, — parfois sous la pluie ou la neige, — il fallait souvent s'en aller le lendemain les mains vides !...

Et ce n'est pas là, continue Taine, un récit de fantaisie : c'est un des tableaux les plus authentiques de la Révolution française, tiré des documents officiels de la correspondance des départements et des districts et des relations de publicistes consciencieux.

Le Directoire n'améliora pas la situation : on vit la misère continuer, et la persécution politique et religieuse, qui avait subi un léger temps d'arrêt, recommencer de plus belle après le 9 thermidor. Seulement, au lieu de la guillotine, on employait l'exil ; au lieu de la mort violente, on employait la mort lente, la mort de misère et de faim, qui fut justement appelée *la guillotine sèche*.

Digitized by Google

principe de l'égalité, mais ils l'entendent dans des sens bien divers.

Les économistes libéraux veulent l'égalité qui consiste dans la théorie du *laissez-faire* et du *laissez-passer*, libre-échange et libre concurrence. Tous les hommes, disent-ils, doivent être égaux en droit, et c'est précisément dans cette émulation des intérêts individuels que consiste la véritable égalité, qui est « la grande conquête de la civilisation et du progrès ». — Nous avons vu, en parlant de la liberté, comment pareille égalité aboutit à la plus fatale des inégalités, c'est-à-dire à la domination du fort et à l'esclavage du faible.

Les socialistes, au contraire, exigent l'égalité dans la fortune, l'égalité économique absolue ou presque absolue; ils veulent abolir la propriété héréditaire du sol et distribuer à tout le monde les produits de la terre. « Peuple français, s'écrie le socialiste Babeuf, l'égalité est le premier vœu de la nature, le premier besoin de l'homme et de toute association légitime. Jusqu'à présent, les hommes se sont laissés éblouir par de belles paroles, mais ils n'ont jamais rien obtenu par la parole. On nous répète hypocritement : Les hommes sont égaux ! et en attendant l'inégalité la plus humiliante et la plus monstrueuse pèse sur le genre humain. L'égalité n'a été qu'une belle mais stérile fiction, inventée par la loi. Maintenant qu'on invoque ce principe bien haut, on nous répond : *Silence! misérables! l'égalité, en fait, n'est qu'une chimère : contentez-vous de l'égalité conditionnelle. Vous êtes tous égaux devant la loi; misérables, canailles, que vous faut-il de plus?* Que nous faut-il de plus? Législateurs, gouvernants, riches, propriétaires, écoutez : Nous prétendons dorénavant avoir l'égalité dans la vie et dans la mort, comme nous l'avons dans la naissance. Nous voulons l'égalité réelle ou bien la mort. Périssent,

Digitized by Google

s'il le faut, tous les arts; pourvu que nous ayons l'égalité réelle... Que l'on voie s'organiser, au cri d'égalité, tous les éléments de la justice et de la félicité. Le moment est venu de fonder la *République des Egaux*. Les jours de la restitution générale sont arrivés. »

Pierre Leroux a écrit un livre, qui a pour titre *l'Egalité*, pour démontrer qu'elle est une loi divine antérieure à toutes les lois et dont toutes les autres tirent leur origine. « Il y a toute une science, dit-il, dans cette parole « égalité », science encore obscure et ténébreuse. L'origine et le but de la société sont cachés dans cette parole comme dans l'énigme du sphinx... L'égalité est un principe et un dogme qui, proclamée pour la première fois par Rousseau, est devenue une foi, une croyance, une religion. Ce principe est le critère de la justice, et il est imposé à notre intelligence avec tant d'autorité que la société actuelle ne connaît pas d'autre fondement logique. Mais cette égalité n'est admise qu'en principe, et elle est loin d'être partout une réalité. Il faut être bien aveugle pour s'imaginer que notre société, si souffrante, ait découvert les Colonnes d'Hercule de la justice et le *nec plus ultra* de l'équité. »

Proudhon, le pontife de l'égalité, se fait cette demande: L'inégalité des conditions sociales est-elle juste? Non ! répond-il : l'inégalité est la conséquence de la propriété, puisque la justice consiste dans l'égalité! La société, ajoute-t-il, a pour fondement la loi; or, la loi, c'est l'injustice! son second fondement est la propriété; or, la propriété, c'est le vol et la concussion! son troisième fondement est la religion; or, la religion n'est que mensonge! son dernier fondement est la force; or, la force, c'est la tyrannie !... Et, avec son style incisif, clair et énergique, avec une logique qui sait tirer toutes les conséquences de ses faux principes, avec son âme de feu, il s'efforce de concréter son idéal de l'égalité absolue.

Digitized by Google

Karl Marx disait : « Pour rendre possible la réforme sociale et l'établissement de l'égalité, il faut que la révolution ait abattu partout les trônes et les autels... la violence est une puissance économique; c'est l'accoucheuse des vieilles sociétés qui portent dans leurs flancs une société nouvelle. » Et Karl Marx voulait tout renverser, en un moment, pour réaliser le principe de l'égalité.

Ferdinand Lassalle, plus pratique et plus positif, voulait que l'égalité s'introduisît pacifiquement. D'après lui, la religion est le principal obstacle au développement des idées socialistes; il faut donc d'abord enlever toute religion aux ouvriers, leur faire adopter, au lieu de l'Evangile, le code d'Epicure, faire disparaître toute aspiration au surnaturel et circonscrire la vie dans le cercle des sens et du temps; puis, faire table rase de tout le passé, idées, institutions, lois et coutumes. Quand on aura ainsi tout démoli, on reconstruira l'édifice politique et social, *ab imis fundamentis* : ce sera là le triomphe de la raison et de l'égalité. Pour arriver à ce but, Lassalle pense qu'il faut deux siècles d'une active propagande socialiste, et Rodbertus, son maître, disait qu'il en faudrait cinq.

Pour faciliter la conversion du monde, Lassalle voulait qu'on fît pénétrer les idées socialistes non seulement dans les villes, mais dans les campagnes, dans les familles et dans les mœurs. Et, en effet, nous voyons qu'on commence la réalisation de ce projet.

Le général Jackson, président de la République aux Etats-Unis, ne se faisait pas scrupule de fréquenter les cabarets du bas peuple. Henri Clay, un des hommes d'Etat les plus remarquables de l'Amérique, disait en plein Sénat : « Je vis de porc salé et de choux ! » Et c'était la vérité; il aimait à le répéter à la tribune, afin

Digitized by Google

de se rendre populaire, en se montrant enthousiaste pour l'égalité.

C'est dans ce but aussi que nous voyons la femme chercher à devenir l'égal de l'homme. Il y a, en effet, chez les femmes une tendance à imiter, jusqu'au ridicule, le sexe masculin et à s'en approprier les caractères distinctifs. On cherche à développer, dans les jeunes filles, non pas le sentiment, mais la raison, l'aplomb, l'énergie de la volonté, toutes choses qui appartiennent en propre à l'homme plutôt qu'à la femme. Les demoiselles commencent à fréquenter les cours de droit et de médecine dans les universités, elles y prennent les grades de « doctoresse » ou « licenciée » pour l'exercice des professions libérales. Dans les grandes villes, on voit naître des instituts professionnels pour dames. A New-York et à Philadelphie, on vient d'ouvrir deux hospices pour les femmes et les enfants, et les *femmes-médecins* en sont les directrices. A New-York aussi, il y a une académie de médecine, composée exclusivement de femmes, et, à Boston, un collège médical féminin. On trouve partout, aujourd'hui, des femmes qui s'adonnent à la littérature ou bien qui, au lieu de travail, sont sans cesse absorbées par la lecture malsaine de quelque roman. On enseigne aux petites filles l'arithmétique commerciale, le dessin, la tenue des livres, l'histoire, la géographie, les principes du droit commercial, etc. On voit se multiplier, de plus en plus, le nombre des femmes employées dans les télégraphes, les postes, les typographies, les bureaux publics et privés ; on veut que la femme, aussi bien que l'homme, prenne part à la vie politique. Il y a quelques années, cette manie d'égalité arriva à son comble en Amérique : on voulait faire disparaître, dans la mesure du possible, la différence des vêtements entre les deux sexes et on s'agita beaucoup

Digitized by Google

pour mettre l'habit masculin à la mode. Même, en Europe, la différence des vêtements entre hommes et femmes va en diminuant peu à peu. Voilà la nouvelle égalité des deux sexes (1). C'est ainsi que la mode est devenue un instrument d'égalité.

Les socialistes, pour rendre l'égalité plus radicale, rêvent d'abolir la grande institution du mariage. On trouve des saint-simoniens qui demandent l'affranchissement de la femme au moyen de la polygamie, et des fouriéristes qui ont conçu l'idée du mariage *progressiste,* dans lequel une femme peut avoir, en même temps : 1° *un mari,* dont elle a deux fils ; 2° un *générateur,* dont elle a un seul fils ; 3° un *favori* avec lequel elle a vécu quelque temps et dont elle conserve le titre ; 4° de simples *possesseurs,* qui ne sont rien aux yeux de la loi... Les hommes ont les mêmes droits par rapport à leurs femmes (2).

Voilà à quelles extravagances et à quelles immoralités

(1) Tandis qu'on veut arriver à rendre égaux l'homme et la femme, Elisa Parnham *(risum teneatis?)* fondait une secte appelée la *Société des droits de la Femme* et proclamait, il y a quelques années, la supériorité de la femme sur l'homme, en déclarant la guerre au sexe masculin : « Nous valons mieux que vous ! disait-elle aux hommes. Nous revendiquons non pas l'égalité, mais les pouvoirs ; non pas l'émancipation, mais la domination. Nous voulons le pouvoir, parce que nous sommes meilleures, plus intelligentes et plus parfaites que vous. C'est là notre évangile, c'est là la bonne parole qui doit sauver le monde. L'homme est maître de la terre, le ciel appartient à la femme. Son type est plus pur, ses formes plus exquises, ses tissus plus fins, son organisme plus délicat, ses sens moins matériels, son intelligence plus précoce. Ce n'est pas une supériorité de degré, mais une supériorité de nature : les femmes forment l'aristocratie de l'humanité. Toute nation qui les sacrifie se déprave, etc. » Et tout son ouvrage est la continuation d'arguments semblables à l'appui de sa thèse extravagante !

(2) Théorie des quatre mouvements et des destinées sociales, (pp. 169, 170 et 188.)

Digitized by Google

on veut faire descendre les principes égalitaires. On veut aussi l'égalité dans le champ de la science. Or, comme les professions qui exigent des examens ont toujours été considérées comme un privilège, un socialiste acharné s'écriait un jour : « A bas les privilèges ; ou tous, ou personne ! Pourquoi serait-ce l'Etat qui me ferait avocat ou pharmacien? Le public saura bien discerner ceux qui méritent sa confiance, comme il choisit les artisans, les peintres, les musiciens, etc., sans tenir compte des examens qu'ils ont passés ou non. Ou tous, ou personne ! Vive l'égalité dans la science ! » « A bas l'aristocratie de l'esprit ! » répondait le peuple romain (1) à Mazzini, qui avait dit : « La vertu et le génie sont la seule aristocratie qui vienne de Dieu, elle est éternelle ; toutes les autres ne sont que des mensonges qui viennent des hommes et qui passent. »

Un autre socialiste, voulant imiter les *quakers,* proposait d'abolir tous les signes extérieurs de respect, par exemple, se découvrir, s'incliner, etc., et tutoyer le roi aussi bien que le charbonnier, puisque tous sont égaux.

Telles sont les aspirations du socialisme ; comme nous l'avons dit au chapitre II, il prend diverses formes pour s'adapter aux caractères des différentes nations. On trouve le socialisme mystique et le socialisme sensuel, le dogmatique, l'éclectique, le cathédratique, l'idyllique, le bourgeois et le révolutionnaire. Tous, par des chemins divers, tendent à la destruction totale ou presque totale de la propriété individuelle, par la législation ou par l'insurrection ; ils veulent arriver à la

(1) Cris populaires poussés au *Café des Beaux-Arts,* au Corso, à Rome, pendant l'allocution de Mazzini au peuple romain, dans la soirée du 6 mars 1849.



Digitized by Google

reconstruction de la société sur des bases d'où l'on bannira tous les privilèges individuels; ils voudraient l'égalité dans la fortune : ç'a été de tout temps l'étoile polaire de n'importe quel système socialiste. C'est dans ce but que les radicaux français et les collectivistes allemands ont excité la cupidité des paysans en les poussant à s'emparer des terres de la noblesse; ils ont écrit des pages de feu pour combattre le capital et pour soulever les ouvriers contre les patrons; ils se sont servis de la science, de la littérature, des arts pour donner au siècle le ton de la musique de l'égalité; ils se sont servis des malheurs, des maladies, de l'imprévoyance, de l'ivrognerie, de tous les vices, des grèves, des crises du travail, des années malheureuses, de toutes les misères de l'humanité pour écrire de longues jérémiades sur la pauvreté et sur l'indigence du peuple, qui est un contraste frappant avec le luxe immodéré et les jouissances du riche. Avec une patience digne d'une meilleure cause, ils ont écrit une foule de volumes, où ils font grand étalage de logique et de style éblouissant; ils ont fondé d'innombrables journaux; ils ont su faire de grands sacrifices pour leur donner la plus large diffusion possible; ils ont fondé des associations, qui deviennent une force formidable par le nombre et par leur prétention indomptable de faire la loi aux plus puissants gouvernements; ils ont souffert la prison, l'exil et même la mort, — et tout cela dans l'unique but de réformer l'Etat, en lui donnant pour fondement l'égalité économique. Voilà la grande Muse du socialisme; elle a usé de puissants esprits et elle a été la source des plus grandes révolutions.

Nous n'examinerons pas ici les divers systèmes par lesquels les socialistes veulent démontrer qu'il est possible de réaliser leurs notions de l'égalité; nous

Digitized by Google

n'exposerons ni ne réfuterons les raisonnements de Schaëffle, qui est aujourd'hui le plus puissant soutien du collectivisme allemand et qui pense pouvoir arriver à l'égalité dans la fortune sans recourir à l'abolition de la propriété. Un pareil travail nous mènerait trop loin : il sortirait de notre cadre, car nous ne voulons donner qu'une réfutation succincte du socialisme. Nous laisserons donc de côté la critique de ces divers systèmes, qui ont déjà été réfutés à l'évidence par des économistes de la plus haute valeur (1), et nous examinerons : d'abord, si l'égalité économique voulue par les socialistes est conforme à la nature; ensuite, si elle est juste et, enfin, si elle est utile.

Il y a dans la nature un fait qui saute aux yeux et contre lequel toute protestation serait inutile et toute négation puérile : ce fait, c'est l'inégalité des conditions qui constitue la loi universelle de tous les êtres. Partout où l'on porte le regard, on découvre une variété infinie. Tous les êtres se ressemblent sous un rapport et sont complètement différents sous mille autres. Chacun des êtres possède, en propre, sa physionomie et son individualité, qui concourent à former l'harmonie et l'unité du tout. Au milieu des plus petits comme des plus grands phénomènes, il y a des inégalités si nombreuses et si grandes que, si on les étudiait bien, on ne songerait pas à se plaindre, car l'homme ne fait que se soumettre à la loi générale de toute la création. Tous les hommes sont semblables entre eux, en tant qu'ils ont la même nature, mais ils sont, en tant que personnes distinctes, des êtres numériquement différents. Ils ont les mêmes

(1) *Le Collectivisme. — Examen-critique du nouveau socialisme,* par Paul Leroy-Beaulieu. 2e édition, Paris, 1885.

Digitized by Google

organes, et ceux-ci accomplissent les mêmes fonctions, et pourtant ils diffèrent d'aspect, de visage, de taille, de forme, de force, de moralité, d'intelligence et de toutes les aptitudes spéciales. Les uns sont du sexe masculin, les autres du sexe féminin : disparité dans le sexe. Les uns, sont perspicaces, dociles, prudents, laborieux, philanthropes, prévoyants, diligents; les autres sont d'esprit obtus, de caractère querelleur, audacieux, paresseux, égoïstes, avares, dissipateurs, négligents; voilà une autre inégalité : disparité dans l'esprit. Les uns sont jeunes, bien portants, valides, beaux, agiles, sveltes; les autres sont vieux, faibles, maladifs, laids, tardifs, pesants, rachitiques, et de tous les degrés possibles de taille; voilà encore une autre inégalité : disparité dans le corps. A côté de ces grandes inégalités, il y a tant de gradations, tant de nuances de toute espèce qu'il est impossible de trouver parmi les hommes deux visages tout à fait semblables, deux intelligences parfaitement d'accord sur tous les points, deux caractères entièrement conformes, deux consciences absolument concordantes. Non seulement l'homme offre des inégalités par rapport à ses semblables, mais il en présente aussi si on le considère en lui-même. Laissons de côté les changements et les contradictions dans l'esprit, les maladies et les accidents inévitables de la vie : l'enfance ne ressemble aucunement à la jeunesse, la jeunesse n'est pas à comparer à la virilité, à l'âge mûr et à la décrépitude de la vieillesse qui précède et prépare la dernière heure. Donc tout est inégal dans le monde, et personne ne peut se soustraire à ces inégalités ni refuser d'accepter la condition, la nationalité, la famille, le caractère, le temps, le lieu, le corps que la nature lui assigne. L'homme pourra peut-être se plaindre de sa condition et répéter les malédictions de Job, les invec-

Digitized by Google

tives de Prométhée, les imprécations d'Œdipe : mais il ne parviendra pas à ajouter une coudée à sa taille, ni à se soustraire au fait de l'inégalité, et il ne trouvera jamais de secte communiste ou palingénésique qui puisse l'en délivrer.

Ici les socialistes nous arrêtent et disent : Vous avez mal compris. Nous ne demandons pas l'égalité dans les faits naturels, — ce serait prétendre l'impossible et l'absurde : — l'égalité que nous voulons est celle qui est un effet non de la nature, mais de la société, non du destin, mais de la loi. Que Titus, en effet, naisse pauvre ou riche, capitaliste ou prolétaire, cela ne provient pas de la nature, mais uniquement des législations humaines, et celles-ci on peut non seulement les corriger, mais encore les abolir. Et c'est précisément sous ce rapport que nous voulons l'égalité !... Voilà justement où est la grande illusion des socialistes. En effet, les causes de l'inégalité sont innombrables. La supériorité de certains individus sur les autres, pour l'aptitude au travail, pour la sobriété, pour la prévoyance et pour les autres dons particuliers de l'âme et du corps, rend impossible l'égalité entre les hommes. « Si le nez de Cléopâtre, disait Pascal, eût été plus petit, le monde eût été bien différent ! » — il voulait dire par là que mille choses petites en apparence et mille autres petites en réalité ont une influence si diverse sur les conditions de la vie humaine et sur ses différentes vicissitudes qu'il est impossible et absurde de rêver une uniformité systématique quelconque et n'importe quel niveau social. Il y a trop de couleurs diverses dans ce tableau des destinées humaines : le socialisme ne pourra jamais supprimer les sources perpétuelles de l'inégalité économique sans détruire, au préalable, la nature humaine elle-même.

Les traditions, basées sur un si grand nombre de

Digitized by Google

périodes de l'histoire et sur tant de générations qui nous ont précédés, donneront encore plus de force à la voix de la nature. Le privilège est si ancré dans la nature de l'homme qu'il est impossible de songer à le faire disparaître. Il y a dans la nature une tendance innée à l'aristocratie, un besoin impérieux de s'élever au premier rang, non seulement par l'opulence et par la parenté, mais aussi par le génie, par l'industrie, par la condition. Nos classes moyennes actuelles, où l'on trouve le plus de richesses matérielles et morales, descendent des populations courbées naguère encore sous le joug de la Féodalité; elles se sont élevées peu à peu, grâce à cet aiguillon qui pousse l'homme à rechercher la première place. Les lettres, les sciences et les arts, même arrangés à la mode socialiste, sont et seront toujours aristocratiques, malgré tous les rêves égalitaires, car, pour les cultiver et les alimenter, il faut du repos, du temps, de la tranquillité, du bien-être, du génie, de l'imagination. On pourrait voir se produire une décadence rapide des lettres, des sciences et des arts, les esprits pourraient bien perdre leur place d'honneur, comme au temps d'Emmanuel III, qui estimait un tambour plus qu'un docteur, mais on n'arrivera jamais à établir une seule ligne de démarcation, un niveau commun pour toutes les intelligences (1). On a beau protester et se faire l'avocat de l'égalité contre

(1) J.-J. Rousseau, partisan acharné de l'égalité, persuadé que l'esprit est et sera toujours un élément d'inégalité économique, se plaignait de ce qu'on n'adoptât pas dans le monde entier l'usage de certaines tribus indiennes des rives de l'Orénoque: on y applique des planchettes sur les tempes des enfants, et on arrive ainsi à jeter tous les cerveaux dans un seul moule ! Tous idiots, mais tous égaux !... MM. les socialistes voudraient-ils, par hasard, pour guérir la maladie de l'inégalité, nous imposer cette recette du matérialisme égalitaire ?...

Digitized by Google

l'aristocratie de l'esprit, de la science, de la vertu et des traditions de famille; on a beau invoquer la force de la loi, et même la loi de la force, ce sont là tous vains efforts : l'égalité économique est contraire à la nature, et quand la crise sera passée, la spontanéité naturelle reprendra son cours et fera revivre aussitôt la variété si nécessaire et si belle des couleurs sociales.

L'égalité des conditions est si peu conforme à la nature que ses défenseurs eux-mêmes se contredisent et le démontrent en pratique. En effet, ils prêchent à son de trompe l'égalité; ils peignent, sous les plus vives couleurs, la beauté d'un nivellement général de la ligne droite, de *l'unisson*, et cependant l'idée de la distinction, de la supériorité, de la courbe, du *solo*, et pour tout dire, en un mot, l'idée de la souveraineté de leur *moi* les attire et les enchaîne. Tout respectueux qu'ils sont pour leurs poétiques utopies, ils ne renoncent jamais à l'orgueil et à l'ambition; ils veulent être au-dessus des autres; ils veulent imposer à tous leur force, soit musculaire, soit intellectuelle, soit morale, soit financière, soit politique. — Voyez ce socialiste, brave homme s'il en est (quand il n'a pas faim), tribun de profession, démocrate, radical, niveleur, socialiste : l'égalité, il l'a toujours à la bouche et à la plume; c'est son idole, son rêve passionné, il ne parle pas d'autre chose, il ne veut que cela; ses foudres de réthorique sont toutes réservées à l'aristocratie; il la découvre et il l'accable partout, à condition, bien entendu, d'être toujours lui-même le premier entre tous et en tout : l'altière fierté du comte ou du marquis est plus humaine et plus supportable que la sienne. Il a beau faire des prêches sur l'égalité : sa démocratie ne l'empêche pas de mettre toujours en avant sa supériorité intellectuelle, morale et politique, alors même que cette supériorité n'est

Digitized by Google

qu'un songe. On ne prêche pas l'égalité de cette façon, monsieur le socialiste! *Medice, cura te ipsum.* Et pourtant ce n'est pas tout.

La plupart des socialistes — nous voulons parler de ceux qui ont quelque fortune — sont devenus partisans d'une égalité purement théorique; ils remplissent leurs livres et leurs journaux des idées rebattues de collectivisme, d'organisation du travail, de suppression de la propriété, du capital, des rentes, de l'argent monnayé, etc. En pratique, on n'a jamais vu un socialiste sacrifier son avoir aux principes qu'il défend avec tant de chaleur; on n'en a jamais vu un seul mettre l'égalité en pratique et distribuer à tous son argent et son patrimoine. Au contraire, ils ont hâte de mettre leurs biens à l'abri de tout communisme, et souvent ils se sont servis de la diffusion des théories égalitaires et socialistes pour faire fortune. Combien, en effet, n'a pas dû rapporter à M. Schaëffle son ouvrage : *Die Quintessens des Socialismus,* dont la huitième édition se tira à 21,000 exemplaires; combien n'a pas rapporté à M. Zola son nouveau roman socialiste : *Germinal,* qu'on a répandu dans les deux mondes (1)? Le socialisme de ces messieurs revient donc à dire : *qu'on distribue... le bien d'autrui!* et souvent il signifie : *donnez-moi tout!*

Tout ce que nous avons dit jusqu'ici démontre clairement que l'inégalité économique n'est pas un effet de la loi, mais un fruit de la nature, car il n'y a aucune inégalité sociale qui n'ait eu, au moins dans son origine, une

(1) Pendant la Commune de Paris, en 1870, les socialistes commencèrent à mettre en pratique la théorie de l'égalité; un certain Bernard M... vida toute la cave d'une maison où il était allé réquisitionner avec d'autres compagnons; il revendit tout le vin au comptant et sans vouloir faire un centime de crédit...

Digitized by Google

inégalité naturelle pour point de départ, et réciproquement toute inégalité naturelle doit avoir pour conséquence une inégalité sociale correspondante, principalement lorsque son apparition répond à un besoin social (1).

Donc, prêcher l'égalité économique, c'est se révolter contre les lois de la nature, c'est une entreprise qui ne peut aboutir, c'est une folie et un délire aussi absurde que si l'homme prétendait pouvoir se refaire lui-même. Qu'ils suivent autant qu'ils veulent le système socialiste, les manipulateurs de la Révolution ne parviendront jamais à faire de nous autant de pilastres de la même mesure et de la même pierre.

Si elle n'est pas conforme à la nature, l'égalité sociale l'est encore moins à la justice. La justice consiste dans le respect de tous les droits, et spécialement de ceux qui proviennent de la nature elle-même. Or, les inégalités économiques sont, comme nous l'avons vu, un effet légitime des inégalités naturelles : ce sont donc des droits qui dérivent de la loi naturelle elle-même, et on ne peut les violer sans injustice.

Romagnosi a donné la vraie notion juridique de l'égalité, en la considérant avec la liberté et la sécurité comme *condition du droit*. On ne peut avoir ni sécu-

(1) « Il n'est pas vrai que les hommes aient le droit d'être également riches, beaux, robustes, de jouir également, en un mot, d'être également heureux, car ils diffèrent originellement et nécessairement par tous les points de leur nature qui correspondent au plaisir, à la richesse, au bonheur. Dieu nous a faits avec des puissances inégales pour toutes ces choses. Ici l'égalité est contre la nature et contre l'ordre éternel, car la diversité et la différence est, tout aussi bien que l'harmonie, la loi de la création. Rêver une telle égalité est une méprise étrange, un égarement déplorable. La fausse égalité est l'idole des esprits et des cœurs mal faits, de l'égoïsme inquiet et ambitieux. » Cousin, *du Vrai, du Beau, du Bien*, p. 314. Paris, 1853.

Digitized by Google

rité, ni liberté en dehors de l'exercice de ces droits; de même, c'est dans le libre exercice de ceux-ci qu'on peut prétendre à l'égalité (1). Ce qui doit donc être égal dans la société, c'est le respect de tous les droits, et principalement de tous ceux du petit et du faible; voilà la justice de l'égalité: en dehors de celle-là, il n'y a que tyrannie et injustice. Nous déplorons ces inégalités, non naturelles, mais artificielles, causées par les passions et la puissance du mal, ces inégalités qui résultent de l'injustice sociale et de la lutte du mal contre le bien; de même, et à plus forte raison, la justice exige que l'on condamne l'égalité économique parce qu'elle est la violation de tous les droits naturels. Plutarque disait: Il faut que la justice soit égale et non pas que l'égalité soit juste!... Voyons! Quelle est la justice qui exige que des hommes d'un mérite inégal aient des droits égaux? que le crime soit à comparer à la vertu? que le travail soit égal à la paresse? que l'intelligence et le courage qui poussent le genre humain dans la voie du progrès soient estimés autant que la stupidité et l'inertie qui clouent l'humanité sur place?... et si l'on appelle fou à lier celui qui s'obstine à dire que deux et deux font cinq ou que les côtés égaux de deux triangles sont inégaux, pourquoi n'en pas dire autant d'un frénétique socialiste égalitaire quand il affirme qu'un imbécile vaut autant qu'un savant et un malfaiteur autant qu'un homme de bien (2)?

(1) V. *Assunto primo alla scienza del dritto naturale*, cap. XXII e segg.

(2) Il est notoire que la Révolution a la prétention de nous avoir rendu tous « égals », comme disait le savetier Simon à l'enfant royal, devenu son prisonnier. Mais, en parlant ainsi, cette brute immonde mentait effrontément, car quelle égalité pouvait-il bien exister entre le bourreau et la triste victime de sa brutalité?

Egaux devant Dieu, au point de vue chrétien; égaux devant la loi,

Digitized by Google

L'égalité économique est donc un vrai lit de Procuste, où les petits doivent s'allonger et les grands se raccourcir sans miséricorde; c'est la force qui prend la place

lorsqu'elle est justement appliquée ; égaux devant la mort, qui n'a pas plus d'égards pour le sceptre des princes que pour la houlette du berger, les hommes trouvent en eux-mêmes mille et mille causes d'inégalité. Est-ce que l'idiot est l'égal de l'homme intelligent et instruit? le pygmée du géant? le vieillard décrépit et qui tombe en enfance de l'homme vigoureux qui est dans toute la force de l'âge? A un autre point de vue, est-ce que le gredin est l'égal de l'homme d'honneur? le voleur du gendarme qui l'arrête? le criminel du juge qui le condamne? A un troisième point de vue, est-ce que le fils est l'égal de son père? le domestique de son maître? le manœuvre de l'architecte ou de l'ingénieur qui l'emploie? le soldat du général? le simple citoyen du premier magistrat de la république?

L'égalité, celle dont il est ici question, mais elle n'existe nulle part! ni dans la société, ni même dans la nature, où il ne se trouve jamais deux feuilles d'arbre ou deux brins d'herbe identiquement semblables.

Si donc le suffrage universel ne tient compte d'aucune des inégalités que toute société bien organisée met nécessairement entre les hommes, on arrivera à des résultats prodigieux, qui ne peuvent qu'inspirer les craintes les plus légitimes aux hommes qui se mettent en peine des destinées du pays.

Supposons, par exemple, une élection où les suffrages sont ainsi partagés :

D'un côté : un maréchal de France, un évêque, un académicien, un banquier, un notaire, un ingénieur, un architecte, un chef d'usine, un grand propriétaire, un professeur de faculté, dix au total ;

De l'autre côté : un savetier, un cabaretier, un marchand d'habits d'occasion, un manœuvre, un chiffonnier, un balayeur de rues, un culotteur de pipes, un vendeur de contremarques, un ramasseur de bouts de cigares, un étudiant de quinzième année, un saltimbanque, onze au total.

L'auteur de ces lignes, M. L... J..., conclut dans *l'Univers* qu'il est absurde d'admettre que ces vingt et un hommes si différents se valent absolument, et nous ajoutons que le *onzième* saltimbanque annule, comme déterminant la majorité, les dix premiers, qui, sans lui, ne seraient pas annulés.

Digitized by Google

du droit; c'est la confiscation universelle de toutes les libertés individuelles (1); c'est la domination des téméraires et des intrigants sur les braves gens qui vivent tranquillement; c'est le dépouillement de l'homme laborieux au profit du paresseux, de l'honnête homme au profit du déshonnête, du citoyen honorable au profit du brigand. L'égalité dans la fortune est un niveau brutal qui empêche de monter et qui ne contraint pas à descendre; c'est l'établissement de la propriété pour tous, afin d'arriver à la désappropriation de tous; c'est la jalousie armée contre toute fortune qui ne lui appartient pas, jalousie satanique qui veut abaisser les génies les plus illustres, les situations les plus élevées, pour réduire tout à son niveau. L'idée même de la justice et de la vraie égalité vis-à-vis du droit et de la loi exige, dans l'état social, le fait de l'inégalité; voilà pourquoi l'égalité dans la fortune est incompatible avec la justice et avec le droit; elle n'est que la destruction de l'homme, l'égalité des morts, la mascarade et l'ironie de l'égalité (2). La démocratie, c'est l'envie! a dit le plus célèbre

(1) Les socialistes et les communistes ont proclamé la formule : *Liberté! Égalité! Fraternité!* Il est étonnant de voir qu'ils ne se sont pas aperçus que l'égalité et la liberté sont incompatibles : le parti ultra-démocratique français l'a bien vu, et il a remplacé le mot « liberté » par le mot « solidarité ». (A. SUDRE, *Histoire du communisme*, ch. XXI.)

(2) Proudhon disait que toutes les prétentions du socialisme comme toutes les inventions de l'économie ne sont qu'une mystification; à la fin de son ouvrage, *Confession d'un Révolutionnaire*, qu'il écrivit dans la prison de Sainte-Pélagie, il s'adressait à la déesse Ironie, à l'Ironie libératrice, et l'invoquait en ces termes :

« Ironie, vraie liberté! c'est toi qui me délivres de l'ambition du pouvoir, de la servitude des partis, du respect de la routine, du pédantisme de la science, de l'admiration des grands personnages, des mystifications de la politique, du fanatisme des réformateurs,

Digitized by Google

des démagogues modernes, Proudhon : L'envie, aveugle et folle, pourra peut-être s'insurger et prostester, mais la raison et la justice ne la suivront jamais !

Si l'égalité économique n'est pas juste, elle est encore bien moins utile.

La science économique démontre que la société la plus heureuse, la plus florissante, la plus riche est celle où l'on remarque les plus nombreuses inégalités et où la richesse est si multipliée et si divisée entre les différents degrés sociaux que sa concentration, en peu de mains, devient impossible. Au contraire, l'Etat sauvage et barbare est celui où l'on trouve l'égalité économique la plus parfaite. La raison en est que, dans l'égalité, — qui est la négation de toute hiérarchie, — la nation entière descend au rang de populace et reste toujours au dernier degré de la civilisation, tandis que, dans un Etat bien civilisé, où il y a des inégalités, on voit s'élever rapidement la pyramide sociale ; plus elle est haute, plus elle tend vers un plus haut degré de richesse et de prospérité. On pourrait bien représenter numériquement la prospérité relative des divers Etats avec deux chiffres, le plus bas exprimant le nombre des individus qui ont à peine le nécessaire et qui sont réduits à la mendicité publique ou privée, le plus élevé représentant la plus grande fortune des particuliers.

de la superstition de ce grand univers et de l'adoration de moi-même. Tu te révélas, jadis, au Sage sur le trône, quand il s'écria, à la vue de ce monde où il figurait comme un demi-dieu : *Vanité des vanités !* Tu fus le démon familier du philosophe quand il démasqua du même coup et le dogmatiste et le sophiste, et l'hypocrite et l'athée, et l'épicurien et le cynique. Tu consolas le juste expirant, quand il pria sur la croix pour ses bourreaux : *Pardonnez-leur,* ô mon Père ! car ils ne savent ce qu'ils font ! » (PROUDHON, *Confession d'un Révolutionnaire,* p. 288. Ixelles, 1849.)

Digitized by Google

Plus ces chiffres sont petits, et la distance qui les sépare considérable et comprenant un grand nombre de termes intermédiaires, c'est-à-dire de petites fortunes graduellement progressives, plus la nation sera florissante; mais plus ces deux chiffres sont grands, plus on verra s'amoindrir la distance qui les sépare, de façon que, à côté de l'indigence, on trouvera la grande richesse sans intermédiaires, et plus la nation manquera de prospérité économique, et bientôt elle sera tout à fait perdue: quand les grandes fortunes auront disparu, il ne restera que la misère. On le voit donc : l'égalité économique, c'est la création de la misère égale pour tous; c'est le frein substitué à l'aiguillon; c'est le travail diminué dans la quantité, amoindri dans la qualité; c'est la porte fermée aux inventions et aux découvertes; c'est la tyrannie de l'unité qui ne résulte pas de l'harmonie sociale; c'est le sceptre dégradant de la stérilité et de la bassesse qui rend tout infécond ou qui jette tout à terre.

Il faut remarquer, en outre, que non seulement l'égalité économique est nuisible à la prospérité des nations, mais aussi que l'individu lui-même ne trouvera pas son compte dans la distribution égale des richesses. En effet, dans une *liquidation* sociale, quelque radicale et absolue qu'elle soit, ce qui peut revenir à chacun est si minime qu'il ne peut suffire à sa subsistance. Faisons un calcul exact et précis.

D'après les statistiques les plus autorisées, l'Italie ne donne pas chaque année plus de 4 milliards de produits agricoles et plus de 3 milliards de produits industriels au *maximum* : soit en tout 7 milliards. Voilà la somme qu'on devra diviser entre 30 millions d'habitants. Quelle sera la part de chacun? La trente millionnième partie de 7 milliards, c'est-à-dire 250 francs par an, soit 70 centimes par jour! On a fait le même calcul pour la France;

Digitized by Google

chaque habitant y toucherait, dans cette supposition, une rente journalière de 75 centimes; en Angleterre, chaque habitant aurait par jour 1 fr. 45 c., et aux Etats-Unis d'Amérique (la plus riche nation du monde), chaque habitant toucherait quotidiennement une somme de 1 fr. 60 c. (1).

Or, y a-t-il un Italien, à moins qu'il ne soit fou, qui aurait le courage de provoquer une révolution sociale et un désordre universel pour 70 centimes par jour? Tous les campagnards qui possèdent un coin de terre voudront-ils jamais d'une pareille égalité? Thiers disait: « Dans tout coin de terre qui est le bien d'un paysan,

(1) Le territoire belge ne compte pas tout à fait 3 millions d'hectares; en déduisant de ce chiffre les 300,000 hectares, propriété des communes, les 80,000 hectares, propriété des hospices et des bureaux de bienfaisance, tout ce qu'occupent les institutions publiques, routes, fleuves, jusqu'aux 805 hectares (c'est le chiffre officiel) des congrégations religieuses, il reste pour les particuliers, 2,419,799 hectares d'un revenu moyen qui oscillait, dès 1880, entre 107 et 125 francs et qui ne dépasse plus les 100 francs aujourd'hui. Partageons cela entre tous les Belges. Ils étaient 5,720,807 en 1883 ; ils doivent être bien près de 6 millions en ce moment. On arrivera à assurer à chacun 40 francs de revenu par an! — Mais la propriété foncière ne constitue pas les seules valeurs qu'on pourrait partager! Partageons tout par la pensée, si on veut. Il y a quelques années, en 1878, un statisticien de mérite, le prince Wareg Massalski, nous présenta l'addition, d'après les pièces officielles, de tous les éléments de la fortune du pays : terres, bois, habitations, meubles, animaux, mines, carrières, métaux précieux et valeurs sur l'étranger. En négligeant seulement les bâtiments publics et les chemins de fer, on arrivait à un total de 23 milliards 766 millions de francs... Ce ne serait pas outrer la dépréciation que de réduire à présent la valeur d'ensemble de cette fortune générale de tous les Belges réunis aux 20 milliards tout ronds.

A répartir cet avoir énorme par tête entre nos 6 millions de Belges, qu'assurerait-on à chacun? 3,333 francs, soit, à 5 p. c., un revenu annuel par Belge de 166 fr. 65 c. ou environ 45 centimes

Digitized by Google

il se trouve un fusil prêt à défendre la propriété! » Et, si l'on parle des ouvriers dans l'industrie, quel est le travailleur, même dans le plus vil métier, qui n'ait pas actuellement un salaire de beaucoup supérieur à cette somme dérisoire? Donc, en définitive, les ouvriers eux-mêmes, depuis les plus habiles artisans jusqu'aux commissionnaires de nos places publiques, ne feraient que perdre si l'on établissait l'égalité économique, car ils devraient diviser avec les autres Italiens ce qui, dans leur salaire, dépasse 70 centimes!

Ouvriers socialistes! dormez donc tranquilles dans vos songes béats de l'égalité économique : soit que vous travailliez, soit que vous fumiez votre pipe, les mains dans les poches, soit que vous vous promeniez comme le *lazarone* de Naples ou le *lepero* du Mexique, ne craignez rien, votre fortune est faite. Encore quelques années, et, lors du nivellement universel, vous deviendrez riches, et dans la cité nouvelle qui s'élèvera au milieu du triomphe de l'égalité, il y aura une villa et un palais pour chacun de vous avec toutes les aises qui peuvent rendre la vie heureuse : vos 70 centimes par jour suffiront à tout!...

par jour! 45 centimes de revenu par jour, voilà donc ce que l'Etat assurerait à chacun!

On a rapporté comme authentique l'anecdote suivante : Vers l'année 1848, deux collectivistes se présentèrent chez le chef de la maison Rothschild, de Francfort... Le moment est venu, lui dirent-ils, de partager votre fortune. — Parfaitement! répondit M. de Rothschild sans s'émouvoir. A combien estimez-vous ma fortune? — A 100 millions. — Je ne discuterai pas ce chiffre. Mettons 100 millions. L'Allemagne renfermant 40 millions d'habitants, cela ferait 2 fr. 50 c. par tête. Voilà cent sous pour votre part à vous deux!... (Louis Halleux, *le Socialisme*, p. 57. Bruges, 1887.)

Digitized by Google

## ARTICLE III

### *Le Socialisme et la Fraternité*

Quelques disciples du socialiste Cabet, l'auteur du *Voyage en Icarie,* remarquant que le roman d'*Icarie,* comme la *Cité du Soleil,* de Campanella, et le *Phalanstère,* de Fourier, n'avait rien de scientifique, écrivirent un jour au maître pour lui demander d'exposer avec ordre et méthode le système du socialisme. Cabet leur répondit dans *le Populaire* de novembre 1844 :

> « Mon principe, c'est la fraternité ;
> Ma théorie, c'est la fraternité :
> Mon système, c'est la fraternité ;
> Ma science, c'est la fraternité. »

La fraternité ! voilà donc, d'après Cabet, le fond, la forme, la quintessence de tout l'enseignement socialiste. Saint Paul, l'apôtre des nations, répondait aux Corinthiens, qui l'interrogeaient sur sa doctrine, en leur disant : « Je ne sais qu'une chose : c'est Jésus crucifié. » Cabet prétend être l'apôtre du socialisme, et il dit à ses néophytes : « Je ne sais qu'une chose : c'est la fraternité. » C'est une vraie parodie.

Remplacez, dit Proudhon (1), ce mot *fraternité* par autre chose ; dites *république* avec Platon, ce n'est pas moins expressif ; dites *attraction* avec Fourier, cela exprime encore plus ; dites avec Michelet *amour* ou *instinct,* cela comprend tout ; dites avec les autres socialistes *solidarité,* cela résume tout ; dites avec Louis Blanc *la grande force d'initiative de l'Etat tout-puissant,* et vous verrez que toutes ces expressions

(1) PROUDHON. Tome II, p. 354 sqq.



Digitized by Google

sont équivalentes, de manière que Cabet, en répondant du haut de son *Populaire :* Ma science, c'est la fraternité ! a parlé pour tout socialisme quelconque. En effet, c'est à ce mot si court et si catégorique de *fraternité* (entendu dans leur sens) que se réduisent, en définitive, toutes les utopies socialistes.

Les économistes libéraux, qui se posent en adversaires du socialisme, ont aussi voulu accaparer le mot *fraternité;* ils l'ont sculpté, en traits saillants, sur leur système, et ils le font résonner, comme un coup de clairon, dans tous leurs discours.

Au grand meeting de *Covent Garden*, en Angleterre (25 janvier 1844), l'orateur N. W. I. Fox s'exprimait en ces termes, au milieu des applaudissements de l'assemblée : « Hommes, femmes, enfants, levons-nous, prêchons la croisade contre l'horrible iniquité du protectionnisme ! Habitants de cette métropole, unissons nos forces pour faire triompher notre principe, *et pour faire asseoir le géant du travail libre sur les ruines de tous les monopoles!* Les excitations à la destruction du monopole n'ont pas encore trouvé de poètes. Nos rimeurs, étrangers aux affaires de ce bas monde, sont sans entrailles pour le prolétaire, et ils continuent à confier à la lune leurs mélancoliques plaisirs. Cependant, quel sujet de méditations ils trouveraient, s'ils considéraient les misères engendrées par le protectionnisme ! Lâches parasites ! vils trafiquants de prose et de vers ! vous êtes tous dignes du salaire de Marsia, écoutez : C'est la liberté universelle qui donne la sécurité au plus vaste domaine, comme au plus humble travail; c'est la libre concurrence dans le commerce qui développera le progrès moral, intellectuel et matériel, qui enseignera à toutes les classes leur dépendance mutuelle, qui unira tous les peuples par les liens de la

Digitized by Google

fraternité, qui réalisera les espérances du grand poète de l'Ecosse quand il chantait :

« Qu'il vienne bientôt, qu'il vienne ce jour!
Où partout sur la terre
L'homme sera pour l'homme *un frère!* »

Le socialisme et l'économie libérale, les deux ennemis irréconciliables, se montrent donc également enthousiastes de la *fraternité.* Ce mot est la sirène qui les enchante, c'est le démon qui les fascine et les séduit, c'est leur fin suprême et leur grand idéal. En attendant, c'est au nom de la *fraternité* qu'ils se contredisent, qu'ils s'attaquent, qu'ils s'injurient; ils se disputent ce mot avec acharnement et chacun en revendique la propriété exclusive; et, pendant qu'ils prêchent la *fraternité,* ils se déchirent à pleines dents avec une haine vraiment *fraternelle...* Qui des deux a raison? Aucun! comme on va le voir.

Les économistes incrédules et libéraux, comme nous l'avons démontré, adoptent le système du *libre-échange,* de la *concurrence illimitée,* de la maxime du *laissez-faire* et du *laissez-passer,* — et c'est sur ce système qu'ils s'efforcent de baser le dogme de la fraternité.

Voici comment ils raisonnent.

Il est vrai que l'intérêt semble le principal ennemi de la charité; mais la science démontre l'accord de ces deux forces, en apparence si contraires, et on ne peut s'empêcher de bénir le *libre-échange,* qui ouvre l'avenir au règne de la fraternité. C'est l'harmonie, en effet, et non pas la discorde, qui existe entre ces deux causes motrices, car elles tendent toutes deux au même but. L'intérêt et la charité sont deux principes qui semblent opposés en apparence, ce sont deux lois providentielles qui paraissent agir en sens contraire sur nos destinées;

Digitized by Google

or, ces deux forces se résolvent pourtant en un effet commun et proclament cette parole qui retentit aujourd'hui plus que jamais partout : *Fraternité !* Nous autres, disent les économistes libéraux, nous n'admettons pas que la fraternité des hommes dérive de la paternité de Dieu ; la science rejette cette doctrine du Moyen Age : la fraternité est fille de l'amour, c'est la première passion de notre âme, c'est la pulsation mystérieuse de toute la vie du genre humain, c'est le progrès de la civilisation, c'est le dernier résultat de la science !... Certains hommes se trompent souvent sur notre système parce qu'ils ont la vue myope et parce qu'ils ne savent pas considérer le vaste horizon de l'humanité. Ils n'ont pas un esprit large et libéral ; pour eux, tout est restreint et petit, pour eux encore, le monde est leur coin de terre, c'est-à-dire leur parti, leur église, leur pays. Petits hommes, esprits fermés, élargissez votre horizon ! dites-nous : le commerce n'est-il pas le véhicule de la fraternité ? Qui a produit les grandes plaies de l'humanité ? N'est-ce pas le système du protectionnisme qui enlève la liberté au commerce ? L'histoire démontre que les guerres ont eu souvent pour causes des conflits commerciaux ; aujourd'hui, l'Angleterre a suscité tant de luttes, a mis en guerre le Nord avec le Midi, a poussé un peuple contre l'autre, pour étendre ses conquêtes, ses colonies, qui sont une violation flagrante de la liberté ! On ne peut assez déplorer la rupture commerciale entre l'Italie et la France, car, de deux peuples frères, elle a fait deux peuples ennemis et elle les a poussés dans une guerre de tarifs, qui devient plus désastreuse que la guerre des canons. Accorder la liberté commerciale, disait Cobden, c'est assurer en même temps la paix universelle ; c'est unir entre eux, par le lien des échanges réciproques, tous les peuples du monde ; c'est rendre la

Digitized by Google

guerre entre deux nations aussi impossible qu'elle le serait entre deux comtés de la Grande-Bretagne. On ne verra plus alors toutes les vexations diplomatiques, parce que chaque magasin, chaque atelier deviendra le centre de tout un système diplomatique, qui éloignera à jamais la guerre et maintiendra pour toujours la paix. Le pillage intérieur s'appelle impôts, taxes, monopoles, et le pillage extérieur se nomme guerres, conquêtes, colonies. Or, ces deux pillages seront à jamais éloignés du monde, disent les économistes libéraux, au moyen de notre système, qui veut assurer le triomphe à la liberté et faire périr le monopole, ce Protée aux mille formes, possesseur d'esclaves, autocrate, féodal, industriel, commercial, financier. Libre-échange, libre travail, liberté pour tous! Paix avec tous! Plus de colonisation, plus d'armées, plus de marine, plus de dépenses militaires, ces dépenses énormes qui sucent le sang de la nation et qui, tout en assurant l'indépendance au dehors, la détruisent au-dedans! N'est-ce pas là le règne de la fraternité? Voilà l'immense bienfait que procurera au monde le système du libre-échange!...

Telles sont, à peu près, les raisons que les économistes incrédules et libéraux font valoir pour défendre la fraternité dans le sens de leur système. On aura certainement remarqué que nous n'avons aucunement amoindri la force des arguments et que nous les avons exposés avec une fidélité scrupuleuse.

Eh bien, qui pourra jamais croire ou espérer qu'on trouvera la vraie fraternité dans l'économie libérale et incrédule? Comment? ce serait la vraie fraternité là où tout est convoitise, où l'on sanctionne ouvertement ce matérialisme économique de Romagnosi, qui disait : La cause unique, universelle, invariable de tout ce que

Digitized by Google

l'homme veut, c'est l'intérêt (1), où tout est arithmétique et calcul, où l'on ne recherche que l'or, où l'on ne respire que l'or, où l'on n'aime que le coffre-fort, la caisse, les joyaux et les finances! Non, la fraternité ne pourra jamais sortir de cette faim insatiable de richesses, de cette religion du veau d'or, qui a pour temple la bourse, pour prêtres les agents de change, pour morale l'intérêt et pour décalogue les cours des fonds publics.

En effet, en ce siècle de liberté économique, de *rédemption de l'ouvrier par les affaires*, en ce siècle qui s'appelle *humanitaire*, voyons-nous, par hasard, des relations de vraie fraternité entre les maîtres et les serviteurs? entre les patrons et les ouvriers? entre les riches et les pauvres? ne découvrons-nous pas plutôt partout la haine, l'orgueil, la jalousie, le parjure? ne voyons-nous pas le patron imiter le vampire de la fable et chercher toujours le plus grand profit possible dans le travail? ne voyons-nous pas, trop souvent, l'ouvrier avili, qui, dans son avilissement, conspire contre son patron? ne voyons-nous pas le paresseux dévorer le bien du travailleur et l'homme du peuple, croupissant dans le vice, vivre de haines et de blasphèmes contre la société? Pourquoi donc ce choc d'intérêts, cette haine réciproque entre le capitaliste et l'ouvrier? N'est-ce pas précisément parce que l'arbitraire préside à toutes leurs relations: le capitaliste spécule sur le besoin que l'ouvrier a de lui, et l'ouvrier abuse du besoin que le capitaliste a de son travail pour faire fructifier son capital? Où est donc la fraternité?

On dit que le commerce est souvent, entre les mains de l'économie incrédule, un véhicule d'immoralité et de

(1) G. B. Romagnosi, *Genesi del dritto penale*, tome III, p. 446.

Digitized by Google

haine fraternelle. Combien de fraudes et de falsifications déshonorent aujourd'hui le commerce et l'industrie! Voyez les produits en circulation : la fraude est si commune, qu'elle semble devenue une habitude. Que de lettres de transport falsifiées! que de fausses marques de fabrique! que d'avaries on dissimule adroitement ou qu'on transige frauduleusement! que de machinations pour ruiner le petit commerçant!

L'usage de nier la vérité est si répandu qu'il faisait dire à Lassalle que, de nos jours, le mensonge est une puissance européenne (1). Que de paroles données et retirées! que de documents supprimés! que d'intrigues! que de faillites frauduleuses! que de tromperies de toute espèce!

On trouve des négociants qui osent dire que la fraude est nécessaire parce qu'ils sont écrasés par la concurrence... Et, pour cette raison, le marchand appelle souvent à son aide la glace, l'eau, les poisons, toute sorte de combinaisons chimiques... pour neutraliser les effets de la concurrence. Qui pousse à cela le marchand? Un autre concurrent. L'art progresse — surtout l'art de tout falsifier! — et l'artisan recule (2).

L'industrie se transforme en un jeu de risques et périls; le travail honnête et l'épargne consciencieuse ont disparu pour faire place à la folie de vouloir tenter la fortune; au point de vue moral, le commerce est tombé si bas, que le nom de commerçant est trop souvent synonyme de joueur, calomniateur, charlatan, parjure, voleur, faussaire, etc. Le commerce sans religion, le commerce athée, a inventé la physiologie de

(1) Lassalle, *les Ateliers nationaux français de* 1848. — *Coup d'œil rétrospectif et historique.*

(2) de Tocqueville, *la Démocratie en Amérique.*

Digitized by Google

la richesse, c'est-à-dire la vénalité de la conscience, la corruption érigée en système gouvernemental, le luxe qui change sans cesse de mode, la consécration de l'égoïsme, l'apothéose de l'enrichissement, et, pour l'édification du public, il répète avec Proudhon : « Souvenez-vous-en, et ne l'oubliez jamais : la piété, la félicité, la vertu, aussi bien que la patrie, la religion et l'amour ne sont que des métaphores. » Voilà la fraternité! La parole même qu'ils emploient, *libre-échange, libre concurrence*, exclut toute idée de fraternité, car elle veut dire *libre dispute, combat, lutte pour la vie* ou, selon l'expression juste de Lassalle, *la guerre de tous contre tous* (1).

« Quel affligeant spectacle nous offre la France! s'écrie Bastiat, le plus énergique champion de l'économie libérale; il serait difficile de dire si l'anarchie a passé des idées dans les faits ou des faits dans les idées : il est certain qu'elle a tout envahi. Le pauvre s'insurge contre le riche, le prolétaire contre la propriété, le peuple contre la bourgeoisie, le travail contre le capital, l'agriculture contre l'industrie, la campagne contre la ville, la province contre le chef-lieu, l'indigène contre l'étranger!... » Et ce que Bastiat disait de la France, on peut l'appliquer à toute l'Europe, là où l'économie athée a pris racine. Fraternité! Fraternité! Il règne dans le camp de l'économie incrédule et libérale une espèce d'émulation fratricide, et la *fraternité* aboutit au plus épouvantable égoïsme.

Nous avons vu comment la fraternité est impossible dans l'économie incrédule : voyons maintenant si nous la trouvons dans le socialisme, qui s'en attribue la propriété. Nous avons rapporté les argumentations des plus

(1) Lassalle, *Capital et Travail*, chap. 1er.

Digitized by Google

célèbres économistes libéraux ; de même, nous laisserons la parole aux socialistes, principalement à leurs chefs : on verra d'après leur langage si la fraternité se trouve parmi eux.

« Le monde, dit Schaëffle, collectiviste allemand, éprouve aujourd'hui comme une sorte de découragement, comme un poids énorme, comme un pressentiment sinistre, parce qu'il voit s'élaborer au sein du corps social une aristocratie de l'argent, qui, sous le nom de « bourgeoisie », prend la place de l'aristocratie de la naissance. Ce fait sinistre prépare à nos enfants les mêmes difficultés que celles qui ont dû être surmontées par nos pères ; si l'on ne trouve pas un frein salutaire qui assure la paix et la fraternité, il semble que l'humanité soit destinée à tourner toujours dans un cercle de combats suivis de victoires, et de victoires suivies de combats !... »

« Si nous voulions, ajoute Marx, le fondateur de l'*Internationale*, jeter un coup d'œil sur le monde réel, nous verrions dans l'abjection et dans la fange une foule innombrable de pauvres qui se débattent entre les misères et les pleurs, entre les vices et les crimes : au lieu d'amour et de fraternité, nous trouverions la douleur et la haine. Quelle en est la cause? L'inégalité et le privilège ! Que font les riches de leur fortune, que font les capitalistes de leur argent, que font les hauts fonctionnaires, les ministres, les rois de cette autorité, de cette force publique qui a été mise entre leurs mains? Ah ! l'économie politique n'est pas autre chose que l'organisation pratique du vol et de la misère : la jurisprudence elle-même, décorée par les légistes du nom de « raison écrite », n'est que la compilation du brigandage légal et officiel ; et le gouvernement actuel de la société n'est que la parfaite incarnation de l'iniquité et de

Digitized by Google

la discorde. Il n'y a plus de fraternité parce que la cupidité, sous toutes les formes et à tous les degrés, a tout envahi, parce que l'intérêt matériel, ce grand moteur universel du genre humain, s'est montré partout avec ses tendances les plus égoïstes et les plus antifraternelles et a subjugué le monde entier!... »

« A quoi bon venir me parler de fraternité! s'écrie Buret, économiste français, tandis que je vois dans le monde quelques-uns qui vivent en jouisseurs et une foule immense d'ouvriers qui gémissent dans la plus noire misère! La prétendue fraternité des riches a jeté un voile sur ces misères et a cherché à les ensevelir dans l'oubli; mais la vraie fraternité sociale a le devoir de déchirer ce voile et de montrer aux quatre vents du ciel ce qu'il y a de poignante misère dans les familles des pauvres. Ce sont des scènes auxquelles l'imagination elle-même refuse de croire, malgré les certificats et les procès-verbaux. Allez voir ces êtres presque nus dans une maison entièrement vide de meubles, avec des enfants nus aussi; allez voir ces populations entières qui ne vont pas le dimanche à l'église parce qu'elles n'ont pas d'habits à mettre; allez voir ces cadavres restés huit jours sans sépulture parce que le défunt n'avait laissé ni un morceau de toile pour lui servir de linceul, ni un sou pour payer le corbillard et les croque-morts; allez voir ces familles amoncelées autour des égouts, vivant avec des porcs, rongées par la pourriture ou habitant des trous comme des albinos; ces octogénaires couchés tout nus sur des tables nues; l'enfant innocent encore et la prostituée rendant le dernier soupir dans la même misère et dans la même nudité; partout, le désespoir, la consomption, la faim... la faim affreuse! Et ce peuple, ainsi condamné à expier les crimes des riches, ne se révolte pas!... »

Digitized by Google

« Il faut donc réformer la société, conclut Lassalle, socialiste allemand, et la réformer du haut en bas, parce qu'elle est basée sur l'injustice et sur la haine fraternelle. Qui a la terre, a la guerre ! dit le proverbe. Et la propriété et le privilège, que le catholicisme approuve et soutient, ont produit la discorde et la haine de peuple à peuple; mais l'égalité, proclamée par la science et assise sur les ruines de l'Eglise catholique *(sic)*, reconstituera la fraternité des peuples et la république universelle. Qu'avons-nous donc besoin de la religion pour établir la fraternité de tous avec tous? La fraternité n'est-elle pas le fait primordial, le grand fait naturel et cosmique, physiologique et pathologique, politique et économique, auquel se rattache la communauté comme l'effet se rattache à la cause? La religion enseigne que l'homme est naturellement incliné au mal : nous, nous prétendons que l'homme est bon par nature, c'est la propriété qui l'a rendu mauvais. Il faut donc par l'égalité lui inspirer l'amour du bien, afin qu'il le pratique, et l'éloigner du mal, afin qu'il s'en abstienne!... »

Renversons donc la propriété et le privilège ! crient en chœur les collectivistes et les socialistes de tous les degrés, et aussitôt on verra cesser l'antagonisme social, l'état de séparation, d'isolement, d'hostilité de l'homme envers ses semblables ; on verra s'évanouir cette fausse tendance du cœur humain qui nous fait prendre la jouissance pour l'amour, la propriété pour la possession, la peine pour le travail, l'ivresse pour la joie ! Avec le progrès de la sociabilité humaine, la fraternité du cœur et de la raison réconciliera l'homme avec lui-même et ne lui permettra plus de regarder son prochain et la nature comme des puissances hostiles ! Quand on aura fait disparaître les relations de propriété et d'antagonisme, l'homme sera poussé par l'amour et il produira

Digitized by Google

par la seule spontanéité de son énergie; sa passion sera de donner comme aujourd'hui elle est d'acquérir; donner deviendra synonyme de recevoir, la fortune consistera dans la charité et on cherchera dans le travail et dans le secours mutuel la volupté suprême! Alors, l'amour étant devenu, réellement et incontestablement, la loi de l'homme, on verra succéder l'émulation dans l'abnégation à l'émulation dans l'égoïsme, et la justice ne sera plus qu'un vain mot, un souvenir importun d'une époque de violences et de larmes!...

Ainsi parle le socialisme; mais, en attendant, la fraternité qu'il rêve et qu'il espère atteindre plus tard n'est que la haine contre la bourgeoisie et la noblesse, contre la religion et le pouvoir civil.

Nous avons entendu le socialisme plaider sa propre cause; nous l'avons vu aux prises avec l'économie libérale ou, pour mieux dire, avec la haute finance moderne, qui excite, en tant de malheureux, la convoitise insatiable des richesses à un si haut degré qu'il semble que l'amour fraternel n'est que l'amour de l'argent : nous sommes d'accord avec le socialisme quand il nous montre une certaine aristocratie jouisseuse, qui dédaigne de se rapprocher des classes pauvres, qui étale un luxe sans bornes, qui s'enivre de délices sybaritiques, qui alimente ainsi les haines profondes et qui provoque l'envie féroce de ceux qui n'ont rien, qui forment, hélas! le plus grand nombre.

Mais la fraternité que le socialisme nous propose est-elle acceptable ? cette fraternité, qui ne se fonde aucunement sur la religion, qui la foule, au contraire, aux pieds, qui prétend réformer le monde en détruisant les plus grandes institutions sociales, conformes à la nature et seules capables, par conséquent, de promouvoir et de conserver la fraternité elle-même?

Digitized by Google

Le socialisme part d'un principe faux en déclarant que la fraternité est un fait naturel, un instinct de notre nature, tandis qu'au contraire le sentiment de la fraternité ne se trouve à peine qu'en germe dans l'ordre de nos affections naturelles. En effet, en dehors des liens particuliers de la famille ou de la religion, il n'y a pour l'homme d'autre amitié que celle qui est fondée sur les attraits de la sympathie; ce sentiment peut s'étendre à un nombre plus ou moins grand d'individus, mais ce nombre est toujours forcément circonscrit et variable. Outre l'amitié, il y a dans l'homme deux sentiments qui peuvent le mettre sur la route de l'amour fraternel et y prédisposer son cœur, ce sont : la justice, qui nous impose l'égalité des droits de nos semblables envers nous, et la bonté, qui nous pousse à nous incliner vers le faible. Sans aucun doute, ces deux sentiments sont naturels au cœur de l'homme, mais ils sont limités, variables et sujets à mille contradictions; la fraternité universelle ne peut pas reposer sur un fondement aussi faible et aussi chancelant.

Les socialistes disent que, par nature, l'homme est incliné au bien. C'est vrai; mais la nature, déchue et blessée par le péché originel, le pousse au mal quand il n'a que les apparences du bien. « Le dogme de la chute n'est pas seulement l'expression d'un état particulier et transitoire de la raison et de la moralité humaine : c'est la confession spontanée, en style symbolique, de ce fait aussi étonnant qu'indestructible, la culpabilité, l'inclination au mal de notre espèce. Malheur à moi, pécheresse! s'écrie de toute part et en toute langue la conscience du genre humain : *Væ nobis quia peccavimus!* (1) »

Lisez, ô socialistes! l'histoire, qui est la grande école

(1) Proudhon, *Système des contradictions économiques*, chap. VII.

Digitized by Google

de la vie. Où était la fraternité avant le socialisme, lorsque chez les nations les plus civilisées, chez les Grecs ou chez les Romains, le nom « étranger » était synonyme de « barbare » ou d' « ennemi », lorsqu'il n'y avait aucun droit public entre les peuples, lorsque la férocité des guerres, le partage des cités conquises, l'esclavage des vaincus étaient des coutumes universelles? Si l'homme est toujours incliné au bien, comment donc a-t-il pu se trouver une nature comme celle d'un Tibère ou d'un Néron, qui tua sa propre mère parce qu'elle l'ennuyait et qui fit brûler Rome entière pour avoir une image du sac de Troie? Si l'homme est incliné au bien, comment donc le même serviteur qui vient de défendre son maître au péril de sa vie ira-t-il bientôt le trahir et l'assassiner pour un peu d'or? Comment donc l'épouse, jusque-là chaste et fidèle, vient-elle souiller le lit nuptial pour un dégoût ou une absence? Comment donc le guerrier, miroir et modèle de loyauté chevaleresque, se fait-il un marchepied des cadavres de ses compagnons d'armes pour s'élever à un plus haut rang, comme Epaminondas et Regulus vendirent le sang de leurs soldats? Et, pour parler au point de vue économique, pourquoi donc le capitaliste et le propriétaire, au lieu de tâcher de tempérer, par l'association et la mutualité, la tendance subversive des principes économiques modernes, cherchent-ils sans cesse à l'accroître, sans aucune nécessité, et quelquefois même dans une mauvaise intention? pourquoi abusent-ils des sentiments et de la confiance de l'ouvrier, en faisant de lui l'esclave de leurs intrigues, le tenancier de leurs lieux de débauche, le complice de leurs rapines? Mais voici une chose aussi monstrueuse. L'homme qui vit dans la misère, l'homme dont le cœur, d'après le socialisme, devrait être plus disposé à la fraternité, à la justice et à l'honneur,

Digitized by Google

l'ouvrier, lui aussi, participe à la corruption de son maître et, comme lui, il sacrifie tout à l'orgueil et à la luxure, et si, quelquefois, il se plaint de l'inégalité dont il souffre, c'est plus par rivalité de passion que par zèle de justice ! Ah ! les socialistes n'ont donc pas compris que le plus grand obstacle à leur théorie égalitaire n'est pas l'orgueil aristocratique du riche, mais bien l'égoïsme indiscipliné du pauvre ! Et dire qu'ils comptent sur la bonté native de l'homme pour tout réformer d'un seul coup et pour établir le règne de la fraternité !...

Les socialistes disent aussi que la fraternité découle de l'essence même de la sociabilité humaine, qu'elle est un besoin, une exigence de notre nature. L'homme ne peut être indépendant de l'homme ; c'est pourquoi, dès sa naissance, il est appelé à la réciprocité sociale, c'est-à-dire à la fraternité !

Nous répondons à cela qu'en vertu de ce lien naturel l'homme aime l'homme par amour de lui-même : c'est pourquoi la fraternité, selon la nature, est un lien imparfait, qui admet et qui laisse subsister toute les inimitiés qu'on trouve parmi le genre humain. Si tous les hommes étaient justes et exempts de passions, la fraternité pourrait bien s'établir dans le monde à l'état de fait positif et régulier, auquel l'amour et la sympathie ne seraient pas nécessaires. Cette fraternité serait basée sur l'utilité du bien social et sur le respect de chacun pour le droit de son semblable. Elle aurait pour résultat la division, plus ou moins égale, de tous les biens entre les particuliers. Mais vouloir fonder la fraternité sur une perfection humaine qui n'existe pas, c'est laisser de côté le monde réel pour se repaître d'illusions chimériques. Les passions vivent toujours dans le fond de notre nature ; elles ne cherchent qu'une seule chose : leur satisfaction propre, sans se soucier ni de devoirs,

Digitized by Google

ni de lois, ni d'individus, ni de sociétés. Quelle est la force qui pourra les maintenir dans la ligne du devoir? Quelle est la discipline qui pourra les corriger et les guider toujours vers le bien?

Les socialistes donnent pour modératrice souveraine des passions la *morale civile*. Mais qu'est-ce que cette morale civile? Un socialiste la définit « une convention », un autre la nomme « une camisole de force ». Mais les conventions laissent les passions intactes et la force les pousse à se révolter contre le pouvoir qui veut leur mettre un frein.

Il y a donc ainsi despotisme de la part de l'autorité, qui gouverne, et révolte de la part du peuple, qui rejette toute tyrannie. Or, est-ce le despotisme et la rébellion qui engendreront la fraternité? La vérité, c'est que le socialisme, en voulant démontrer que la fraternité est nécessaire, part de principes erronés ou insuffisants pour la réaliser : il est donc certain que le socialisme n'atteindra jamais son but.

La fraternité peut encore moins se baser sur la seule ressemblance de nature, comme le veulent les nouvelles théories du collectivisme allemand, théories positivistes où l'élément physique et matériel, par exemple, le lien du sang, devient la base et la raison de tout.

Si tous les hommes ont la même nature, ils présentent cependant des variétés innombrables selon les diverses nationalités : différences de tempérament et de caractère, de coutumes et d'aspirations, qui sont souvent la cause de sympathies ou d'aversions, de disputes et de guerre. Entre les individus d'une même nation, il se découvre encore des différences multiples selon les usages, les opinions, l'éducation, le caractère particulier de chaque individu. S'il y a donc en chacun de nous un point de rapprochement à cause de l'identité spécifique de nature,

Digitized by Google

il y a aussi une foule de causes de divisions et de luttes mutuelles. Comment donc obtenir l'union et la paix? Puis, l'homme a, par nature, le sentiment du beau et du bien, dans l'ordre moral comme dans l'ordre physique, et, sous ce double aspect, l'humanité ne lui présente souvent que le désordre et les imperfections. De la sorte, malgré la similitude de nature, l'impression qu'il reçoit l'éloigne et le repousse de ses semblables, et la fraternité, privée de tout attrait, n'a plus pour point d'appui naturel que la nécessité et l'utilité; or, comme nous l'avons déjà observé, ce point d'appui restreint et secondaire ne correspond aucunement à la hauteur de la vraie notion de l'amour fraternel, et il est insuffisant pour atteindre la fraternité sociale sous une forme quelconque.

La ressemblance de nature est donc incapable d'être la base de la fraternité, parce qu'elle n'empêche ni l'aversion, ni l'antipathie, ni l'injustice, ni la violence. « Le souffle de l'homme, disait le comte de Maistre, est mortel pour son semblable. » Voilà pourquoi toute l'histoire des siècles nous atteste que l'homme, bien qu'il soit doué de raison, est le plus féroce de tous les animaux : il est plus venimeux que la vipère, plus sanguinaire que le tigre; car, non content de se préférer au prochain, il travaille constamment à le détruire; non content de trahir l'amour par l'égoïsme, il l'abat par l'injustice. Il ment, il vole, il assassine, sans provocation et sans excuse; il fait le mal avec tous les caractères d'une nature froidement mauvaise, — ce qui a fait dire de lui, avec tant de raison et de profondeur : *Homo homini lupus!*

Eh bien! reprennent les socialistes, si le bien social et la similitude de nature sont insuffisants pour établir la fraternité, la loi viendra à leur secours, et, dans l'organisation nouvelle de l'Etat, la fraternité sera imposée par la force !



Digitized by Google

Le régime de la force : voilà le statut organique du socialisme! Mais la fraternité est un sentiment et une vertu et, sous ce double rapport, elle est libre et indépendante de tout pouvoir public; elle ne pourra jamais être le résultat d'une loi humaine. Que serait donc une fraternité obligatoire, obtenue à l'aide des amendes, de la prison ou de la mécanique? La fraternité, c'est l'amour; l'amour s'inspire et ne s'impose pas: la spontanéité de l'amour est si grande, qu'on ne peut se l'imposer, fût-ce à soi-même.

La fraternité ne pourra donc jamais être imposée ni être transformée en loi humaine, parce que ce serait établir la vertu sur la nécessité, mettre la violence à la place de la liberté et pousser l'arbitraire jusque dans le domaine de la conscience et du sentiment.

De quelle source découle donc la vraie fraternité humaine, cette fraternité du cœur et de la raison, qui est si ardemment recherchée par les économistes et les socialistes, sans pouvoir jamais l'atteindre, qui n'est pas produite par les liens du sang, ni par la sympathie naturelle, et que la similitude de nature, l'union sociale et la loi ne sauraient jamais inspirer à nos cœurs? La vraie fraternité humaine dérive de l'amour ramené à son origine première, qui est la puissance divine, pour se répandre de là sur tout le genre humain, avec une force surnaturelle; elle est cette chaîne d'or qu'Homère plaçait dans les mains de Jupiter et qui descendait en se balançant sur le monde : symbole de l'enchaînement des diverses parties de l'univers. Le nom de « père » donné à Dieu fait naître aussitôt celui de « frère » donné à nos semblables, qui sont sortis également des mains de Dieu. La fraternité des hommes dérive donc de la paternité de Dieu. C'est sous le regard de son Créateur que l'homme retrouve le point de contact qui l'unit

Digitized by Google

à tous ses semblables; c'est en Jésus-Christ, Dieu fait homme, qu'il atteint cette affection de charité, qui, de tout un peuple, forme comme une seule famille en vertu de ces paroles : *Vous êtes tous frères : aimez-vous comme je vous ai aimés!* (1).

Et cette parole d'amour n'a pas été seulement donnée au monde comme un précepte, mais encore comme une parole de paix, de consolation, de joie, de civilisation et de progrès, car, l'homme étant né pour aimer, il fallait que cette grande loi de l'amour se retrouvât dans les relations avec ses semblables, afin que le lien social fut conforme aux besoins de la nature humaine. Voilà pourquoi la charité chrétienne, quand elle s'introduit sérieusement dans le commerce de l'homme avec ses frères, possède, plus que tout autre sentiment, le secret de la félicité temporelle de l'individu, de la famille et de la société.

La charité est le secret de la félicité temporelle *de l'individu,* parce que l'amour de Dieu et du prochain, au lieu de nuire à nos sentiments naturels, leur donne une plus grande force, nous purifie, nous élève et nous communique cette grandeur morale du caractère, que la

(1) « Frères, fraternité : ce fut là le premier titre authentique de la communauté chrétienne. Saint Paul prêche aux Romains le Christ comme le premier-né d'entre les frères : *Primogenitus in multis fratribus.* Les salutations, les enseignements, les avertissements, les prières de tous les apôtres sont adressés aux frères : *viri fratres.* Le mot « fraternité », *charitas fraternitatis,* est employé par saint Pierre et saint Paul pour indiquer la communauté des croyants ou des saints. Voilà le statut et le drapeau du christianisme : autorité qui correspond aux différents degrés de la hiérarchie, mais basée sur l'exemple du Christ, qui souffrit la croix pour ses frères : *Qui vitam posuit pro fratribus suis,* autorité illustrée par la fraternité et la charité ou, mieux, d'après la phrase conjonctive, par la fraternité de la Charité. » (Audisio, *della Società politica e religiosa,* p. 414.)

Digitized by Google

justice sociale et la possession de tous les droits civils et de tous les biens de la terre ne pourraient jamais nous apporter.

La charité chrétienne est le secret de la félicité temporelle *de la famille,* parce que la religion chrétienne, en nous inspirant le sentiment puissant de la charité, n'arrache pas de notre cœur les affections naturelles ; elle ne fait pas disparaître dans le champ vague de la fraternité universelle la famille, ce sanctuaire où l'âme se développe, depuis l'enfance jusqu'à la vieillesse. L'amour chrétien ne se soulève pas contre l'amour vrai et pur de l'épouse, des enfants, des parents, des alliés : au contraire, il le rend plus fort, plus suave et plus saint. Au lieu de repousser les affections légitimes de la famille, la charité chrétienne les bénit, les consacre et leur communique plus abondamment ses propres flammes. C'est pourquoi ces affections ne furent jamais plus vives, plus délicates et plus enracinées dans le cœur humain que depuis l'apparition du christianisme : elles ne sont jamais plus profondes, plus sérieuses et plus fidèles que dans les cœurs vraiment chrétiens.

Enfin, la charité chrétienne rend sainte et heureuse *la société civile,* parce qu'elle s'efforce de promouvoir le fidèle accomplissement de tous les devoirs : elle sauvegarde tous les droits, elle rapproche les conditions les plus éloignées, elle réunit, pour les pousser vers un même but, toutes les divergences humaines et fait de tous les hommes une seule famille. L'union des diverses facultés sociales constitue le bien-être de tous, parce que le bien qu'elle fait à l'un profite à tous les autres membres de cette immense famille : c'est là le pain quotidien que la fraternité distribue à la table commune.

La charité fait plus pour la fraternité que toutes les théories sociales ; la charité privée fait davantage encore

Digitized by Google

que la charité publique : celle-ci ne naît que des inspirations de celle-là et ne subsiste que par ses exemples. Or, c'est la charité qui place son suave et saint empire là où règnent la misère et la pauvreté; plus que toute autre puissance, elle rapproche les extrêmes les plus opposés et fait éprouver aux hommes cette joie délicieuse de se sentir tous enfants d'un même Père, qui est dans les cieux. La charité chrétienne constitue la vraie fraternité; ce n'est plus un vain mot, une parole de pompe et d'ostentation : c'est une loi de la nature, basée sur la paternité divine, qui nous donne à tous des droits et des honneurs égaux. La charité déploie ses ailes, et aussitôt les cœurs qui en sont enflammés produisent, même dans l'ombre et le silence, des miracles de bienfaisance, d'abnégation et de sacrifice, que l'ambition de la gloire ne saurait jamais enfanter, ni peut-être même imaginer. La société en jouit, l'égoïsme étroit y trouve sa confusion, la civilisation s'en nourrit pour s'élever et, comme la vertu engendre la vertu, on verra s'ouvrir au monde une école de héros, que nous ne dirons pas éteinte, mais que nous souhaitons plus fournie à notre XIX^e^ siècle.

Voilà la doctrine de la vraie fraternité chrétienne qui a sanctifié le monde. Mais combien sont directement opposés à l'esprit chrétien les procédés du socialisme pour arriver à établir la fraternité !

Le socialisme veut détruire dans l'homme l'idée de Dieu, et, avec Proudhon, il lance ce blasphème : Dieu, c'est la bêtise et la lâcheté; Dieu, c'est l'hypocrisie et le mensonge; Dieu, c'est le mal ! (1). Mais, sans Dieu, qui est l'unique source de la fraternité, l'homme sera pour l'homme une bête féroce. Voltaire lui-même disait : « Si Dieu n'existait pas, il faudrait l'inventer ! — Pour

(1) PROUDHON, *Système des contradictions économiques*, chap. VIII.

Digitized by Google

quelle raison? — Parce que, si j'avais à traiter avec un prince athée qui eût intérêt à me faire piler dans un mortier, je serais certain d'être pilé. »

Le socialisme prétend avoir fondé la fraternité, jusqu'alors inconnue au monde. En effet, il la fondait à Paris, lors de la Révolution de 1789, quand Robespierre s'écriait devant la Convention : Ou la fraternité, ou la mort! Les jacobins, eux, parvinrent à résoudre le dilemme en mariant la fraternité avec la mort. On vit, en effet, apparaître le mot « fraternité » en grandes lettres sur les murs de Paris, et ce fut précisément alors que le sang fraternel coula à flots dans les rues de la grande ville et que des milliers de victimes furent immolées en l'honneur de cette fraternité, si nouvelle et si étrange. Le socialisme ne s'est pas contenté d'avoir été le premier à établir une fraternité si douce et si utile: pour la rendre plus solide et plus stable, il a publié des théories où l'on foule aux pieds tous les droits essentiels de la conscience, de la raison, de la liberté, de la religion, de l'homme et de Dieu. En 1848, Louis Blanc fit imprimer dans la *Réforme* un manifeste qui résumait en peu de mots le nouveau code des socialistes et qui fut signé par les chefs de la secte. Voici ce manifeste : « Tous les hommes sont frères. Là où l'égalité n'existe pas, la liberté est un mensonge. La société ne saurait vivre que par l'inégalité des aptitudes et la diversité des fonctions; mais des aptitudes supérieures ne doivent pas conférer de plus grands droits : elles imposent de plus grands devoirs; c'est là le principe de l'égalité, l'association en est la forme nécessaire. Le but final de l'association est d'arriver à la satisfaction des besoins intellectuels, moraux et matériels de tous, par l'emploi de leurs aptitudes diverses et le concours de leurs efforts. Les travailleurs ont été *esclaves*, ils ont été *serfs*, ils sont aujourd'hui

Digitized by Google

*salariés* : il faut tendre à les faire passer à l'état d'*associé*. Ce résultat ne saurait être atteint que par l'action d'un pouvoir démocratique. Un pouvoir démocratique est celui qui a la souveraineté du peuple pour principe, le suffrage universel pour origine et pour but la réalisation de cette formule : *Liberté! Egalité! Fraternité!* Les gouvernants, dans une démocratie bien constituée, ne sont que les mandataires du peuple : ils doivent être responsables et révocables. Les fonctions publiques ne sont pas des distinctions, elles ne doivent pas être des privilèges : elles sont des devoirs. Tous les citoyens ayant un droit égal de concourir à la nomination des mandataires du peuple et à la formation de la loi, il faut, pour que cette égalité de droit ne soit pas illusoire, que toute fonction publique soit rétribuée. La loi est la volonté du peuple, formulée par ses mandataires. Tous doivent à la loi obéissance, mais tous ont le droit de l'apprécier tout haut, pour qu'on la change si elle est mauvaise. La liberté de la presse doit être maintenue et consacrée comme garantie contre les erreurs possibles de la majorité et comme instrument des progrès de l'esprit humain. L'éducation des citoyens doit être commune et gratuite. C'est à l'Etat qu'il appartient d'y pourvoir. Tout citoyen doit passer par l'éducation du soldat. Nul ne peut se décharger, moyennant finances, du devoir de concourir à la défense de son pays. C'est à l'Etat à prendre l'initiative des réformes industrielles propres à amener une organisation du travail qui élève les travailleurs de la condition de salarié à celle d'associé. Il importe de substituer à la commandite du crédit individuel celle du crédit de l'Etat. L'Etat, jusqu'à ce que les prolétaires soient émancipés, doit se faire le banquier des pauvres. Le travailleur a le même titre que le soldat à la reconnais-

Digitized by Google

sance de l'Etat. Au citoyen vigoureux et bien portant, l'Etat doit le travail; au vieillard et à l'infirme, il doit aide et protection (1). »

Quelle différence entre ces théories et les doctrines de la religion chrétienne! Dans ce manifeste socialiste, au milieu de paroles vagues et enchanteresses, on avoue clairement le but que l'on poursuit : exiger l'organisation du vol légal, c'est-à-dire la violation de la propriété et la transmission des biens, au nom de l'Etat, sous la triple bannière : Liberté! Egalité! Fraternité! Les socialistes veulent que l'on reconnaisse comme égal le droit de celui qui possède et de celui qui ne possède pas, que l'on place sur la même ligne les hommes adonnés aux vices et les hommes de bien, que l'on efface les intelligences des individus pour les rassembler toutes dans l'Etat, que l'on change enfin le salaire donné par les hommes en salaire donné par l'Etat et qu'ainsi l'Etat devienne non seulement le tuteur, mais le maître; qu'il prenne la place de la famille, de la patrie, de tout; qu'il viole la liberté de conscience, de condition, de vie; qu'il s'attribue le droit exclusif d'élever tous les citoyens, comme il veut, à son image et ressemblance : c'est là la plus monstrueuse tyrannie à laquelle l'Etat puisse descendre lorsqu'il abandonne le christianisme!

Fraternité! amour universel! fraternité de tout le genre humain! voilà le programme du socialisme, et, en attendant, tandis qu'il exige des hommes le plus grand désintéressement, il tourne en ridicule l'amour de Dieu, il ne comprend pas que toute vertu, toute abnégation devient impossible si l'on supprime Dieu et l'espoir

(1) Louis Blanc, *Pages de l'Histoire de la Révolution de février* 1848, p. 22. Bruxelles 1850.

Digitized by Google

d'une récompense dans la vie future (1). Le socialisme

(1) Audisio écrit, à ce propos, cette belle page dans l'ouvrage que nous avons déjà cité plusieurs fois : « L'homme voit et sent qu'il ne peut y avoir de justice là où il n'y a pas correspondance exacte entre les mérites et les récompenses. Il cherche cette justice de rémunération, et il est rare qu'il la trouve, pour lui ou pour les autres, du haut en bas de l'échelle de cette vie. Voici donc le dilemme inévitable qui se présente à lui : ou bien c'est la fatalité qui gouverne ce monde sans justice et sans Dieu, ou bien ce monde n'est que le vestibule d'une autre vie. La première partie du dilemme le précipiterait dans le désespoir et dans ce qui en est la conséquence : la négation de la justice et de la morale et la convoitise fiévreuse de tous les plaisirs et de tous les crimes. Au contraire, la justice, dont il a le sentiment inné et qui forme la partie la plus vive et la plus élevée de sa nature, lui persuade que ce bas monde n'est pas autre chose que l'arène du combat et le vestibule de la vraie vie. Dans le vestibule, tout le monde se pousse et se bouscule. Mais on ouvrira les portes; chaque jour, elles sont ouvertes par le grand Juge, qui, seul, sait discerner les mérites et accorder les récompenses. Le jugement est certain et l'heure approche. Plein de cette foi, l'homme juste soulève le front au-dessus des flots du siècle, il se raffermit et il se sent heureux en regardant les régions sereines de la justice; s'il est frappé par l'infortune, il ne tombe point dans le désespoir et dans la lâcheté, il devient plus ferme et plus grand dans la résignation et dans l'attente de la couronne. Le favoritisme, qui pourrit le monde et qui est la négation de la justice distributive, la plus importante de toutes les justices pour le bonheur des peuples et la stabilité des états; l'inégalité de la propriété, qui grandit sans mesure et qui devient fréquemment et audacieusement scandaleuse; la misère du plus grand nombre et des plus courageux parmi les hommes, misère qui s'aggrave et qui s'étend de jour en jour; les frémissements des nations qui jugent fort librement et qui, souvent, exagèrent toutes ces fautes : ces malheurs de toute espèce, que l'on trouve partout, quelles colères n'allumeraient-ils pas dans la société si le divin remède de la résignation n'existait pas? Mais comment la résignation est-elle possible, si l'on ne croit pas à l'immortalité et à une justice réparatrice, qui est infailliblement certaine, bien qu'elle soit future. » (*Della Società politica e religiosa*, p. 36.)

Digitized by Google

veut l'amour et l'union de tous les hommes et, en attendant, il renverse les notions morales les plus évidentes, il justifie les passions, il détruit la famille, il foule aux pieds la dignité humaine et il soumet tout au pouvoir absolu de l'Etat. Ses théories détruisent la liberté et la fraternité; elles répugnent au moindre bon sens, et pourtant elles enflamment les passions, elles rendent le pauvre impatient, inquiet, envieux, prêt à tout briser pour courir après un bien qu'il ne peut jamais atteindre. Nous le voyons bien aujourd'hui : plus on crie : Fraternité! plus grandissent les colères des partis; plus on croit avoir trouvé la base d'une organisation sociale, prospère et heureuse, plus on voit s'accumuler les ruines politiques et sociales.

Ah! combien est différent cet enseignement divin, qui nous rappelle que nous sommes tous enfants d'Adam et qui prescrit la vraie formule de la fraternité pratique, plus acceptable à notre cœur et à nos sentiments, en nous disant : *Aimez-vous les uns les autres comme des frères!* Parole sublime, qui n'empêche pas les élans de l'âme qui aspire à la gloire et à sa perfection propre, qui n'enlève point, par conséquent, cette liberté personnelle, sans laquelle l'homme n'est qu'un misérable forçat, traînant jusqu'à la tombe la chaîne de ses désillusions et de ses espérances trompées.

Voilà la *fraternité sacrée :* elle n'admet pas l'égalité socialiste, qui fait de l'humanité une sorte d'immense polypier (1), égalité, qui n'est pas le bien-être, ni la régénération du pauvre, mais qui est l'indigence et la misère de tous; égalité avec laquelle le monde, qui suffit à nourrir dix milliards d'hommes, serait à peine capable de nourrir un million de sauvages.

Voilà la *fraternité sainte :* elle n'éteint pas la

(1) Proudhon, *Système des contradictions économiques*, chap. XII.

Digitized by Google

lumière du génie, elle ne dessèche point les sources de la civilisation et du progrès, elle transforme les intérêts, qui sont par eux-mêmes des éléments de discorde et de divisions, en liens de concorde et d'union, et, en établissant la paix universelle, elle fait de l'humanité comme une seule famille.

Il est donc démontré que l'Evangile seul peut être la base de la vraie liberté, de la vraie égalité, de la vraie fraternité. Le socialisme, lui, ne peut avoir la liberté parce qu'il fait tous les hommes esclaves de l'Etat, de cet Etat qui ne veut pas la vraie égalité, puisqu'il ne supprime point les pauvres, mais bien les riches, pour nous rendre tous pauvres; il ne veut pas non plus la vraie fraternité puisqu'il détruit la vie fraternelle en mettant tous les citoyens en tutelle perpétuelle, dans une famille sans affection, dans une sorte de grande caserne, à la tête de laquelle se trouve l'Etat, père sans entrailles, sans cœur, sans conscience et sans Dieu. Nous pouvons donc déchirer à la face du socialisme sa triple bannière; elle ne signifie rien d'autre que : *Liberté de l'esclavage! Egalité de la misère! Fraternité des déshérités!*

Digitized by Google

Digitized by Google

## CHAPITRE VI

### LE SOCIALISME ET LA PATRIE

Un des plus grands devoirs de l'homme civilisé, c'est l'amour de la patrie. Cet amour resserre les liens de la communauté sociale; il élève les cités et les nations (1); il engendre cette admirable concordance des esprits qui fait tourner toutes choses au bien-être commun, et ainsi le corps de l'Etat, s'il n'est pas invulnérable, devient au moins invincible. Voilà pourquoi l'amour de la patrie est tout à la fois une grave obligation imposée par la religion, un sentiment profondément ancré dans notre nature, un des plus vifs enthousiasmes de l'âme, le drapeau de la vie sociale, de la liberté, du progrès, l'histoire de la pensée, l'inspiration du génie: l'hymne de la patrie, comme celui de l'amour, est chanté par toutes les voix de la nature. Napoléon mourut en prononçant le mot « armée », mais Lamarque mourait en prononçant le mot « patrie ». La patrie a eu ses martyrs; nous lisons dans la sainte Ecriture que ce mot était sans cesse sur les lèvres des

(1) Saint Augustin dit que Dieu accorda l'empire du monde aux anciens Romains en récompense de leurs vertus morales et de leur patriotisme. (Voir *Civiltà Cattolica*, sér. 9, vol. VIII, p. 152.)

Digitized by Google

Macchabées et que leur cri était : *Pro legibus et patria mori!* (1). Dans tous les siècles et chez toutes les nations, l'amour de la patrie est si enraciné dans le cœur, qu'Ovide chantait déjà :

Natale solum dulcedine cunctos
Ducit et immemores non sinit esse sui.

Le socialisme, lui, avec sa fièvre de refaire l'humanité de fond en comble, a déchaîné ses foudres contre la patrie. Qu'est-ce que la patrie? dit-il. La patrie est un privilège! A bas le privilège! La patrie est une machine de guerre pour exciter la haine contre l'humanité; elle est l'adversaire de l'égalité et de la fraternité universelle : donc, à bas la patrie! Plus de patrie : nous sommes les citoyens du monde! Qu'est-ce que le patriotisme? C'est, disent les socialistes, comme la mode, une fantaisie du public, une erreur séculaire qui a égaré l'humanité, qui a produit la guerre et la division des peuples, un fanatisme, que le XIX^e^ siècle a pour mission d'éteindre. Pour l'amour de la patrie, ajoutent-ils, l'Angleterre a fait de l'Irlande un cimetière, l'Italie est devenue une galère et la Sibérie se peuple de Polonais exilés! L'univers est donc atteint d'une terrible maladie, qui est cet amour de la patrie : à bas cet amour vicieux, petit, mesquin, égoïste! Il n'y a plus de Pyrénées! disait un jour Louis XIV. Il n'y a plus de frontières! crient aujourd'hui les socialistes. L'idée de la patrie ne peut plus s'adapter aux temps modernes : elle est passée de mode. L'ère de la nationalité est terminée; voici l'heure où l'humanité entière doit entrer en scène. Brisons toutes les barrières, renversons les der-

(1) Les Macchabées, VIII, 21.

Digitized by Google

niers boulevards de la patrie : tous les peuples sont frères, nous sommes cosmopolites ; l'humanité est une, et notre patrie, c'est le monde (1) !

Ainsi raisonne le socialisme. Nous démontrerons contre lui que la patrie n'est pas seulement un élément indestructible de notre nature, mais aussi un élément social, absolument nécessaire à l'ordre public, à la civilisation et au progrès.

Qu'est-ce que la patrie? Chez tous les peuples, le mot « patrie » veut dire la terre où l'on est né; il vient du latin *pater: terra patria* veut dire terre paternelle. La patrie est donc le pays des pères (2), c'est le lieu qui nous a vus naître, où sont nos maisons, nos autels et nos tombes, où nous trouvons le faisceau de nos premiers souvenirs et de nos plus chères coutumes. Une affection instinctive nous attache à ce lieu de préférence à tout autre, et cette affection exerce sur nous un tel empire, une telle magie, une telle séduction, que, quand nous sommes éloignés du sol natal, nous ne pouvons nous empêcher de soupirer et d'espérer le revoir au plus tôt. Le nègre de l'Afrique, éloigné de son désert, regarde nos champs verdoyants avec un douloureux dédain; le Lapon, enlevé à sa terre maternelle, soupire après les nuits sans fin et les glaces perpétuelles. Qu'on parcoure les lieux les plus enchanteurs et les plus agréables, qu'on recherche les plus riants séjours : la pensée de la patrie se représentera toujours à l'esprit. Alors même que le sol natal est le sable du désert, que l'air natal est

(1) Lamartine écrivait :

Déchirez ces drapeaux ; une autre voix vous crie :
L'égoïsme et la haine ont seuls une patrie ;
La fraternité n'en a pas !

(2) *Patria communis est omnium nostrum parens.* — Orat. 19, mim. 17.

Digitized by Google

la vapeur d'un volcan ou le miasme d'un marais, l'homme qui y est né trouve que c'est un parterre de roses et un air embaumé. La mère ne semble-t-elle pas toujours plus belle que la nourrice? Le tigre n'aime-t-il pas son repaire et l'hirondelle ne traverse-t-elle pas les océans pour revoir son nid? C'est pourquoi la douleur causée par l'éloignement de la patrie engendre très souvent une véritable maladie, que l'on appelle *nostalgie* (1) ou, plus vulgairement, *mal du pays*, et dont la signification est mélancolie causée par un vif désir de revoir sa patrie.

Et, à côté de cette petite patrie, qui est la terre natale, la commune et la province, il y a la grande patrie, qui résulte de l'agglomération des provinces réunies pour former une nation et qui produit en nous cet amour-propre national, multiplié en des milliers et des milliers d'hommes, parlant notre langue et mettant en commun avec nous toutes les gloires et toutes les douleurs.

Dans les temps primitifs, il n'y avait pas de distinction entre la grande et la petite patrie, parce que, sous le régime patriarcal, nous trouvons seulement les différentes familles, qui ont pour patrie le lieu où elles fixent leurs tentes; peu à peu, l'adolescence du monde s'en va, les familles deviennent des tribus, les tribus des nations; l'organisation sociale succède à l'organisation pastorale; vient bientôt l'époque des émigrations, des voyages, des guerres, des conquêtes, et le monde se divise en royaumes et en Etats divers. Ce fut là le progrès naturel de l'humanité.

La patrie a donc poussé naturellement sur le tronc de la famille, laquelle, ne pouvant rester seule et isolée, s'associa à d'autres familles et forma ainsi le *municipe*

(1) *Nostalgie* vient du grec *nostos*, retour, et *algos*, douleur.

Digitized by Google

ou la *cité*. La patrie élargit donc et fortifie la famille, c'est en elle que l'homme acquiert une existence civile (1). Du municipe, on monte à l'Etat, qui forme la seconde, la grande patrie. Il est digne de remarque que c'est la religion chrétienne qui a engendré spontanément l'amour de cette grande patrie. En effet, dans les vastes empires du paganisme, on trouve bien l'unité de l'Etat dans la centralisation du gouvernement; mais l'unité de patrie ne dépasse jamais les confins des murs de la cité. La religion catholique, par la puissance de la charité chrétienne, a su réunir en un seul embrassement des régions et des multitudes immenses; elle a su établir cette grande union qui résulte tout à la fois de la plénitude du pouvoir et de la docilité de sujétion affectueuse, et qui forme le lien de tous les membres dépendant d'un centre commun non seulement par crainte du châtiment, mais aussi par obligation de conscience (2). C'est donc de la religion catholique qu'est sorti cet amour patriotique qui a formé les nations chrétiennes (3).

Mais voici l'erreur des temps modernes. Le libéralisme politique a porté aux nues la grande patrie et il a cherché par tous les moyens possibles à détruire la petite. En effet, nous avons dit que la patrie est le lieu où nous sommes nés, le foyer domestique où nous vivons, l'église où nous prions, le cimetière où se trouvent les tombes que nous vénérons. Si cette définition est exacte, il faut avouer que le libéralisme politique tend à détruire la patrie, quoiqu'il prononce

(1) *Sull'Economia sociale*, discorsi di Angelo Marescotti, p. 102.

(2) *Non solum propter iram sed etiam propter conscientiam.* (Rom. XIII, 5.)

(3) Voir *Civiltà Cattolica*, série I, vol. VII, p. 41.



Digitized by Google

bien haut son nom. Il a cherché, en effet, à éloigner toute idée de religion non seulement des lois, mais aussi des coutumes publiques. Il a profané les tombes, et il veut les faire disparaître par la crémation des cadavres. Il a pénétré dans le sanctuaire de la famille ; il en a démoli la constitution naturelle et indissoluble. Reste le lieu de naissance ; il l'a battu aussi en brèche par un système de centralisation à outrance qui a fait disparaître toutes les petites patries.

Or, comment pourra-t-il y avoir de l'affection pour la grande patrie quand on détruit la petite ? où est la patrie commune entre des hommes qui n'ont pas les mêmes coutumes, qui n'adorent pas le même Dieu, qui ne croient pas aux mêmes principes ? Nous sommes donc en droit de répondre à ce libéralisme destructeur des choses les plus saintes et les plus sacrées : Nous nions tout ce que vous admettez ! Pourquoi vous étonner que nous brûlions tout ce que vous adorez ? Nous considérons vos lois comme autant d'embûches, vos institutions comme une tyrannie, vos mœurs comme une honte : nous sommes donc pour vous des étrangers ; bien plus, nous sommes vis-à-vis de vous en état de guerre, car ces embûches, ces tyrannies que vous nous faites subir, en quoi diffèrent-elles des évolutions de la stratégie militaire, des violences de la force, des excès de la victoire ?...

La plume non suspecte de Montégut a écrit ce qui suit : « En faisant disparaître toutes les petites patries, le libéralisme politique a ôté à l'amour de la patrie tout caractère concret et matériel : il a fait de la patrie un être purement abstrait et une généralité métaphysique. Cet amour de la grande patrie peut exciter l'admiration du philosophe et le respect du littérateur, il peut naître en ceux qui savent aimer avec intelligence, mais jamais

Digitized by Google

il ne fera battre le cœur du pauvre et de l'ignorant, jamais il ne fera vibrer en lui cette fibre nationale sans laquelle il n'y a pas de patrie. L'amour patriotique, tel que l'a fait le libéralisme, est une abstraction philosophique, ce n'est pas un devoir de religion, et il doit être un devoir de religion pour le plus grand nombre des hommes; autrement, il n'est rien. Il faut ajouter que tout amour s'éteint quand son objet est trop général. Rien n'est plus froid qu'une idée abstraite. Dites au premier venu d'aimer Dieu, il vous comprendra et vous obéira; dites-lui d'aimer l'Etre en soi, et voyez si son cœur battra aussi fort. Il faut en dire autant d'une patrie trop vaste et réduite à l'état d'abstraction politique, que l'intelligence seule peut arriver à saisir. Elle devient alors inaccessible au cœur; elle n'inspire plus à l'homme ordinaire qu'un amour tiède et languissant, comme celui qu'inspirerait à un paysan une châtelaine toujours absente et n'apparaissant jamais. Le cœur de l'homme est fort et chaud, mais il est singulièrement étroit et limité dans ses affections; il n'aime que de très près et ce qu'il trouve tout proche de lui. Voilà pourquoi avoir une petite patrie est le plus sûr moyen d'en aimer une plus grande, — car la grande patrie cesse d'être une abstraction pour quiconque en contemple l'image dans une patrie plus petite. Mais, si cette patrie moindre vient à lui manquer, il se sent comme perdu dans le vaste océan du genre humain; il ne sait plus où trouver place : et alors, se renfermant en lui-même, il se sépare du reste des hommes par égoïsme, il fait de sa personne le centre du monde et il se forge, dans son imagination, un univers à lui. C'est ainsi que, par degrés insensibles, la société arrive à cet état d'individualisme stérile et impuissant, dont les maux font frémir tous ceux qui ont la vue saine. »

Digitized by Google

Benjamin Constant écrit aussi, de son côté : « Le patriotisme n'existe que par suite d'un vif attachement aux intérêts, aux coutumes et aux usages de la localité. Aujourd'hui, on a desséché la source naturelle du patriotisme ; on l'a remplacé par une passion artificielle, ayant pour objet un être abstrait, une idée générale, dépouillée de tout ce qui frappe l'imagination et de tout ce qui parle à la mémoire... Les individus, perdus dans un isolément contre nature, étrangers dans leur pays natal, sans contact avec le passé, ne vivant que pour un instant rapide sur une terre où ils ne forment que des atomes sans cohésion, oublient et n'aiment plus une patrie qu'ils ne découvrent nulle part et dont l'ensemble leur devient indifférent, parce que leur affection ne peut se reposer sur aucune de ses parties. »

Le libéralisme politique répond à cette mercuriale de Montégut et de Constant en disant que, en détruisant toutes les petites patries, il a rendu à la société un immense service : il a fortifié l'amour de la grande patrie, il en a fait disparaître le régionalisme et les idées de clocher, il est parvenu à obtenir l'unité nationale la plus forte et la plus compacte que l'on puisse trouver dans l'histoire ! Qui ne se souvient, reprennent les politiciens libéraux, de cette ébullition patriotique qui marqua la première moitié de notre siècle : le sentiment de la patrie nationale secouait violemment alors les fibres du cœur humain et, d'un bout à l'autre de l'Italie, la liberté et l'unité de la patrie étaient la bannière sous laquelle marchait tout un peuple !...

Oh ! oui ! nous ne nous en souvenons que trop ! nous nous rappelons ces rêves de rénovation sociale, ces audacieux principes d'indépendance qui soulevaient les imaginations bouillantes, ce réveil littéraire avec ses hymnes à la patrie, cette réaction morale, ce ferment

Digitized by Google

politique... Les générations futures s'imagineront difficilement l'enthousiasme et les fureurs de cette époque. Tout était brillant, enivrant, envahissant. C'était un délire, un fanatisme, une maladie, une fièvre inconcevable. Des tribuns fanatiques prenaient des airs de Gracques dans toutes les rues; tout poète était un conspirateur, tout homme de lettres avait mangé le pain de l'exil, et avec quelle passion ardente, avec quel frémissement, on répétait ces vers de Monti :

Bella Italia, amate sponde
Pur vi torno a riveder!
Trema il petto e si confonde
L'alma oppressa dal piacer.

Mais était-ce bien là le véritable amour de la patrie? D'abord, la patrie ne doit pas s'aimer avec les minauderies d'un amoureux de roman, mais avec la tendresse judicieuse d'un mari sage et prudent, qui veut aider et non pas seulement plaire; mais, en laissant cela de côté, combien d'hommes se trompèrent du tout au tout, à cette époque de passions ardentes et de visions d'un monde nouveau! Que de subornations insidieuses, que de crimes, que de rapines et d'injustices, en cette étrange et tumultueuse période de transition? L'histoire annotera soigneusement cette parole du comte de Cavour, qui exprime vivement le jugement sévère prononcé par lui-même sur des faits qu'il accomplissait au nom de la patrie : « Si nous faisions pour nous ce que nous faisons pour l'Italie, nous serions de grands *coquins!* »

La révolution avait mis en avant l'amour de la patrie comme un bien absolu et, partant, tous les moyens étaient bons pour arriver à cette fin; pour cette raison, on fit de l'Etat un Dieu, on fit du citoyen une sorte de cénobite patriotique ne possédant rien en propre, on sanctionna

Digitized by Google

le faux principe que l'individu est fait pour l'Etat et non l'Etat pour l'individu. Par conséquent, les talents, l'activité, les fatigues, les biens, la science, la littérature, la morale, la religion, tout doit être sacrifié à l'unité de la nation. Est-ce donc là le véritable amour de la patrie? *Ami jusqu'aux autels!* dit un ancien. *Patriote jusqu'aux autels!* doit dire celui qui aime véritablement sa patrie : la religion, la morale, la justice, voilà les autels inviolables du patriotisme. Ce n'était donc pas là une époque de patriotisme : c'était une époque de révolution sectaire. Nous savons qu'à chaque époque de révolution on crie : *La patrie est en danger! La patrie exige des sacrifices! La patrie appelle ses enfants à son secours! La patrie nous commande de vaincre ou de mourir!* Mais irons-nous dire que tout cela est la patrie, quand c'est simplement l'utopie d'un homme ou l'intérêt d'un parti?

En France, en même temps qu'en Italie, on vit se produire les mêmes commotions patriotiques. En 1848, on parlait de la liberté, de la patrie, aux Tuileries, dans les théâtres, dans les cafés, dans les mansardes, dans les cabarets, partout. Une lutte, quelquefois secrète, quelquefois ouverte et sanglante, se livrait entre d'innombrables factions politiques. Les camelots dans les rues, les étudiants aux abords des universités, les gamins et les prolétaires dans les impasses du vieux Paris avaient commencé l'œuvre des *démonstrations*, qui démontraient clairement qu'il n'y avait plus de bon sens en France. *La patrie s'en va!* murmuraient, en soupirant, les partisans de la monarchie légitime. — Non! la patrie reste toujours et se retrempe : c'est vous qui partez, bon voyage! répondaient les organisateurs de la révolution. Que vit-on sortir de cette lutte d'aspirations, de ce choc de principes, de ce tumulte échevelé de personnes et de choses?

Digitized by Google

Le roi Louis-Philippe fut contraint d'abdiquer et de remettre les rênes du gouvernement entre les mains d'hommes qui laissèrent souiller les rues du sang de leurs frères.

Appellera-t-on donc amour de la patrie le carnage des trois journées de Juillet, les rues encombrées de barricades et de cadavres? Appellera-t-on volonté du pays le tourbillonnement de mille ambitions non satisfaites, de mille cupidités affamées qui se jettent sur tout et sur tous? Voici ce que dit Victor Hugo dans ses heures de désenchantement: « Pourquoi avons-nous fait la révolution de Juillet? Qu'est-ce qu'une révolution? Pourquoi tant d'héroïsme? Qui était Charles X? Qui est Louis-Philippe? Pourquoi avons-nous brisé un trône? Qui nous a trahis? Qu'est-ce que la constitution? Où est le droit? Où est la patrie? Ainsi murmurait le peuple français, farcé et désenchanté! (1) »

Donc, l'amour de la grande patrie, inaugurée par le libéralisme politique, n'a pas été autre chose que la destruction de tout amour patriotique véritable et la création de tous ces partis qui usurpent le nom de patriote, de confesseur et de martyr de la patrie, tandis qu'ils ne sont que ses fils traîtres et dégénérés.

Et, pour dire un mot de notre grande patrie italienne, nous ne nous arrêterons pas à décrire des choses sues: qui ne connaît, en effet, l'endroit où se *fabriquait* l'amour de la patrie, l'alambic qui le distillait, la boutique où il se vendait à autant le litre, les coins où l'on buvait cette liqueur d'un nouveau genre, qui enivra tant d'habitués imprudents des cabarets italianissimes. Fort heureusement, les effets de cette politique néfaste ont cessé de sévir depuis quelque temps déjà et les vapeurs

(1) Victor Hugo, *Feuilles d'Automne*.

Digitized by Google

du cerveau se sont dissipées en laissant devant le regard la nue réalité des choses dans toute leur crudité.

Ecoutons le langage clair de Cimbali, qui était du *beau numéro 1:* « Quand la droite était au pouvoir, le gouvernement s'était montré aux populations sous la forme antipathique du commissaire, de l'huissier, du douanier et du papier-monnaie... Quand la gauche arriva au pouvoir, il fallait rendre populaire et sensible aux besoins et aux souffrances du pays ce *Dieu,* jusque-là si féroce, qui s'appelait *Gouvernement* et *Sûreté de l'Etat* » (1). Et, sous le nom « Etat », on désigne naturellement ici cette oligarchie de sectaires qui disent : L'Italie, c'est moi !

Aujourd'hui, pour un grand nombre d'hommes, la patrie véritable, c'est la soif du pouvoir ; pour d'autres, c'est la bourse ; pour quelques-uns, le club ; pour beaucoup, l'emploi, l'officine ou la boutique. Le bien public, les intérêts généraux, la police intérieure, la politique, tout cela s'administre au moyen de gros et lucratifs emplois, à l'ombre du drapeau de l'Etat. Et si, parfois, il se trouve quelqu'un pour blâmer le gaspillage administratif, — et nonante-neuf fois sur cent ce blâme accuse une envie fiévreuse de bénéficier des prodigalités gouvernementales, — tout est mis en œuvre pour étouffer sa voix.

Le libéralisme politique a donc détruit la petite patrie par amour de la grande et, à celle-ci, il a substitué l'intérêt des partis, c'est-à-dire l'égoïsme :

> Monsieur « moi-même »
> Est le prochain que j'aime.

En un mot, la patrie, d'après les idées du libéralisme

(1) *I partiti politici in Italia,* di Enrico Cimbali. Roma 1881.

Digitized by Google

politique, ne représente plus ni la famille ni la commune, ni la réunion des communes et des provinces sous un chef visible, ni l'héritage précieux de mille gloires patriotiques et de mille affections sociales. Au contraire, la patrie est devenue une sorte de ténébreux mécanisme, auquel se rattachent tous les partis : ceux qui aspirent au pouvoir, ceux qui sont vainqueurs, ceux qui sont trompés, ceux qui sont battus.

Il est à remarquer, en outre, que, dès les premiers jours où il entra en scène, le libéralisme politique se mit en opposition directe avec l'idée de patrie. En effet, si la patrie est l'hérédité des pères, si ce sont les autels, les tombes, les mœurs, les habitudes communes et transmises de génération en génération qui la constituent, il faut en conclure que l'élément du passé entre pour la majeure partie dans sa formation. Sans passé, il n'y a pas de patrie possible. Or, dès le principe, le libéralisme politique rompit entièrement avec le passé et montra la prétention — aussi ambitieuse que ridicule — non seulement de s'en séparer, mais de le détruire entièrement. « Le passé ne revient plus, disait Victor Hugo (1); c'est en vain qu'on cherchera à étançonner l'édifice qui croule. Jeunes gens, prenons courage : nous avons l'avenir pour nous ! »

Cette lutte ouverte contre le passé blessa à mort l'idée de patrie; ses effets subversifs et anarchiques se sont vus, se voient encore et se verront toujours de plus en plus. Le libéralisme politique, en apercevant ce danger, a tenté de relever la notion de la patrie qu'il avait foulée aux pieds; mais il était trop tard : il s'est trouvé en face de deux formidables ennemis qui dévorent toute patrie, le socialisme et l'économie athée.

(1) Victor Hugo, *Lettre aux éditeurs des poésies de M. Dovatte.*

Digitized by Google

L'économie athée et libérale, c'est-à-dire la doctrine de la libre concurrence, du *laissez-faire* et du *laissez-passer,* a promulgué la théorie la plus impie et la plus désastreuse, en disant que la morale, c'est la richesse, et que la religion, c'est la propriété. Elle a posé en principe que, de toutes les choses de ce monde, la plus universelle, la plus cosmopolite, c'est l'intérêt matériel, et que c'est lui qui doit tout dominer et tout diriger.

Or, l'intérêt est généralement l'ennemi de la patrie; l'intérêt veut souvent une circulation rapide et une expansion sans aucun obstacle; et la patrie, dit l'économiste athée, est un lieu entouré de barrières, une véritable prison! Etablissons le libre-échange universel! s'écrie-t-on, supprimons les douanes et les armées permanentes, faisons des lois identiques pour tous les pays, et bientôt, de tous les peuples civilisés, on verra se former une seule famille! Le capital et le travail passeront indifféremment d'un pays dans un autre pour chercher le plus d'avantages possible. L'intérêt n'a pour clients que des chiffres, des raisons sociales et des valeurs momentanées : voilà en quoi consiste pour lui la patrie. Il suit de là que l'intérêt a, pour amis ou pour ennemis, ceux qui observent ou qui transgressent ses lois : — un compatriote insolvable est un véritable ennemi, parce qu'il ruine l'intérêt matériel, tandis qu'un étranger solvable est un véritable ami, parce qu'il le sauve (1).

(1) Fontenelle, voyant mener un homme au supplice, disait: « Voilà un homme qui a mal calculé! » D'où il suit que, si cet homme, en faisant ce qu'il a fait, eût échappé au supplice, il eût bien calculé et sa conduite eût été louable. L'action devient donc bonne ou mauvaise selon l'événement. Tout acte est de soi indifférent, et c'est le sort qui le qualifie. Si l'honnête n'est que l'utile, le génie du calcul est la sagesse par excellence, que dis-je, c'est la vertu! (Cousin, *du Vrai, du Beau, du Bien*, p. 305. Paris 1853.)

Digitized by Google

Prenons, par exemple, un négociant de Catane qui fait toutes ses affaires à Paris ou à Marseille. Quelle est sa vraie patrie? La Sicile, où il est né, ou bien la France, où il a tous ses intérêts? Il importe peu à ce négociant de savoir en quel état se trouve le sol qui l'a vu naître : il ne cherche que son profit, et, si le profit lui vient de la France, ce pays sera sa terre de prédilection, sa vraie et chère patrie. Voilà pourquoi nous voyons tant d'industriels qui ne se soucient en rien de leur patrie, pourvu que leurs intérêts soient sauvegardés.

Où trouvera-t-on quelqu'un qui achètera plus cher chez lui un objet qu'il pourra avoir à meilleur marché à l'étranger? Et celui qui, en pareil cas, a recours à l'étranger, ne déclare-t-il pas implicitement que la prospérité de sa patrie ne le touche en aucune façon quand cela tourne à son désavantage personnel? Le vrai patriote a toujours à cœur de partager la bonne et la mauvaise fortune de son pays. Mais, pour l'économie athée, qui ramène toutes choses à l'intérêt, tout cela a une fort mauvaise odeur. De sorte que l'économie athée et libérale, même sans le vouloir, détruit indirectement dans les cœurs l'amour de la patrie, en remplaçant ce noble sentiment par l'exécrable soif de l'or, les flammes de la cupidité, l'idolâtrie de l'argent.

Le socialisme, au contraire, semble même négliger l'intérêt et vise principalement à détruire l'idée de la patrie par tous les efforts possibles; il veut en faire un holocauste à l'idée divinisée de l'humanitarisme communiste.

C'est un fait incontestable et évident que, sous le régime inauguré par la Révolution, la question économique fait périr toutes les autres. Le socialisme a pris sa source dans cette question économique, et c'est pour elle qu'il veut détruire toute idée de patrie.

Digitized by Google

Le socialisme théorique, avec sa philosophie humanitaire, se fait une gloire de n'avoir point de patrie, il l'a proscrite avec indignation, il l'appelle un sentiment étroit, égoïste, qui a plus sa source dans la haine que dans l'amour, un reste de despotisme antique, une vieille monstruosité... La fraternité des peuples, l'amour de l'humanité, voilà la vraie patrie ! disent les socialistes de la chaire, et ils se mettent tout en nage pour propager cette idée nouvelle en affectant dans leur école une sorte de sentimentalisme hystérique pour tous les peuples de l'univers.

Ce système cosmopolite et humanitaire tire son origine de la Révolution française.

Le 19 juin 1790, l'Assemblée nationale avait reçu à Paris, dans le lieu de ses séances, un comité d'étrangers qui, malgré les protestations de la diplomatie, s'intitulaient les ambassadeurs des vrais souverains : les peuples opprimés. A leur tête, entre un Arabe et un Chaldéen, était un philosophe, né à Clèves, élevé en France et en Angleterre, portant le nom grec Anacharsis, qui s'appelait *député du genre humain*, et qui, par un horrible blasphème, voulait qu'on lui donnât le titre officiel *d'ennemi personnel du ci-devant Christ*, qui, disait-il, avait été sur le Golgotha *le premier des sans-culottes*. De la tribune d'une pareille assemblée, on devait naturellement parler au monde entier !

En Italie, le comte Alfieri faisait écho à de pareilles niaiseries politiques, quand il écrivait dans une lettre au Directoire français : « Je me nomme Victor Alfieri ; mon lieu de naissance est l'Italie, ma patrie nulle part. » Devant l'abstraction socialiste, les nationalités disparaissent, il ne reste que l'homme ; aussi, les disciples de la philosophie du XVIII^e^ siècle et de la Révolution se déclarèrent-ils les citoyens du monde, comme... Diogène et Marc Aurèle.

Digitized by Google

« Patrie ! humanité ! écrivait Jules Nostag alias Rufier, dans la *Révolution politique et sociale,* 16 avril 1871 : la patrie n'est qu'une parole et une erreur ; l'humanité, voilà le fait et la vérité. L'idée de patrie a été inventée, tout comme le mythe Dieu, par les prêtres et les rois pour conduire au pâturage les *hommes-bêtes,* au grand profit de leurs maîtres. Mais aujourd'hui tout cela a pris fin. Les peuples sont tous frères. L'ennemi, ce sont les rois et leurs satellites. Plus de sang et plus de bêtises ! Peuples, les patries ne sont que des mots vides de sens. La France est morte. L'humanité la remplace. L'utopie d'Anacharsis Clootz devient la vérité. La nationalité qui résulte de la naissance est un mal. Il faut la détruire. Parce que nous sommes nés ici ou là, selon le hasard et les circonstances, nous serions amis ou ennemis ! Repoussons cette loterie stupide ! Notre patrie sera partout où nous trouverons la liberté et le travail. Peuples travailleurs, la lumière est faite, faisons cesser notre aveuglement ! A bas les despotes ! Plus de tyrans ! La France est morte ! Vive l'humanité ! »

Au congrès socialiste, tenu à Manchester en juillet 1873, on approuva, à une grande majorité de voix, la proposition d'abolir tous les drapeaux nationaux et d'adopter un seul drapeau international : le drapeau rouge, symbole du sang versé par le peuple pour sa liberté. Le drapeau rouge représentera l'unité et la fraternité des peuples, tandis qu'aujourd'hui, avec l'idée de la patrie, les drapeaux nationaux représentent l'hostilité et la guerre entre les divers Etats.

Donc plus de patrie, plus de nations : nous ne laisserons plus que la commune et l'humanité ! disait récemment l'*Almanach républicain.* On en est arrivé au point de proposer l'abolition des noms propres, parce qu'ils tiennent un peu de la famille et de la patrie,

Digitized by Google

et de distinguer les individus comme les voitures publiques à l'aide de numéros. Ainsi, par exemple, cher lecteur, vous vous appelleriez peut-être *le citoyen n° 10.* Quelle folie !... Quelle bouffonnerie !...

A la suite du socialisme de la chaire, vient le socialisme du prolétaire, qui, lui aussi, renie la patrie. Il se nourrit du vain espoir d'une *liquidation* du capital cosmopolite et de l'affranchissement du travail, et, tandis que, comme le socialisme dogmatique, il maudit la guerre des peuples, il la remplace en même temps par la lutte universelle du travail contre le capital. Pour le prolétaire, l'ennemi, ce n'est pas l'étranger, c'est le noble, le propriétaire, le capitaliste. C'est cette espèce de socialisme qui dit : La patrie est pour vous, ô riches! mais pour nous, pauvres diables, condamnés aux travaux forcés à perpétuité, afin de gagner une subsistance insuffisante, la patrie n'est rien! Qu'est-ce qui constitue, en effet, la patrie? Est-ce la maison paternelle? Mais, nous autres, nous n'en avons pas! tandis que vous, riches, vous avez des palais somptueux où vous avez réuni toutes les aises de la vie et un luxe forcené!... Est-ce le sol? Nous n'en possédons pas un pouce, alors que vous, riches, vous possédez des terres immenses, des villas luxuriantes, où vous vous enivrez de repos, de voluptés, de toute espèce de délices. Sont-ce les tombeaux? Nous n'avons que la fosse commune, tandis que vous avez vos grands mausolées avec votre portrait sculpté dans le marbre. Sont-ce les autels? Nous n'en reconnaissons aucun, parce que vous-mêmes, ô riches! vous nous avez enlevé la religion! Sont-ce les souvenirs? Mais notre siècle a détruit tout le passé! Sont-ce les coutumes? Nous autres, nous n'avons ni traditions, ni usages, ni rites, ni fêtes, parce que vous nous avez fait esclaves du travail et que vous nous avez enlevé le repos du dimanche en nous

Digitized by Google

faisant travailler tous les jours pendant dix ou douze interminables heures! Est-ce l'Etat? Mais l'Etat, c'est notre premier ennemi, parce qu'il n'a pas voulu nous rendre justice! Voilà pourquoi nous soupirons après la révolution sociale, qui apportera l'égalité pour tous. Périsse la patrie, pourvu que la révolution soit sauve!

Au congrès socialiste universel de Gand, le 9 septembre 1877, un orateur laissa échapper le mot « patrie » et l'auditoire se leva en criant : Que venez-vous parler ici de patrie; il n'y a plus de patrie! Nous avons jeté par terre la superstition séculaire d'un Dieu et d'une âme, il faut aussi balayer de la société la vieille et superstitieuse fiction de la patrie!

Voilà la doctrine socialiste. Elle est logique dans la conséquence de ses principes. Puisque le socialisme veut refaire l'humanité et la placer sur de nouvelles bases, il est nécessairement amené à nier la patrie. En effet, le socialisme veut la destruction de la famille, et la patrie n'est qu'une agrégation de familles. Le socialisme veut l'égalité, un niveau unique pour tous les peuples, et la patrie se compose de tout ce qui distingue un peuple d'un autre : ses richesses matérielles, morales, intellectuelles, sa langue, ses usages et ses mœurs variées. C'est pourquoi l'historien Henri Martin avouait lui-même qu'il s'était trompé en croyant qu'il y avait compatibilité entre l'idée de la patrie et l'idée socialiste.

Emile de Laveleye a écrit : « La civilisation moderne a son ombre, et cette ombre, c'est le socialisme (1). » Oui, mais c'est une ombre qui nous ôte la lumière des plus belles institutions, une ombre qui a enveloppé dans ses ténèbres notre XIX^e^ siècle, appelé ironiquement le siècle

(1) EMILE DE LAVELEYE, *le Socialisme contemporain*, p. 2.

Digitized by Google

des lumières, une ombre qui a essayé de supprimer ce rayonnement bienfaisant, qui s'appelle l'amour de la patrie et qui a fait la grandeur des peuples et des nations.

Si l'on parvenait, en effet, à détruire l'idée de patrie, ne verrait-on pas s'évanouir bientôt notre progrès et notre civilisation? Les arts et les sciences n'ont-ils pas trouvé une de leurs plus grandes impulsions dans l'amour de la patrie? N'est-ce pas elle qui a formé dans l'antiquité ces grands hommes dont nous retrouvons dans l'histoire le sillon lumineux? Et cet amour de la patrie n'a-t-il pas sa source dans les œuvres capitales qu'elle a produites, dans la mémoire des grands hommes à qui elle a donné le jour, dans tous les biens qu'elle a procurés à ses enfants, dans la force puissante avec laquelle elle pousse tous les citoyens dans la voie de la civilisation et du progrès?

En Russie, nation longtemps barbare, les descendants des premiers Moscovites n'ont pas dans leur langue un seul mot qui signifie patrie. Le mot par lequel les Russes aujourd'hui civilisés cherchent à exprimer cette idée a une tout autre signification. *Atcelchesvo* exprime la filiation, le lien de famille, mais non pas le lien de la terre natale. Duchinski a fait une observation frappante: Lorsque deux Européens se rencontrent, ils se demandent : Qui êtes-vous? ou bien : De quel pays êtes-vous? Au contraire, deux Moscovites se posent cette question: De qui êtes-vous? c'est-à-dire qui est votre père ou votre patron?

La Russie n'a pas dans sa langue originaire le mot « patrie », précisément parce qu'elle a été longtemps un peuple barbare, un peuple d'esclaves (1). Le socialisme, en abolissant la patrie, nous ramène donc à l'état sauvage et barbare.

(1) Cazzaniga, *l'Eguaglianza*, vol. II, p. 127.

Digitized by Google

On a beau dire que l'idée de patrie est passée de mode : les socialistes ignorent-ils donc que c'est là une grande idée, une idée nécessaire, naturelle, providentielle, de tous les temps et de tous les lieux ? Ne savent-ils donc pas que la nature elle-même a gravé profondément dans notre cœur le sentiment de la patrie et que les sentiments naturels ne peuvent jamais s'effacer ? S'il en est ainsi, comment pourront-ils jamais briser la chaîne des idées naturelles, faire disparaître les impressions invétérées, donner une autre direction aux affections universelles, changer tout à coup les manières, les coutumes, le langage, le goût ? Socialistes, vous voulez détruire la patrie et en faire une idée archéologique, mais la patrie restera toujours vivante devant vous, toujours vénérée, toujours bénie, toujours debout dans toute sa beauté et toute sa gloire !...

Les socialistes affirment que l'amour de la patrie et l'amour de l'humanité sont contradictoires. Or, il n'y a rien de plus faux : Dieu a voulu que tous les hommes fussent frères par la communauté d'origine, de nature, de religion et de fin suprême ; mais Dieu lui-même a divisé les nations et distribué les confins du globe aux différents peuples (1) ; lui-même s'est formé un peuple particulier, et il a béni toutes les nations de la terre. Au lieu de s'exterminer mutuellement comme ces peuples de l'Antiquité qui suivaient la loi des *XII Tables* : « Jamais de paix avec l'étranger ! » les peuples reçurent de Dieu la mission de s'aimer, de s'entr'aider, de marcher en avant avec une noble émulation dans la voie du progrès, au moyen du travail, de l'industrie, du commerce, des beaux-arts, du sacrifice et surtout des devoirs religieux. C'est dans cette émulation qui doit

(1) Deuter. 32, 8. — Act. Ap. 17. 26.



Digitized by Google

exister entre les peuples que consiste le vrai patriotisme et le véritable amour de l'humanité. En effet, la vie de chaque peuple s'enrichit et s'agrandit par le nombre et par la force des unités subordonnées, par l'accroissement et la vitalité de chaque région, de chaque famille, de chaque homme; de même, la vie du genre humain sera d'autant plus riche et plus forte que chaque nation sera plus libre, plus souveraine, plus solidement établie, plus distincte des autres dans son action et dans ses caractères. Supprimer la nation, c'est donc, en quelque sorte, mutiler le genre humain,— car les nations sont comme les membres d'un seul organisme (1).

Il faut remarquer aussi que l'amour de l'humanité est certainement un grand et légitime amour, principe des plus nobles émotions, mais c'est seulement lorsqu'il ne dévie pas de sa destination et lorsqu'il ne fait point disparaître le sentiment de la patrie. Ne l'oublions pas : l'humanité est si vaste, que le sentiment qu'elle nous inspire risque de se perdre dans son immensité. Habituons-nous donc à l'aimer dans cette humanité bien concrète dont nous faisons intimement partie et avec laquelle nous sommes liés par toutes les traditions de notre passé et par toutes les fibres de notre cœur. Connaître et mettre en pratique les nobles sentiments que la patrie nous inspire et les devoirs positifs qu'elle nous impose, c'est le commencement naturel d'un ordre plus large de sentiments et de devoirs. Le précepte divin : *Aimez votre prochain comme vous-mêmes!* doit commencer par la famille; il doit passer ensuite avec ordre à la commune, à la nation, au genre humain. C'est de la sorte seulement que pourra naître en nous l'amour de l'humanité, de ce grand tout, qui, sinon, ne serait pour nous qu'un étranger inconnu et mystérieux. L'ex-

(1) *Ad Ephesios*, 3, 4. — 6.

Digitized by Google

périence elle-même nous apprend que l'amour le plus robuste pour la patrie est la première de toutes les conditions de l'amour de l'humanité et de la vie féconde qui circule de peuple à peuple; l'expérience nous montre que l'amour de l'humanité serait purement platonique s'il ne se manifestait tout d'abord envers la patrie, le cercle nécessaire de toute notre vie, pour passer ensuite de cette sphère étroite à la sphère plus grande de toute la race humaine: voilà la vraie méthode, et celle qui procède en sens inverse irait se perdre en utopies nuisibles et inutiles et détruirait tout.

Nous sommes loin de nier que les événements quotidiens font noter un grand rapprochement parmi les peuples. Le comte de Maistre disait déjà, il y a nombre d'années : Tout fait prévoir que nous arriverons à je ne sais quelle grande unité vers laquelle nous marchons à pas pressés!

Le grand rabbin Michel A Weill, dans sa *Théodicée du Mosaïsme,* écrivait ce qui suit : « L'unité vers laquelle marche le genre humain n'est pas une utopie ni un songe. Elle va en élargissant sans cesse son domaine et sa sphère d'action; elle est comme le pont mystérieux de la Kabale, comme le feu de En Soph, dont les irradiations s'étendent peu à peu et forment des cercles de plus en plus larges. Sous ce rapport, les grandes révolutions des empires depuis les Assyriens jusqu'aux Perses, depuis les Perses jusqu'aux Grecs, depuis les Grecs jusqu'aux Romains, depuis l'Antiquité jusqu'au Moyen Age, depuis le Moyen Age jusqu'à la Renaissance, depuis la Renaissance jusqu'à la Révolution française ne sont que les étapes de l'humanité qui s'avance dans les voies de l'unité. A moins de nier l'évidence, il faut reconnaître que jamais on n'a fait tant de chemin d'une manière si rapide et si visible qu'après le grand ouragan de la fin du siècle

Digitized by Google

passé; jamais l'unité n'avait obtenu de semblables résultats après la confusion des langues. Rien ne manque à cette tendance irrésistible vers l'unité, pas même le titre : la nouvelle politique appelée à gouverner les nations et qui prend partout la place du patriotisme local et régional s'appelle l'internationalité. Dans cette aspiration unanime vers l'unité, les peuples ne pensent pas à sacrifier leur individualité, leur idiome, leurs instincts de race et leur génie propre. Il ne s'agit pas de remplacer par une mélancolique monotonie cette diversité d'aspects, de tons, de couleurs, de principes, de doctrines, qui est l'âme et la vie de la création. Non ! ce que l'on cherche et ce que l'on désire, c'est de relier ces innombrables variétés en un tout harmonieux et de faire de notre humanité une vivante image de la création, car nous n'y trouvons pas le spectacle de l'unité mathématique, ni de la diversité désordonnée, mais le splendide panorama de l'harmonie universelle, c'est-à-dire la variété dans l'unité. Quand les enfants d'Adam s'aimeront comme des frères, quand il n'y aura plus de barrières élevées entre des égoïsmes mesquins, plus d'obstacles provoqués par des intérêts en contradiction, plus de haines alimentées par des passions exclusives, quand tous les hommes se regarderont réciproquement comme les enfants du Dieu vivant, comme les fils d'un même père, quand l'unité aura fait ainsi le tour du monde, quand elle aura donné son nom à l'humanité, le monothéisme aura triomphé. Le prophète l'a dit : « Il y aura un Dieu *unique,* le jour où son nom sera *unique.* »

Nos congratulations à ce grand rabbin qui fait entrevoir dans son langage la conversion d'Israël, il arrive à une conclusion qui, au fond, n'est que l'expression prophétique du Nouveau Testament: *Et fiet unum ovile et unus Pastor.*

Digitized by Google

Aujourd'hui, le retour à l'arbitrage du Pontife romain dans les questions internationales est un grand pas vers la réalisation complète de la prophétie.

En contemplant cet acheminement du genre humain vers l'unité, il serait illogique de conclure que l'idée de la patrie pourra un jour être détruite. En effet, cette idée n'est pas un produit de la civilisation ; comme nous l'avons vu, les peuples les plus éloignés des grands centres et du courant des idées modernes, les hommes qui habitent les lieux presque inaccessibles dans les montagnes ou dans les glaces du pôle, sont ceux qui se distinguent le plus par l'énergie de leur *instinct patriotique :* l'idée de la patrie n'est pas non plus le résultat de la constitution des Etats modernes ou de la science politique, car cette science a tout fait pour la détruire, ainsi que nous l'avons démontré; l'idée de patrie n'est pas non plus l'effet du bien-être ou de la fertilité du sol ou de la satisfaction de tous les besoins de la vie, car les peuples en apparence les plus malheureux, dit Alibert, sont ceux qui ont une affection plus passionnée pour le sol natal.

« Il faut bien le remarquer, dit Châteaubriand, plus le sol est ingrat, plus le climat est rigide, plus le pays natal nous offre d'inconvénients et de souffrances, plus il a pour nous de charmes et d'attraits : chose étrange et sublime de voir ainsi l'amour naître de la souffrance. » Voilà pourquoi Châteaubriand appelait le sentiment de la patrie un *miracle permanent*. C'est donc la nature qui nous inspire cette idée de patrie, et c'est la religion qui la consacre (1). Le socialisme, lui, avec ses théories humanitaires, n'y voit qu'un préjugé *d'un autre âge* et,

(1) Saint Thomas démontre *ex professo* qu'après Dieu ce que nous devons aimer avant tout ce sont nos parents et notre patrie. (P. 2, q. 2, art. 1.)

Digitized by Google

peut-être même, *un reste de barbarie;* mais tout homme de bon sens doit forcément reconnaître que le sentiment de la patrie a une origine plus qu'humaine et semble provenir de Dieu lui-même. Cela étant admis, comment l'idée de patrie pourrait-elle être détruite par le progrès qu'on fait vers l'unité? Cela est impossible. L'amour de la patrie, si fécond en doux souvenirs et en nobles inspirations, nous console dans tous les maux, nous fait affronter tous les dangers; cet amour survivra aux utopies d'une fausse fraternité universelle, comme il a survécu aux dangers d'une monarchie universelle: il est une double manifestation de l'intervention de la Providence et comme sentiment naturel, inné et irrésistible, et comme amour consacré et fortifié par la religion; aussi, ne pourra-t-il jamais disparaître: il sortira des embûches qu'on lui tend aujourd'hui plus pur, plus fort, plus doux et plus sain, parce qu'il sera purifié de toutes les vantardises socialistes, de toutes les tentatives de la cupidité égoïste, de toutes les duplicités de l'hypocrisie et de toutes les trames ténébreuses de l'ambition.

Quand on jette les yeux sur notre globe, on voit que la terre est entourée par les eaux; l'océan est immense, et la terre, qui occupe un tiers de notre planète, semble y voguer comme un colossal navire. Il n'y a qu'un océan, mais il prend divers noms, selon les pays qu'il baigne : il s'appelle mer du Nord, mer des Indes, mer de Chine, etc.; mais il reste toujours un, et les eaux de ces différentes mers sont unies sans que les mers se confondent. Or, il se produit chaque jour un curieux phénomène. En vertu de l'attraction astronomique, l'océan se soulève vers son centre, et les eaux s'élèvent et s'abaissent de tous les points du globe. Ce flux et ce reflux atteignent une hauteur ou une dépression des eaux plus ou moins forte, selon la grandeur et la profon-

Digitized by Google

deur des mers, selon leur degré de latitude et les circonstances locales. Le genre humain est semblable à l'océan : il se divise en un grand nombre de nations et de patries, selon la diversité des peuples, qui doivent être unis sans se confondre. Il y a aussi un astre qui appelle chaque peuple à s'élever dans l'industrie, dans la science, dans la vertu et dans la religion : cet astre, c'est Dieu, Père de l'humanité et des nations. Les efforts que chaque peuple doit faire pour obtenir le premier rang dans l'ordre physique, moral et intellectuel constitue la vraie liberté des peuples et le vrai patriotisme; ainsi, l'amour de la patrie ne s'oppose pas à l'unité de la race humaine et à la fraternité universelle, comme la force si variable de la haute et de la basse marée ne s'oppose pas à l'unité de l'océan.

Digitized by Google

Digitized by Google

## CHAPITRE VII

### LA QUESTION SOCIALE

Il y a un siècle, la Révolution française fit passer le niveau politique sur les individus ; aujourd'hui, le socialisme brûle du désir d'établir un niveau économique sur les biens ; le socialisme français eût même voulu célébrer de cette manière le centenaire de 1789 : — il y a longtemps qu'il s'organisait dans ce sens.

En effet, les grandes associations ouvrières n'ont pas pour but unique d'obtenir une juste augmentation de salaire, une raisonnable diminution des heures de travail ou l'abolition de règlements vexatoires ou humiliants dans les ateliers, de faire respecter, en un mot, dans l'ouvrier sa dignité humaine et son droit de vivre, — jusqu'ici leurs revendications seraient justes et louables ; — il y a bien plus que tout cela dans le mouvement ouvrier qui s'opère sous nos yeux : les socialistes prolétaires se préparent ouvertement, comme ils le disent, à jeter les fondements du temple de l'humanité future, ils visent à renverser tout l'ordre économique de l'ancienne société, pour arriver, eux aussi, à jouir des biens de la fortune. Ils y sont poussés par l'exemple de la bourgeoisie, ce tiers état, qui est aujourd'hui prédominant.

Digitized by Google

En voyant comment, il y a un siècle, le libéralisme détruisit toutes les anciennes institutions, dépouilla l'Eglise, jeta à terre la Féodalité, s'éleva au pouvoir et s'enrichit des biens de la fortune; en voyant comment aujourd'hui le libéralisme reste égoïste jouisseur des privilèges qu'il a volés et s'oppose de toutes ses forces à l'irrésistible courant égalitaire qui entraîne les foules vers le socialisme, celui-ci, le *quatrième état,* s'aperçoit qu'il a été trahi par les fausses promesses de liberté, égalité, fraternité, et il veut, lui aussi, arriver à la jouissance des biens qu'on lui a promis et, pour cela, il emploie les mêmes moyens que la bourgeoisie employa, avec tant de succès, il y a cent ans. Voilà le présage du nouveau vent révolutionnaire qui souffle aujourd'hui: c'est le vent du socialisme, qui, au triomphe du tiers état, veut substituer le triomphe du *quatrième état;* au drapeau tricolore, le drapeau rouge; au cri de : A bas la noblesse! celui de : A bas la bourgeoisie! à l'abolition des marquis et des barons, l'abolition des riches banquiers, des capitalistes, des propriétaires et des spéculateurs.

Ces vœux ne sont sans doute que de vaines utopies; il est toutefois bien certain que l'ordre social ne s'est jamais trouvé si ébranlé qu'aujourd'hui. Presque dans tous les pays de l'Europe, on trouve de grandes associations ouvrières qui obéissent à un seul chef révolutionnaire, qui ont un programme bien arrêté, qui, toutes ont le même mot d'ordre, celui de se préparer et d'attendre le signal du soulèvement.

Déjà, en 1866, l'organe principal du parti socialiste en Allemagne écrivait : « Frères, soyez prêts! A tout moment, vous pouvez être appelés sous les armes! A tout moment, le *Reichstag* peut être dissous. Rangez-vous en ordre, agitez-vous, faites de la propagande, travaillez

Digitized by Google

le peuple sans relâche, redoublez chaque jour d'énergie jusqu'à l'heure décisive. Nous avons un moyen que nos adversaires ne possèdent pas : l'enthousiasme. L'enthousiasme nous conduira au triomphe. » Quel sera ce triomphe? sera-ce celui du fer et du feu? Le socialisme s'élèvera-t-il un jour victorieux sur les ruines fumantes de la société?... L'avenir nous répondra.

Au congrès de Marseille, le 20 octobre 1879, Joseph Bernard prononça un discours très applaudi sur l'urgence de la révolution, et conclut en ces termes : « Il n'y a pas de concordat possible entre les parasites et les travailleurs : les uns ont pour lot toutes les misères, les autres tous les privilèges ; ne cherchons donc plus des palliatifs qui ne produiront aucun résultat. Unissons-nous ; que notre tâche soit d'établir la propriété collective du travail et du sol entre les mains de ceux qui peuvent travailler à la production ; quant aux moyens, ce seront les mêmes, ô citoyens ! que ceux employés jadis par la bourgeoisie, c'est-à-dire *la révolution*... Avant de descendre de cette tribune, je proteste contre les paroles de paix, de conciliation et de concorde qu'on a prononcées hier à ce sujet. La paix ! qui doit la demander, sinon la bourgeoisie? La bourgeoisie a tous les privilèges, tous les droits, et elle demande de jouir en paix du fruit de notre travail ! Mais il n'en est pas de même pour nous, ô travailleurs ! nous n'avons rien, et nous devons combattre, sans trêve ni merci, pour la conquête de nos droits. Si la bourgeoisie dit : Paix ! nous devons dire : Guerre ! Guerre aux privilèges, guerre au despotisme, guerre à la bourgeoisie, guerre au cléricalisme *(sic)*, guerre à la noblesse, guerre, en un mot, à tous les oisifs et à tous les parasites ! Il faut en dire autant du mot « patriotisme » ; notre patrie, c'est nous, ce sont nos frères, ce sont les travailleurs. Nos ennemis,

Digitized by Google

ce sont les fainéants. Tendons une main fraternelle à nos frères de la Russie et de l'Allemagne, et qu'un cri unique sorte de notre poitrine : *Vive la révolution sociale et universelle!* »

Le *Sozial Demokrat*, organe du socialisme allemand, écrivait dans son numéro du 14 avril 1883 : « L'invention de la poudre a détruit la puissance féodale, la dynamite détruira le despotisme moderne. La fière Angleterre tremble devant quelques hommes et quelques kilogrammes de dynamite, et elle a raison. On a appelé le canon *ultima ratio regum;* la dynamite sera le dernier droit des opprimés. La dynamite, le plus violent des moyens de violence, sera la fin de la politique de la force. »

L'*Etendard révolutionnaire* publiait les excitations suivantes à la révolte : « Une révolution qui n'a qu'un changement politique pour but peut tomber devant l'indifférence; mais une conflagration universelle, quand elle entraîne derrière soi des millions d'affamés qui veulent se rassasier, qui pourra la refouler? Combien y a-t-il de villes, de villages, de bourgades où il n'y a pas de soldats? C'est de là que viendra le signal du combat. »

Gautier, l'orateur principal des anarchistes de Lyon, termina ainsi son discours : « Nous sommes quelques millions pour qui le *delenda Carthago* est la destruction de l'autorité. Nous autres, anarchistes, nous sommes les ennemis de tout gouvernement, parce que les passions mettent une force immense au service des gouvernements. Nous sommes des révolutionnaires et nous croyons que notre moyen suprême, c'est la force. Nous avons vu toutes les formes se succéder dans la lanterne magique de l'Etat : c'est toujours la force qui domine et c'est partout la violence. »

Digitized by Google

Le *Fascio operaio,* organe du parti ouvrier socialiste italien, excitait à la révolte, en ces termes, tous les ouvriers de notre belle péninsule, pendant cette année 1889 : « Agitons-nous, paysans, maçons, forgerons, menuisiers, cordonniers, tailleurs, filateurs, mécaniciens, travailleurs des cités et des campagnes ; si vous avez des raisons à faire valoir, faites-les valoir. Le moment est bien choisi, la bourgeoisie a peur. Vous n'aurez pas plus tôt commencé une grève, que vous verrez aussitôt le syndic, le préfet, s'empresser d'arranger votre affaire et, ce qui mieux est, de vous donner raison. Ecoutez-nous : faites de l'agitation ! C'est le vrai moment ; si vous ne réussissez pas à vous émanciper, vous parviendrez au moins à secouer le joug des heures d'un travail interminable, des règlements draconiens, des salaires insuffisants. Agitez-vous, et vous vous mettrez dans une condition où vous aurez au moins les moyens et le temps nécessaires pour vous associer, pour étudier les problèmes les plus urgents de la question sociale et pour vous trouver forts et compacts le jour où l'on fera valoir dans leur entier les revendications économico-politico socialistes. Ne l'oubliez pas : nos oppresseurs ont peur de voir les escarmouches socialistes se changer en bataille rangée : En avant ! »

M. de Bonald a dit qu'un grand mouvement social a toujours pour base une erreur ou une vérité. Dans cette anarchie sociale qui nous menace, l'erreur est venue de l'économie libérale, qui a proclamé le principe de la liberté absolue et qui a fait disparaître toutes les lois qui réglaient le travail et le commerce.

Le rationalisme économique condamne le premier mot du vocabulaire socialiste actuel, qui est celui-ci : La société civile est malade aujourd'hui ! Mais non ! répond-il, la société actuelle marche dans la voie du

Digitized by Google

progrès, elle se porte fort bien et elle voit s'accroître sans cesse sa prospérité économique. Elle est donc bien loin d'être malade, elle jouit de la plus florissante santé! Le rationalisme économique nie donc l'existence d'une question sociale quelconque; il ne veut pas de réformes, parce qu'il croit que la liberté seule peut guérir tous les maux. Il ne veut pas de lois qui viennent réglementer le travail et le commerce : ce serait, à son avis, entraver à tout jamais la marche bienfaisante de la liberté; or, c'est la liberté qui a élevé ce majestueux édifice du progrès, que l'humanité tout entière admire avec stupéfaction. Voici ce que nous répondrons à cela : Il semble qu'on soit arrivé de nos jours au plus haut degré de perfectionnement matériel, qu'on a conquis la nature entière, et pourtant, au lieu de nager dans l'abondance et dans l'opulence, que de misères partout! On entend de toutes parts des voix affamées, des cris de douleur et de révolte. Si la liberté économique est un si grand bien, comment donc, depuis que cette liberté existe, le travail est-il devenu une marchandise et l'ouvrier une sorte d'esclave, pire qu'un animal; voyez-le dans ses heures de découragement, le corps épuisé par la fatigue, le cœur brisé à la vue d'un salaire insuffisant : il laisse tomber de ses mains la plume, le ciseau, le marteau, la lime, en maudissant la liberté elle-même. Et plût à Dieu que cette malédiction fût la seule! Les événements qui s'accomplissent sous nos yeux montrent clairement que le socialisme qui se prépare sourdement dans les heures lentes de la digestion est bien différent du socialisme qui éclate aux tristes heures de la faim. Le feu menaçant qui couve en Europe commence à laisser échapper des lueurs sinistres. La haine féroce qui dort dans le fond du cœur de l'homme s'est réveillée et, sous les yeux des économistes consternés et des libé-

Digitized by Google

raux ahuris, dix ans après la Commune de Paris, elle nous apparaît avec une force nouvelle et une ardeur effrayante. Si l'homme rugit comme une bête fauve, s'il se précipite sur la société comme sur une proie, n'est-ce pas peut-être parce qu'on l'a traité comme une bête (1)?

Il est impossible de le nier, tout le monde est d'accord pour le dire : il y a aujourd'hui un malaise général dans l'humanité. La pauvreté et la misère sont, il est vrai, de tous les temps et de tous les lieux, et, sous ce rapport, la terrible question sociale est la même dans tous les âges. Mais, à notre époque, il y a quelque chose de plus : le paupérisme moderne et l'extrême misère se trouvent en face de la plus grande richesse et du luxe le plus exagéré. Et, ce qui afflige davantage le cœur, c'est que cet état déplorable coïncide précisément avec les plus belles conquêtes de l'intelligence, appliquées à l'industrie humaine et semble même en être la conséquence.

On remarque partout un sentiment profond du désordre social et, en regardant l'avenir, tout le monde tremble pour ses propres intérêts. La défiance est devenue l'atmosphère de notre siècle. Le prolétariat, effet naturel de l'individualisme, n'est plus un fait passager : il tend à devenir une institution. Le vote populaire, cette prétendue arme du faible, n'a pas eu la puissance d'empêcher l'accroissement incessant de la misère. Nos lois semblent faites pour faciliter la guerre sociale, plutôt que pour maintenir la paix.

Il est évident que nous ne sommes pas dans un état

(1) « J'aime le peuple parce que tout vient de lui ; je le méprise parce qu'il est bête. » Nous avons lu ces paroles dans quelque journal humoristique qui avait pris pour devise cet aphorisme vaniteux, parce qu'il résume, hélas ! souvent, l'ensemble des sentiments de ceux qui tiennent en mains le sort du peuple.

Digitized by Google

normal, mais dans le désordre; on sent, quasi par instinct, que la loi divine, naturelle et positive a été violée et que c'est de là que proviennent les funestes conséquences sociales, prodrome de l'anarchie. Se trouve-t-il encore quelqu'un aujourd'hui qui ne demande pas instamment des réformes au nom de la justice? Comment peut-on dire qu'il n'y a pas de question sociale, quand on voit partout autour de soi les grandes souffrances des classes laborieuses, les abus du capitalisme, les excès de la production, les agitations révolutionnaires des ouvriers, les grèves continuelles, les faillites quotidiennes, les désordres du travail, l'antagonisme le plus acharné entre le patron et l'ouvrier, l'absence de toute sécurité et de toute stabilité dans toutes les classes et dans toutes les affaires? Les économistes libéraux nous diront sans doute que la misère est moins grande aujourd'hui qu'autrefois, parce que le prolétaire est mieux nourri, mieux vêtu, mieux logé que ne l'étaient ses pères. Mais qui pourra nous en convaincre? Tout est relatif en ce monde. Le bien-être ne peut s'apprécier que par la comparaison. Or, le bien-être des classes inférieures s'est-il accru dans la même proportion que celui des autres classes? Voilà ce qu'il faudrait démontrer. Puis, on dit que le prolétaire est mieux nourri! Mais d'où vient alors que la population des grands centres industriels s'étiole, dépérit et n'a plus de santé? On prétend que l'ouvrier est mieux logé, — et des enquêtes toutes récentes nous montrent en quels bouges infects vont se réfugier les vaincus dans la lutte pour l'existence, tandis qu'anciennement tout ouvrier avait sa maison, si misérable qu'elle fût, et, aujourd'hui, dans presque toutes les villes, on sent le besoin impérieux d'asiles de nuit.

Un grand économiste moderne établissait comme suit

Digitized by Google

le bilan des gains et des pertes que le peuple a faits dans notre siècle :

| PERTES | GAINS |
|---|---|
| 1° Augmentation moyenne des denrées alimentaires jusqu'en ces dernières années, calculée à 40 p. c.; | 1° Augmentation moyenne des salaires, selon les calculs les plus favorables des économistes, évaluée à 75 p. c.; |
| 2° Perte des moyens accessoires de ressources, subventions, etc.; | 2° Bon marché des prix, principalement des objets d'usage, tissus, etc., diminution évaluée à 50 p. c.; |
| 3° Diminution de la qualité et de la durée des objets manufacturiers; | 3° Augmentation du niveau de l'existence et de la consommation; |
| 4° Augmentation des besoins alimentaires à cause de la diminution des forces; augmentation d'autres besoins à cause des habitudes contractées; | 4° Débouchés nouveaux ouverts au travail; |
| 5° Fièvre de production, excès de production, crises pour grèves, etc.; | 5° Moyens nouveaux et plus avantageux de voyager, nouvelles jouissances de la vie, luxe, etc. |
| 6° Agglomération des ouvriers dans les villes, perte de l'hygiène, destruction de l'indépendance du petit patron, prix élevé des loyers. | |

Dans son ouvrage, *la Lutte pour le Pain quotidien* (page 206), M. Brants déclare que le tableau précédent est véridique et écrit avec impartialité; nous le pensons aussi. Or, il ne nous semble pas que les gains surpassent les pertes. Evidemment, il faut tenir compte des deux points suivants : la société actuelle est plus nombreuse et, partant, ses ressources se divisent entre un plus grand nombre d'hommes; de plus, les richesses produites et le capital national ont augmenté dans des



Digitized by Google

proportions notables; il reste toutefois bien certain que la multitude n'est pas satisfaite, qu'il existe partout une grande déception, que la question sociale est aujourd'hui fort brûlante et que la misère est indescriptible.

M. d'Hassouville disait que, de nos jours, tout homme a monté d'un degré dans sa condition. Et cette foule d'hommes condamnés à des travaux très fatigants et fort peu rémunérés, sans espoir aucun de pouvoir améliorer leur condition, parce qu'ils sont réduits à ce que Fourier appelait *la faim lente!...* Où est le progrès en ceci? Est-il juste que l'homme travaille, sans pouvoir même avoir l'assurance qu'il ne mourra pas de faim?

On a parfois entendu dire que le progrès moderne est, par lui-même, le grand facteur de la misère et qu'il n'est pas de vainqueur plus cruel que lui. Qu'est-ce, en effet, que ce progrès minotaure, qui écrase tout ce qui semble devoir lui résister et qui poursuit toujours sa marche en avant, sans laisser à ses victimes le temps de panser leurs plaies? Peut-on appeler progrès ce qui tue ainsi les petits et les faibles? Ah! la bourse, la haute banque, la spéculation usurière, qui dominent tout, peuvent bien chercher à couvrir d'une couche épaisse de vernis rose les plaies gangréneuses du corps social : elles ne pourront jamais cacher les taches, les infamies, les tromperies et les ruines que le progrès moderne a accumulées autour de lui.

Avec la vapeur, l'électricité et toutes les inventions récentes, notre époque a atteint une puissance de production inconnue jusqu'ici; mais, en même temps, elle a vu surgir les plus graves difficultés sociales et les plus grands désastres. Les transformations sont rapides et continuelles; jamais les forces productives de la société n'ont eu à subir pareil assaut. Que voient les économistes libéraux dans toutes les misères provoquées par

Digitized by Google

ce mouvement vertigineux de notre siècle? Ils ne voient que les épreuves inséparables d'une période de transition, pendant laquelle l'humanité poursuit son chemin, bon gré mal gré, sur la grand'route du progrès continu. Une pareille appréciation est absolument fausse : nous sommes responsables de l'avenir; c'est à nous qu'il appartient de le faire et de le rendre bon ou mauvais. Or, la question sociale, dit Mgr Ketteler, évêque de Mayence, est une question d'existence, et elle apparaît soit dans les actes du gouvernement par rapport à ses sujets, soit dans les actes des citoyens et leurs relations mutuelles.

Parmi les points fort nombreux qui peuvent être légitimement censurés dans notre ordre social actuel, citons, par rapport à la question économique, les six principaux : le militarisme, la magistrature, l'instruction, l'agriculture, l'industrie et le commerce. Examinons ces divers points en détail.

### *Le Militarisme*

La question sociale se pose, tout d'abord, à cause des dépenses improductives que l'Etat est forcé de faire pour maintenir une armée supérieure aux exigences de la société, en enlevant ainsi une foule innombrable de bras à l'agriculture et à l'industrie. Par suite du militarisme, l'Italie doit supporter, matériellement et moralement, un poids plus considérable que toutes ses autres charges; chaque année, plus de 100,000 de ses citoyens les plus robustes sont enlevés à leurs occupations, pour aller passer le temps voulu à cette grande école du feu, où l'on perd souvent le goût du travail. Tout le monde est d'accord pour dire que les armées constituent une grande calamité sociale. On répond

Digitized by Google

parfois : C'est un mal nécessaire ! Soit ! admettons-le, mais jusqu'à un certain point cependant ; personne, en effet, ne soutiendra ce qu'un érudit osait dire, il n'y a pas bien longtemps, que la guerre est un fléau utile, puisqu'elle débarrasse la société de son trop-plein !... La guerre un fléau utile ? Mais a-t-on bien pesé les conséquences incalculables d'une guerre, les champs fertiles couverts de ruines et de dévastation, la famine et la peste qui viennent à la suite, et toute l'énormité des sacrifices contenus dans ces immenses hécatombes ? A-t-on vu le simoun du Sahara ou le cyclone des Indes se dresser lentement au fond de l'horizon comme une immense muraille noire, s'avancer en grossissant toujours et en lançant des éclairs, puis s'abattre et se renverser d'un seul trait sur les plaines immenses et semer partout la ruine, la dévastation et la mort ! Voilà une image de la guerre. C'est un abîme formidable, qui engloutit non seulement les vies humaines, mais aussi toutes les épargnes du travail et tous les moyens d'existence des classes travailleuses.

Actuellement, l'Europe semble être menacée d'un bouleversement universel ; l'atmosphère est surchargée d'électricité, et la crainte de voir l'orage éclater tout à coup rend le présent insupportable. Les *casus belli* latents ne manquent pas sur le Rhin, sur la Baltique, sur les Balkans, dans l'Afghanistan et sur le Nil ; il ne faudrait qu'une étincelle pour développer un immense incendie, une conflagration universelle des nations, un cataclysme inconnu dans l'histoire.

C'est pour faire face à tout événement que les Etats de l'Europe se tiennent quasi sur le pied de guerre ; partout, on a épuisé les finances pour accroître outre mesure les forces militaires. Le *si vis pacem, para bellum !* qui est le grand argument du militarisme

Digitized by Google

moderne, est la véritable expression de l'état barbare et sauvage où nous vivons (1).

(1) « L'année 1889 — qui s'en est allée ajouter une nouvelle page aux annales de ce pauvre monde — offre un sujet de curieuses études. L'*Unità cattolica* le faisait remarquer l'autre jour : on y trouve le type le plus parfait de cet état social qu'on appelle la *paix armée*. La formule synthétique de l'année qui vient de finir devrait être celle-ci : Protestations pacifiques de toute part et formidables préparatifs de guerre partout ! En effet, quand a-t-on jamais parlé davantage de *paix* qu'en 1889 ? L'Exposition de Paris était une fête de *paix ;* les voyages de l'empereur Guillaume, un symptôme évident de *paix ;* la visite du czar à Berlin, une preuve irrécusable de la *paix*. La triple alliance, toujours plus étroite et plus cordiale, assurait la paix, et, parmi les garanties les plus infaillibles de la paix, il fallait compter la présence au pouvoir, en Italie, du signor Crispi, qui annonçait la *paix* à Palerme au milieu des verres, et la faisait proclamer par le roi Humbert dans le discours de la Couronne.

» Et, malgré tout cela, on constate, dans le monde militaire, une activité fébrile chez les gouvernements pour augmenter les effectifs des armées, pour en perfectionner et compléter les cadres, l'armement, l'instruction, pour assurer la défense nationale, pour préparer tout ce qui est nécessaire en vue d'une prompte mobilisation, pour expérimenter toujours de nouveaux et plus puissants engins de guerre. Ainsi, on donne l'assaut aux caisses de l'Etat, on dilapide le trésor public, on accroît la dette dans une proportion effrayante, on soustrait aux contribuables leur dernier liard, en créant une nouvelle et terrible atmosphère de défiance générale, en paralysant le commerce et en ruinant toute industrie étrangère à la fonte des canons, à la construction des navires de guerre et à la fabrication des explosifs chimiques.

» En 1889, la France, l'Autriche, l'Allemagne, l'Italie ont accru leurs armées, changeant les bataillons en régiments, formant de nouveaux corps, abolissant les exemptions et les dispenses. La Russie a constitué deux nouveaux corps d'armée ; la Serbie a refondu son système militaire ; la Bulgarie a augmenté sa cavalerie et son artillerie ; la Hollande étudie des remaniements, et partout « remanier » signifie « augmenter ». Et, pendant que grandit sans mesure le nombre des soldats, pendant que l'on enlève toujours de nouveaux millions de bras à l'agriculture et aux métiers, le génie de l'invention est partout

Digitized by Google

Le journal *l'Europe armée* a publié une statistique qui montre à quelles douloureuses conséquences l'Europe

en éveil pour découvrir des armes nouvelles et plus meurtrières. Les fusils, les projectiles, les poudres se succèdent dans une course vertigineuse, de sorte qu'aujourd'hui est jeté de côté, comme vieux et hors d'usage, ce qui, hier encore, était préconisé comme une invention destinée à révolutionner l'art de se massacrer.

» Aucune nation ne cède le pas à une autre en matière d'armement. La France a le fusil Lebel ; l'Allemagne, le Mauser ; la Suisse, le Rubin-Smidt ; l'Angleterre, le Lee, — tous fusils à répétition, ou nouveaux, ou transformés. La Russie multiplie les expériences pour avoir, elle aussi, un fusil spécial, plus formidable que les autres.

» Durant toute l'année 1889, en France, en Autriche, en Allemagne, on a fabriqué à toute vapeur et distribué aux troupes des fusils d'invention nouvelle ; ensuite, on a rappelé les hommes en congé pour leur apprendre le maniement des nouvelles armes. Après la transformation des fusils est venue celle des poudres : la France d'abord, puis les autres Etats ont découvert la poudre sans fumée, qui se fabrique dans toute l'Europe sur une vaste échelle et à très grands frais, rendant inutiles les autres poudres, accumulées en quantités incalculables dans les poudrières et forteresses.

» Et ce n'est pas tout : près de toutes les fabriques d'armes et de polygones d'artillerie, ont lieu des expériences continuelles de canons, d'obusiers, de mortiers, de mitrailleuses, de plaques cuirassées. Il y a deux ans, en France, on emplissait les boulets de *mélinite*. Aujourd'hui, en Autriche, on les charge d'*écrasite :* la dynamite est devenue une chose d'un autre temps, presque inoffensive à côté de ces deux nouvelles inventions. Et l'on n'a pas négligé pour cela les armes blanches, qu'on « améliore » partout. En même temps, on expérimente en Autriche des affûts pour batteries, des instruments d'optique pour signaux, des rails transportables ; en France, des fours de campagne et des ponts métalliques ; en Russie, on étudie l'aéronautique militaire.

» Et ce n'est pas encore tout : dans presque tous les Etats, l'année de *paix* 1889 a vu exécuter des travaux très coûteux de fortifications. La France, après avoir mis la dernière main à ses places fortes, imprenables du côté de l'Allemagne, s'applique à renforcer sa barrière des Alpes. L'Allemagne, après s'être assurée du côté de la France, se fortifie à l'Est, pendant que l'Autriche, elle aussi,

Digitized by Google

a été conduite par la fièvre militariste dont elle est dévorée. Nous reproduisons ici ce tableau. Puisse-t-il

continue à prendre ses précautions contre la Russie. La Roumanie, qui n'a pas de frontières bien définies, se construit à Bucharest un camp retranché, dans lequel, en cas de besoin, toute l'armée pourra se réfugier. La Belgique plante des coupoles d'acier sur les rives de la Meuse. Quant à ce qu'on fait en Italie, nous ne le voyons et ne le sentons que trop. Pour ne pas être au-dessous de nos rivaux ni de nos amis, on dépense, on s'enfonce dans les dettes sans aucune espérance, prochaine ni éloignée, de sortir de la misère.

» En somme, suivant la conclusion d'un récent article de l'*Opinione*, l'Europe est toute en armes comme jamais elle ne le fut. En aucun temps, on ne vit accumulé tant de moyens formidables d'offense et de défense. Les antagonismes, les rivalités, les luttes d'intérêt politique et économiques ont acquis un tel caractère d'âpreté et sont tels de leur nature *qu'il est impossible d'entrevoir l'espoir d'un arrangement amical*. Malgré cela, personne n'ose chercher à se procurer par les armes la satisfaction désirée. On dirait que des armées immenses, des peuples entiers même ont été armés avec l'intention bien arrêtée de ne point combattre, si l'on ne savait qu'aujourd'hui les guerres éclatent comme la foudre et se déroulent avec une rapidité vertigineuse : — *gare donc à qui n'est pas prêt !*

» Et cet état de choses est la paix tant vantée, fruit des grands principes humanitaires, professés par les gouvernements depuis leur révolte contre l'Eglise ! Après avoir abandonné le Pape, les Etats de l'Europe se sont jetés dans les bras de la franc-maçonnerie : voilà ce qu'ils y ont gagné ! L'année qui vient de finir est poursuivie par les lamentations des contribuables, à défaut de celles des mères. L'année courante ne peut être que pire.

» A la fin de 1888, il semblait que la *paix armée* eût atteint ses dernières limites possibles ; mais le progrès de la haine n'a pas eu et n'a point de limites. Il y a une force mystérieuse qui pousse, sans relâche, les Etats les uns contre les autres, et cette force est l'esprit de Satan. Puisqu'on a voulu rendre *souverain des peuples* celui qui fut « homicide dès le commencement », il n'y a pas lieu de s'étonner si un délire de dévastation, d'extermination, d'incendie et de mort, délire qu'il est impossible de réfréner, a envahi le genre humain. Attendons-nous donc à entendre — avec les lamentations des contribuables — celles des mères ! » (*Univers*, janvier 1890.)

Digitized by Google

dessiller les yeux. Mais hélas, jusqu'ici, il n'y a guère d'apparence de retour :

En 1869 :

| | EFFECTIF de paix. Hommes | EFFECTIF de guerre. Hommes | BILAN MILITAIRE des dépenses. |
|---|---|---|---|
| Angleterre | 180,000 | 450,000 | 356,250,000 |
| Autriche . | 190,000 | 750,000 | 205,347,000 |
| France. . | 404,000 | 1,350,000 | 413,507,000 |
| Italie . . | 120,000 | 570,000 | 142,683,000 |
| Allemagne. | 380,000 | 1,300,000 | 280,417,000 |
| Russie . . | 550,000 | 1,100,000 | 547,000,000 |
| En 1887-1888 : | | | |
| Angleterre | 220,000 | 600,000 | 460,731,000 |
| Autriche . | 290,000 | 1,500,000 | 353,812,000 |
| France. . | 500,000 | 3,700,000 | 619,617,000 |
| Italie . . | 175,000 | 2,300,000 | 295,342,000 |
| Allemagne. | 480,000 | 4,000,000 | 503,743,000 |
| Russie . . | 840,000 | 4,000,000 | 833,866,000 |

Selon les nouvelles lois :

| | |
|---|---|
| Angleterre . . . . . | 1,200,000 |
| Autriche . . . . . | 3,000,000 |
| France . . . . . | 6,200,000 |
| Italie. . . . . | 3,000,000 |
| Allemagne . . . . . | 6,400,000 |
| Russie . . . . . | 6,506,000 (1) |

(1) Dans les statistiques maritimes, l'Angleterre tient la première place; sa flotte compte 421 navires de guerre, parmi lesquels 68 cuirassés, 4 croiseurs, 17 porte-torpilles et 142 torpilleurs. La flotte russe comprend 386 navires, dont 19 cuirassés, 13 avisos, 7 croiseurs et 148 torpilleurs. La marine de guerre italienne compte 175 navires, dont 18 cuirassés, 6 croiseurs, 5 porte-torpilles et 76 torpilleurs. L'Autriche-Hongrie n'a que 110 navires de guerre, dont 11 cuirassés, 1 croiseur, 8 porte-torpilles et 90 torpilleurs. La flotte allemande se

Digitized by Google

D'après cette statistique, il y avait, en Europe, en 1869, en temps de paix, 2,195,000 soldats et, en temps de guerre, 6,918,000. Les budgets de la guerre s'élevaient à 2,279 millions. Ce n'était déjà pas trop mal. Or, à présent, en temps de paix, il y a 3,092,000 soldats et, en temps de guerre, 16 millions. Les budgets militaires s'élèvent à la somme de 4,600 millions; voilà ce que les six grandes nations dépensent pour le maintien de la paix armée. Il faut ajouter à ces chiffres 4 milliards et demi pour l'intérêt annuel de l'énorme dette des Etats européens, à cause des guerres passées, et l'on arrive à une dépense de 10 à 11 milliards. Et ce n'est pas encore assez! L'état de guerre que les nouvelles lois projettent nous donne un total de 26 millions de soldats. Si 3 millions d'hommes coûtent 4 milliards, combien ne coûteront pas 26 millions? Ces chiffres donnent le vertige et montrent un abîme épouvantable.

Depuis seize ans, dit M. Neymark, dans son récent ouvrage, *les Dettes publiques européennes* (Paris, Guillaumin, 1887), les budgets de la guerre et de la marine ont coûté à la France plus de 11 milliards, c'est-à-dire plus de 700 millions par an; pendant le même laps de temps, l'Allemagne et la Russie n'ont pas dépensé moins de 10 milliards; l'Autriche presque autant.

compose de 79 navires, dont 13 cuirassés, 1 croiseur, 13 cannonières cuirassées et 52 torpilleurs.

Sous n'importe quel aspect que puisse se présenter le problème naval auquel la prochaine guerre donnera naissance, c'est l'Angleterre qui aura le plus de chances, car elle a le plus grand nombre de cuirassés et de torpilleurs. Après l'Angleterre, les forces sont à peu près égales entre la France et la Russie, soit que le sort des combats démontre la supériorité des cuirassés, soit qu'il décide la supériorité des torpilleurs. L'Italie a pourtant sur tous ses rivaux l'avantage de posséder les 7 plus grands vaisseaux cuirassés dont puisse s'enorgueillir le génie naval de notre siècle.

Digitized by Google

Le budget de la guerre en Italie s'élève à 300 millions. En ajoutant à cela ce que pourraient produire ses 300,000 soldats, on verra que l'Italie fait annuellement une perte d'environ 600 millions, sans compter les énormes dépenses affectées à la construction des gigantesques cuirassés.

La *Neue Zeit,* journal allemand fort important, fait remarquer, dans un article très étudié, que, dans les conditions présentes, une guerre entre la France et l'Allemagne ne coûterait pas moins de 16 milliards et, en cas d'intervention de la part de l'Autriche et de la Russie, elle coûterait au moins 30 milliards. Cette énorme dette devrait être payée par ces quatre puissances au cas où l'une d'entre elles n'obtiendrait pas une victoire décisive; elle produirait, comme conséquence, une formidable augmentation de la taxe de l'intérêt hypothécaire et la ruine totale de l'agriculture. Les emprunts ne pourraient plus se faire à 4 p. c., mais à 5 et 6 p. c., ce qui rendrait la situation plus intolérable encore.

La prochaine guerre (que Dieu daigne la tenir éloignée et, si possible, pour toujours!) sera nécessairement une guerre européenne : elle mettra en présence de telles multitudes que la victoire sera forcément rendue très problématique de part et d'autre. La victoire sera d'autant plus difficile à obtenir que la lutte sera plus longue et plus sanguinaire, et elle aura pour enjeu la domination sur toute l'Europe. La guerre sera surtout fatale à l'existence économique des peuples (1);

(1) La *Neue Zeit,* déjà citée, croit que la prochaine guerre sera d'autant plus désastreuse qu'il y aura plus de forces égales en présence. Voici les chiffres : Si l'on voyait en venir aux mains, d'un côté, la Russie et la France et, de l'autre, l'Allemagne et l'Autriche, les deux premières puissances mettraient en ligne, sans compter la *landsturm,* 5,800,000 hommes et les deux dernières puissances

Digitized by Google

cette existence a déjà été frappée à mort par la paix armée. En enlevant au travail agricole et industriel 3,092,000 soldats pour en faire de coûteux manieurs de fusil, on soustrait à la production 12 millions de francs par jour, c'est-à-dire 4,600 millions par an.

Ce sont ces énormes dépenses qui sont les véritables causes des impôts tyranniques, qui, semblables à des pieuvres, sucent le sang des nations, et du paupérisme, qui les consume comme une fièvre. Ah! c'est un bien lamentable et horrible spectacle! Pendant que les peuples, réduits à la plus noire misère, suent sang et eau pour mener une vie dure, les Etats engouffrent, pour des casernes et des canons, les trésors qu'ils exigent de la foule affamée. Et l'on viendra ensuite déclamer et tonner contre les socialistes, comme si cet excès dans les impôts n'était pas du socialisme de la pire espèce!... Voilà les fruits de la liberté que nous a apportée l'ère de la fraternité des peuples! Il ne reste plus que la force brutale, et celle-là dévore les nations. *Tout le monde soldat!* voilà l'apogée de cette nouvelle civilisation sans tête et sans cœur... et l'on ne pense pas que cette devise : *Tous soldats!* était inscrite en tête des codes de toutes les hordes barbares qui ont mis l'Europe à feu et à sang au Moyen Age!

M. Atkinson, célèbre écrivain américain, indiquait parmi les causes de la supériorité de l'Amérique sur l'Europe le militarisme et le fonctionnarisme universel. Dans un récent ouvrage, il calculait que, sur 50 millions d'ouvriers en Angleterre, en France, en Italie et en

4 millions; avec la *landsturm*, la proportion est de 14,126,000 contre 7,129,000 hommes. Il faut toutefois remarquer que, à cause de l'immensité de son territoire, la Russie ne peut conduire qu'une partie de ses troupes sur le champ de bataille, ce qui égaliserait à peu près les forces des belligérants.

Digitized by Google

Allemagne, il y en a 6,067,000, soit 12 p. c., occupés au service de l'Etat comme soldats ou comme employés dans les administrations civiles. Au contraire, aux Etats-Unis, sur 20 millions d'ouvriers, il n'y en a que 500,000, soit 4 p. c., au service de l'Etat. De là une énorme dépense pour les gouvernements européens; pour entretenir cette foule immense de soldats et d'employés, il faut des impôts excessifs qui pèsent lourdement sur tous les membres de la société. C'est là une des raisons pour lesquelles les Etats de l'Europe clôturent leurs bilans par un déficit annuel qui vient s'ajouter à leurs colossales dettes publiques.

Voilà pour le côté matériel, sans tenir compte de la ligue des spéculateurs, des gens d'affaires et des ambitieux, qui logent dans le fromage du militarisme et qui s'enrichissent à force d'intrigues et de fraudes.

Disons un mot du côté moral de cette grave question.

Quelle est, en réalité, la vie de la caserne? L'inaction forcée de tant de jeunes gens qui, au lieu d'un travail sain et salutaire, trouvent à certains moments l'oisiveté complète, à l'âge le plus dangereux de la vie et au milieu de toutes les séductions, loin des soutiens naturels du foyer domestique; un célibat imposé par la force, pendant de longues années, contre les lois de la nature... ne sont-ce pas là les causes qui alimentent la prostitution et les lieux de débauche, qui amollissent le caractère et détruisent toute virilité énergique? Combien de jeunes gens qui, entrant à l'armée sains, vigoureux, laborieux, en reviennent, hélas! bien souvent, malades, épuisés d'excès et dégoûtés du travail? Et, pendant que les soldats passent ainsi leur temps dans l'oisiveté et dans les vices des casernes, les femmes et les enfants sont astreints à un travail excessif, ce qui affaiblit sans cesse les qualités physiques de la constitution humaine : — il

Digitized by Google

n'est donc pas étonnant que la prospérité matérielle se voit tarie dans sa source, qui sera toujours le *mens sana in corpore sano*

La force des armées européennes n'est donc qu'une force apparente; au fond, c'est une source de faiblesse, dont les infiltrations lentes minent par la base, pour leur part, les fondements de la société, tandis que la faiblesse apparente de l'Amérique, préservée jusqu'ici de cette plaie du militarisme à outrance, est, selon Atkinson, la véritable source de la force et de la vie sociale. Sans fortifications ruineuses, sans navires de guerre, sans armements exagérés, les Américains sont plus forts que les Européens. Montesquieu avait peut-être raison de dire : *L'Europe périra par ses gens de guerre!*

Parlons maintenant tout spécialement de l'Italie, notre bien-aimée patrie.

Ce qui provoque l'étonnement, et ce qui nous fait considérer à l'étranger comme des écervelés, pleins de vanité et dépourvus de jugement, c'est le fanatisme si répandu parmi nous au sujet de notre armée. Nous avons voulu jouer à la grande puissance; nous entretenons, au prix d'incalculables sacrifices d'argent et de forces sociales, une armée formidable dans l'unique but de faire dire que l'Italie est *une puissance de premier ordre!...* On n'est pas fondé à prétendre que, de nos jours, c'est le plus fort qui écrase le plus faible et que, partant, si une nation n'a pas la force de se défendre, elle court toujours le risque d'être dévorée par ses puissants voisins, car il est fort simple de se mettre en garde contre ses voisins sans recourir aux excès scandaleux du militarisme moderne. Il y a en Europe assez bien d'Etats, — et de beaucoup plus petits que l'Italie, comme, par exemple, la Hollande, le Danemark, la Suède, la Suisse, etc., — qui, s'ils étaient attaqués par

Digitized by Google

de plus forts qu'eux, ne pourraient peut-être pas se défendre avec succès et qui, en attendant, vivent bien en paix. Pourquoi ces différents Etats ne mettraient-ils pas, eux aussi, 500,000 ou 600,000 hommes sur pied? Pour la raison bien simple qu'ils ne le peuvent pas et aussi parce qu'ils se fient à l'honnêteté et à la loyauté de leurs voisins, — cette confiance ne peut toutefois pas être trop grande! — à la jalousie mutuelle des grandes puissances, qui ne permettra à aucune d'elles de s'annexer les petits pays et de bouleverser par ce fait toute l'Europe. Ces Etats se contentent donc de faire ce que comportent leurs forces, sans gaspillage et sans épuisement : c'est ce que nous devrions faire aussi en Italie au lieu de recourir toujours aux exagérations.

Il est nécessaire que nous soyons forts! crient sans cesse nos hommes politiques, car les alliances ne donnent pas la sécurité à un peuple : bien plus, il ne trouvera pas d'alliés, il ne pourra jamais contracter d'alliances, s'il n'apporte des avantages correspondant à ceux que lui offrent ses voisins!... Or, c'est l'intérêt qui forme les alliances; on dédaigne celui qui est faible et, souvent même, on le fait servir de proie (1)!

(1) Actuellement, à cause de l'armement universel, il est possible qu'un Etat soit forcé, malgré lui, d'augmenter son armée, pour mieux garantir sa sécurité et son indépendance. Toutefois, il reste vrai que ce militarisme effréné est un mal pour la nation, un mal nécessaire si l'on veut, mais un mal toujours réel, qui serait plus ou moins supportable et toléré, selon les conditions plus ou moins prospères de chaque nation. Ainsi, par exemple, la Belgique, — pays neutre, — l'Etat le plus florissant, le plus exempt de dettes et le moins chargé d'impôts, pourrait peut-être se trouver un jour dans la nécessité d'augmenter son effectif de guerre, et cette augmentation, exigée par les circonstances, pourrait ne pas être aussi lourde à porter à cette nation prospère qu'à d'autres nations moins favorisées, au point de vue économique.

Digitized by Google

Admettons que ce raisonnement soit juste, malgré son sens sceptique et matérialiste : il ne détruit aucunement ce que nous avons soutenu plus haut. En effet, si, pour être forts, nous devons épuiser toutes nos ressources et nous appauvrir tout à fait, nous arriverons, par une autre voie, à une si grande faiblesse économique, que nous serons fatalement vaincus, en temps de paix et en temps de guerre. Il ne faut pas se repaître d'illusions. Quand nous aurons ruiné le pays et anéanti notre crédit avec nos excès militaristes, nous aurons beau nous consoler avec nos cadres immenses de l'armée et de la marine ; bientôt, nous n'aurons plus de quoi les entretenir. *C'est l'argent,* dit un proverbe connu, *qui est le nerf de la guerre!* Or, dans les circonstances où se trouve déjà, dès maintenant, notre gouvernement italien, sans force et sans crédit, personne ne saurait nous trouver de l'argent. Le moyen le plus sûr d'affaiblir l'armée et la flotte elle-même, c'est de dépenser pour elles ce que nous n'avons pas.

L'honorable Bonghi, après avoir démontré la nécessité logique du désarmement auquel on devra forcément aboutir, d'une manière ou d'une autre, écrit les paroles suivantes, dignes d'être profondément méditées : « Seulement, il ne faut pas que le désarmement soit imposé par la force, surtout par la force qui vient d'en bas. Que les dynasties y réfléchissent sérieusement! Il m'est bien permis de donner cet avertissement, car je suis un monarchiste convaincu. »

## *La Magistrature*

Il y a un second point qui donne naissance à la question sociale : c'est la magistrature.

C'est une mission bien ardue et bien délicate que celle

Digitized by Google

du magistrat : il a pour devoir d'appliquer scrupuleusement la loi. Soit qu'il siège comme juge, soit qu'il parle comme *ministère public* pour représenter la loi et en requérir la stricte application, il concourt à l'administration de la *justice*, ce pur idéal de tous les peuples civilisés, qui attendent de leurs magistrats l'exactitude dans les arguments et dans les points de vue, la fermeté dans les décisions, l'impartialité et la sagesse dans les jugements. Le profond respect dont la magistrature a toujours été entourée montre bien que le peuple est profondément pénétré de l'importance de ce sanctuaire social de la justice et que, selon lui, la magistrature reste toujours la défense de tout ce qui est juste, la garantie du droit, le rempart de l'ordre et de la moralité.

Or, de nos jours, presque tout le monde dit qu'il n'y a souvent plus de justice dans nos tribunaux et dans nos cours d'appel. Des gens qui ont pour eux l'autorité ou l'intrigue se vantent d'avoir une influence de parti plus ou moins grande sur la magistrature, principalement dans les questions politiques. Jusque dans les campagnes, il arrive très souvent qu'on entende un paysan porter aux nues tel ou tel magistrat parce qu'il a fait exempter son fils de la milice ou parce qu'il lui a fait gagner tel procès. Aussi, il n'est pas rare d'entendre les travailleurs se plaindre et dire tout haut qu'on ne punit plus les criminels quand ils ont des protections suffisantes et qu'il n'y a plus de crime quand intervient l'argent ou la protection, et, au contraire, quand ces deux grands leviers manquent, les tribunaux restent sourds à la voix de la justice !... Lorsqu'il s'agit de la classe ouvrière, ajoutent les travailleurs, il suffit d'une simple dénonciation de la part du patron pour qu'on poursuive l'ouvrier sans pitié...; mais, quand il s'agit des riches, les

Digitized by Google

protections des préfets, des sénateurs, des ministres, — et surtout la protection toute-puissante de l'argent, — ne manquent jamais de produire leur effet! Où est donc la justice? Pourquoi la représenter encore sous les traits d'une femme vénérable, descendant du ciel, les yeux bandés et une balance à la main? Les prolétaires auraient-ils donc raison en la représentant comme une femme vulgaire, couchée à terre, la tête écrasée par le talon du puissant et du fort, ou comme une mendiante se trouvant au dernier degré de la misère et de l'avilissement ou même, hélas! comme une femme perdue de mœurs, qui a dépouillé toute pudeur et qui ne retient plus, pour se couvrir, que les atours dégradants de la prostituée? Il est évident qu'il y a, en cette matière, énormément d'exagération. Le magistrat est une autorité publique, et personne n'a le droit de suspecter son intégrité quand il n'en a pas de preuve évidente à fournir. L'expérience nous enseigne même que le peuple, s'il est jaloux de l'impartialité chez les magistrats, est aussi très enclin à les soupçonner de faveur pour la partie adverse ou pour des gens de leur propre parti quand il craint que la sentence ne réponde pas à son désir ou lorsqu'il a vu son fol espoir déçu. Combien de recours, souvent anonymes ou apocryphes, contre les fonctionnaires de l'ordre judiciaire et spécialement contre les juges de paix et les préteurs, qui, dans les petits centres, sont plus exposés aux exigences des puissants du jour et aux défiances des partis?

Les socialistes, qui font flèche de tout bois, trouvent dans cette question de la magistrature un champ ouvert à leurs revendications : ils soulèvent le peuple, en lui faisant voir comment la protection, cette lèpre sociale de notre temps, est mise partout en pratique, comment le gain d'un procès injuste est souvent une question



Digitized by Google

d'argent ou d'adresse et comment l'ouvrier ne parvient presque jamais à faire valoir ses droits parce qu'il n'a ni trésor ni protection. De la sorte, les esprits s'aigrissent de plus en plus, et on voit monter toujours, parmi les ouvriers, cette haine féroce et terrible contre les classes supérieures, qui produira les plus funestes effets au jour de la rébellion (1).

(1) Voici un article du journal impie et sectaire la *Capitale (di Roma)*, qui donnera une juste idée de la grandeur du mal en Italie (numéro du 13 janvier 1890) :

« Depuis longtemps, nous demandons à cor et à cri qu'on réforme la magistrature, qu'on nous donne des magistrats qui ne soient pas les esclaves des passions populaires ou de l'Etat, qui imposent le respect et exigent l'application de la loi, qui n'aient pas la prétention et la hardiesse de se mettre au-dessus du code et de la Constitution, qui soient un modèle de droiture et de justice, qui, par leur perversité, n'inspirent pas, comme aujourd'hui, l'horreur et le dégoût aux criminels eux-mêmes.

» Un journal ministériel vient aujourd'hui, par hasard, à notre aide. C'est le *Tempo*, qui, à l'occasion de l'ouverture des cours demande aussi ce que nous réclamons depuis si longtemps :

« A quoi servent toutes ces solennités juridiques? à quoi bon étaler » tant de statistiques, *si nous ne parvenons pas à avoir une vraie* » *justice?* C'est bien autre chose que des chiffres et des discours qu'il » faut nous donner.

» ... Il faut que la justice soit exercée et rendue avec plus d'éner- » gie, plus de discernement, plus d'impartialité, plus de désintéres- » sement, plus d'indépendance, plus de dévouement!

» S'il est bon de penser à la réforme du code et à la coordination » des lois, il est bien plus nécessaire de songer à la réforme de la » magistrature elle-même.

» Oui, monsieur le ministre, c'est ici plus qu'ailleurs qu'il faut » placer le doigt pour ordonner de *reconstruire ce qui tombe en* » *ruines presque partout.*

» Et, en effet, à quoi peuvent servir les transformations des codes, » si ceux qui sont chargés de les interpréter et de les appliquer sont » évidemment incapables ou... *quelque chose de pire encore?*

» Et si, pour le prouver, il fallait citer des faits, il faudrait peut-être

Digitized by Google

Il est donc urgent que l'Etat songe sérieusement à relever le prestige des tribunaux et des cours d'appel. Pour cela, il faut, avant tout, que la magistrature soit indépendante de la politique, c'est-à-dire de l'influence du pouvoir exécutif. C'est ici qu'on touche la plaie du doigt. Le parlement italien, par exemple, compte parmi ses membres au moins deux tiers d'avocats, qui, tous,

» plus d'espace que pour reproduire les interminables discours pro-
» noncés ces jours-ci par certains magistrats.

» ... Ce que nous demandons ou, plutôt, ce que demandent le bien
» public et l'honneur du pays, c'est qu'on inspecte sérieusement le
» corps des magistrats, c'est qu'on commence par leur appliquer la
» justice à eux-mêmes, en faisant disparaître tous ceux qui ne savent
» pas exercer leurs fonctions.

» Voilà à quoi il est absolument nécessaire de penser, mainte-
» nant qu'on est arrivé à l'unification des divers codes.

» Il faut qu'on entoure le temple de Thémis de tout le respect pos-
» sible; et, ce qu'il faut pour cela, ce ne sont pas des pompes fas-
» tueuses accordées aux magistrats, ce ne sont pas des discours plus
» ou moins longs et plus ou moins ennuyeux : c'est la justice, le
» sérieux et surtout l'indépendance vraie dans l'interprétation et dans
» l'application des lois. »

» L'honorable Zanardelli comprendra-t-il maintenant ? car la demande lui vient de ses propres amis politiques.

» *C'est depuis longtemps que la magistrature italienne n'est plus indépendante!*

» C'est depuis longtemps que la justice pénale en particulier est devenue *une forêt peuplée de brigands.*

» C'est depuis longtemps que ces brigands exercent leur profession de brigandage avec un imperturbable sang-froid, en ne laissant passer aucune occasion de refuser justice à ceux qui y ont droit et en prononçant des sentences injustes, avec la conscience de ce qu'ils font et avec l'assurance de pouvoir le faire impunément.

» Nous nous rappellerons toujours un terrible épisode, étranger à la politique, de notre administration judiciaire.

» Un de nos innombrables présidents ou vice-présidents de la cour de cassation avait à examiner une affaire où il y avait cause de nullité.

Digitized by Google

ont des rapports avec le ministre de la justice. Dans les causes importantes, les clients choisissent le plus souvent pour défenseur un député et, si c'est possible, le plus influent parmi les députés : peu importe la science juridique de l'avocat, c'est la protection que l'on cherche ; ce que l'on veut, c'est que le député parvienne à influencer le ministre et que le ministre pèse sur les magistrats.

Il faut absolument, en outre, pourvoir à la situation définitive des magistrats. Toute incertitude sur ce point leur enlève l'indépendance nécessaire. Si le pouvoir

» Peu de mois auparavant, ce monsieur et sa cour avaient annulé un débat, précisément pour le même vice substantiel.

» Il y avait de plus un fait aggravant, à cause de plusieurs circonstances qu'on avait découvertes après le verdict : il était quasi démontré qu'un innocent avait été condamné avec plusieurs coupables.

» Et que disait confidentiellement ce corsaire de la magistrature ?

» Même avant de prononcer la sentence, il répondait cyniquement qu'une cour de cassation avait le droit de se contredire. Il suffisait, pour cela, disait-il, qu'un des conseillers fût changé !

» Et, quand on lui représentait le malheur de l'innocent injustement condamné et le texte précis de la loi, il répondait :

« Vous êtes fous de croire que je vais annuler un procès qui a » coûté 60,000 francs à l'Etat ! »

» Et il n'y eut aucun moyen d'aboutir : ce monsieur prononça la sentence, tout en sachant fort bien qu'elle était illégale et injuste !...

» L'innocent dut subir nous ne savons plus au juste combien d'années de réclusion et il resta aux travaux forcés jusqu'au moment où de nouvelles circonstances firent connaître à tous la vérité et lui procurèrent la liberté.

» Et l'infâme qui avait sciemment foulé aux pieds la justice et la loi, qui avait condamné un innocent, continua à administrer la justice et *à parcourir la carrière des récompenses et des honneurs !*

» Est-ce avec raison ou non que, même en dehors de la politique, nous demandons non pas un vain étalage de statistiques, mais la réforme de la magistrature ?... »

Digitized by Google

exécutif veut conserver la nomination des juges, ce ne peut être qu'à la condition *sine qua non* de lui laisser toute son indépendance, car c'est en cela surtout que consiste la garantie de la bonne et complète justice. Le magistrat doit avoir la certitude que, sauf le cas d'une grave infraction à ses devoirs, personne au monde ne pourra toucher à son grade, à son traitement et à ses droits à l'avancement. Quant à la résidence, il faut que le juge soit inamovible en principe. Toutefois, indépendamment de tout manquement disciplinaire, les nécessités et même les convenances du service peuvent rendre indispensables certains changements de résidence, pourvu qu'ils ne soient pas trop fréquents, car, si l'on en abusait, on enlèverait au juge la sécurité et la dignité qui sont inséparables de sa position sociale.

Enfin, pour que les juges puissent conserver toujours le prestige de l'impartialité, il faut qu'ils aient un traitement convenable, en rapport avec l'importance de la charge qu'ils exercent. Comment vouloir qu'un magistrat soit un modèle d'intégrité quand il ne peut pourvoir à ses besoins et à ceux de sa famille et alors qu'il ne peut tenir convenablement son rang avec ce que l'Etat lui alloue? Organisée comme elle l'est aujourd'hui, notre société ressemble fort à une locomotive qui gaspille toutes les forces acquises et qui, au lieu de voler en avant dans la route du progrès, se contente d'utiliser tout son combustible à produire de la fumée et des sifflements. Il y a des institutions qui forment comme la base et le fondement de la société : ces institutions ne doivent jamais être négligées, si l'on veut que la machine sociale fasse du chemin. Or, la magistrature est une de ces institutions fondamentales, parce qu'elle est l'incarnation vivante d'une partie des pouvoirs publics et, par conséquent, elle doit être mise dans des conditions telles qu'elle puisse toujours accomplir sa très importante mission

Digitized by Google

pour le plus grand bien de la société (1). Il n'y a qu'un pas de la mauvaise magistrature au socialisme. Toutes les causes civiles ou criminelles ont pour objet le droit de propriété ou de possession; si les magistrats laissent violer ce droit ou s'ils s'avisent de le faire plier aux caprices des passions ou des partis, n'aurons-nous pas bien vite le socialisme?

Il est donc absolument nécessaire que la magistrature soit placée dans un état tel qu'elle puisse jouir de toute l'indépendance requise pour le bon fonctionnement de la justice: — et cela s'impose plus que partout ailleurs dans un royaume constitutionnel et démocratique comme le nôtre, qui confine à la république. Il n'y a pas de régime

(1) Voici la statistique du budget de la justice en Italie:

Il y a dans la péninsule 162 tribunaux, divisés en 237 sections; outre les 162 présidents, il y a 79 vice-présidents, 1,044 juges, 162 procureurs du roi et 198 substituts. Il y a ensuite le personnel de la chancellerie et de la secrétairerie, qui s'élève à 1,342 fonctionnaires. Les préteurs sont au nombre de 1,806, ainsi que les greffiers; il y a en plus 1,137 greffiers adjoints. Les tribunaux coûtent annuellement à l'Etat pour les traitements des fonctionnaires 6,176,000 francs. Les frais de préture s'élèvent à 4,483.000 francs.

Il y a 20 cours d'appel et 20 présidents, 30 présidents de section, 433 conseillers, 20 procureurs et 116 substituts du procureur général. Les frais s'élèvent à 4,211,000 francs. Il y a 5 cours de cassation, 5 premiers présidents, 3 présidents de section, 94 conseillers, 5 procureurs généraux, 1 avocat général et 20 substituts. Les frais s'élèvent à 1,224,000 francs.

Le budget de la justice s'élève donc annuellement à 24,392,340 fr.; c'est le chiffre officiel pour 1889-1890.

Le gouvernement est décidé à faire sur plusieurs points de sérieuses économies, en diminuant le trop grand nombre de tribunaux et de prétures; il y a des préteurs qui ne rendent pas plus de dix sentences par an et qui peuvent s'en aller se promener au moins cinq jours de la semaine. Toutefois, les économies qui se feront devraient être employées à augmenter le traitement des magistrats, si l'on veut que les juges soient vraiment intègres et impartiaux.

Digitized by Google

qui puisse plus facilement tourner à la tyrannie et au socialisme que celui où c'est la force du nombre, appelée majorité, qui est maîtresse absolue du pouvoir. Contre les abus et les dangers d'un tel pouvoir, il n'y a de garantie possible pour les droits particuliers que dans la force et dans l'indépendance de la magistrature. Les lois doivent être l'expression non pas des passions et des exigences fugitives de l'heure présente, mais des besoins et des intérêts de tous les citoyens et de tous les temps.

Il est à remarquer, en outre, que si, d'une part, les magistrats ne reçoivent pas de l'Etat un traitement assez convenable, d'autre part, les parties sont grevées de frais énormes de justice. Une seule feuille de papier timbré coûte trois francs soixante centimes. L'ouvrier demande le *pro Deo,* mais souvent on lui oppose mille difficultés, et c'est à grande peine qu'il parvient à l'obtenir. Le pays tout entier, le pays réel, de quoi se plaint-il, en définitive? Il se plaint de cette lourde machine de l'administration de la justice, qui écrase au lieu de protéger, qui opprime le faible au lieu de le délivrer de l'oppression, qui fait perdre le procès quand on gagne la cause, etc. Le pays réclame à cor et à cri la réforme de l'ordre judiciaire : il faut faire disparaître les embarras inutiles et les retards multiples; il faut faire les économies nécessaires et surtout rendre à la magistrature l'indépendance qui lui est indispensable.

De plus, en ces temps de crise sociale, de faillites continuelles et de débats incessants entre travailleurs et capitalistes, entre ouvriers et patrons, il faut instituer des syndicats spéciaux, qui puissent examiner de près et trancher à l'amiable les différends qui surgissent à chaque instant. En France, il y a les conseils de prud'hommes qui fonctionnent dans ce but. En Italie, nous n'avons pas encore cette institution si utile, pour

Digitized by Google

la classe ouvrière surtout. Le gouvernement doit mettre la main à l'œuvre, afin de faire disparaître, autant que possible, les inconvénients et les abus qui viennent sans cesse aigrir et envenimer de plus en plus la terrible question sociale.

### *L'Enseignement*

Nous ne traiterons pas ici cette grande question de l'enseignement au point de vue religieux, nous n'examinerons pas la place qui revient de droit à la religion dans l'éducation de la jeunesse chrétienne et les dangers formidables auxquels s'expose toute société qui méconnaît ce droit; nous ne traiterons pas non plus cette question au point de vue de l'ingérence du pouvoir civil, nous n'examinerons pas jusqu'à quel point l'Etat peut ou doit se faire maître d'école et souverain dispensateur du pain intellectuel; nous ne traiterons pas davantage cette question vitale au point de vue de l'éducation, nous n'examinerons pas combien il est imprudent et insensé de négliger l'éducation pour l'instruction ou de vouloir séparer l'une de l'autre; nous ne traiterons pas plus cette question au point de vue pédagogique, nous n'examinerons pas la question des humanités, des grades académiques et des diplômes: nous ne voulons envisager ici que deux faces de cette question capitale de l'enseignement.

Nous disons que l'enseignement tel qu'il est organisé de nos jours présente deux graves inconvénients, qui donnent naissance à la question sociale : le premier, celui de pousser fatalement au déclassement; le second, celui de favoriser l'esprit d'insubordination et de révolte.

Et, tout d'abord, c'est un fait notoire que l'enseigne-

Digitized by Google

ment, organisé comme il l'est actuellement, pousse fatalement au déclassement.

Bovio lui-même, député italien, — républicain acharné, — plaignait un jour le malheureux sort de tant de jeunes filles qui aboutissent au déclassement en aspirant à l'enseignement; elles passent leurs examens en foule et décrochent les diplômes, mais après... elles ne trouvent pas de place, et elles s'en vont par les rues, jusqu'à ce que, désillusionnées, elles se voient vaincues par la misère et dans l'incapacité de faire aucun métier, ce qui les conduit, bien souvent, hélas! à demander au vice ce que leur refuse l'*Alma Mater*.

Jules Simon a bien dépeint cette déplorable tendance au déclassement dans le discours qu'il prononça, en mai 1885, devant la Société d'économie politique de Lyon :

« ... Hâtons-nous de redevenir le peuple d'autrefois, qui pensait à ses intérêts, qui vivait dans sa famille et pour elle, et la préférait à tout, excepté au devoir et à la patrie!

» Ce ne serait pas me réfuter que de dire : Que parlez-vous de remède moral? Jamais, en aucun temps, on n'a fait autant de dépenses pour l'instruction!... Je réponds : Il ne s'agit pas d'instruction, mais d'éducation, et l'éducation ne se fait pas seulement pour les enfants et dans les écoles : c'est par nous-mêmes qu'il faut commencer; ce sont nos défaillances qu'il faut guérir!

» Oui, je le reconnais, on a donné des millions aux écoles. Je m'en félicite. Je rends hommage à ceux qui les ont demandés et à ceux qui les ont donnés. Mais qu'en a-t-on fait? On a surchargé la mémoire de nos enfants aux dépens de leur intelligence. On a oublié ce grand principe qu'il s'agit moins de faire des

Digitized by Google

savants que des capables de savoir, et moins des capables de savoir que des capables de vouloir! Ce qui ressort de plus clair, pour nos enfants, de vos nouveautés, c'est qu'on a jeté le crucifix au rebut et que le nom de Dieu est suspect. Vous avez traité les hommes comme les enfants. Ni dans les tribunaux, ni dans les prisons ni dans les hôpitaux, il n'y a plus rien qui ressemble à une croyance. Vous avez chassé Dieu de l'école, de la justice et de la charité. Et notez bien que je ne parle ni en apôtre ni en fidèle. Je ne suis et ne veux être qu'un philosophe. Ici, comme ailleurs, je parle pour la liberté. Si la liberté de ne pas croire était menacée, je serais le premier à la défendre; mais rendons aussi la liberté de croire : ce sera notre force au dedans et au dehors. J'invoque, en premier lieu, le droit au-dessus duquel il n'y a rien; j'invoque, en second lieu, l'intérêt social, l'intérêt patriotique. Comptez-vous sur un peuple de philosophes? Et comprenez-vous que le pauvre, le déshérité se console et se passionne, s'il n'a pas l'idée de Dieu dans la tête et le sentiment de la fraternité dans le cœur?...

» Il me semble quelquefois que tous les membres de la famille française ont entrepris des voyages de fantaisie, dans lesquels ils ne font que s'égarer. Tout le monde est sorti de chez soi. Le banquier veut vivre en prince : il met toute sa fortune en enseignes, — il pense que c'est le meilleur moyen de faire des dupes. Mais il se dupe lui-même à la fin, et il échoue dans la misère et le déshonneur. L'ouvrier rougit de sa condition; il en souffre. Nous l'encourageons à en sortir. Quand nous faisons des cours pour lui, nous lui disons : Vous pourrez passer des examens, devenir ingénieur! Il ne comprend plus qu'un bon ouvrier est supérieur à un ingénieur médiocre, que la véritable égalité est l'égalité des professions, que

Digitized by Google

la France est aussi redevable à ses grands ouvriers qu'à ses plus vaillants soldats. S'il devient patron, il n'a garde de conserver son métier ou son établi, comme faisaient les grands ouvriers de la grande époque : il a un hôtel ; il se rend à l'atelier en cabriolet...

» Je crains que, dans certaines régions, nos fermiers ne se fassent à eux-mêmes autant de tort que peut leur en faire le blé d'Amérique. J'ai visité, il n'y a pas longtemps, quelques-uns des départements compromis, que je n'avais pas vus depuis un demi-siècle. Il y a cinquante ans, on voyait le chef d'une exploitation agricole porter la blouse et de gros souliers ferrés pendant la semaine; comme on ne connaissait pas encore les charrues mécaniques, il menait ses grands bœufs qu'il *touchait* (comme on dit dans mon pays), et il n'avait pas d'égal pour ouvrir un sillon; les *gars* travaillant autour de lui disaient : Le maître est un bon laboureur ! Il en était fier, et, quand il se retirait pour porter ailleurs son activité et sa surveillance, les autres prenaient le manche à leur tour, et c'était à qui montrerait qu'il était digne de servir un tel patron. La terre était bien cultivée, tournée, hersée, fumée comme il faut. Rien n'y manquait. Le soir venu, le maître rentrait avec ses laboureurs comme un bon compagnon, et quelquefois, sans craindre de lui manquer de respect, un journalier lui frappait sur l'épaule et allait même jusqu'à le tutoyer. Ils s'asseyaient tous à la même table : le maître se servait le premier et veillait avec la maîtresse au bien-être des serviteurs. Le dimanche, il mettait un veston, une belle ceinture, des guêtres blanches, et se rendait à la messe; s'il n'y assistait pas, il restait à la porte de l'église à causer avec ses amis; quand, à la fin de l'année, on faisait le compte de la ferme, ce n'était pas toujours brillant, ce n'était jamais désastreux.

Digitized by Google

» Aujourd'hui, la première chose qui me frappe en approchant d'une ferme, c'est le son d'un piano ! C'est la fille de la maison qui, il y a cinquante ans, aurait tout simplement été occupée dans la basse-cour ou dans l'étable et qui, à présent, assise dans son salon en robe de soie, écorche les grands maîtres de façon à faire frémir quiconque a un peu d'oreille. La charmante villageoise d'autrefois pense qu'elle a monté en grade en devenant une demoiselle.

» Si l'on va aux champs, on aperçoit M. l'intendant qui surveille les ouvriers, ayant bien soin de ne pas mettre la main à la pâte. Et le patron, où est-il? C'est un bourgeois maintenant : il a acheté un complet chez M. Crémieux; il attelle les chevaux de la ferme à un tilbury, et il passe la moitié de son temps à parler politique au cabaret ou à parier dans les courses de chevaux et les combats de coqs. Il y a cinquante ans, je le respectais, et aujourd'hui je le plains.

» Vous ne m'en voudrez pas de ma franchise. C'est être complice du mal que de le pallier. Le premier pas d'une revanche sérieuse est toujours la réforme des mœurs. »

*Le Temps,* de Paris, écrivait : « Il est déplorable de voir le nombre incalculable de déclassés qui sortent des écoles de l'Etat. Nous entendons par déclassés tous ces jeunes gens qui, après avoir fait pendant dix ans des études sans profit, sortent des collèges ou des lycées aussi ineptes aux carrières qui exigent de l'instruction qu'à celles où l'instruction est inutile. Ils ont appris le grec et le latin et, partant, ils dédaignent le commerce, l'industrie, l'agriculture; ils se croient savants, grands littérateurs, philosophes, et ils sont incapables de gagner leur vie et de rendre aucun service à la société : c'est le fléau de notre temps et de notre pays. Ces jeunes gens

Digitized by Google

courent après leur diplôme, et cela les embête : une fois le diplôme obtenu, ils sont encore plus bêtes, car ils s'imaginent qu'ils ont droit à tout, que leur existence est à jamais assurée, que l'Etat doit leur fournir une place et que, toute leur vie, ils vont manger aux frais du budget de l'instruction publique. Tout le monde reconnaît le mal, tout le monde le déplore ; on en rejette la faute sur l'enseignement des humanités, et on voudrait arriver à sa suppression. »

Nous ne pouvons évidemment pas admettre cette conclusion : les humanités doivent conserver la place d'honneur qui leur revient dans la formation de l'homme et de la société humaine. Toutefois, il est nécessaire aussi d'établir des écoles spéciales pour l'agriculture, l'industrie et le commerce ; il faut qu'on y enseigne toutes les connaissances qui peuvent être nécessaires à un bon ouvrier ; il faut, en un mot, donner au peuple le pain de l'intelligence, afin de mieux lui assurer le pain matériel ; il faut en revenir à la vraie notion du travail et le faire considérer comme une des fonctions les plus honorables que l'homme puisse remplir.

Il est donc évident que le système de l'enseignement public n'est pas une simple question de pédagogie, mais bien une question qui touche aux intérêts les plus vitaux de la société. Nous croyons à la solution du problème social, et nous sommes convaincus que l'école professionnelle est un des premiers et des plus indispensables éléments de cette solution. Que peut faire, en effet, notre société de tous ces déclassés qui sortent chaque année de nos lycées et de nos universités avec des diplômes dont ils ne savent que faire(1) ? Ils commencent,

(1) En Belgique, le nombre des étudiants universitaires, pendant l'année académique 1887-1888, était, d'après *l'Annuaire statistique*, de 5,860.

Digitized by Google

dès lors, et ils continuent souvent toute leur vie, la chasse aux places : ils cherchent à en déposséder ceux qui les occupent pour s'en emparer eux-mêmes. De là une grande source de haines et de misères sociales (1).

A cause de cette manie des études, par suite du mépris profond pour le travail agricole ou industriel, que de fois ne voit-on pas se renouveler le fait vulgairement dépeint : Un brave ouvrier, père de famille, a envoyé son

Chaque année, les universités produisent, en moyenne, 180 avocats, 45 candidats notaires, 150 médecins, 135 pharmaciens. Doit-on s'étonner après cela de voir croître d'année en année la dangereuse armée des incompris et des déclassés?

L'artisan veut que son fils manie le scalpel, tandis que lui a manié le rabot toute sa vie. Le moindre commerçant rêve une toge pour son fils, et tous ces dévoyés, qui auraient fait des hommes vertueux, vigoureux et travailleurs dans le métier de leur père, vont grossir et souvent exciter les mécontentements sociaux. Ils sont d'autant plus dangereux qu'ils ont au service d'appétits vastes et inassouvis une demi-science et un vernis de belles manières.

*(L'Ami de l'Ordre,* 10 novembre 1889.)

(1) La mode s'y est mise. Dans le monde ouvrier qui se grise de rhétorique, on a horreur de l'outil et on s'imagine qu'un diplôme timbré et paraphé assure l'existence. Le résultat était facile à prévoir : la jeune fille ne sait aucun état d'où elle puisse tirer sa subsistance ; elle est institutrice, c'est vrai; mais le moindre grain de mil ferait mieux son affaire, car elle ne peut utiliser sa science acquise; elle n'en vit pas : elle en meurt; les notions historiques ne donnent pas de pain, et la solution des problèmes de géométrie ne paye pas le loyer.

On m'a affirmé — et je le répète sans avoir vérifié — qu'aujourd'hui 3,000 institutrices, munies de brevets, avaient adressé à la préfecture de la Seine des demandes qui restent forcément sans réponse. Que sera-ce donc lorsque les lycées de filles auront versé leurs produits dans la population féminine? J'ai posé la question à un moraliste, qui m'a répondu : « Ça relèvera le niveau intellectuel des filles entretenues. » (Maxime Du Camp, *la Charité privée à Paris,* page 445, 1885.)

Digitized by Google

fils à l'école jusqu'à quinze ans. A cet âge, il le retire et veut lui faire apprendre un métier, — lamentation de la mère et de toute la famille : — Comment ! lui dit-on, vous allez faire apprendre un métier à votre fils? Vous n'aimez donc pas votre enfant, vous voulez l'empêcher de réussir, vous allez briser sa carrière : il deviendra infailliblement un médecin ou un avocat distingué !... Le père finit par céder, son fils retourne à l'école et va bientôt grossir la foule des déclassés. Il deviendra avocat, médecin ou autre chose; le père aura bientôt dépensé toutes ses économies, il se privera même peut-être du nécessaire, et quand, les études terminées, il croira rentrer dans ses fonds et vivre avec son fils, il comprendra, mais trop tard, que son fils, avocat ou médecin, n'est qu'un déclassé et un... meurt de faim (1).

(1) Maxime Du Camp rapporte qu'il rencontra un soir à l'*Asile de Nuit*, à Paris, un homme de lettres réduit à chercher là un refuge. Ecoutons ce récit intéressant :

« C'était un jeune homme de vingt-six ans, blond, très propre, presque soigné, dans des vêtements faits pour lui, usés, mais brossés avec minutie; le linge était blanc, bien ajusté aux poignets, à la poitrine et au cou. Les papiers d'identité m'ont ému : un diplôme équivalent à celui de bachelier ès lettres, des quittances d'inscription à des cours de philosophie. Ce garçon est né à Luxembourg. Paris miroitait dans le lointain : il y est accouru, s'imaginant que, avec la connaissance des langues française, anglaise, hollandaise et allemande, un bagage de savoir assez considérable, une belle écriture et beaucoup de bon vouloir, il serait aisément pourvu et s'ouvrirait quelque carrière où le pain de chaque jour serait facile à ramasser. Malgré une parcimonie excessive, les petites économies furent rapidement épuisées; nulle porte ne s'entre-bâilla, celle du garni « se ferma » quand le dernier sou fut dépensé, et l'*Hospitalité de Nuit* a recueilli ce malheureux qui demande à vivre, qui implore du travail et se désole de n'en point trouver. J'ai causé avec lui. Son histoire est celle de tant d'autres qui ont lâché la proie pour l'ombre et sont tombés au gouffre. Il est de famille ouvrière; son père est charron.

Digitized by Google

Nous pouvons donc conclure que, si l'on conserve l'enseignement tel qu'il existe aujourd'hui, si l'on continue à distribuer à foison des diplômes à toutes les médiocrités, on aboutira de plus en plus à déverser chaque année, au milieu de la nation, cet énorme contingent de déclassés — fruits secs de la société — qui iront grossir l'interminable liste des journalistes ignorants, des employés oisifs, des agents d'affaires véreuses et des misérables en gants jaunes.

Que dire de l'enseignement moderne, si nous le considérons dans sa nature et dans l'esprit qui le dirige. Hélas! bien souvent, c'est l'enseignement lui-même qui sème parmi la jeunesse la perversion et l'anarchie, qui matérialise l'homme et divinise la matière, qui va jusqu'à professer que le crime est un phénomène naturel comme la *pellagra* et les maladies héréditaires, que le principe de la société est l'instinct et que l'intelligence est le résultat de l'évolution des facultés; c'est l'enseignement qui fait de la politique et de la mauvaise politique, de la politique de révolution et d'anarchie.

C'est des principes empoisonnés que l'on répand dans l'enseignement moderne à tous les degrés que dérivent,

Il a été envoyé à l'école; sa mémoire, son assiduité l'ont fait et l'ont maintenu le premier de sa classe; on l'a poussé, comme disent les pédagogues. Le père a été fier du succès de son fils, il s'est privé, il s'est réservé en toutes choses pour lui faire donner « une belle éducation ». Le malheureux l'a reçue, cette belle éducation, que l'ambition paternelle rêvait pour lui. A vingt ans, il savait le latin et le grec « autant qu'homme du monde ». Il était ferré sur l'histoire et raisonnait philosophie sans broncher. Ses connaissances acquises ne lui valurent pas une place de douze cents francs, et l'outil qui l'eût fait vivre n'a jamais été dans sa main. Il est misérable et désespéré; il lui semble qu'il serait heureux si, comme son père, il pouvait assembler les jantes ou cercler de fer le moyeu d'une roue.» (Maxime Du Camp, *la Charité privée à Paris,* page 489, 1885.)

Digitized by Google

comme de leur source, les théories socialistes les plus subversives. Ce sont les écoles athées et matérialistes qui produisent la corruption effrénée et la cupidité insatiable qui caractérisent notre époque. C'est l'école athée qui donne naissance à ce déluge de livres légers et frivoles, où l'on ne trouve plus le résultat des études et des recherches profondes, mais tout bonnement cette littérature molle, efféminée et immorale des romans orduriers ou bien ces excitations malsaines à la révolte et à la haine du pouvoir, des follicules socialistes.

Dans l'école elle-même, il n'y a plus ou presque plus d'autorité, — puisqu'on y enseigne que la liberté morale n'est qu'une fable!

Un professeur de collège demande à l'un de ses élèves : Où sont vos livres? — Je ne les ai pas apportés. — Pour venir à l'école, il faut prendre ses livres!... Et le jeune homme de répondre avec plus d'arrogance encore : Je ne puis m'astreindre à porter un paquet pareil!... Le professeur, ainsi outragé, fait remarquer doucement que les gens d'esprit et les gens bien élevés ne répondent pas ainsi. — Professeur, riposte aigrement le jeune étudiant, veuillez modérer votre langage!...

Dans un autre collège, un professeur qui avait requis du directeur une punition contre un de ses élèves, entendit en entrant en classe ce cri, applaudi par tous les jeunes gens : Que le professeur aille espionner ailleurs!...

Des faits de ce genre, on pourrait en citer une ample collection. Nous ne parlons pas de faits plus graves, qui arrivent journellement dans les lycées et les universités, comme batailles, rixes, révoltes de jeunes gens, lettres anonymes, grèves, coups de revolver, tous moyens par lesquels les étudiants d'aujourd'hui veulent faire subir leurs caprices à l'autorité de leurs maîtres.



Digitized by Google

Et qu'on ne dise pas qu'il y a une législation scolaire assez rigoureuse ! Le plus souvent, toutes ces lois disciplinaires restent à l'état de lettre morte, et tout se fait à force de rapports et d'intrigues. Or, le manque de respect, à l'école, au principe d'autorité n'est que l'image et le préambule de l'insubordination sociale au pouvoir civil.

Donc, en résumé, l'école elle-même, au lieu d'être le soutien de l'ordre, devient parfois la pépinière du désordre par suite des nombreux déclassements qu'elle provoque et à cause de l'esprit d'insubordination qu'elle tolère.

Il faut donc réformer l'enseignement non seulement au point de vue de la religion et de l'éducation, mais aussi au double point de vue que nous venons d'indiquer, sinon la question sociale ne fera que s'envenimer de jour en jour.

Mais ce n'est pas tout encore.

L'économie sociale divise le travail en trois branches : l'agriculture, l'industrie et le commerce, les trois éléments nécessaires de toute nation civilisée. L'agriculture s'occupe à cultiver les champs pour en retirer les matières premières d'alimentation ; l'industrie les met en œuvre et comprend les métiers et travaux de toute espèce ; le commerce transporte les produits agricoles ou industriels d'un point à un autre et sert ainsi d'intermédiaire entre ceux qui sont dans l'abondance et ceux qui sont dans le besoin.

Or, c'est dans ces trois éléments essentiels de toute société que réside la force économique d'un peuple ; ces trois éléments sont tellement unis entre eux que, quand ils se développent d'une manière normale, ils se trouvent juste en équilibre et ils reçoivent réciproquement l'un de

Digitized by Google

l'autre le mouvement et la vie. De fait, le développement de l'agriculture apporte la prospérité à l'industrie, et le développement de l'industrie donne la prospérité au commerce, et réciproquement l'industrie et le commerce réunis produisent le perfectionnement de l'agronomie.

Mais où est, de nos jours, ce développement normal, cette impulsion et cette assistance mutuelle de l'agriculture, de l'industrie et du commerce? Ne voyons-nous pas apparaître ici, plus que partout ailleurs, la terrible question sociale ?

### *L'Agriculture*

Voyons ce qu'est devenue aujourd'hui l'agriculture, avec la trop grande division et le morcellement infini des terres, avec la dépréciation des produits causée par le libre-échange et par l'excès de production, avec l'importation toujours croissante de céréales étrangères, importation qui produit l'abandon de la culture et la transformation en pâturages, avec *l'urbomanie*, c'est-à-dire l'émigration incessante des paysans vers les villes (1), et enfin avec l'élévation des impôts.

(1) Le Bulletin officiel de la préfecture de la Seine publie le nombre de demandes inscrites pour les emplois devenus vacants : pour 299 emplois vacants, il y a 24,825 demandes.

Voici les détails, ils sont navrants : pour 12 emplois de commis auxiliaires, on compte 2,821 candidats inscrits; pour 8 places de garçons de bureau, 3,193 candidats; pour 1 emploi d'ordonnateur des pompes funèbres, 2,378 candidats; pour 8 places de gardes dans les cimetières ou les entrepôts, 2,379 demandes; enfin, pour 8 débits de tabac de deuxième classe, il y a 2,622 postulants.

Il faut ajouter à ce total environ 500 demandes pour une place de facteur et 100,000 demandes pour les chemins de fer.

Les campagnes se dépeuplent et les villes regorgent de gens qui meurent de faim (1889).

Digitized by Google

D'après les statistiques, il y a eu l'an dernier environ 150,000 paysans italiens qui ont émigré en Amérique! Pourquoi donc? Parce que, bien souvent, ils ne trouvent plus moyen de vivre dans nos campagnes! La statistique nous montre aussi le nombre considérable de travailleurs des campagnes qui émigrent chaque année pour venir habiter les villes. Croit-on que, si les ouvriers pouvaient continuer à gagner leur vie en plein air, ils iraient, de gaîté de cœur, se renfermer dans les usines ou s'enterrer dans les mines? Mais ils sont bien forcés de renoncer à la liberté de la vie des champs, à la vie en plein air et en pleine lumière puisque, là où il y a dix journées de travail, on voit aussitôt accourir vingt ou trente travailleurs qui viennent solliciter de l'ouvrage.

Les bras, les intelligences et les capitaux fuient aujourd'hui la culture comme on fuit la peste et la ruine.

C'est la science officielle de l'économie politique qui a produit ce lamentable état de choses : elle soutient que c'est une erreur de croire que les produits de la terre constituent la principale richesse d'un pays; elle nie, et elle fait nier par les journaux à sa solde, que l'agriculture soit en décadence, afin de pousser toujours davantage à l'industrie et au commerce. O'Connell l'a bien dit : « Celui qui n'apprécie point la puissance qui réside dans les deux bras d'un paysan ne peut pas s'appeler homme d'Etat. » C'est là une parole profonde que nos politiciens n'ont pas voulu écouter. Voilà pourquoi nous voyons la production industrielle augmenter toujours à l'aide de nouvelles machines de plus en plus merveilleuses et de méthodes de fabrication de plus en plus perfectionnées; mais nous ne voyons quasi personne chercher à perfectionner l'agriculture, et, pourtant, si on lui consacrait seulement la moitié des efforts que

Digitized by Google

l'on dépense pour l'industrie, il n'y aurait certes pas autant de misère dans le monde!

La maladie mortelle dont souffre l'agriculture n'est pas accidentelle et passagère : elle est chronique et durera longtemps encore si on ne change pas le *statu quo*. Ce mal a commencé à l'époque où l'on préféra l'industrie et le commerce à l'agriculture, — époque fatale, qui apporta la ruine et la faim en Europe! Les Chinois ont eu plus de bon sens : aujourd'hui, comme de tout temps, ils ont regardé l'agriculture comme la racine première de l'industrie et du commerce; ils lui ont donné le plus grand développement possible. En effet, la Chine proprement dite a une superficie de 4,024,890 kilomètres carrés, et compte 405 millions d'habitants; chaque kilomètre carré nourrit donc plus de 100 individus et pourvoit à tous leurs besoins, car la Chine non seulement n'importe pas de denrées alimentaires, mais elle exporte de grandes quantités de riz, des conserves, des thés, etc. Les voyageurs sont, en général, unanimes pour témoigner de ce fait que la faim et la misère qui se rencontrent en Chine arrivent seulement dans les années de disette et ont pour cause non pas un manque général de vivres dans tout l'empire, mais l'absence de moyens de communication.

Au contraire, l'Europe, avec une superficie de 9,710,340 kilomètres carrés, nourrit à peine 316 millions d'habitants, soit 32 individus par kilomètre carré. Si l'Europe était cultivée comme la Chine, elle pourrait nourrir 1,000 millions d'individus et non pas seulement 316 millions, dont des centaines de mille émigrent chaque année dans les autres parties du monde pour échapper à la misère. Et qu'on ne dise point qu'en Europe la terre ne pourrait pas produire beaucoup plus qu'actuellement! Car la Belgique, avec une superficie

Digitized by Google

de 29,455 kilomètres carrés, a 5,536,000 habitants; un kilomètre carré suffit à nourrir 200 personnes, c'est-à-dire six fois plus que la moyenne proportionnelle de toute l'Europe. Si l'Europe était donc cultivée comme la Belgique, ce n'est pas 316 millions d'hommes, mais bien 1,950 millions d'hommes qu'elle pourrait nourrir, c'est-à-dire beaucoup plus que la population entière du globe. Et, en supposant que la Belgique ne produise pas tout ce qu'elle consomme et qu'elle importe un quart de sa consommation totale, en ce cas, il resterait encore vrai qu'elle peut nourrir 150 individus par kilomètre carré; d'après cette base donc, l'Europe devrait nourrir 1,458 millions d'hommes. Le sol de l'Europe comparé avec celui de la Belgique peut, en conséquence, donner un rendement beaucoup plus grand que celui qu'il donne aujourd'hui. Pourquoi n'en est-il pas ainsi? La raison en est bien claire : c'est parce que l'agriculture est de plus en plus dépréciée et que les produits du sol sont grevés de toute espèce d'impôts. Il faut ajouter à cela la condition déplorable et précaire où se trouvent aujourd'hui les petits propriétaires. Les malheurs publics, les revers particuliers, les arrêts du commerce, les impôts inexorables, la gelée, la grêle, la sécheresse, le vent, tous ces contretemps, qui détruisent les produits, réduisent le petit propriétaire à la dure nécessité de prendre des hypothèques et d'emprunter au propriétaire plus riche et au capitaliste mieux fourni. Obligé de payer l'intérêt de son emprunt, il se trouve dans l'impossibilité absolue de se constituer un fonds de réserve pour les années mauvaises. Or, pour faire face à la concurrence, pour arriver à vendre au même prix que celui qui cultive avec des méthodes perfectionnées, le petit propriétaire doit avoir quelques fonds qui puissent lui permettre d'améliorer sa culture. En

Digitized by Google

effet, sans un fonds de réserve, il n'y a pas d'agriculture possible. La moisson manque, le cheval vieillit, la vache cesse de donner, les instruments s'usent ou se brisent : il faut des fonds pour faire face à tout cela, il faut un capital que le petit propriétaire n'a pas et qu'il ne parvient à trouver, parfois ! — car il arrive fréquemment qu'il se voit repoussé, — qu'à des conditions fort onéreuses pour lui, et de là cette grande misère dans laquelle se trouvent plongés maints de nos campagnards. Que faire? L'ancienne méthode de culture ne sert plus à rien, la méthode moderne est impossible à employer. Opprimé par le fisc de l'Etat, écrasé par la concurrence, surchargé de dettes, le petit propriétaire finit par envoyer ses fils à la ville, grossir les rangs du prolétariat urbain; et lui-même, pour trouver moyen de vivre, hypothèque le dernier de ses biens, s'endette de plus en plus, et devient esclave — esclave du banquier, comme il l'était autrefois du maître ! La Révolution française a aboli les domaines féodaux, et aujourd'hui ces domaines sont en possession d'une nouvelle classe de personnes qui les ont acquis ; à la noblesse territoriale, on a vu succéder la bourgeoisie propriétaire. Mais il y a une très grande différence entre l'une et l'autre : la noblesse n'avait que le domaine direct et la bourgeoisie a pris le domaine direct et le domaine utile. De sorte qu'aujourd'hui c'est pire qu'auparavant. Les statistiques officielles de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Hongrie signalent la disparition progressive des petits propriétaires, et ce principalement dans le sud du Tyrol et dans la Prusse rhénane. En Bohême, on a vendu 100,000 arpents de petites propriétés à de grands capitalistes. Si le paysan propriétaire n'a pas encore complètement disparu, il ne lui reste guère plus qu'un fonds si petit, si improductif et si grevé qu'il se trouve forcé de chercher du travail

Digitized by Google

chez le grand propriétaire pour ne pas mourir de faim.

Voilà l'indépendance promise à l'agriculture par le libéralisme moderne !

Le faible n'a plus de garantie positive : l'extension et le développement de la grande propriété n'ont plus de bornes et semblent devoir complètement absorber la petite propriété, et cette absorption se fait d'autant plus facilement et plus rapidement que les petites propriétés descendent à plus bas prix, car, les produits de ces petites cultures devant se vendre à bas prix, et souvent à perte, leur valeur doit inévitablement diminuer toujours. Dans un avenir non éloigné, nous verrons peut-être les petites propriétés remplacées presque totalement par d'immenses propriétés, appartenant à des sociétés agricoles, où les travaux de la bêche et de la charrue seront exécutés par des machines de toute espèce et où l'on emploiera un capital de plusieurs millions et un personnel dirigeant qui se chiffrera par des milliers d'employés. Alors, l'agriculture sera entièrement transformée en une grande industrie et toutes les conditions de la vie rurale seront essentiellement modifiées.

Parlant des grandes propriétés qui ruinèrent l'Italie, Pline raconte que la moitié de l'Afrique était entre les mains de six propriétaires. C'était une organisation très puissante, — dans le genre de celle de nos sociétés anonymes financières et industrielles. L'historien ajoute que Néron les fit massacrer pour s'enrichir de leurs biens : — c'était là, du reste, un procédé bien ordinaire des empereurs romains... La propriété, qui était si absolue chez les Romains, avait souvent une fin très incertaine, et, aujourd'hui encore, elle est exposée aux mêmes coups de brutalité. La loi, qui, en vertu du principe d'autorité, a laissé s'établir une sorte

Digitized by Google

de féodalité moderne des finances et de l'industrie, peut aussi, par un acte d'autorité arbitraire, la supprimer d'un seul trait au nom de la souveraineté du peuple, qui a succédé à la souveraineté des Césars.

A cause de cette incertitude de l'avenir, la féodalité moderne de la finance cherche à se rattraper sur le présent. et emploie tous les moyens possibles pour grossir et placer sûrement ses capitaux. En attendant, ceux qui souffrent le plus ce sont les pauvres, et voici le point où la question sociale devient la plus vive. Anciennement, il y avait des biens communaux ecclésiastiques corporatifs, dont l'usage était réservé presque entièrement aux pauvres. Ces biens, qui formaient un des plus grands soutiens de la société, se sont transformés aujourd'hui en biens collectifs possédés le plus souvent par des sociétés anonymes, lesquelles jouissent de la personnification civile et servent aux seuls profits des capitalistes. Un homme qui ne possède rien ne trouve rien devant lui : il n'a que ses bras pour travailler et, très souvent, il ne trouve pas de travail parce que cent autres sont venus le chercher et le prendre avant lui. Vient la loi, qui, le trouvant inoccupé, le punit comme vagabond. Voilà la déplorable condition des cultivateurs et de l'agriculture en Europe.

### *L'Industrie*

L'industrie, bien qu'elle ne soit pas dans un état comparable à celui de l'agriculture, nous présente cependant le spectacle d'un antagonisme acharné entre le travail et le capital. Les capitalistes eux-mêmes se font une guerre à mort par la concurrence. Et cette concurrence — unique loi de l'industrie si vantée par les économistes libéraux — n'est qu'une lutte sans pitié,

Digitized by Google

une cause continuelle de faillites, de revers de fortune de tout genre, de désastres, ou bien, comme dit Michel Chevalier, c'est un véritable chaos arnarchique, c'est un combat furieux et acharné de tous les intérêts matériels, qui sont devenus les seuls moteurs des actions humaines dans notre société du capitalisme et de la bourgeoisie !

Avant la Révolution de 1789, l'industrialisme moderne n'existait pas. La production était l'œuvre des corporations des métiers, qui étaient composées des maîtrises. Tout se transmettait par la voie de l'hérédité ; on n'admettait aucune concurrence intérieure ou extérieure, et voilà pourquoi les membres de ces corporations possédaient au plus haut degré la stabilité des moyens d'existence. La Révolution a supprimé les maîtrises, elle a dissous les corporations en donnant à chacun la liberté la plus entière de production. Il s'en est suivi une concurrence effrénée qui a rendu la lutte pour l'existence cruelle et féroce. Cette concurrence illimitée a donné une impulsion énorme aux forces productives ; les découvertes scientifiques se sont multipliées et sont devenues de jour en jour plus merveilleuses ; on a inauguré le règne des machines, à l'aide desquelles l'industrie humaine triomphe de toutes les difficultés : c'est là le bon côté de la concurrence. Mais, par contre, que d'infortunes et de misères créées par elle ! La machine, dès son principe, fut le triomphe de l'homme sur la nature ; dans la main des capitalistes bourgeois, elle est devenue l'instrument de la servitude de l'ouvrier : celui-ci, en effet, n'a retiré aucun profit de l'accroissement de la production et de la concentration des richesses. Auparavant, il jouissait de la stabilité ; aujourd'hui, est venue l'ère des crises, des grèves et de la misère. Le développement de la grande industrie a augmenté le paupérisme en ruinant le petit

Digitized by Google

artisan; la machine a remplacé le métier, l'instrument perfectionné, le vulgaire outil. Où sont maintenant les métiers qui peuvent s'appeler les « métiers à la main »? Où sont ces artisans, travailleurs autonomes, petits patrons indépendants, qui avaient la propriété de leurs instruments de travail? Que sont-ils devenus?

Anciennement, le travail s'exécutait au foyer domestique : l'ouvrier travaillait de ses mains, avec l'aide de sa famille ou de quelque apprenti. Aujourd'hui, la famille avec son chef est employée dans les immenses manufactures, où chacun doit suivre les mouvements inexorables d'une machine à vapeur.

Le petit artisan a été exproprié par la force des choses. N'ayant plus de capital, il a dû vendre ses bras et, sur le point de mourir de faim, il a dû accepter toutes les conditions, si draconiennes qu'elles fussent, du capitaliste. Les barrières traditionnelles qui protégeaient le faible sont tombées, la loi darwiniste de « la lutte pour la vie » règne sans obstacle dans le monde économique, et, dans cette lutte à coups de millions, le prolétaire est considéré comme la roue accessoire d'une machine et broyé sans miséricorde. Le plus fort remporte la victoire — et, le plus fort, c'est le capitaliste.

Un républicain français, moins hypocrite que les autres, Jules Vallès, eut la loyauté de reconnaître la vérité constatée par le prince de Bismarck : « Aujourd'hui, il n'y a plus de droit, écrivait-il : il n'y a plus que des forces. »

La statistique démontre à l'évidence que la petite industrie est dévorée par la grande : en 1861, le nombre des fabriques de coton était en Angleterre de 2,715; en 1878, ce nombre descend à 2,405. En sept années de temps, dit Karl Marx, 338 fabriques de coton ont disparu, parce qu'elles ont été anéanties par un

Digitized by Google

*machinisme* plus productif et plus développé, concentré entre un petit nombre de capitalistes. Une diminution semblable se remarque dans tous les métiers. Il est vrai que ces grandes fabriques ont un nombre extraordinaire d'employés; mais il reste indubitable que le petit industriel travaillant pour son compte tend à disparaître de jour en jour : celui-ci devient donc insensiblement un ouvrier salarié. Mais quelle est la condition de ce salarié qui s'emploie dans l'industrie?

Guizot affirme que « le travail incessant est un frein contre les dispositions révolutionnaires des classes pauvres ». Cela est vrai quand le travail s'exécute selon la justice, sans violer les droits inhérents à la dignité humaine; mais cela n'est pas exact quand le travail est une injustice manifeste, soit à cause de la durée excessive, soit à cause de l'emploi des femmes et des enfants ou bien par suite des établissements malsains ou à cause de l'insuffisance du salaire. Un travail qui se prolonge jusqu'à quatorze et quinze heures par jour, qui ne permet pas le repos du dimanche, qui s'exécute en des endroits où les exhalations de mercure, de plomb et de vapeurs empoisonnées abrègent la vie et produisent une mort certaine, un travail, en un mot, qui n'est guère rémunéré n'est pas un travail honnête, mais une injure à la nature humaine, une tyrannie, un esclavage, une dégradation morale et physique.

Et que dire de ces malheureux ouvriers qui, pour faire face à la misère, sont contraints d'employer au travail des ateliers leurs femmes et leurs enfants?... Voilà des pères de famille qui, poussés par la faim, ont démoli de leurs propres mains le foyer domestique, souillé peut-être leur demeure, rendu la vie de famille presque impossible (1)!

(1) D'après une statistique sur le travail des femmes en Suisse, il y

Digitized by Google

Mères infortunées, au milieu de mille dangers et dans les situations les plus critiques inhérentes à leur faible nature, elles doivent travailler dans les mines et les manufactures, porter d'énormes poids sur leurs frêles épaules, épuiser toutes leurs forces; le corps exténué par un excès de fatigue, lorsqu'il s'agit de nourrir leurs enfants, elles ne trouvent plus qu'un sein desséché!... Malheureux parents, forcés d'affaiblir la vie et la vigueur de leurs fils et de leurs filles, en les soumettant à des travaux que leurs membres grêles ne peuvent supporter, préparant ainsi la dégénération de leur race!... Quelle honte pour la civilisation et l'industrialisme modernes!...

Où retrouver encore le type de la femme d'autrefois, droite, forte, bonne ménagère, s'occupant avant tout du service domestique et du gouvernement de la maison, répandant tout autour de soi la vie, la santé, la joie; et entourée d'une couronne d'enfants robustes et vigoureux?... Nous avons aujourd'hui les jeunes filles et les femmes des fabriques et des usines, pauvres fleurs étiolées, avec leurs joues creuses et leur teint pâle, avec

a dans ce pays 51,132 femmes et 11,771 hommes employés dans l'industrie de la soie; à Zurich seul, on compte 30,000 femmes dans les usines. Dans l'industrie de la toile et dans celle du lin et du coton (demi-toile), il y a 5,322 femmes et 5,553 hommes. Dans l'industrie de la laine et dans celle de la laine et coton (demi-laine), il y a 2,022 femmes et 1,470 hommes. Dans l'industrie des broderies, 23,000 femmes et 15,724 hommes. En résumé, dans l'industrie manufacturière de la Suisse, il y a 103,452 femmes et seulement 52,838 hommes. De sorte que les hommes sont en minorité dans ces diverses manufactures,— et dire que les femmes sont faites pour vivre en famille et rester à la maison! Mais le libéralisme économique ne veut pas la femme de maison : il préfère la femme d'atelier.

On trouve aussi bon nombre de femmes dans les autres industries principales; il n'y a pas une seule profession en Suisse qui ne soit envahie par les femmes.

Digitized by Google

leur sang sans vie, leur estomac sans force, tous leurs membres languissants!... Elles n'ont jamais connu la santé et la surabondance de vie. Et les enfants!... Il se trouve de vrais bambins à qui, sans honte aucune, on impose jusqu'à douze heures de travail par jour!... Quelle monstruosité, quelle misère! Les économistes libéraux n'auraient jamais pu inventer un moyen plus brutal pour arrêter le développement de l'intelligence, pour pervertir le cœur, pour détruire l'organisme : le travail de l'enfant dans l'atmosphère viciée de l'usine est aussi pernicieux à son corps qu'à son âme!

On a dit — quel illogisme! — que notre siècle s'appellera dans l'histoire le siècle du travail: mais il devrait plutôt cent mille fois s'appeler le siècle de la douleur, de la misère et de la corruption !...

Voici quelques chiffres qui prouveront à l'évidence ce que nous venons d'avancer, ils sont tirés de la statistique des industries italiennes :

Il y a en Italie 739,889 patrons industriels, dont 557,629 hommes et 182,260 femmes. Les ouvriers sont au nombre de 3,676,790, c'est-à-dire 1,853,656 hommes et 1,823,134 femmes.

La proportion entre les patrons et les ouvriers varie selon les industries : ainsi, dans l'industrie maritime, il y a 75.5 ouvriers pour 100 patrons; dans l'industrie des tissus, 20.2 ouvriers pour 1 patron ; dans la typographie et la lithographie, 11.2 ouvriers pour chaque patron en moyenne; dans toutes les autres industries, il y a moins de 10 ouvriers pour chaque patron.

La véritable gangrène de l'industrie est le nombre toujours croissant des enfants qu'on y emploie.

Dans soixante-cinq arrondissements du royaume seulement, on trouve 111,865 enfants au travail avant l'âge de 15 ans; il y en a 4,745 de 9 à 10 ans; 8,793 de

Digitized by Google

10 à 11 ans; 12,686 de 11 à 12 ans; 20,683 de 12 à 13 ans; 26,976 de 13 à 14 ans; 37,818 de 14 à 15 ans. Mais il y a pire que cela encore : on a choisi vingt-neuf arrondissements du royaume dans lesquels on pouvait dire *a priori* qu'on trouverait un nombre fort élevé d'enfants assez jeunes occupés à quelque travail industriel, et on a découvert dans ces arrondissements 2,000 ouvriers de 7 à 9 ans !...

L'Autriche, l'Allemagne, la France et la Belgique ont fait des lois pour enrayer cet abus infâme du travail des enfants. En Italie, on a fait beaucoup de promesses, mais on est toujours dans le *statu quo*. En attendant, les sociétés zoophiles font fureur pour protéger les chats, les chevaux, etc. !

Nous venons de voir quelle est la situation de notre industrie, situation qui dure depuis un siècle et qui est aujourd'hui plus mauvaise que jamais. Les économistes libéraux reconnaissent que l'état de notre industrie est difficile; ils voient que la lutte pour l'existence devient chaque jour plus pénible et plus cruelle, car, pour beaucoup d'hommes, il s'agit de trouver le morceau de pain qui doit les nourrir... Mais ces philosophes de l'économie libérale se figurent qu'ils vont guérir le mal en prêchant aux ouvriers la vertu de résignation! Quand il s'agit de prêcher la justice aux capitalistes, ils ont de suite recours aux grands principes de liberté, et ils crient de toutes leurs forces : *Laissez faire ! Laissez passer !* Oui ! répondrons-nous : laissez faire, laissez passer ! laissez passer le vol, l'agiotage, la faillite ! laissez tout détruire ! laissez falsifier les produits ! laissez l'anarchie et la guerre régner en souveraines dans toutes nos relations industrielles ! laissez les femmes et les enfants travailler autant que les hommes robustes et gaspiller leur vie avec celle des

Digitized by Google

générations futures! laissez disparaître les petits industriels et le monde entier du travail devenir le salarié de quelques capitalistes! laissez descendre davantage encore le salaire du travail ou en prolonger la durée (1) !

(1) Voici quelle est en Belgique, à ce point de vue, la situation actuelle d'après les derniers recensements. Ils ont constaté que, sur l'ensemble des ouvriers, il y en avait :

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 2,790 | travaillant | moins de | 8 | heures, | soit | 0.73 p. c. |
| 5,817 | — | pendant | 8 | — | | 1.51 — |
| 12,071 | — | — | 9 | — | | 3.14 — |
| 161,193 | — | — | 10 | — | | 41.97 — |
| 54,717 | — | — | 11 | — | | 14.25 — |
| 133,431 | — | — | 12 | — | | 34.74 — |
| 14,046 | — | plus de | 12 | — | | 3.66 — |

La plupart des ouvriers travaillent donc de 10 à 12 heures par jour, mais la moyenne est de 10 heures pour près de la moitié.

Voici, d'autre part, un tableau indiquant la durée moyenne de la journée de travail pour les principales industries :

| | Heures |
|---|---|
| Industrie métallurgique | 9.80 |
| Ardoisières, carrières de pierres, marbrières | 10.01 |
| Mines et minières métalliques | 10.02 |
| Imprimerie en général | 10.34 |
| Mines de houille | 10.37 |
| Construction de machines à vapeur | 10.46 |
| Industrie verrière | 10.50 |
| Fabrication du gaz d'éclairage | 10.69 |
| — de produits chimiques | 10.74 |
| Construction de matériel de chemin de fer | 10.65 |
| Fabrication du papier | 10.78 |
| — du coke | 10.90 |
| — du sucre | 10.97 |
| — d'allumettes | 11.14 |
| — de briquettes | 11.39 |
| Industrie chanvrière | 11.40 |
| — céramique | 11.41 |
| — cotonnière | 11.45 |
| Distillerie d'alcool | 11.50 |

Digitized by Google

laissez continuer les grèves si fréquentes ! laissez diminuer de plus en plus la croûte de pain des malheureux ouvriers ! Oui ! laissez faire ! laissez passer !... La justice marche souvent *pede claudo*, mais, quand il s'agit de la vie des nations, il arrive toujours une heure où la justice prend sa revanche, et souvent elle est terrible et sévère ! Or, si on ne porte pas un prompt remède à ce grand mal, cette heure viendra bientôt, car on ne peut continuer à violer ainsi impunément les lois de la nature !

Le cardinal Simor, primat de Hongrie, dit avec une grande profondeur de jugement que l'ouvrier n'a pas seulement besoin de la vertu d'un homme ordinaire, mais encore de celle d'un héros pour ne pas haïr la société, à l'ombre de laquelle on trouve tant d'injustices dans le champ de l'industrie. Et il ajoute que nier l'antagonisme entre le capital et le travail cela revient à nier la cause d'où provient cet antagonisme, et cela constitue une injustice sociale (1).

| | Heures. |
|---|---|
| Industrie linière | 11.53 |
| — lainière | 11.70 |
| Raffinage du sucre | 11.72 |
| Fabrication d'armes | 12.03 |
| — de bougies | 12.21 |

*(Moniteur des finances, conseiller de l'Epargne*, janvier 1890.)

(1) On dira peut-être qu'il semble que ce que nous venons de dire est en contradiction avec les doctrines que nous avons exposées au chapitre IV, art. II, traitant de la *Théorie du capital* (voir page 110). Cependant, si on lit attentivement cet article, on verra que nous avons considéré l'importance du capital en lui-même, abstraction faite de la personne des capitalistes, qui peuvent en abuser, comme réellement ils en abusent. Là aussi, nous avons condamné l'industrialisme moderne, — et, par ce mot « industrialisme », nous entendons tous les abus de l'industrie dont on se plaint aujourd'hui.

De même, ici, nous avons condamné deux grands inconvénients de



Digitized by Google

## *Le Commerce*

Le commerce ne se trouve guère dans une situation meilleure que l'industrie.

Dans sa condition naturelle et normale, le commerçant est un trafiquant qui va chercher la marchandise au lieu de sa production pour la vendre au consommateur avec un bénéfice plus ou moins grand, selon les dépenses, les fatigues et les risques de cette opération. Souvent, le producteur lui-même est marchand.

Aujourd'hui, on a changé de système : le commerce ne met presque plus le producteur en relation avec le consommateur ; il est devenu une spéculation, dont les frais de transport, d'emmagasinage et de vente sont le moindre facteur. On spécule sur le crédit en vendant au comptant ce que l'on a acheté à terme ; on spécule sur toutes les variations du cours de la marchandise et de l'argent dans l'intervalle de ce terme : c'est un jeu de bourse qui lutte contre la rapidité des transports avec la promptitude du télégraphe, de manière qu'un sac de froment, un pain de sucre, une balle de coton ou de laine peuvent être vendus et revendus dix fois au profit des intermédiaires, avant même d'avoir été livrés au premier acquéreur par le producteur.

l'industrialisme : 1° la disparition des petits industriels, qui sont absorbés par les grands capitalistes, — et cela n'est pas en contradiction avec ce que nous avons dit de la *Théorie du capital*, car, là aussi, nous avons prouvé qu'il est grandement utile que les capitaux augmentent et soient répartis en un plus grand nombre de mains, sans être accaparés par quelques propriétaires seulement, ce qui serait une plaie sociale ; — 2° les maux du travail, soit à cause de l'exiguïté du salaire, soit par suite de la durée, soit à raison du lieu, soit enfin à cause des personnes, et cela est pleinement confirmé par ce que nous avons dit au chapitre IV, art. III, *Théorie du salaire* (voir page 125).

Digitized by Google

Le commerce est souvent une spéculation qui touche à l'injustice, parce qu'il fait tort au corps social en enlevant aux travaux de la production les dix-neuf centièmes de ses agents, qui sont de purs parasites. C'est une spéculation qui devient souvent un vol et un vrai brigandage quand on falsifie les produits. Et, aujourd'hui, la falsification est malheureusement un usage général : on frelate tout, jusqu'aux denrées alimentaires les plus indispensables, comme la farine, le beurre, le vin, le sucre, et, ce qui est pire, c'est que les sophistications se font souvent à l'aide de poisons ou de substances plus ou moins nuisibles à la santé (1). Le bon marché lui-même, qui semble le *nec plus ultra* de l'industrie dans les pays de libre-échange, est le moteur principal qui pousse à la falsification des marchandises.

(1) Au mois de juillet 1886, le député Paul Fambri fit, à Milan, à l'*Exposition internationale de mouture et de panification*, une conférence sur le pain, en considérant cet aliment non dans le sens restreint, mais comme synthèse de tous les aliments et comme *providendum* de toute question économique.

Fambri parla aussi des denrées nuisibles, des fréquentes falsifications et en donna un petit tableau : c'est une sorte de *menu*, que nous reproduisons ici à titre de curiosité :

BANQUET BOURGEOIS

ENTRÉE

*Vermouth :* fabriqué avec l'acétate de plomb, rendu amer avec l'acide picrique.

HORS-D'ŒUVRE

*Saucisson d'Amérique :* plein de trichine, roulé dans une enveloppe jaune de chromate de plomb, couleur obtenue avec le nitrate de potasse.

*Sardines :* à l'odeur de plomb de la soudure.

*Pain :* fait avec de la fécule, farine de châtaigne et poudre de talc.

*Beurre* de Hollande et de Normandie de première qualité : fait avec des déchets de graisse, cervelle de mouton, fécule et barite ; de seconde qualité : obtenu par la margarine avec de l'huile d'arachide ou de coton.

Digitized by Google

Le bon marché actuel n'est souvent qu'un trompe-l'œil et une escroquerie. Un certain Thornely, de Stokport, accusé un jour de semblables falsifications, répondit : La falsification des tissus se pratique, parce que le consommateur le veut ainsi; moi, je n'y vois ni fraude ni déshonneur!

Nous voyons donc, d'un côté, la manie générale de

*Œufs :* le blanc avec l'albumine du sang d'abattoir; le jaune teint au chromate de plomb.

POTAGES

*Pâte aux œufs,* c'est-à-dire au safran : la couleur jaune obtenue avec la crisoline ou le chromate de potasse.

*Tapioca :* fécule de pommes de terre.

*Viandes australiennes :* importées dans les appareils frigorifiques.

*Chapon :* soufflé à bouche d'homme.

*Truffes :* pommes de terre gelées, noircies au sulfate de fer, conservées dans les latrines pour les saturer d'acide solfidrique *(sic).*

*Chocolats :* falsifiés avec des graphites.

*Bonbons :* farine de châtaigne et platre, vernis de Paris.

*Miel* dans les rayons pour preuve d'authenticité : miel fait de glucose parfumée et colorée; rayons de paraffine, comprimée dans des moules spéciaux.

*Petits pains de Paris :* fabriqués avec de la glucose, chlorure d'étain, nitre de benzine, appelé essence de Mirban, et colle de Paris.

BOISSONS

*Vins :* falsifiés avec l'alcool et l'eau de mer, glucose, aniline, immersion de cuivre dans le fût pour lui donner plus de force alcoolique. Souvent vins composés entièrement de tout, excepté de raisins.

*Bière* à l'acide salicylique.— Depuis la démonstration de Dubrisay, on ne la vend plus en Allemagne, mais on la fabrique pour l'exportation. Quelle belle morale internationale!

*Café :* pois et chicorée.

*Sucre :* saccharine anidride, sulfamine. — Il sucre, dit-on, deux cent cinquante fois plus que le sucre : il se dissout dans l'eau froide... pourvu que le café soit bouillant.

On peut facilement conclure de ce *menu* de l'orateur vénitien que la mortalité humaine a été considérablement augmentée par l'adultération des denrées alimentaires : les poisons de notre alimentation sont le vrai *choléra-morbus* qui nous poursuit partout.

Digitized by Google

vouloir tout acheter au plus bas prix possible et, de l'autre, les efforts que l'on fait pour seconder cette manie par l'adultération et la falsification des marchandises. En cet état de choses, il n'y a plus ni foi, ni loi. Les marchandises de qualité inférieure ou de substances falsifiées se vendent comme des marchandises de première qualité chaque fois que l'acheteur n'est pas assez expérimenté pour découvrir la fraude. Et, une fois que l'acheteur est trompé, la conscience du marchand méprise les remords de l'injustice commise, en se disant : C'est mon genre à moi; chacun est libre d'acheter ou non ; moi, je ne force personne ! En attendant, on ne saurait calculer les maux que causent à toute la société la falsification et la mauvaise qualité des produits.

Le commerce est aussi un champ de bataille au point de vue de la concurrence : le petit commerce a été vaincu et réduit à néant par le grand (1).

Nous avons vu comment tout tend à la centralisation dans l'agriculture, dans l'industrie et beaucoup plus encore dans le commerce. Les magasins immenses, fondés avec un capital social énorme, dirigés par des gérants habiles et une armée d'employés, font une concurrence formidable aux petits négociants et boutiquiers. De grandes maisons de denrées alimentaires, de

(1) D'après les statistiques, il y a en Italie, dans le groupe de négociants qui comprend le *crédit,* l'*expédition* et la *commission* 55,663 individus qui se sont déclarés patrons et 42,812 commis. Dans le groupe qui comprend la vente de *denrées* et de *marchandises diverses,* il y a 104,864 patrons (94,099 hommes et 10,765 femmes) les commis et garçons de magasin sont au nombre de 66,437 (56,397 hommes et 10,040 femmes). Il y a en Italie 13,913 hôteliers et aubergistes, 77,394 restaurateurs, cabaretiers, marchands de fritures ; 65,785 cafetiers, débitants de bières, de vins, etc., et 24,293 débitants de liqueurs.

Digitized by Google

meubles, de tissus et de marchandises de tout genre se sont établies dans les grandes villes avec des succursales dans les centres de moindre importance. Ces maisons ont une supériorité incontestable et pour la qualité et pour le bon marché. Tout le monde court chez ces grands négociants, et le petit négociant, lui, est réduit ou bien à vendre tout à l'encan, à fermer son magasin et à accepter un emploi dans les grandes maisons qui ont causé sa ruine ou bien à se déclarer en faillite. Que de faillites on voit aujourd'hui, que de billets protestés, que de procès pour faux, fraudes et banqueroutes (1)!... Dans la seule province de Catane, en Sicile, les billets protestés ont atteint, en 1887, le nombre de 20,613 pour une population de 300,000 habitants. En France, il y a en moyenne 7,000 faillites par an. Combien de fois aussi ne voit-on pas se produire les faillites frauduleuses? On a recours à la faillite pour ne pas payer aux créanciers ce qui leur est dû et afin de sauver ainsi des marchandises, avec lesquelles on pourra reprendre effrontément le commerce. Aujourd'hui, l'opinion publique, basée sur de nombreux exemples, suppose ordinairement la fraude dans les faillites : on fait disparaître l'actif en entier ou en grande partie ou bien on crée des crédits fictifs, on les assure par hypothèques pour conserver les immeubles; le plus souvent, on fait des billets en

(1) On lisait dans *le Patriote* du 10 novembre 1889 :

« *La crise financière de l'Italie.* — Rome, 4 novembre. — Le ministre de l'agriculture et du commerce vient de faire publier la statistique des faillites de 1888. Il résulte de ce document que le nombre des faillites a augmenté l'année dernière dans la proportion de 40 p. c.; en 1887, elles s'élevaient à 1,623, tandis qu'on en compte 2,233 pour 1888. Les 2,233 faillites représentent un passif de plus de 196 millions. Milan, Rome, Naples et Turin viennent en tête de la liste.

Digitized by Google

faveur de ceux qu'on appelle vulgairement les compères de la faillite; ceux-ci interviennent dans le concordat et ils parviennent toujours à faire rester au failli la quote-part qui leur revient : ils partagent ensuite avec lui le fruit de leur vol. — C'est ici qu'il faudrait que le Code de commerce fût plus prévoyant et plus sévère.

Le commerce d'aujourd'hui est donc souvent une spéculation qui touche au brigandage; il dépouille le corps social par une usure sans honte et sans retenue. En effet, il y a des commerçants qui spéculent toujours avec un capital fictif : par exemple, en se servant adroitement du roulement des lettres de change. Avec un capital de 30,000 francs, ils opèrent comme s'ils avaient 100,000, 200,000, 300,000 francs. Ils retirent donc d'un capital qu'ils n'ont pas des intérêts usuraires, qui n'ont aucune proportion avec le capital qu'ils possèdent en réalité. Cette sorte de spéculation est très usitée dans les banques; en grande partie, les banques sont sorties des limites de leur institution et sont devenues une vraie calamité sociale.

C'est ainsi qu'on s'explique facilement ces triomphes rapides et gigantesques du capitalisme. En Europe, il y a la famille Rothschild, qui possède à elle seule un capital plus grand que celui de n'importe quel royaume. Il y a encore d'autres grandes maisons juives qui exercent leur monopole en tout. L'Amérique a ses Van Derbilt et ses Gould, qui possèdent à eux seuls un capital de 2 ou 3 milliards, des lignes entières de chemin de fer, de l'Atlantique au Pacifique ou au Canada, des télégraphes, des entreprises industrielles, comme les mines de Californie et les sources de pétrole. On trouve aussi en Amérique des sociétés agricoles qui possèdent de 100,000 à 1,500,000 acres de terrain : — et dire que ces mastodontes économiques naissent et se développent dans le cours d'une seule génération !

Digitized by Google

On a beau pérorer et invoquer la liberté : ces richesses monstrueuses sont une condamnation de l'organisation financière, économique et sociale qui les rend possibles; elles donnent prise aux haines et aux récriminations des masses, qui se voient réduites à servir d'instrument pour grossir sans cesse la fortune de ces rois de la spéculation (1).

Qu'inférer de tout cela sinon qu'il y a aujourd'hui beaucoup d'injustice dans la société : il est plus qu'urgent d'y apporter remède.

Nous ne sommes pas socialistes : nous avons combattu leur système dans les chapitres précédents. Le socialisme veut une réforme radicale du monde : nous voulons seulement voir disparaître les injustices sociales, c'est-à-dire les violations de la loi divine, naturelle et positive. Les pouvoirs, en général, devraient chercher par tous les moyens possibles à faire disparaître ces injustices sociales. Malheureusement, les grands Etats de l'Europe

(1) Nous ne voulons point dire par là qu'il ne doive pas y avoir de millionnaires au monde et que chacun n'est pas libre d'augmenter sans cesse son bien et de devenir possesseur d'un capital énorme : ce serait un attentat à la propriété. Comme dit Drumont dans la *Fin d'un Monde*, les millionnaires sont comme des fleurs dans un paysage : il est bon qu'il y en ait. Ce sont eux qui font vivre les industries de luxe, qui cesseraient aussitôt s'il n'y avait plus de millionnaires. Mais la question change d'aspect quand nous nous trouvons en présence de millionnaires comme les Camondo, les Cahen, les Lebaudy, les Bamberger, les Ephrussi, les Hein, les Mallet, les Bichoffsheim, etc., qui ont 200, 300, 600 millions, qu'ils ont acquis non par des moyens légitimes, mais par la seule spéculation à la mode ; ils se servent de ces millions pour en acquérir d'autres encore au moyen de l'agiotage, et ainsi ils troublent sans cesse le pays et ils ruinent toutes les fortunes par des coups de bourse imprévus et frauduleux. Cela ne constitue pas seulement une propriété, mais un pouvoir et un pouvoir injuste qu'il faudrait supprimer parce qu'il est la cause de mille désordres sociaux.

Digitized by Google

s'écroulent sous l'énorme poids de leurs systèmes d'impôts, et leurs embarras financiers ont donné naissance à ce mystère d'iniquité, à ce vaste filet de spéculations boursières qui enveloppe tout et qui n'a pas peu contribué à produire cette dépravation morale qui inonde la terre entière.

Cependant, les besoins économiques pressent, la faim s'avance comme un spectre menaçant, et nos hommes politiques ne s'en aperçoivent pas : nous voyons toujours se répéter dans chaque gouvernement la même chasse aux portefeuilles, la même politique de personnalités, la même stérilité pour le bien, les mêmes gaspillages financiers. Pour preuve l'Italie. Jamais une grande nation ne s'est trouvée en un état aussi précaire et aussi plein d'angoisses que notre belle péninsule. A l'intérieur, c'est la crise politique et sociale ; à l'extérieur, c'est la guerre en perspective. La nation est enchaînée par une bureaucratie, parasite et oppressive, qui ne voit dans le pouvoir que les profits à en retirer : le prolétariat est victime absolue d'un monopole qui trafique et qui spécule sur tout.

Laisant parle de ces spéculateurs qui sont au pouvoir, et il leur adresse ces paroles frémissantes d'indignation : « Vous serez l'exécration de tous ceux qui ont un cœur, tant que l'espèce humaine existera dans le monde. L'éternité ne suffira pas à l'expiation d'un si grand crime ! »

Selon la parole d'Aurélien Scoll, une société où il y a un seul homme qui peut mourir de faim sans être secouru est encore à l'état sauvage. A notre époque, l'univers se présente à nous comme un malade immense, disait Victor Hugo : inclinons-nous pour écouter ses gémissements et pour soigner ses blessures !

On a ri tout un temps de ce qu'on appelle le *problème*

Digitized by Google

*social,* parce que les doctrines libérales semblaient prévaloir. Mais, quand ce problème se présente comme l'ombre de Banco au banquet de *Macbeth,* quand ce n'est pas une ombre muette, mais un spectre qui, d'une voix formidable, jette à la société épouvantée ce cri : *Une solution ou la mort!* alors, il faut pleurer et non pas rire!

On en est arrivé de nos jours à ce point que des milliers de personnes aspirent à l'anarchie comme à un grand idéal. Tout est mis en œuvre pour faire entrer le peuple dans cette voie : on excite ses passions, on exagère ses souffrances, on fait fi des lois économiques les plus simples, comme celles de la production et de la richesse, on met en avant les théories les plus fantastiques et on les propage de toute manière, dans les journaux, dans les réunions secrètes, dans les réunions publiques, dans les programmes emphatiques! Voilà ce qui a créé l'armée du mal, ce qui met ses soldats en mouvement. Il n'est plus possible de se faire illusion, et les résultats obtenus montrent la puissance occulte et formidable dont un grand nombre de journaux sont les instruments.

Quel sera l'étonnement de ceux qui liront un jour l'histoire de nos ruines sociales quand ils verront que tous les projets du socialisme ont été annoncés avec audace, qu'ils ont été ourdis avec une opiniâtre persévérance et qu'ils se sont réalisés sous les yeux mêmes des victimes qu'ils ont fait tomber et qu'ils ont broyées sous les roues du char du désordre et de l'anarchie (1)?

Les chefs socialistes n'ont pas si peu d'esprit qu'on

(1) *Le Travailleur belge* publie le programme de la Ligue socialiste actuellement en voie de formation chez nos voisins d'outre-Quiévrain. On se convaincra, en le lisant, que c'est le programme du vrai socialisme, de l'anarchie radicale et nihiliste.

Digitized by Google

veut bien le croire : ils savent très bien que le mode actuel de production doit fatalement arriver à ses

« La ligue se propose, par la révolution, de faire aboutir les réformes suivantes :

» 1° DEVOIRS ET DROITS DES INDIVIDUS. — Droits : Egalité absolue de tous les individus sans distinction de sexe ni de nationalité. Liberté absolue de penser, d'écrire, de parler, de se réunir; inviolabilité de la liberté individuelle. Devoirs : Respect absolu de la liberté des autres individus ;

» 2° ETAT. — Suppression du pouvoir dans l'Etat; suppression de la présidence de la république, de la préfecture de police, du sénat, des ministères, du conseil d'Etat, des préfectures et des sous-préfectures. — Assemblée unique, composée de délégués des communes n'agissant que d'après des ordres formulés sur mandat impératif et non rééligibles deux fois de suite. — Cette assemblée unique est chargée de l'administration des affaires générales au moyen de commissions s'occupant des divers départements d'affaires. — Droit de guerre enlevé à cette assemblée ;

» 3° COMMUNE. — La commune, base de l'Etat. — Répartition égale du territoire entre toutes les communes. — Autonomie de la commune, avec participation égale à toutes les charges générales. — Le *referendum* est la base de l'administration communale. — La commune est administrée par un conseil local. Les questions d'intérêt général, telles que traités avec puissances étrangères, déclarations de guerre, levées d'impôts, sont proposées par l'assemblée ou l'Etat et adoptées par la majorité des communes, après *referendum* dans chaque commune. — Libre-échange de commune à commune. — Organisation du travail et répartition du produit dans chaque commune. Les incapables de travail (enfants, vieillards, invalides) à la charge de la commune. — Le conseil communal est composé de délégués des syndicats d'hommes et des syndicats de femmes;

» 4° PROPRIÉTÉ. — Nationalisation du sol. — Suppression de la propriété. — Destruction de tous les titres qui la confèrent ou la garantissent. — Suppression de l'héritage, sous quelque forme qu'il se présente et quelque dénomination qu'il prenne ;

» 5° FAMILLE. — Abolition du mariage. — Egalité de l'homme et de la femme;

» 6° RELIGION. — Suppression de toute religion d'Etat ou de commune. — Liberté individuelle de pratiquer un culte;

Digitized by Google

dernières conséquences, c'est-à-dire à l'absorption complète de la petite propriété et à la division plutocratique de la population en une multitude de prolétaires, d'une part, et en une poignée de gros capitalistes, d'autre part. Quand nous serons arrivés à cette dernière étape, la société ne pourra plus faire un pas en avant; on verra s'imposer la nécessité d'un soulèvement universel, — et alors ils espèrent le triomphe, — soit du collectivisme, soit du communisme. Si le prolétariat s'élance parfois déjà dans le feu de la bataille, lors des grèves

» 7° JUSTICE. — Destruction de tous les codes existants. — Suppression de toute magistrature et des auxiliaires de la justice (avocats, huissiers, avoués, notaires), le conseil des communes jugeant d'après la loi naturelle *(sic)* les litiges entre individus. — Code unique prévoyant les attentats des individus contre la liberté ou la vie;

» 8° FINANCES. — Impôt unique fourni par chaque commune pour les besoins généraux;

» 9° GUERRE. — Armement de tous les individus. Levée en cas de guerre;

» 10° ETRANGER. — Rapports internationaux réglés par l'assemblée après consultation des communes, donnant elles-mêmes leur avis après *referendum;*

» 11° INSTRUCTION PUBLIQUE. — Instruction égale, gratuite, obligatoire de tous les individus. »

Bien des points de ce programme sont communs au libéralisme, même doctrinaire, et au socialisme le plus avancé, par exemple, le service militaire personnel et universel et l'instruction obligatoire, la suppression de tout culte, la liberté absolue de penser, d'écrire, de parler, etc.

Le doctrinarisme ne se sépare du socialisme radical qu'en ce qui concerne la suppression de la propriété, de l'héritage, de la famille, du mariage, de la magistrature, etc.

Mais, avec le temps, nous verrons le libéralisme embrasser peu à peu toutes les « réformes » préconisées par le radicalisme anarchique. Il a déjà fait d'immenses progrès dans ce sens, qui constituent, dans toute la force du mot, le « retour à la barbarie » prévu jadis par Léopold Ier. (*Bien Public* 1889.)

Digitized by Google

de nos grandes industries, les chefs socialistes comprennent fort bien que le moment n'est pas encore arrivé et que ces commotions partielles ne sont tout au plus que des escarmouches et des avant-coureurs de cette grande lutte qui aura lieu plus tard et qui donnera au monde, espèrent-ils, la transformation complète de l'ordre individualiste actuel dans l'ordre collectiviste futur (1).

(1) Nous lisons dans *la Vraie France :*

« On dirait que le socialisme relève la tête. Ses journaux semblent considérer les dernières élections comme un progrès considérable. Que veut donc le socialisme ? A quoi prétend-il ?

» Pour le moment, son mot de ralliement est celui-ci : *Destruction de l'organisation sociale !* C'est parce qu'il voit dans l'anarchie révolutionnaire de 1871 un principe éminemment destructeur qu'il l'acclame. « Les socialistes révolutionnaires, écrit un des organes de » Genève, s'organisent en vue de la destruction ou, si l'on veut être » plus poli, de la liquidation des Etats. »

» Le catéchisme révolutionnaire publié par les soins du grand chef Karl Marx est aussi formel : « Le révolutionnaire méprise tout le » doctrinarisme et toute la science présente ; il ne connaît bien qu'une » seule science : la destruction. Il étudie... mais ce n'est que dans le » but de détruire... Son désir sera toujours la destruction la plus » prompte et la plus sûre de ces ignobles conditions sociales. »

» Pour les socialistes, la société est mal faite; nos institutions, notre organisation violent les lois naturelles, les principes d'égalité et de liberté. Ils veulent supprimer un ordre de choses qui accepte l'inégalité, laisse subsister la misère et la souffrance à côté de la richesse et de l'opulence : « Tout est à refaire dans notre monde mal bâti, écrit *la* » *Révolution française.* La société est injuste envers le plus grand » nombre... Prouvons que, étant le nombre et la force, nous sommes » aussi la science, l'instruction, la capacité et l'aptitude... L'heure » a sonné des réformes sociales et économiques ; il est temps de » pénétrer dans la société pour reconstituer l'édifice sur des bases » rationnelles et équitables. » *(Appel des organisateurs du comité ouvrier de Marseille.)*

» Pour revenir à la loi naturelle de l'homme et à l'égalité parfaite, le socialiste se propose la destruction des institutions qui sont le

Digitized by Google

Quelle pauvre figure font nos économistes libéraux en face de ces prédicateurs enthousiastes de la bonne

fondement de notre société, à savoir : la propriété, la famille, la religion, l'Etat.

» 1° LA PROPRIÉTÉ. — La propriété ou le capital est pour les socialistes la grande cause de l'inégalité sociale; apanage des plus adroits ou des plus heureux, elle sert à dépouiller les moins heureux et à les tenir en servitude. Rien, suivant eux, ne saurait la justifier : « La propriété » ne peut trouver de raison justificative dans aucun principe juri- » dique, économique, psychologique ou métaphysique, dans aucune » origine, usurpation, prescription, travail, conquête ou concession » du législateur... et, si quelques socialistes en conservent encore le » nom en raison de sa destination hautement civilisatrice..., ils » veulent tout au moins que ce droit soit acquis à tous, non plus en » théorie, mais en pratique. » Ce qui exige le partage de tous les biens ou la liquidation sociale! Babeuf, Saint-Simon, Fourrier, Leroux et tous les théoriciens de la secte avaient devancé Proudhon.

» Les socialistes internationaux sont restés fidèles aux principes des maîtres. Le 13 octobre 1869, le meeting des travailleurs socialistes anglais déclarait que « le monopole de la propriété foncière est la cause » de tous les maux moraux, politiques et sociaux. Pour remédier à ces » maux, le sol doit être rendu à son légitime propriétaire, qui est le » peuple ». Au congrès de Bâle, l'un des rapporteurs concluait en ces termes : « Puisque la classe capitaliste et propriétaire ne veut pas » entrer en transaction et que les travailleurs sont résolus plus que » jamais à maintenir leurs droits, il est inévitable que l'on pro- » cédera tôt ou tard à une liquidation forcée — oui, forcée ! — car le » prolétariat a, de son côté, deux forces auxquelles rien ne peut » résister : la force du nombre et la force de l'idée. »

» Dix ans plus tard, les socialistes du congrès ouvrier de Lyon affirment les mêmes principes : « L'institution de l'enseignement » intégral ne pourra devenir une réalité que dans une société où » régnera l'égalité économique, c'est-à-dire basée sur la propriété » collective, et la condition préalable pour l'organisation d'une telle » société, c'est la destruction de l'état politique, juridique, militaire » et bourgeois, une transformation sociale. »

» Toute une presse répète chaque jour ces doctrines, et, dans les banquets publics, on boit au milieu d'applaudissements frénétiques « à la liquidation sociale au bénéfice des exploités ».

Digitized by Google

nouvelle socialiste *(sic)*; ces doctrinaires osent venir nous dire que l'avenir est entre leurs mains parce que les lois de l'économie sont immuables !

» Tout le socialisme se résume donc, comme l'écrit le socialiste Schaëffle, dans « la destruction du capital privé », c'est-à-dire la propriété;

» 2° LA FAMILLE. — Le second obstacle à l'égalité et à la loi de nature, c'est la famille. La famille romaine dont nous sommes dotés, disent les socialistes, sacrifie la femme et l'enfant; elle viole donc l'égalité de la loi naturelle. Tant qu'un homme pourra dire ma femme, mon enfant, il restera égoïste et l'esprit de propriété grandira en lui. Pour sa femme, il lui faudra bientôt sa chambre, sa maison, son jardin. L'égalité sociale ne sera donc définitivement assise que le jour « où chacun des hommes pourra avoir toutes les femmes et » chacune des femmes tous les hommes ».

» Notre manière de voir actuelle est, d'après les socialistes, une perversion du sens naturel dû aux idées chrétiennes; le retour à la loi de nature amènera, au contraire, « la sanctification de la beauté et la » réhabilitation de la chair ». Saint-Simon, Enfantin, Fourrier ont prêché la communauté des femmes; les socialistes portugais demandaient, en 1873, au gouvernement « de ne plus s'occuper du mariage, » qui serait un simple contrat entre l'homme et la femme », susceptible, comme tout contrat, de se résoudre et de se renouer autant de fois qu'on voudrait, à la volonté des parties. Un organe de Paris demandait également, le 17 janvier 1879, « les rapports sexuels » absolument libres, parce que, en dehors de la liberté la plus entière » et de l'accord combiné des deux volontés, il n'y a que prostitution... ».

» Un autre organe socialiste, *le Prolétaire*, émet les mêmes vœux : « Nous ne voulons pas de l'indissolubilité du mariage parce » que nous ne croyons pas à l'immutabilité des sentiments humains. » Le mariage est, à notre sens, l'union des cœurs aussi bien que des » corps, et, lorsque les cœurs ne sont plus unis, le mariage n'est » autre chose que le concubinage légal. »

» Et ces idées, les socialistes les font pénétrer dans les masses, et l'on voyait, il y a peu de temps, un comité de citoyennes lancer un manifeste dans lequel elles réclamaient « la possibilité de vivre » indépendantes en travaillant... l'association et non la subordination » dans le mariage ». L'émancipation de la femme et la liberté des

Digitized by Google

Comment! elles sont immuables! Voyez donc quel malaise général se fait sentir chez tous les peuples. Il

unions régies par le caprice des volontés, voilà ce que le socialisme veut substituer à la famille; les pères de 1793 l'avaient déjà fait entendre.

»« Il ne faut pas plus d'autorité paternelle que de famille! »

»« L'important, écrit B. Malon, est d'abolir radicalement l'autorité » du père, sa puissance quasi royale dans la famille. Après cela, les » parents resteront en fait et en droit les premiers amis de leur enfant; » cessant de pouvoir lui donner des ordres, ils s'efforceront de conti- » nuer à mériter son affection et sa confiance au profit de l'améliora- » tion de tous. L'égalité ne sera, en effet, complète qu'à cette condition. » Les enfants ne sont-ils pas autant que les parents? pourquoi les » commander? de quel droit? Plus d'obéissance, sans quoi plus » d'égalité. »

» Cette partie de la doctrine laissée dans l'ombre par certains socialistes est cependant celle qui a reçu les plus sérieux commencements d'exécution. Enfantin avait organisé à Paris des réunions que la police dut dissoudre; les communautés socialistes des Etats-Unis ont appliqué cette partie du programme;

» 3° L'Etat. — L'Etat sauvegarde le capital et la propriété; il consacre l'existence de la famille, il est la destruction de l'égalité, puisqu'il établit une hiérarchie et des devoirs d'obéissance; « la négation de la propriété emportant celle de l'autorité », le socialiste demande « la destitution des gouvernements » quels qu'ils soient. Bakounine, arrivant à Lyon dès le lendemain du 4 septembre 1870, proposait les mesures suivantes :

»« Art. 1er. — L'Etat est aboli.

» Art. 2 — Tous les tribunaux criminels et civils sont suspendus » et remplacés par la justice du peuple. »

»« Le collectivisme international des travailleurs, écrit B. Malon, a » inscrit dans son programme : « Transformation des Etats politiques, » oppresseurs et parasites, en une vaste et libre fédération des groupes » industriels et agricoles. »

»« Toute la doctrine anarchiste et fédéraliste, écrit, de son côté, » M. Naquet, peut se résumer dans les axiomes suivants :

» Tout pouvoir politique, quelles que soient son origine et sa » forme, tend nécessairement au despotisme.

» Il faut abolir complètement, dans le principe et dans les faits,

Digitized by Google

n'est pas un pays où le socialisme ne fasse des progrès effrayants; il ne se trouve pas un livre, pas un journal qui ne parle de socialisme et qui ne prenne position pour ou contre lui. Evolution économique, bouleversement des peuples, renversement des idées, paix nulle part, inquiétudes partout, paupérisme toujours croissant : tel est le sombre tableau que nous présente l'avenir!

Faudra-t-il qu'un éclair terrible fasse disparaître la nuit des prétendues lois immuables de l'économie libérale et que la foudre éclate pour découvrir au monde la réalité des choses au milieu des lueurs d'une lumière sinistre? Attendra-t-on peut-être qu'un nouvel Erostrate mette l'incendie au temple de la civilisation? Attendra-t-on le moment où retentiront les pas du communisme qui envahira tout? Attendra-t-on qu'on sonne le glas funèbre de la vieille société?

» tout ce qui s'appelle pouvoir politique, parce que, tant que le » pouvoir politique existera, il y aura des dominateurs et des dominés, » des maîtres et des esclaves, des exploiteurs et des exploités. »

» Ce sont là les idées, ce sont les principes dont la Commune de Paris a été la première affirmation pratique, la première tentative de réalisation;

» 4° La religion. — La religion est, avec l'Etat, la sauvegarde de la propriété et de la famille. Les principes socialistes sont incompatibles avec les principes chrétiens; la destruction de la religion fait donc partie du programme.

»« Comme socialistes, disait, à Gand, M. Fontaines, nous voulons » l'anéantissement de toute religion et de toute Eglise! »

»« Il faut, disait, à Bâle, le socialiste Cholein, renverser définiti- » vement Dieu si nous voulons relever l'humanité! »

» On n'en finirait pas si l'on voulait relever les cris de haine, de colère des socialistes contre Dieu et la religion : « L'idée de Dieu est » immorale, est absolument contraire à tout progrès. Il faut que le » catholicisme tombe! Il faut étouffer le papisme dans la boue! Si » vous ne décatholicisez pas la France, vous n'arriverez à rien! » Guerre à Dieu ! le progrès est là ! » (*Le Travailleur belge.*)



Digitized by Google

Louis XV disait, en mourant : Après moi, le déluge! Aujourd'hui, il semble que l'Ararat n'est plus là, élevant sa cîme altière au-dessus des flots envahisseurs et prêt à recevoir en lieu sûr l'arche de la civilisation!

Il y a cependant un moyen d'empêcher de grands désastres : il faut que la génération nouvelle ne se laisse plus guider par les désolantes doctrines du *laissez-faire* et du *laissez-passer,* mais qu'elle s'inspire des grands enseignements de l'histoire. Il faut que les doctrines économiques de l'Evangile soient professées partout : elles seules pourront apporter la paix et la fraternité aux peuples et aux individus en détruisant l'esclavage moderne, cette sorte d'esclavage du peuple, qui a sa source dans la tyrannie de la richesse et du capitalisme sans conscience, esclavage qui tend à envahir toute l'Europe et qui n'est guère différent de celui qui marqua la décadence de Rome sous les empereurs.

Si nous ne voulons pas que le socialisme nous envahisse comme un torrent dévastateur, cherchons à lui enlever tout prétexte, en faisant disparaître, au plus tôt et dans la mesure du possible, les injustices de l'état actuel de notre société.

Le bien d'une nation n'exige jamais que le petit nombre s'enrichisse et regorge de jouissances, mais, au contraire, que le grand nombre puisse jouir de l'aisance par le travail ou, du moins, ne manque pas du nécessaire. La plupart des écrivains politiques ont négligé ce grand principe : ils visent toujours, et avant tout, à l'opulence et au bien-être de quelques privilégiés. Mais l'homme, et, plus encore, le gouvernement qui veut être juste, doit toujours avoir en vue le bien-être, la prospérité et l'aisance du plus grand nombre possible et il ne doit jamais sacrifier tout cela au profit d'une certaine classe

Digitized by Google

de citoyens. Ce sont les intérêts du faible et du pauvre que la sagesse privée et publique doit protéger avant tout, et la vraie place d'un gouvernement juste et équitable est là où il y a une injustice à combattre, une plaie à guérir, une souffrance à calmer.

Ce n'est qu'ainsi qu'on pourra éviter à la patrie et à la société ces secousses et ces convulsions qui pourraient mettre en grand péril non seulement le progrès, mais la civilisation elle-même.

Hommes d'Etat, qui que vous soyez, souvenez-vous que la question sociale réclame une solution!

Digitized by Google

Digitized by Google

## CHAPITRE VIII

—

### A QUI LA TERRE ET LA FORTUNE?

—

L'ouvrage de Drumont, *la France juive,* publié il y a trois ans, fut un véritable événement social. Le sujet était brûlant et le livre fit beaucoup de bruit. Nouveau Bayard, sans peur et sans reproche, cet écrivain célèbre prêchait la guerre à outrance à la juiverie; son cri de guerre trouva un profond écho dans les millions de cœurs qui saignent et qui frémissent à la vue de la ruine des nations modernes, écrasées sous le joug du capitalisme juif.

Cet ouvrage, qui se répandit partout, n'exposait cependant pas une thèse tout à fait nouvelle.

Avant Drumont, en France aussi, Toussenel et Desmousseaux avaient publié des ouvrages fort connus, où ils montraient l'influence toujours grandissante et de plus en plus pernicieuse de la race juive dans la société moderne.

En Angleterre, l'illustre homme d'Etat, Disraeli, appelé plus tard lord Beaconsfield, avait publié aussi plusieurs ouvrages, écrits de main de maître et en parfaite connaissance de cause. Il démontrait comment l'élément juif s'est élevé partout depuis la Révolution francaise et comment il a cherché à envahir la poli-

Digitized by Google

tique, les finances, l'administration civile et militaire de tous les Etats de l'Europe.

En Italie, la *Civiltà Cattolica,* en une foule d'articles, appelait sans cesse l'attention des catholiques sur le mouvement antichrétien et antisocial dirigé par les juifs, qui soutiennent partout l'action révolutionnaire et athée de la franc-maçonnerie et qui prétendent exercer une domination de plus en plus intolérable.

Nos journaux catholiques ont toujours profité de toutes les occasions pour signaler l'influence juive : ce sont les juifs qui ont suscité toutes les persécutions religieuses contemporaines en Allemagne, en France, en Autriche, en Hongrie, en Italie ; dans les événements politiques plus graves, comme le congrès et le traité de Berlin en 1878 (1), ce sont les juifs qui ont accaparé toute la presse de l'Allemagne et de l'Autriche ; ce sont les juifs — et ceci est plus général et plus grave encore — qui, au moyen de gros prêts et d'hypothèques énormes sur la propriété foncière, ont organisé le *capitalisme cosmopolite*. Depuis un demi-siècle, par le moyen des sociétés anonymes, des banques et des institutions financières de toute espèce, ce *capitalisme cosmopolite* s'est emparé partout de l'industrie et du commerce, — et bientôt, nous le craignons fort, par suite des hypothèques considérables, il parviendra à ruiner ou bien à absorber entièrement la propriété foncière et l'agriculture.

C'est sur ce dernier point que nous voudrions appeler l'attention. Il y a là un côté nouveau de la question sociale qui est peut-être plus désastreux que tous les maux exposés jusqu'ici.

(1) L'*Alliance israélite universelle* y fut si puissante qu'elle parvint à imposer, au nom de l'Europe, au nouveau royaume de Roumanie l'émancipation civile et politique des juifs qui y résident.

Digitized by Google

On ne le sait que trop : un des traits les plus saillants des juifs, c'est d'être presque toujours des usuriers, — et nous n'hésitons pas à affirmer, sans crainte d'être démenti, que l'usure est réellement la véritable cause de la puissance formidable de l'élément juif! Ce jugement semble, à première vue, exagéré; mais un rapide examen convaincra de sa valeur.

Tout le monde connaît, sous la figure du juif errant, cette classe d'hommes qui, depuis dix-huit siècles, vivent errant par le monde, sans patrie, sans nation, sans royauté. On voit se réaliser dans cette terrible histoire la condamnation solennelle du plus grand de tous les crimes, le déicide, condamnation demandée à grands cris par les juifs eux-mêmes quand ils vociféraient : *Sanguis ejus super nos et super filios nostros!* Toutefois, on trouve des gens qui ne connaissent pas encore le sens symbolique et infernal attaché par les juifs eux-mêmes à ce mystérieux événement de leur histoire. C'est pourtant ce qui a frappé le plus l'imagination populaire et ce qui a imprimé au front des juifs une marque d'infamie connue dans le monde entier.

On a trouvé, il y a quelques années, un vieux parchemin où un juif explique de la manière suivante la puissance extraordinaire des juifs en notre siècle :

« Mes enfants, porte le manuscrit, vous connaissez les origines de notre histoire; vous avez appris la terrible sentence prononcée contre nous; elle s'exécute depuis bien des siècles déjà et elle donne ainsi raison à celui qui l'a portée. Elle pèse sur moi, elle pèse de même sur vous : vivre errant dans le cours des siècles et dans toutes les nations, sans autels et sans patrie, c'est un supplice cruel. Et, ce qui est pire encore, c'est que l'espoir de reconquérir le temple et la patrie semble désormais tout à fait perdu. Il est trop tard! Le Christ

Digitized by Google

a vaincu; le monde a accepté sa loi ou plutôt sa licence; il ne nous reste qu'à gémir et à attendre les impénétrables décrets de Jéhovah. Dans l'entre-temps, mes enfants, Jéhovah est avec nous, et, dans sa miséricorde, il nous a réservé une arme puissante ou, pour mieux dire, une puissance invincible, qui doit nous élever bien haut au milieu des nations du Christ et les soumettre à notre empire. Cette puissance a son nom inscrit dans nos saints livres : elle s'appelle l'*usure*.

» Vous le savez : nos saints livres nous défendent l'usure entre frères, entre tribus, contre nous-mêmes; mais ils ne défendent pas d'en faire une arme de guerre et un instrument de victoire contre l'étranger, contre l'infidèle et contre l'ennemi.

» Il nous reste donc cette arme de l'usure; plus que la loi et la morale du Christ, l'usure est la petite pierre qui se détache de la montagne pour abattre le colosse; elle est le grain de sénevé d'où doit sortir l'arbre superbe qui dominera les nations. »

Il est donc avéré que l'usure est bien l'arme favorite des ennemis jurés de notre foi. Reste à voir maintenant si elle est vraiment aussi formidable dans leurs mains qu'ils le disent. Faisons, à cet effet, un peu de calcul.

Prenons, par exemple, la somme de 100 francs. En y ajoutant un intérêt annuel de 5 p. c. pendant cent ans, on arrive à un chiffre de 13,136 fr. 85 c. Si l'on fait ce calcul pour plusieurs siècles, on atteint un total fabuleux.

Le monde entier a une superficie de 60 billions d'hectares. Or, 100 francs à 5 p. c. l'an, pendant sept siècles, formeraient une somme capable de couvrir la terre entière, à raison de 1 million de francs par hectare, et il resterait encore plus de 7 billions pour payer les frais d'enregistrement.

Comptons les banques juives, qui font des opérations

Digitized by Google

en Europe et en Amérique pour plus de 100 milliards; calculons l'intérêt à 5 p. c. seulement, — ce qui est le minimum pour un juif, qui prête souvent à 8, 15, 20 voire à 50 p. c., — et on aura en un siècle 100 milliards de plus que la valeur de toute l'Europe.

Prenons, comme terme de comparaison, la maison Rothschild.

A son arrivée en France, Rothschild n'avait pour toute fortune que 10 millions; aujourd'hui, les Rothschild possèdent plus de 3 milliards; ce capital circule dans les banques, il va s'accroissant et se multipliant toujours dans des proportions inouïes; s'il continue à progresser de la sorte, on peut franchement soutenir que, dans dix ans, Rothschild aura 6 milliards, 12 dans vingt ans et 24 dans quarante ans (1).

(1) Il est à remarquer que les grands capitalistes juifs mettent tous leurs soins à placer leurs fonds non pas en actions nominatives, mais en actions au porteur, afin de ne pas laisser voir leurs richesses démesurées et de prendre toutes les garanties dans le cas où l'on ferait une loi contraire aux juifs.

Mlle Hélène Rothschild reçut pour dot 372 millions, argent comptant. Comme on lui conseillait de placer cette somme en rentes sur l'Etat ou en immeubles, elle s'y refusa net et suivit l'exemple de tous les grands capitalistes juifs.

Nous citons dans le même ordre d'idées une lettre de Berlin à *l'Univers :*

« Le *Dziennik Poznanski,* la méritante feuille patriotique de Posen, vient de publier une statistique navrante sur le mouvement de la propriété dans la Pologne prussienne durant ces onze dernières années. La lecture n'en saurait être assez recommandée à tous ces magnats qui, au lieu de rester dans leurs terres patrimoniales, passent leur temps sur les champs de courses de Berlin, de Vienne, de Paris, peuplent les promenades de Dresde et s'imaginent faire l'ornement des tripots de Carlsbad, de Bade, de Spa, de Paris, de Nice et de Cannes, où on les rencontre en toute saison. Cette tendance à s'éloigner des terres natales facilite singulièrement l'expropriation de la propriété polonaise. Il y a d'abord le juif, qui alimente la bourse de plaisirs des magnats, et ce que le juif ne prend pas, les banques

Digitized by Google

La fortune d'un seul homme arrive donc ainsi à représenter ce qui suffirait à l'existence de millions de

foncières juives le prennent, et ce que ces deux laissent est acheté par le fisc prussien avec les fameux fonds de colonisation germanique.

» Ainsi, par la statistique du *Dziennik*, on apprend que, dans la province de Posen, les juifs et les Allemands possèdent 3,701,000 arpents de terre, dont 848,000 achetés par le fisc prussien. Cet argent, qu'est-il devenu ? Qu'on aille le demander aux bookmakers ! Il est grand temps que la noblesse et les grands propriétaires fonciers polonais enrayent ce mouvement et se souviennent que leur nationalité est intimement liée non seulement à leur religion, mais aussi à leur sol natal.

» Puisque je parle de statistique, j'en mentionnerai une autre, tout aussi triste, mais triste pour les chrétiens d'abord et pour les Allemands ensuite.

» Le chiffre des étudiants a doublé depuis la guerre, de sorte que le prolétariat intellectuel — le mot est de M. le chancelier — ne fait qu'augmenter, car il est impossible de trouver des emplois ou des fonctions aux 34,000 Allemands qui fréquentent annuellement les universités allemandes. On compte maintenant un étudiant sur 1,400 habitants ; mais, ce qui est plus triste encore, c'est que, de ces 34,118 étudiants, le tiers à peu près est juif.

» En Autriche, c'est pis encore : là on compte un étudiant sur 1,200 habitants, et 40 p. c. des étudiants sont juifs. Il y a des universités où le corps enseignant est peuplé de juifs. A Vienne, une des plus anciennes universités du monde et qui, en vertu de ses lettres de fondation, devrait être une université foncièrement catholique, la majorité des professeurs est formée par des juifs. Je pourrais citer toute une série d'universités allemandes et autrichiennes où la situation confessionnelle n'est pas meilleure. Si cela continuait ainsi, la fameuse science allemande se réduirait, dans un temps qu'on peut prévoir, à des cours sur le Talmud et le Schoulchan-Brouch.

» Déjà, la magistrature, l'administration, le corps médical, le barreau sont envahis par des juifs : dans quelques années, ils formeraient la majorité ; seule, l'armée a su les tenir à distance. Précisément cette tendance d'usurper et d'accaparer tout et de dominer partout commence enfin à dessiller les yeux, même à l'Allemand le moins prévenu.

» Notons que c'est depuis vingt ans seulement que le juif a accès aux emplois publics en Allemagne, et c'est depuis peu de lustres qu'il peut posséder des biens fonciers en Autriche. M. de Nathusius, professeur ultra-conservateur, rappelant dernièrement à une fête uni-

Digitized by Google

familles. N'est-ce pas là la justification des chiffres que nous venons de citer? Que manque-t-il à la maison

versitaire de Gresswald cette émancipation et ses terribles conséquences pour le peuple chrétien, a exprimé l'espoir que, lorsque la jeunesse universitaire allemande d'aujourd'hui aura mûri, elle ne laissera plus commettre de pareilles fautes et s'apprêtera à réparer celles commises sous prétexte d'émancipation humanitaire.

» Si cette émancipation porte de si mauvais fruits en Allemagne, il en est encore autrement en Autriche. Le *Vaterland*, de Vienne, et le *Deutsche Volksblatt*, le journal antisémite autrichien, publient de temps à autre des données vraiment navrantes. N'y a-t-il pas des juifs qui possèdent 56 et même 63 patronats ecclésiastiques, de sorte que le curé est forcé de demander son investiture au juif?

» En Hongrie, les juifs disposent déjà du cinquième du sol national et à Vienne, au dire du *Volksblatt*, 40 p. c. des propriétés sont hypothéqués par eux; le reste le serait aussi, disait la feuille chrétienne viennoise, s'il n'appartenait pas à l'Eglise, au domaine impérial et au fisc.

» En 1848, pas un juif ne possédait un immeuble dans la capitale autrichienne; aujourd'hui, ils possèdent presque tout. Ici, à Berlin, c'est moins fort, mais tout aussi scandaleux. A Francfort-sur-Mein, où les princes, les margraves, les rhingraves et les landgraves de l'Allemagne du Sud avaient encore leurs hôtels en 1848, ces hôtels — celui de Tour et Taxis seul excepté — appartiennent tous maintenant à des juifs ou à des banques juives. »

L'importante revue anglaise, le *Spectator*, a publié un article très instructif sur les richesses des juifs anglais, d'où il ressort que le succès des juifs dans la lutte pour la vie est au moins aussi grand en Angleterre que dans les autres pays et qu'il y a parmi eux, toute proportion gardée, plus de riches et de gens aisés que parmi les chrétiens.

Le *Spectator* évalue le revenu annuel des 47,000 juifs de Londres à 3,808,430 livres sterling, ce qui donne en moyenne 82 livres sterling (2,050 francs) par individu. Comme, en divisant le revenu total du Royaume-Uni (1,240 millions de livres sterling) par le chiffre de la population (35 millions), on n'arrive qu'à 35 livres sterling (875 francs), il s'ensuit que les juifs ont, par individu, environ deux fois et demie autant d'argent que les autres.

En un mot, les juifs, qui forment un sept cent cinquantième de la

Digitized by Google

Rothschild et à quelques autres maisons juives, qui la suivent de près, pour couvrir de leurs valeurs non seulement l'Italie, mais l'Allemagne et la France, et pour avoir entre leurs mains tout le capital productif de ces trois pays? Un siècle, peut-être, avec l'intérêt à 5 p. c., et beaucoup moins de temps encore avec la liberté absolue de l'usure, telle qu'elle est pratiquée par les juifs.

Et qu'on ne dise pas qu'un homme ne peut espérer de vivre un siècle : nous ne parlons pas ici d'un seul

population du royaume, possèdent un trois centième de la richesse du pays.

D'après la statistique du professeur Léone Levi, voici comment se répartit la richesse de l'Angleterre sur 1 million d'habitants :

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 90 | jouissent | d'un | revenu | de plus de | 10,000 | liv. st. (250,000 fr.); |
| 1,700 | — | — | — | 1,000 | — | (25,000 fr.); |
| 3,000 | — | — | — | 500 | — | (12,500 fr.); |
| 15,700 | — | — | — | 200 | — | (5,000 fr.). |

Cela revient à dire que, sur 50,000 habitants, il y a 45 individus de la première catégorie, 85 de la deuxième, 150 de la troisième et 785 de la quatrième.

En estimant à 50,000 le nombre des juifs de Londres, ce qui dépasse de 3,000 le chiffre exact et réduit la proportion des riches, on trouve qu'il y a, en analysant le revenu total des Israélites, 100 individus de la première catégorie (revenu dépassant 250,000 francs), 1,400 de la deuxième (25,000 francs), 800 de la troisième (12,500 fr.) et 3,200 de la quatrième (5,000 francs).

Les possesseurs d'un revenu annuel de plus de 250,000 francs sont donc vingt fois aussi nombreux parmi les juifs que parmi les chrétiens, les possesseurs d'un revenu de 25,000 francs dix-sept fois aussi nombreux, les possesseurs d'un revenu de 12,500 francs six fois aussi nombreux et ceux qui ont 5,000 francs par an plus de quatre fois aussi nombreux que parmi les chrétiens.

De telles statistiques, après les révélations de *la France juive*, de Drumont, et d'autres livres à sensation, sont de nature à faire réfléchir les moins soucieux. Le monde chrétien s'amuse et, pendant qu'il s'amuse, il devient la proie du juif!

Digitized by Google

individu, mais d'une institution ! Les juifs ont entre eux pour loi stricte de se prêter mutuellement sans aucun intérêt ; mais ils ont pour coutume sacrée de prêter à tous ceux qui ne sont pas de leur secte à n'importe quel taux possible.

A qui donc appartiendra notre sol et notre argent dans un siècle? La réponse est facile : Tout appartiendra aux juifs !...

Mais il y a plus encore.

L'intérêt du capital, comme il est admis aujourd'hui en économie politique, est, de sa nature, certain, assuré, immuable ; de sorte que, quelles que soient les variations de prix des marchandises selon les diverses années, quelles que soient les vicissitudes du commerce, l'intérêt du capital, une fois établi, ne disparaît plus : il va toujours en s'accumulant et en se multipliant à l'infini.

Cela étant posé, qu'on nous permette une comparaison.

Dans l'ordre de la nature, le fait merveilleux de la fécondité naturelle de tous les êtres a pour base principale la destruction des uns et la formation des autres, la décomposition des anciens et la composition des nouveaux, de sorte que le *corruptio unius est generatio alterius* est véritablement la vie de l'univers.

Supposons un instant que tous les produits que la terre a portés depuis son origine, céréales, fruits, légumes, herbes, arbres de toute espèce, se soient conservés intacts, vigoureux et féconds en nombre, poids et mesures primitifs; supposons aussi que toutes les espèces d'animaux, d'insectes et d'êtres vivants se soient conservées en vie et qu'elles aient même continué, par une fécondité perpétuelle, à encombrer la terre de leurs produits à travers les siècles : que serait notre globe à l'heure actuelle? Ce serait le chaos ! La vie aurait disparu sous le poids de sa propre puissance. Le déluge de la

Digitized by Google

production serait arrivé à étouffer tous les êtres, et nous aurions tous fait naufrage dans un océan de produits sans limites.

Ce qui serait donc arrivé, suivant cette hypothèse, dans l'ordre naturel, est précisément ce qui devra fatalement se présenter dans l'ordre des produits de convention. Or, l'intérêt de l'argent est un produit de convention, et l'homme n'est pas parvenu à modifier la fécondité artificielle de ses travaux par suite de la loi de décomposition pacifique et régulière que Dieu a su imposer à ses œuvres.

Voici, en effet, l'argent, les intérêts qu'il produit et les titres qui le représentent. Une fois que ces valeurs ont été créées et mises en circulation, elles ne disparaissent plus, — et c'est la loi qu'elles ne puissent plus disparaître! La convention qui les a établies les protège indéfiniment; elles facilitent, il est vrai, l'échange des marchandises et des produits industriels, mais elles ne font point partie de la consommation. Personne n'a jamais songé à faire servir à table de l'argent monnayé ou des titres de crédit. Sans doute, ces titres et ces valeurs changent de propriétaire, ils passent de main en main, de maison en maison; mais, pourtant, ils doivent forcément s'arrêter à un point donné; là, ils se changent en crédit, qui exige un intérêt, lequel, à son tour, produit les mêmes effets et va grossir à perpétuité le capital représenté par les valeurs roulantes.

Il en résulte que le capital de l'usure s'accroît à l'infini: il n'est assujetti à aucune diminution ou décomposition; il en arrive ainsi à écraser le travail par sa force toute-puissante et à préparer ces terribles catastrophes que Dieu permet parfois pour mettre à nu le néant de notre orgueil...

C'est ainsi que, plus on voit la propriété des titres à

Digitized by Google

intérêt monter dans l'appréciation publique, plus on voit le travail passer à l'arrière-plan : il n'est plus qu'une marchandise sujette à toutes les oppressions de l'argent. L'argent est tout ! parce qu'il sert perpétuellement de salaire pour une somme de travail qui s'est produite une seule fois et qui ne se renouvelle plus. « Quant à moi, disait le célèbre mathématicien Lhermitte, je ne puis comprendre comment une chose finie puisse produire un effet indéfini. » Toute l'économie actuelle est basée sur l'argent ; voilà pourquoi on court de toute part à la recherche de l'argent, comme étant la seule valeur qu'on peut faire fructifier sans peine et sans travail, pour se procurer toutes les jouissances de la vie. Il en résulte une augmentation incessante de cette sorte de valeur ; cette augmentation produit une nouvelle affluence d'intérêts capitalisés, et ceux-ci, à leur tour, donnent une nouvelle matière à l'usure.

Tant qu'un particulier ne reçoit pour revenu de son argent que ce qui est nécessaire à sa consommation et à l'entretien de sa famille, le mal n'est pas grand : tout se réduit à un seul individu, qui laisse dans l'inertie les forces de son esprit et de son corps, qui se rend inutile à la production (1) et qui vit du travail des autres. Au

(1) Quand nous parlons de production, nous avons en vue le capital qui s'emploie à la production de marchandises ou de produits industriels et non pas l'argent donné à intérêt ; cet argent ne s'appelle capital que dans un sens impropre. En effet, à vrai dire, le *capital* signifie tous les biens qui sont notre propriété et qui nous servent de moyen pour acquérir d'autres biens ; le mot « capital » vient du latin *capita*, c'est-à-dire tête de bétail, et anciennement c'était surtout celui qui possédait des bestiaux qui était censé avoir un *capital*. Les animaux se multiplient sans cesse et produisent toujours de nouvelles valeurs : voilà pourquoi on donne actuellement le nom de capital à tout ce qui peut produire de nouveaux biens.

Par lui-même, l'argent ne produit rien ; mais, comme il sert à

Digitized by Google

contraire, — puisque, dans la consommation, il doit céder aux autres la rente qu'il perçoit sans travail, — il devient, en ce sens, un producteur de seconde main qui n'empêche pas la circulation économique ou, pour mieux dire, c'est une sorte de parasite qui consomme sans produire; il absorbe quelques forces du travail, mais il n'attente pas à l'existence même du travail.

Il n'en est pas de même si les rentes d'un particulier ne peuvent être mises en consommation à cause de leur étendue et si, selon l'expression reçue, ces rentes sont de nouveau capitalisées, c'est-à-dire mises à intérêt une seconde fois; alors, il arrive qu'un seul particulier s'amasse peu à peu un tel *stock* d'argent, sous forme de titres à intérêt, que l'équilibre général se trouve détruit. Ces rentes n'entrent plus dans la consommation, dans le commerce, dans la production : elles agissent dans la société comme un chancre dévorant, elles absorbent toutes les substances économiques de la société et elles ne lui donnent rien en échange; les membres du corps social deviennent débiteurs d'un particulier, qui est parvenu à se faire le créancier de tous en accumulant sans cesse les titres à intérêt.

Voilà la véritable cause des grands désastres économiques de notre siècle, de la ruine de l'agriculture, des crises commerciales, des lourds impôts et des grandes misères de notre temps.

Il n'y a, à tout cela, qu'une seule cause : l'endettement général. Si l'on jette un regard sur les nations de

acheter le capital, on s'est accoutumé à confondre l'argent avec le capital lui-même. On a fait encore un pas de plus, et on a prétendu exiger pour prix de l'argent prêté une partie des valeurs nouvelles sorties ou devant sortir du capital réel. Et cette part, proportionelle au profit que l'emprunteur retire de l'argent emprunté, s'appelle en science économique *intérêt*.

Digitized by Google

l'Europe, on les voit toutes accablées de dettes, et cet énorme fardeau, d'où proviennent tous les impôts, pèse sur les membres de la société comme un manteau de plomb; il nous écrase comme sous un pressoir et il enlève tous les sucs vitaux du corps social; il tarit toutes les sources naturelles de la richesse.

Ici, dans notre royaume d'Italie, qui se vante — ironiquement, sans doute! — d'être ressuscité à une vie nouvelle de prospérité économique, la somme des intérêts qui se payent annuellement dépasse la rente foncière nette qui se reçoit. Depuis 1861, nos dettes ont augmenté dans une proportion inouïe. En effet, peu après la proclamation du royaume d'Italie, et précisément le 31 décembre 1861, la dette italienne (consolidée et rachetable ensemble) s'élevait, en chiffres ronds, à plus de 3 milliards. Vingt-cinq ans après, le 30 juin 1886, le consolidé monte à 11 milliards; il faut y ajouter les dettes pour bons du trésor, pour obligations de trésorerie et pour dépenses prévues dans les budgets et non payées : on arrive ainsi à la somme de 12 à 13 milliards. Depuis 1861 jusqu'à ce jour, voici le résumé de notre situation.

Nous avons environ 13 milliards de dettes et nous payons à peu près 550 millions d'intérêts chaque année, soit le tiers des revenus de l'Etat. Dans le bilan ordinaire de l'année 1889, il faut encore trouver environ 60 millions, qui restent découverts, malgré les nouveaux impôts votés en juillet dernier. De plus, nous ferons, comme d'habitude, 300 millions de dettes pour les dépenses extraordinaires, et principalement pour les chemins de fer. Ces 300 millions amèneront l'an prochain 15 millions d'intérêts. Dans deux ans, nous grossirons encore notre dette de 300 autres millions; les intérêts absorberont de nouveau 15 millions, et ainsi de suite.



Digitized by Google

On continuera à marcher de ce pas, c'est-à-dire en faisant presque 1 million de dettes par jour et, si l'on tient compte des faits, cette condition paraît devoir devenir ordinaire et normale pour nous (1).

Si l'Etat italien est criblé de dettes, tous les êtres

(1) On dit quelquefois : Les dettes de l'Etat ne doivent pas nous inquiéter parce qu'il a mille moyens pour se tirer d'affaire. La France, par exemple, qui, après la guerre de 1870, avait une dette énorme, est actuellement plus florissante qu'auparavant! Ensuite, dit-on encore, l'Etat, pendant qu'il contracte une dette d'un côté, crée un crédit de l'autre : c'est comme une pompe aspirante et foulante, qui tire et rejette, qui ôte et rend, qui produit la misère d'un côté et l'abondance de l'autre, et, par cela même, ne peut jamais venir à manquer!

Il nous semble qu'il y a en ceci une grande illusion. En effet, si l'emprunt contracté par l'Etat était le fait de ses sujets, si c'était à leur bénéfice que l'argent se dépensait, on pourrait peut-être dire jusqu'à un certain point qu'il prend et qu'il rend. Mais, quand cet emprunt provient de l'étranger, par exemple, de la maison Rothschild ou d'autres riches banquiers juifs habitant Londres, Paris, Francfort ou Vienne, alors il ne s'agit plus du *tirer* et du *refouler* : il reste un intérêt annuel fixe, qui devra se payer à l'étranger. Peu importe! dit-on : nous avons un capital qui se dépense dans le pays et qui fera augmenter le travail; quant à l'intérêt, on majorera les impôts et on payera les intérêts annuels ! Tout cela est fort bien ! Mais, ces impôts, peut-on les augmenter à l'infini, de façon à pouvoir contracter des dettes sans fin? Les impôts, quand ils sont excessifs — ce qui se passe de nos jours le prouve suffisamment — oppriment, grèvent et finissent par épuiser complètement les sources de la richesse publique. Si l'agriculture se trouve aujourd'hui dans la situation inextricable que l'on sait, la cause en est due précisément à ces impôts énormes, et le commerce et l'industrie n'en ont pas moins souffert!

Sans le fisc, le café se vendrait en moyenne 80 francs, et l'impôt seul s'élève à 230 francs. L'alcool, qui ne coûte que 60 francs, s'élève pour l'impôt seulement à 317 francs. Le pétrole, qui ne vaut pas plus de 12 à 14 francs, se vend, à cause de l'impôt, 65 francs. Et il en est de même des autres contributions.

Digitized by Google

sociaux qui gravitent autour de lui le sont forcément aussi, car l'Etat les entraîne tous par son poids : la province, la commune, la famille sont toutes plus ou moins endettées.

La dette des provinces italiennes n'est pas énorme en comparaison de celle des communes, parce que, pendant plusieurs années, les provinces ont eu le pas sur les communes dans l'imposition des centimes additionnels sur les terres et les maisons. Ce droit des provinces leur a été retiré par la loi sur la péréquation foncière du 1er mars 1886. En 1885, la dette des provinces s'élevait, en chiffres ronds, à 172 millions, somme qui dépasse le double de leurs revenus ordinaires, qui atteignaient, en 1875, 81,300,000 francs. Quant à la dette de l'Etat,

La taxe de succession prend, à elle seule, le revenu net d'une année, et parfois même de deux ou trois années, car elle s'élève à 9, à 10, à 11, à 12 p. c. du capital ; de sorte que le légataire ou l'héritier doit commencer par s'endetter ou vendre de son bien pour payer les droits de succession. Voilà certes d'autres impôts que le droit de mouture! Est-il permis de prendre 5 ou 6, et même 12 p. c., non pas seulement de la rente, mais du capital du patrimoine des particuliers? N'est-ce pas là du socialisme tout pur? N'est-ce pas là une véritable injustice, puisque l'Etat s'arroge le droit de prendre aux uns et de donner aux autres pour distribuer les fortunes à son gré?

En outre, on ne tient pas assez compte d'une autre conséquence, — peut-être plus désastreuse encore et qui conduit plus directement l'Etat à la banqueroute. Il est prouvé que, plus la misère est grande chez un peuple, moins l'Etat parvient à percevoir d'impôts, car les membres du corps social sont forcés de restreindre leurs dépenses non nécessaires. Or, si les lourds impôts engendrent la misère, celle-ci, à son tour, produit une diminution dans la perception des impôts. Le gouvernement aura donc beau augmenter les impôts ou les multiplier pour payer les intérêts annuels de ses énormes dettes : la société, appauvrie, ne répondra plus à son appel, et alors le pouvoir se trouvera dans la dure nécessité de se vendre au riche banquier juif, son créancier, qui le presse par tous moyens. (Gabelli, *I nostri debiti* (*Nuova Antologia*, fascic. XXIV, 16 décembre 1886.)

Digitized by Google

elle dépasse au moins sept fois les recettes annuelles.

Les communes se trouvent dans un état beaucoup plus lamentable encore, soit à cause de la situation privilégiée des provinces que nous venons d'indiquer, soit par suite de la multiplicité des services mis à la charge des fonds communaux (1), soit à cause de la disproportion des recettes et des dépenses ou bien de l'accaparement, au profit de l'Etat, de quelques taxes productives pour les communes, soit enfin par suite des dépenses facultatives et des folies financières des administrations communales (2). Pour ces différentes raisons, la dette des

(1) Gabelli *(loc. cit.)* dit ceci : Les services mis peu à peu à charge des communes forment une litanie sans fin. L'accumulation en est si grande que les municipes des grandes villes sont devenus de véritables arsenaux; il suffit d'y mettre les pieds pour en rester étourdi. Il y a quelques jours à peine que, par la loi de la sûreté publique, la Chambre a mis à charge des communes le logement et l'entretien des pauvres incapables de travail, — et qui peut aujourd'hui en connaître le nombre? Ce que l'on ne sait que trop bien, c'est que, la loi une fois faite, ce nombre augmentera toujours, comme on verrait grossir sans cesse la masse de ceux qui auraient faim, si l'on donnait gratuitement à manger à tous les affamés !

(2) Gabelli *(loc. cit.)* dit encore : Dans une foule de communes, on a démoli la moitié de la ville pour avoir le plaisir de la reconstruire sur un plan nouveau; on a bâti d'immenses théâtres; on a établi des sociétés de musique; on a érigé à profusion des monuments et des statues; on a fait des villes avec des bourgs; on a publié en édition de luxe jusqu'à des procès-verbaux de conseils communaux (comme monuments de haute sagesse); on a ouvert des expositions et des congrès de tout genre, où l'on prodigue les invitations, les réceptions, les illuminations, les feux d'artifice, les banquets ! Bien plus : on a prétendu ériger en institution publique, au point de vue du gain à en retirer, le carnaval lui-même !... C'est, dit-on, pour faire rouler l'argent et pour attirer les étrangers ! — comme si les étrangers, à qui l'on fait jeter de l'argent en quantité, nous arrivaient de la Chine ou du Japon ! Et la perte de temps et de travail et les

Digitized by Google

communes, dette réelle pour emprunts en obligations ou en prêts, s'élevait, à la fin de 1873, à 550 millions et, au 31 décembre 1885, elle atteignait 883 millions. En douze ans, cette dette avait augmenté de 333 millions, — environ 30 millions par an.

Il est difficile d'évaluer au juste le total de la dette communale actuelle ; mais elle doit s'élever à peu près à 1 milliard (1).

Que dire des affaires individuelles? Si la nation, la province et la commune se trouvent dans une situation précaire, les particuliers doivent grandement s'en ressentir, car, en définitive, les dettes de l'Etat, de la province et de la commune retombent sur la tête des particuliers. C'est le même individu, comme dit Gabelli, qui est débiteur pour l'Etat, débiteur pour sa province, débiteur pour sa commune, débiteur pour lui-même, et il doit payer les intérêts pour lui et pour les autres. Tout sort de la même bourse ! C'est là une vérité aussi simple que vulgaire, et, toutefois en pratique, on l'oublie

habitudes ruineuses de folies et de dissipations incessantes que l'on inculque rapidement à toute une cité, à tous ceux qui y habitent et à tous ceux qui y viennent, n'est-ce pas là un mal qui est infiniment plus grand que l'avantage de quelques sous empochés par les hôteliers et les cafetiers?...

(1) *L'Economiste français* publie un relevé de la dette des grandes villes d'Europe par tête d'habitant. Cette dette est de 790 francs par tête pour Paris, 317 pour Francfort, 218 pour Milan, 193 pour Vienne, 154 pour Berlin, 136 pour La Haye. Le journal français fait remarquer combien est énorme le chiffre de la dette de Paris. Qu'aurait-il dit de celui de Bruxelles s'il l'avait compris dans sa statistique? La population de Bruxelles étant de 180,000 âmes et la dette de 289 millions, la dette par tête d'habitant est de 1,605 francs, — le double du chiffre qui inquiète *l'Economiste français*. (*Courrier de Bruxelles*, 5 novembre 1889.)

Digitized by Google

à chaque moment et souvent même on s'habitue à considérer l'Etat, la province et la commune comme s'il s'agissait d'exploiter des gens habitant la lune et dont les intérêts ne nous toucheraient nullement. En réalité, l'Etat, la province et la commune, alors surtout qu'il s'agit d'impôts et de dettes, c'est nous!

Or, les dettes des particuliers atteignent un chiffre énorme. On peut dire qu'il y a des provinces entières où les familles de condition moyenne, et même des familles très riches, disparaissent l'une après l'autre dans l'abîme de leurs dettes, et leurs propriétés, leurs maisons et leurs palais tombent entre les mains des spéculateurs et des usuriers. Et cela pourquoi? Par suite des impôts! disent les uns. A cause du bas prix des produits! disent les autres. A raison de la difficulté de recevoir les fermages! dit-on encore. Par suite du luxe et des habitudes ruineuses! crie-t-on le plus souvent. Et toutes ces causes sont réelles, on ne peut le nier. Mais, à toutes ces raisons, il faut en ajouter une autre, — et c'est la principale, — celle qui produit le plus de désastres à notre époque: nous voulons parler de l'usure. Les familles périssent et disparaissent par la faillite, parce qu'elles ne peuvent pas payer les intérêts de l'argent reçu en prêt; au fond, la plupart du temps, c'est le spéculateur ou l'usurier qui est le vrai ver rongeur: insensiblement, il dévore tout.

Il est évidemment impossible d'évaluer au juste le montant de la dette chirographaire des particuliers; on connaît toutefois approximativement le montant de la dette hypothécaire: le relevé en est fait chaque année à la direction générale du domaine. Ce chiffre officiel est un peu plus élevé que le chiffre réel, car il y a toujours un certain nombre d'hypothèques en retard, dont l'inscription subsiste quelque temps, même après que la dette

Digitized by Google

a cessé. Or, rectification faite, la dette hypothécaire s'élevait, le 31 décembre 1876, à la somme de 6,594 millions; au 31 décembre 1886, elle atteignait le chiffre énorme de 7,759 millions!... En dix ans, elle avait progressé de 1,165 millions.

En faisant le total des recettes, on atteint, en chiffres ronds (pour l'Italie), la somme énorme de 21,814 millions, qui se répartit comme suit :

| | | |
|---|---|---|
| Dettes | de l'Etat . . . . . | fr. 13,000,000,000 |
| — | des provinces . . . . . | 172,000,000 |
| — | des communes . . . . . | 883,000,000 |
| — | hypothécaires . . . . . | 7,759,000,000 |
| | Soit, au total. . . | fr. 21,814,000,000 |

Et les chiffres des communes et des provinces se rapportent seulement à l'année 1885. Aujourd'hui, la seule dette communale atteint le milliard. En résumé donc, on reste en dessous de la vérité en affirmant que le total de nos dettes s'élève à peu près à 22 milliards! Quelle somme énorme!... « Voilà une somme, dit Gabelli, que l'esprit peut à peine embrasser d'un coup d'œil; s'il fallait la voir s'écouler à 1 franc à chaque minute, il faudrait 41,857 ans; si elle était placée horizontalement en une ligne droite de pièces de 20 francs, cette ligne aurait une longeur de 29,094 kilomètres; si l'on mettait les pièces de 20 francs l'une sur l'autre, elles formeraient une colonne de 1,641 kilomètres de hauteur; enfin, s'il fallait la compter et la payer en une fois, tout l'or et tout l'argent monnayé de tous les Etats de l'Europe ne seraient pas suffisants. Une somme pareille devrait être imprimée en grandes lettres et rester affichée à perpétuité dans les cabinets ministériels, dans les chambres

Digitized by Google

du Parlement, dans les salles des conseils provinciaux et communaux et dans le plus grand nombre possible de maisons bourgeoises. » De la sorte, nous nous rappellerions sans cesse nos dettes; nous aurions toujours sous les yeux le mal que nous causent les spéculateurs d'argent; nous comprendrions comment il se fait que les intérêts d'un capital aussi énorme finissent par absorber toutes les forces vives d'une grande nation!

La France se trouve, toute proportion gardée, dans une situation plus mauvaise encore que la nôtre (1);

(1) Cela est exact si l'on ne considère que le chiffre de la dette publique de l'Italie et de la France. A ce point de vue spécial, l'Italie vient seulement en quatrième ligne, c'est-à-dire après la France, la Russie et l'Angleterre. Cependant, si l'on considère non la quotité, mais l'entité de la dette publique en Italie, c'est-à-dire si l'on se met au point de vue réel des dépenses et des entrées, la dette de l'Italie, d'après Kennedy, dans son dernier article du *Nineteenth Century*, approuvé par les statisticiens de l'Italie eux-mêmes, comme on peut le voir, du reste, dans l'*Opinione* du 8 mai 1889, la dette de l'Italie, disons-nous, est plus élevée que celle de tous les autres Etats. Tous s'accordent à dire que le poids absolu et subjectif de notre dette publique en ce qui concerne notre richesse nationale, c'est-à-dire relativement au sacrifice réel que cette dette nous impose, est le plus fort de tous ceux qui existent. Drumont, dans *la Fin d'un Monde* (page 55), est donc fondé à dire que « l'Italie ne peut, par elle-même, faire face à la dette énorme qu'elle a contractée pour être mise au nombre des grandes puissances : elle fera *inévitablement* banqueroute avec la plus grande désinvolture ».

Le *Times* semble vouloir indiquer une des causes de cette aggravation énorme de la dette publique en Italie. « L'Italie, dit-il, est un pays essentiellement agricole, et ce pays descend toujours parce que l'agriculture devient de jour en jour moins lucrative dans l'Europe occidentale. L'émigration des Italiens dans l'Amérique du Sud ou ailleurs est plutôt salutaire que nuisible au pays *(sic)*, parce que la race italienne — bien différente en cela de la race française — accuse toujours une augmentation notable de population. »

Digitized by Google

c'est la nation la plus endettée du monde entier (1). D'après une statistique française, ce pays se trouve

(1) Voici des chiffres authentiques, la plupart pris dans la *France économique*, de Foville, qui donnent une idée de la dette publique en France :

« La France a d'abord une fortune territoriale de 53 millions d'hectares, valant, d'après les dernières estimations, quatre-vingt milliards . . . . . 80

» Elle a ensuite ses maisons (plus de 9 millions de maisons), sa propriété bâtie, son outillage, qui valent quarante milliards, d'après les calculs qu'on a institués en vertu des lois récentes . 40

» La nation a donc au soleil cent vingt milliards. . . . . 120

» Le *stock monétaire* actuel est de 5 milliards pour l'or et de 3 milliards pour le métal argent, y compris les 2 milliards de la Banque de France, ce qui fait huit milliards. . . . . 8

» Ajoutons à cela, pour être complet, des valeurs marchandises, matériel de voie ferrée, etc., s'élevant à sept milliards . 7

» Nous arrivons ainsi à un chiffre total, représentant l'actif de la France, de cent trente-cinq milliards . . . . . 135

» Voyons ses dettes. D'abord, l'*Etat :*

» Rentes françaises perpétuelles, vingt-cinq milliards . . . 25

» Dettes remboursables à terme (mal connues), cinq milliards 5

» Dette viagère aux militaires, fonctionnaires, etc., trois milliards . . . . . 3

» Argent des caisses d'épargne et dépôts, trois milliards . . 3

» Ce qui porte la dette de l'Etat actuellement à trente-six milliards . . . . . 36

» Que doivent maintenant les départements et les communes ?

» La dette des départements est assez mal définie : d'aucuns l'évaluent à un demi-milliard, ce qui est bien peu de chose. On serait plus près de la vérité en mettant un milliard . . 1

» Les communes sont dans le même cas. On accuse déjà trois milliards et demi, mettons quatre, pour les nouveaux emprunts, qui se font à jet continu . . . . . 4

» Nous arrivons donc pour l'ensemble de la dette administrative à quarante et un milliards . . . . . 41

» La France officielle doit donc 41 milliards, soit presque 1,080 francs par tête de Français, femme, enfant, adulte, etc. Voilà le premier cadeau que reçoit en naissant un enfant dans notre beau pays.

Digitized by Google

dans les conditions suivantes : « La valeur de la pro-

» Mais il y a la dette privée qu'il faut ajouter à la dette publique. Qu'on le sache bien : la dette hypothécaire réelle était déjà évaluée, en 1877, à 14 ou 15 milliards, c'est-à-dire que la France, qui possède 130 à 140 milliards de biens au soleil, les avait hypothéqués déjà pour 10 p. c. à cette époque de prospérité. Mais, depuis, la situation des propriétaires est devenue absolument intolérable. La valeur des biens a baissé de 30 p. c. et les hypothèques ont cru en raison inverse de cet abaissement, de sorte que nous sommes arrivés aujourd'hui au chiffre approximatif effrayant de 20 à 25 milliards de dette hypothécaire réelle en 1889!...

» La situation vraie est donc la suivante :

| | |
|---|---|
| » Dette administrative, quarante et un milliards . . . . | 41 |
| » Dette privée, vingt-cinq milliards . . . . . | 25 |
| » Total, soixante-six milliards . . . . . | 66 |

» Ainsi, la France, prise dans son ensemble, comme propriétaire, doit 66 milliards; elle en possède 135, c'est-à-dire que la vérité absolue, terrible, c'est que nous sommes dans la situation d'un fils de famille qui a emprunté sur son bien 50 p. c. de la valeur du dit bien. Un propriétaire qui est aux mains du prêteur dans ces conditions est un homme ruiné, à moins d'un coup d'énergie surhumaine, car les crédits fonciers eux-mêmes ne prêtent qu'un tiers sur la valeur, la pratique ayant appris que, lorsqu'on vend une propriété sous le coup du besoin, on n'est jamais sûr d'en tirer plus de 33 p. c.

» C'est dans ces conditions, connues de tous, — on ne peut mettre en doute ces chiffres officiels, — que l'Etat va, dit-on, laisser protester sa signature en semblant faire indiquer par les journaux qu'il ne peut rembourser les obligations sexennaires sans l'emprunt.

» Nous n'avons plus que le crédit, hélas! et, si nous nous laissons faire un protêt, c'en est fait de nous!

» A côté de cela, l'*hébréocratie* dispose d'un capital formidable, mobilisable à l'instant même; la France est en face d'elle, il n'en faut plus douter, dans la position du propriétaire obéré, réduit aux expédients vis-à-vis de l'usurier les poches pleines d'or.

» Nous ne pouvons donc que succomber dans cette situation. Nous ne sommes plus les maîtres chez nous.

» Autrefois, on instituait un comité de salut public pour sauvegarder l'intégrité du territoire; aujourd'hui, il en faudrait bien un pour empêcher qu'il ne soit vendu aux enchères. » *(La France.)*

Digitized by Google

priété foncière est de 84 milliards; elle est grevée de 76 milliards de dettes, qui se répartissent comme suit : 24 milliards pour la participation des propriétaires particuliers à la dette publique de l'Etat; 22 milliards en inscriptions hypothécaires; 30 milliards en hypothèques légales. Le total des intérêts qui pèsent sur la rente foncière, outre les dépenses de production, sont de 4,235 millions de francs. La rente foncière de toute espèce monte à 2,735,082,465 francs. Il y a une perte sèche de 1,499,917,535 francs. »

La France, propriétaire de terrains très fertiles et de grandes constructions urbaines, doit donc payer, en intérêts, 1 milliard et demi en plus que ce qu'elle reçoit de rente nette.

L'endettement général est donc bien la véritable cause des grands désastres économiques. Un jour viendra peut-être où semblable situation deviendra intolérable et où l'on aboutira forcément à la rupture entre le créancier et le débiteur ou, pour mieux dire, entre le capitalisme moderne et la société, car on ne peut admettre que l'état de choses actuel dure indéfiniment : il n'est pas possible, en effet, que le travailleur de la terre soit perpétuellement condamné à sacrifier tout le bénéfice de ses sueurs pour alimenter un argent improductif!

La Russie se trouve à peu près dans la même situation que la France.

En Russie, les propriétés nobiliaires sont couvertes pour plus des deux tiers par les hypothèques des banquiers juifs, allemands pour la plupart; les propriétés des petits campagnards tombent de jour en jour aux mains des Koulaki, ou usuriers des campagnes

La Hongrie aussi est grevée d'une dette hypothécaire énorme, qui devient de plus en plus considé-

Digitized by Google

rable (1), et l'Allemagne elle-même a dû faire des lois protectrices en faveur des petites propriétés.

C'est donc un fait indéniable que l'Europe est actuellement tyrannisée par l'usure.

Le tiers état, la bourgeoisie de la spéculation, la juiverie en tête, est entré triomphalement, depuis 1848 surtout, en possession de sa nouvelle souveraineté. On a fait triompher, depuis lors, le faux principe de l'économie sociale, qui est la base du capitalisme, — nous voulons parler de cette maxime absurde qui proclame que toute richesse quelconque est une propriété individuelle, sans devoirs ni charges d'aucune espèce, qui a pour but unique de procurer à son heureux propriétaire la plus large somme possible de bénéfices et de jouissances, sans tenir aucunement compte du bien de la société ou du bien de ceux qu'on emploie pour arriver au gain.

Dans la préface de son livre, *le Gouvernement révolutionnaire,* M. Taine compare, avec beaucoup d'à-propos, le dogme révolutionnaire dont il s'agit à ces animaux venimeux que les Egyptiens adoraient en les cachant derrière un voile. L'économie politique, elle aussi, s'est prosternée devant l'idole qui s'appelle l'*argent*. L'argent inspire une sorte de vénération surperstitieuse : à l'argent, tout est permis ; mais oser porter atteinte à la liberté absolue de ses allures et de ses opérations, c'est, s'écrie-t-on aussitôt, attenter à la prospérité du pays! L'argent, dit-on encore, est sacré et

(1) La dette publique hongroise était, en 1873, de 221 millions; en 1885, elle s'élevait à 1,461 millions et, aujourd'hui, elle dépasse 1,600 millions. Il y a peu de mois, l'homme des juifs en Hongrie, le ministre Tisza, proposait de donner entrée et siège à la cour au baron Albert Rothschild et à sa femme, en reconnaissance des services rendus pour le développement du crédit national en Hongrie.

Digitized by Google

bienfaisant par essence : il est la source unique de la prospérité sociale! L'argent est donc regardé aujourd'hui comme le bien suprême : on adore cette idole sans penser aux victimes qui tombent à ses pieds; l'argent est devenu plus puissant que la loi : c'est le premier pouvoir de notre époque... (1).

Si un pauvre diable, poussé par la faim, vole un pain de quelques centimes, on le traîne au tribunal, on le juge, on le condamne et on le jette en prison; mais si un filou de haute volée parvient, par des manœuvres déloyales, à tromper des milliers d'actionnaires, s'il met en poche les billets de banque pour ne donner que des actions sans valeur aucune, s'il cause la faillite et la ruine d'un grand nombre de familles, il se trouvera toujours des flatteurs pour admirer l'esprit et le génie industriel ou financier de cet *honnête homme* et pour faire la cour à ce voleur que le succès a couronné.

Et voilà comment se pratique la doctrine de l'économie politique professée aujourd'hui : on adore le *dieu argent,* on déclare l'homme exempté de tout devoir envers le prochain, et, au nom du principe de la libre concurrence, on donne à tout patron les moyens de voler et de tyranniser ses semblables.

Faire produire au *capital monnayé* un gros intérêt, toujours et en tout état de cause, et sans s'inquiéter le moins du monde de l'objet acheté à l'aide du dit capital, voilà l'expression la plus vraie du *capitalisme* tel qu'il existe aujourd'hui et tel qu'il domine toute la vie économique des peuples! Les Etats sont ses tributaires par leurs innombrables milliards de dette publique; le sol

(1) « Il n'y a plus désormais d'autre vertu sur terre que l'industrie, d'autre religion que le lucre, d'autre sacerdoce que le trafic, d'autre rite que la lettre de change, d'autre dieu que l'or. » (Pietro Ellero, *Questione sociale*, Tipografia Fava, Bologna.)

Digitized by Google

est son sujet non seulement au point que la rente foncière, mais même la plus grande partie des produits de la terre revient au capitaliste; l'industrie est son esclave, car elle ne travaille pour ainsi dire que grâce au capital; des cités entières sont sa propriété; les gouvernements se trouvent placés sous son joug, car rien ne peut fonctionner sans le capital; en un mot, tout est devenu la propriété ou plutôt la proie du capitalisme!

Répétons-le une fois de plus : l'Europe tout entière gémit sous la tyrannie de l'usurier, soit particulier, soit sous le voile des sociétés anonymes, et c'est ce dernier point surtout qui aggrave démesurément le mal : ce n'est pas la même chose, en effet, pour un peuple d'être débiteur d'une société anonyme ou d'un particulier, car, dans les sociétés anonymes, il peut y avoir des actionnaires de nationalité étrangère; que deviendra, dans ce cas, l'indépendance nationale? Il existe de nombreux exemples de ce fait. Le sol de la Turquie est, en réalité, la propriété d'une société d'étrangers, et le royaume ottoman est à l'agonie. Les grands domaines russes appartiennent aux usuriers de Berlin, qui en sont les créanciers hypothécaires, et tout le monde sait quelle guerre acharnée les Allemands font aux valeurs russes.

On nous objectera bien certainement que, en raisonnant de la sorte contre l'usure, nous attaquons directement la théorie du crédit, qui est la base fondamentale de l'économie politique et qui a été soutenue par tant d'auteurs distingués, tels que Bentham, Saint-Simon, Jean-Baptiste Say et une foule d'autres. La loi civile et l'Eglise elle-même, nous dira-t-on, ont reconnu dans les emprunts la légitimité de l'intérêt, qui peut s'élever plus ou moins selon les coutumes particulières

Digitized by Google

de chaque pays; bien plus : aujourd'hui, que l'argent est tout, la loi civile a donné officiellement la liberté la plus complète à l'usure!... Pour répondre à cette objection, qu'il nous suffise de remonter aux sources historiques des temps anciens.

Avant le christianisme, chez tous les peuples païens, il n'y avait aucune loi qui défendait l'usure; c'est la raison pour laquelle l'argent se trouvait presque tout entier entre les mains de quelques individus. Le travail dépendait directement du maître, et l'ouvrier n'était qu'un esclave. Si l'esclavage atteignit dans le paganisme des proportions inouïes, ce fut principalement à cause des lois économiques qui favorisaient l'usure au lieu de la réprimer ou de la contenir.

Mais la lumière de l'Evangile vint irradier les ténèbres du paganisme; Jésus-Christ vint régénérer la société, tombée au dernier degré de l'avilissement. Il a perfectionné la loi de Moïse, qui défendait aux Hébreux de prêter à usure entre eux. Il a étendu cette loi à tout le genre humain par ces grandes paroles : *Mutuum date, nihil inde sperantes!*

A l'aurore du christianisme, le sacerdoce catholique emploie toute son influence pour empêcher l'usure, toute-puissante alors chez les nations païennes. L'Eglise affirme, dès lors, que l'usure est un péché grave. Saint Paul prononce cette grande sentence qui atteint directement les usuriers : *Qui non laborat, non manducet!* Saint Ambroise appelle l'usure un métier honteux, où l'or donne naissance illégitime à l'or : *Ars nequissima... ex ipsa aurum nascitur!* Saint Basile déclare que l'or et l'argent sont et doivent rester inféconds par eux-mêmes, et il compare l'usurier à celui qui prétendrait avoir droit à une récolte sans avoir aucun champ à lui ou même sans avoir semé : *Tu vero fœnerator...*

Digitized by Google

*sine terra plantas, sine satione metis.* Le Pape Benoît XIV se fait l'écho des Pères de l'Eglise et détermine le caractère peccamineux de l'usure en ces termes : « Le péché qu'on appelle usure consiste à exiger, en vertu de l'emprunt lui-même... et pour la seule raison du service rendu, plus qu'on n'a prêté (1). »

On le voit donc : cette définition condamne expressément non seulement le taux exagéré de l'intérêt qui s'appelle vulgairement l'usure, mais même tout intérêt quel qu'il soit, dès qu'il n'y a pas un titre extrinsèque, tel que le *lucre cessant, le dommage naissant, le péril de perte.*

Et la raison en est bien claire, c'est la vérité que saint Thomas pose en principe pour la vente et l'achat : « Même quand l'acheteur doit retirer un grand bénéfice à l'aide de la chose d'autrui, si le vendeur ne reçoit aucun dommage en se défaisant de ce qu'il vend, il ne peut pas pour cela le vendre plus cher, car le profit qui revient au premier ne provient aucunement du vendeur, mais de la condition spéciale de l'acheteur ; or, personne ne peut vendre ce qui ne lui appartient pas (2). »

Ce que saint Thomas dit au sujet de la vente et de l'achat peut se soutenir aussi en ce qui concerne le prêt, car c'est le même motif. Quand celui qui prête doit subir un dommage quelconque à cause de son prêt, il peut

(1) Peccati genus, quod usura vocatur... in eo est repositum, quod quis ex ipsomet mutuo... (ipsius ra tione mutui) plus sibi reddi velit quam est receptum.

(2) Si vero aliquis multum juvetur ex re alterius, quam accepit, ille vero qui vendit, non damnificetur carendo re illa, non debet eam supervendere : quia utilitas, quae alteri accrescit, non est ex vendente, sed ex conditione ementis. Nullus autem debet vendere alteri quod suum non est. S. Th. *Secunda Secundae,* quaest. 77, art. 1.

Digitized by Google

réclamer un intérêt, une compensation ; mais il n'en est pas de même quand il ne subit aucun dommage.

Voici — pris entre mille — un exemple qui prouvera la véracité de ce que nous venons d'avancer.

Supposons un homme possédant pour toute fortune 200,000 francs. Il ne se livre à aucun travail intellectuel ou manuel qui puisse lui rapporter quelque chose. Donc, s'il dispose de 50 centimes en plus que ses 200,000 francs, ces 50 centimes ne proviennent pas de son travail, mais de celui d'autrui. Voici donc son bilan :

| | | |
|---|---|---|
| Avoir . . . . . | fr. | 200,000 |
| Travail personnel . . . . . | | (Néant) |
| Total. . . | fr. | 200,000 |

Cependant, cet homme dépense 10,000 francs par an, ce qui fait 200,000 francs en vingt ans. Or, s'il dépensait ce qui lui appartient, au bout de vingt ans, il ne devrait plus rien posséder : il devrait avoir tout dépensé. Le calcul est tout aussi clair que le premier :

| | | |
|---|---|---|
| Avoir . . . . . | fr. | 200,000 |
| Dépenses . . . . . | | 200,000 |
| Reste . . . | | (Néant) |

Mais, à l'aide de l'usure, c'est-à-dire au moyen de l'intérêt du capital, il n'en est pas du tout ainsi : cet homme pourra dépenser perpétuellement ses 10,000 francs par an, en conservant néanmoins son capital parfaitement intact, et s'il meurt soixante ans après avoir commencé à spéculer, il aura dépensé 600,000 francs. Ses héritiers imiteront son exemple : ils pourront aussi rester oisifs et dépenser toutefois 10,000 francs par an, pendant des milliers de générations. Après vingt-quatre généra-



Digitized by Google

tions (1), ils auront donc dépensé 6 millions de francs, sans jamais avoir touché à leur capital primitif de 200,000 francs et sans avoir gagné le moindre centime par quelque travail personnel. Où ces 600,000 francs, dépensés par le premier possesseur, et ces 6 millions, dépensés par ses héritiers, ont-ils été pris? Ce n'est pas sur le capital; ce n'est pas sur leur travail personnel : donc, ils ont été pris sur le travail d'autrui, et ce au moyen de l'intérêt.

Voilà pourquoi le capitalisme, l'usure, « la fécondité exécrable de l'argent », a mérité l'anathème de tous les saints Pères dans les temps primitifs de l'Eglise et de tous les théologiens catholiques au Moyen Age. Saint Bernard n'hésitait pas à appeler l'intérêt du capital monnayé que l'on prête un véritable *vol.*

Saint Grégoire de Nazianze avait dit déja : « Celui qui donnerait le nom de *vol* à l'invention inique de l'intérêt de l'argent resterait dans les limites de la vérité. Celui qui s'empare du bien d'autrui en escaladant les murs ou en dérobant de n'importe quelle façon n'est pas plus coupable que s'il s'appropriait le bien du prochain au moyen du prêt usuraire: le mode est différent, la substance de l'acte est la même (2)! »

(1) En prenant, comme moyenne, vingt-cinq ans pour chaque génération.

(2) Au mois de février 1890, M. Jubert a donné, à Reims, une conférence sur l'agiotage et ses conséquences, dont voici l'analyse :

« Le père ou grand-père des Rothschild commence à gagner, d'un coup de bourse, 20 millions, au moment de la bataille de Waterloo. La famille reproduit à chaque pas en France des exploits de ce genre, jusqu'au moment de l'emprunt des 5 milliards A cette date, le baron juif, par le jeu de la hausse, gagne environ 400 millions en une semaine. Bref, il a des milliards.

» Quand le travailleur reçoit 5 francs, il a produit l'équivalent qui profite à la société, une pièce de drap ou autre chose d'analogue.

Digitized by Google

Telle fut la doctrine de l'Eglise et telle fut la pratique des siècles jusqu'à l'époque moderne.

» Que produit M. de Rothschild quand il passe son temps à faire hausser ou descendre les valeurs?

» Voilà cependant sa grande occupation : chaque fois qu'il renouvelle l'opération, il grapille des 20, 30 et 40 millions, souvent plus, qu'il pompe, pour ainsi parler, dans l'épargne du pays.

» L'argent du travailleur (ouvrier ou patron) est artistement attiré vers les sommets de la finance, où le juif fainéant guette sa proie...

» De nos jours, il y a une tendance à procéder par voie d'accaparement. La matière première ou l'objet de consommation subit des variations de prix aussi déplorables qu'inattendues.

» Comment vouloir que l'industrie marche quand elle ignore à quel prix elle pourra avoir demain la houille, la laine, le cuivre; quand le marché, en un mot, devient inabordable?

» L'industrie est obligée de recourir au capital. N'est-elle pas sûre d'être égorgée à l'avance, quand on calcule, par exemple, que 10,000 francs empruntés aujourd'hui au taux de 10 p. c., — la chambre, en effet, permet une pareille usure en matière commerciale, — quand on calcule, disons-nous, que ces 10,000 francs représenteront 1 million pour le débiteur en moins d'un demi-siècle?

» Et nous ne parlons pas, continue l'orateur, de ces tricheries incroyables — emprunt des Honduras notamment — grâce auxquelles on a volé à l'épargne française des centaines de millions!

» Impossible de le nier : avec cette prépondérance du capitalisme agioteur, l'industrie ne peut plus avoir de sang, ni de vigueur. Le travail est opprimé, l'ouvrier est esclave!

» Et quels sont les remèdes à cette situation? Il faut se tourner vers l'Eglise, qui, par ses doctrines, a combattu à l'avance les abominables excès du capitalisme moderne. Elle a repoussé la doctrine de prêt à intérêt et, à plus forte raison, celle de l'usure : on voit donc combien elle a eu raison et comment la société, tôt ou tard, sera obligée elle-même de lui donner raison.

» M. Jubert provoque un vif mouvement d'intérêt quand il donne lecture d'un passage de l'ouvrage théologique de l'éminent cardinal Gousset, où l'accaparement est si nettement condamné.

» Il faudra, poursuit l'orateur, promouvoir et encourager le dévouement des hommes capables de réclamer énergiquement l'application des vraies théories.

Digitized by Google

Vinrent les temps nouveaux : la rage de la liberté envahit tout; la Révolution française détruisit tout, établit un nouvel ordre de choses et changea en grande partie les bases économiques de notre société. L'intérêt de l'argent emprunté, défendu jusqu'alors par la loi civile aussi bien que par la loi ecclésiastique, commença à être permis et toléré à un degré assez modéré pour quelques cas particuliers ; il subit ensuite des accroissements successifs et, enfin, on en arriva à prendre toute licence, comme on peut le voir de nos jours.

Actuellement, grâce à la vapeur, à l'électricité, à l'accroissement de la population, le monde entier semble devenir une immense société commerciale. On a vu se multiplier à l'infini et outre mesure les moyens d'employer l'argent, soit dans les affaires, soit dans l'agriculture, soit dans l'industrie, soit dans la simple *spéculation*.

La production croissante du travail et la facilité d'écouler les produits partout à la fois offrent à tout le monde le moyen de placer son argent à gros bénéfices. L'argent monnayé n'est plus un simple *medium* ou instrument de change conventionnel pour pourvoir aux besoins de la famille : il est devenu principalement un *medium* ou instrument de change commercial. Sortir de son portefeuille et donner en prêt gratuit 1,000 francs par an, c'est généralement la même chose que perdre volontairement à tout jamais une occasion de gagner de l'argent. On peut donc dire que, dans l'état actuel des choses, il

» Il sera nécessaire de faire rendre gorge aux voleurs et aux usuriers. C'est de la justice, cela ! et qui nous empêcherait de la réclamer ?

» Surtout, il faudra être forts, et vous ne le serez que lorsque vous serez bien organisés en corporation ; mais la corporation est un violon qu'on a remis entre nos mains : à nous maintenant d'apprendre à en bien jouer. »

Digitized by Google

y a presque toujours dans le prêt le *lucrum cessans*, qui fournit un titre légitime au gain appelé intérêt. Il fallait tenir compte de cela, il fallait ne pas restreindre la spéculation, il fallait ne pas empêcher le développement de l'agriculture, de l'industrie et du commerce et il fallait surtout éviter l'enfouissement de trésors, comme cela se pratiquait souvent au Moyen Age, à cause de la prohibition formelle de l'usure : voilà pourquoi la législation civile commença par établir le 5 p. c. pour tous et le 6 p. c. pour les commerçants.

Quand on demanda au pouvoir ecclésiastique si les fidèles pouvaient être tranquilles et exiger en conscience l'intérêt légal admis par la loi civile dans les emprunts, l'Eglise répondit : *Non esse inquietandos, dummodo parati sint stare mandatis S. Sedis.* Or, il est à remarquer que c'est là une tolérance et non pas une approbation formelle : il y a donc une différence énorme entre l'une et l'autre de ces deux acceptions. Le Saint-Siège n'a, du reste, rien encore arrêté à ce sujet. Les fidèles doivent être prêts à se soumettre à la décision du Souverain Pontife s'il jugeait un jour devoir formuler une défense (1). Il est, au surplus, à noter que la tolérance actuelle ne signifie aucunement un changement possible dans la doctrine de l'Eglise: les doctrines basées sur l'Evangile sont immuables comme lui. Le prêt est et restera toujours un contrat gratuit de sa nature. Si l'Eglise tolère l'intérêt permis par la loi civile, elle ne l'admet pas à raison du titre intrinsèque du prêt lui-même, mais uniquement à raison du titre extrinsèque et parce qu'à notre époque, comme nous l'avons dit,— le monde entier étant devenu un marché et l'industrie, partout développée, mettant en œuvre d'immenses

(1) Scavini. Theol. Mor. Tom. II, pag. 338, édit. 10.

Digitized by Google

capitaux, — il y a quasi dans chaque prêt le titre extrinsèque du *lucrum cessans* ou du *periculum sortis*.

Toutefois, en ces derniers temps, l'usure a pris des proportions excessives par suite des libertés modernes. La loi civile avait d'abord établi le *maximum* de l'usure à 6 p. c., et toutes les conventions faites pour un intérêt plus élevé étaient nulles de plein droit; mais, bientôt, presque partout, on accorda à l'usure la liberté la plus complète. L'Italie, l'Espagne, l'Angleterre, l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Suède et le Danemark abolirent successivement toutes les mesures restrictives du *maximum*. L'effet de cette législation nouvelle fut des plus pernicieux à la société. L'Angleterre et la Belgique en ressentirent moins que d'autres nations les graves inconvénients; mais l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie furent bientôt envahies et dévorées par une usure sans frein, qui ne tardera pas à devenir la plus grande plaie de notre société moderne.

Les économistes libéraux se sont faits les vaillants défenseurs de cette liberté absolue de l'usure. En vertu du régime social actuel, on ne se demande plus ce qui peut légitimer l'intérêt : on pratique la liberté la plus universelle dans les contrats. Voici comment on raisonne généralement : Le prêteur et l'emprunteur jouissent de la liberté la plus absolue; le prêteur offre son argent, par exemple, à 10, 15, 20, 50 p. c. : si cela convient à l'emprunteur, il le prend; sinon, il s'en va. Cet engagement est complètement libre; il n'y a aucune lésion pour personne en cette affaire. Donc, liberté complète de l'usure! On dit aussi quelquefois : Le prêteur rend un service à l'emprunteur, car il lui facilite la réussite d'une affaire peut-être lucrative; il a donc le droit de faire payer ce service rendu au même titre qu'un domestique ou un ouvrier qui demande son

Digitized by Google

salaire. Donc, à ce point de vue aussi, liberté complète de l'usure! On prétend, en outre, que c'est le débiteur qui se présente à l'usurier et non pas l'usurier au débiteur, et on en infère que supprimer la liberté de l'usure c'est enlever, par le fait même, au débiteur les moyens qui lui sont nécessaires pour sortir de la misère ou pour éviter un grand péril financier! C'est donc sur de semblables raisonnements que le libéralisme économique cherche à étayer son système, qui est en opposition directe avec la loi divine et la loi naturelle! Les lois civiles actuelles permettent et favorisent même l'existence de ce *capitalisme* horrible, c'est-à-dire de cette liberté si fatale de l'usure, qui devient d'autant plus odieuse et exécrable que, souvent, elle s'acharne à la ruine des faibles, des nécessiteux, des gens simples et des ouvriers! Dieu sait le temps qu'il faudra pour triompher de cette grande erreur, aujourd'hui universellement répandue, car, lorsqu'il s'agit d'usure, le plus souvent les victimes se font secrètement les complices du coupable!

On veut, dit-on, la liberté complète de l'usure parce que prêter c'est rendre un service qui peut être assimilé aux services rendus par un domestique ou un journalier! Mais cela est tout à fait faux, car le prêteur ne fait pas ce que fait le serviteur ou l'ouvrier : le service qu'il rend n'exige de lui aucun travail intellectuel ou manuel qui puisse lui donner droit à un salaire en dehors des titres extrinsèques d'un intérêt modéré, comme il a été dit plus haut!

On veut, dit-on encore, la liberté complète de l'usure parce qu'il ne faut mettre à la liberté ni restrictions, ni obstacles d'aucune espèce! Mais, nous aussi, nous voulons la liberté; seulement, nous la voulons véritablement digne de ce nom, et nous ne prétendons pas que,

Digitized by Google

sous le nom de liberté, on fasse triompher le désordre de la licence et la toute-puissance de l'injustice (1). Or, « liberté du commerce », « liberté des contrats », « liberté des emprunts », ce sont là des paroles fort séduisantes, mais qui contiennent en germe le plus terrible des despotismes. En effet, celui qui emprunte de l'argent ne jouit pas de son entière liberté. C'est l'organisation sociale actuelle qui le force à emprunter. La liberté qui lui est laissée est semblable à celle qu'on donnerait à l'ouvrier en lui disant : Vous êtes libre de ne pas accepter les tarifs que nous vous proposons... si vous voulez mourir de faim!

D'après l'organisation actuelle de la société, tous les capitaux sont occupés. Le travail ne peut rien produire par lui-même: il faut nécessairement qu'il s'unisse au capital. La grande majorité du peuple se trouve devant cette alternative : ou bien s'engager comme ouvrier, en vendant ses forces, son temps et quelquefois même son existence à un capitaliste, ou bien emprunter de l'argent pour le convertir en instruments de production et essayer de faire des bénéfices qui dépassent le plus possible l'intérêt de l'argent emprunté.

Nous sommes presque tenté de dire que, à certains égards, un sauvage de l'Amérique ou de l'Océanie se trouve relativement dans une situation plus favorable

(1) Aucune liberté, soit politique, soit économique, ne peut être dépourvue des freins légitimes, qui lui sont aussi nécessaires que le frein à un véhicule sur une pente rapide, sans cela, elle tombe inévitablement dans toute sorte d'excès, de même que le vent, quand il est modéré, conduit le navire au port et, quand il est déchaîné, produit la tempête et détruit tout. C'est cette liberté, dégénérée en licence, qui a enivré toutes les nations modernes et qui les fait rouler de catastrophe en catastrophe. L'abus de la liberté, c'est la mort de la vraie liberté et le signal de l'esclavage!

Digitized by Google

que l'ouvrier européen s'il est abandonné à ses propres forces. Le sauvage peut, en effet, être propriétaire d'instruments de production qui lui assurent le nécessaire, l'utile et l'agréable dans le milieu où il vit, c'est-à-dire un bâton, un lasso, un filet, un arc, des flèches, etc., tandis que l'ouvrier de nos sociétés modernes ne trouve rien nulle part qui ne soit déjà la propriété de quelqu'un. En Europe, des millions d'hommes peuvent répéter le mot de Schiller : « Le monde civilisé est entièrement occupé; la chasse, la récolte, la vendange, le commerce, rien ne peut devenir ma propriété ! » Il y a plus : la valeur de tout ce qu'on produira dans l'avenir sera absorbée pendant des siècles pour couvrir les intérêts des emprunts réalisés. Le passé n'est plus, le présent ne nous appartient pas, le futur est déjà hypothéqué par l'intérêt : à quoi bon, dès lors, pour les ouvriers de l'avenir d'arracher à la terre, à force de travaux et de sueurs, ce qu'un capitaliste usurier viendra revendiquer comme son bien, en vertu de ses lettres de change et des intérêts qui lui sont dus?...

Qui pourrait dire les maux incalculables causés à la société par la liberté absolue de l'usure? Des familles entières se voient jetées sur le pavé parce qu'elles sont tombées entre les mains d'un usurier; le citoyen est dépouillé de sa fière indépendance, privé de l'assurance d'avoir son pain quotidien et placé, presque partout, au rang du prolétaire; le petit propriétaire disparaît de plus en plus et le prolétarisme grossit toujours; le cultivateur est chassé de son patrimoine et de sa maison et contraint à souffrir la faim et la misère à côté des champs paternels; l'ouvrier est, trop souvent, hélas! dépossédé par la machine, exploité par des maîtres sans conscience et réduit à la plus misérable des conditions; le commerçant est déclaré en faillite et a perdu tout espoir de se

Digitized by Google

relever jamais; le commerce a presque totalement perdu sa solidité d'autrefois et se trouve même à un moment donné subitement arrêté...

Si l'on rêve d'établir une certaine égalité approximative entre les hommes de toutes les nations, il faut commencer par proclamer *le droit de l'homme,* car, jusqu'à présent, on ne connaît que le *droit de la chose.*

Notre siècle s'est illustré par ses découvertes, ses inventions, ses machines, sa production excessive, mais ce qui le rendra célèbre par-dessus tout, c'est d'avoir fait de l'argent une sorte de divinité, à laquelle les ouvriers doivent offrir le fruit de tous leurs travaux. C'est bien là l'esclavage de l'argent accumulé et accaparé par quelques particuliers au moyen de l'usure. Ce sont les juifs qui sont les usuriers les plus avides: disséminés dans le monde entier, nous craignons fort qu'ils ne s'emparent un jour de ce qui nous reste de terre et d'argent. Et voilà d'où provient cette antipathie générale à l'égard des juifs. La première cause de la recrudescence de cette haine en ces dernières années, c'est précisément l'extension rapide et menaçante de l'influence économique des juifs. Ils sont excellents banquiers, ils élargissent chaque jour la base de leurs opérations, et, avec leurs capitaux immenses et leur crédit cosmopolite, ils s'emparent de toutes les branches du commerce, au point de ne redouter aucune concurrence. Ils acquièrent des immeubles et des biens-fonds et, profitant de la crise agricole avec une habileté infernale, ils introduisent la spéculation dans la vente des terrains. En vertu de cette spéculation, le sol devient, pour ainsi dire, une valeur mobilière, en sorte que bientôt, au moyen de leurs crédits d'usuriers, tout sera entre leurs mains. A qui donc appartiendra la terre et l'argent dans un siècle? La réponse coule de source.

Digitized by Google

Tout appartiendra aux juifs... si l'on n'y met bon ordre ! Voilà pourquoi un cri d'indignation s'élève contre eux dans tous les pays chrétiens.

Quelques écrivains rêvent une liquidation générale et une expropriation sommaire de toutes les banques d'usuriers juifs. Drumont, dans son dernier ouvrage, — désormais célèbre, — *la Fin d'un Monde,* propose le moyen suivant. Nous transcrivons littéralement :

« Mettons sous les verroux trois cents individus juifs, catholiques ou protestants de naissance, mais qui se sont tous enrichis par le système juif, c'est-à-dire par des opérations financières; forçons-les à nous restituer les milliards enlevés à la collectivité contre toute justice; puis, convoquons une chambre économique, une chambre exclusivement composée de représentants du travail et qui adoptera le régime qui lui semblera le mieux convenir aux intérêts de tous.

» Une fois qu'ils auront à leur disposition un capital suffisant pour que le produit de leur travail leur arrive directement, les ouvriers n'auront plus à se plaindre, et je suis convaincu qu'ils s'organiseront d'une manière très pratique et fort sensée. Aucune révolution violente n'ayant eu lieu, la période de transition sera très courte et on finira toujours par avoir une paire de bottes... Ce que je demande, en un mot, c'est une « revision de la Révolution », selon l'expression de Jacques de Biez. La liquidation qui a eu lieu en 1789 s'est faite aux dépens des honnêtes gens et au profit des coquins, des parasites et des exploiteurs étrangers; faisons la liquidation de 1889 aux dépens des coquins et au profit des honnêtes gens, des Français, des travailleurs (1). »

(1) Drumont, *la Fin d'un Monde,* p. 230. Paris, Savine, 1889.

Digitized by Google

La solution proposée par Drumont est celle de la violence et de la vengeance; mais la peine du talion est proscrite par l'Evangile.

D'autres écrivains proposent, en outre, de mettre les juifs au ban de la société en leur interdisant toute opération de crédit; mais cela n'est guère admissible non plus : ce serait contraire aux règles de la justice distributive, aujourd'hui que les juifs ont reçu partout le droit de cité.

A notre avis, le seul remède, c'est le retour sincère et complet aux lois du Christ et de l'Eglise; en vertu de ces lois, le riche aura besoin du pauvre et le pauvre du riche. Le riche ne pourra plus accumuler des richesses sans devoir intervenir lui-même, au moins par son énergie intellectuelle, dans le travail de la production.

Qu'on proclame que l'usure est un délit social, qu'on punisse l'usurier comme un voleur, qu'on fasse une loi rigoureuse pour réprimer les excès de la liberté de l'usure, et on aura déjà fait du chemin.

L'humanité est sortie de l'ordre, elle s'est éloignée de Dieu : il faut qu'elle rentre dans l'ordre et qu'elle se rapproche de Dieu. Comme l'enfant prodigue revint dans la maison paternelle chercher un refuge salutaire qu'il n'avait pu trouver nulle part, ainsi l'humanité ne pourra recouvrer la paix et la prospérité que dans la maison paternelle de l'Eglise catholique.

Un jour viendra peut-être où, au milieu des misères du peuple, au milieu des terreurs et des menaces de la révolution sociale universelle, on verra apparaître avec évidence la sagesse de l'Eglise catholique, qui a toujours maudit et frappé de ses anathèmes la tyrannie de l'usure!

Digitized by Google

## CHAPITRE IX

—

### A QUOI SERVENT LES RICHES?

—

Nous avons parlé contre les excès du capitalisme, nous en avons démontré les déplorables conséquences et, les statistiques en mains, nous avons conclu que le règne actuel du capitalisme est la cause la plus directe de tout notre malaise social. Les socialistes applaudissent de toutes leurs forces aux arguments que nous produisons et, dans cette lutte, ils voudraient combattre à nos côtés. Leur but cependant est bien différent du nôtre. Nous réprouvons et combattons les abus de l'usure ou capitalisme, tandis qu'eux réprouvent et combattent non pas le capitalisme, mais le capital, et, sous cette dénomination, ils comprennent tous les capitalistes, tous les riches, tous les propriétaires : leur but suprême est l'établissement de l'égalité économique parmi les hommes, et ce au moyen d'une *liquidation générale*.

Dans tous les chapitres précédents, — et particulièrement dans les chapitres IV et V, — nous avons démontré l'absurdité et l'injustice des utopies socialistes. En combattant le capitalisme moderne, nous avons seulement eu en vue les machinations, souvent frauduleuses, de la spéculation, la tyrannie et le despotisme

Digitized by Google

de l'or érigé en divinité, la prétention de vouloir changer le cours des choses humaines par de simples coups de bourse, en un mot, l'abus et l'injustice dans la richesse; mais nous n'avons jamais combattu le bon usage des biens de la fortune; nous sommes convaincus que le riche est absolument nécessaire à la société : il y a donc un abîme qui nous sépare des socialistes.

Afin de mieux faire ressortir la différence qui existe entre la doctrine socialiste et la doctrine catholique, nous ne voulons pas laisser sans corollaire les chapitres précédents, où nous avons paru combattre côte à côte avec les socialistes, et nous ajoutons le présent chapitre, où nous indiquerons plus clairement ce qui nous sépare absolument du Socialisme dans la question du capital.

Entrant dans le cœur de la question, nous nous demandons si jamais on pourrait abolir la classe des riches dans la société.

Dans une revue de sciences sociales, Charles Gide, célèbre professeur à l'université de Montpellier, a publié, il y a quelque temps, un article furibond contre les riches. Cet article, écrit par un économiste de grand renom, professeur distingué d'une des plus célèbres universités de France, fit beaucoup de bruit, et on disait « que le Socialisme avait déjà pénétré dans les hautes sphères, que les puissants se laissaient gagner et que l'heure de la délivrance allait bientôt sonner ».

Résumons succinctement les principales idées exposées par Charles Gide.

Il commence par établir que, dans la société, les classes utiles sont les classes ouvrières, c'est-à-dire les travailleurs de l'agriculture, de l'industrie et de l'intelligence, qui sont comme l'âme nécessaire et féconde de l'économie sociale. Ces trois sortes de travailleurs forment les classes vraiment et absolument indispen-

Digitized by Google

sables de la société; rien n'a été fait sans elles, et la société ne pourrait pas se passer d'elles un seul jour. Ordinairement, les riches ne figurent ni parmi les travailleurs agricoles ou industriels, ni parmi les grands travailleurs intellectuels. Ils sont, dit-on, les organisateurs, les directeurs, les chefs de l'armée des producteurs!

Toutefois, en admettant que ce soit bien là le rôle joué par les riches, dit le professeur universitaire, il serait juste de rechercher si ces généraux de l'industrie, au lieu de nous conduire à la victoire, ne nous mènent pas plutôt à la défaite et à la ruine, comme les crises si répétées donnent lieu de le craindre? Il est aussi urgent d'examiner si les bénéfices qu'ils s'attribuent en payement de leur action directrice ne sont pas en proportion trop grande avec les bénéfices de l'ouvrier et s'ils n'absorbent pas quasi tout le gain du travail. Il faut aussi se demander à quel titre les riches se trouvent investis de ces fonctions lucratives, si c'est, comme disent les socialistes, en vertu du hasard de la naissance ou bien en vertu d'un privilège authentiquement reconnu!

Admettons, continue Gide, comme une vérité, au moins relative, que les riches qui consacrent tout leur temps et tous leurs biens à la direction d'une affaire industrielle, commerciale ou agricole appartiennent à la classe des travailleurs utiles et que les richesses dont ils jouissent sont proportionnées à l'utilité que la société retire de leur travail intellectuel. Mais, à côté de ces propriétaires, il y a des riches qui sont de simples rentiers; ils ont converti tout leur capital en fonds sur l'Etat ou en crédits hypothécaires ou bien encore en valeurs mobilières quelconques, et ils vivent du revenu de leurs intérêts, sans s'occuper à faire quoi

Digitized by Google

que ce soit. Cette classe était anciennement fort rare, mais elle devient de jour en jour plus nombreuse, et il faut même remarquer que l'on rencontre plus fréquemment les grandes fortunes dans cette classe de rentiers et d'usufruitiers que dans la classe des propriétaires qui font valoir eux-mêmes leurs biens immeubles. Beaucoup de personnes s'imaginent que leurs capitaux produisent des intérêts ou des dividendes en vertu d'une sorte de puissance génératrice inhérente à l'argent lui-même; il n'en est pas du tout ainsi : ces intérêts et dividendes ne sont autre chose qu'une part prélevée sur le produit du travail.

Or, — c'est toujours Gide qui parle, — les inscriptions de rentes au grand-livre de la dette publique française s'élèvent à 1 milliard; les actions et obligations des diverses sociétés françaises montent à 1 milliard et demi; les créances hypothécaires et les locations de terres sont estimées à 3 milliards; les locations de maisons s'élèvent à environ 1 milliard et demi. Voilà, en somme, 5 à 6 milliards qui sont prélevés sur le produit de tout le travail fait en France.

Nous reconnaissons, continue Gide, que cette somme est perçue partiellement non seulement par les riches, mais aussi par la classe moyenne et même par la classe ouvrière. On ne peut toutefois nier que la plus grande partie revient aux riches et à tous ceux qui vivent de leurs rentes. De quelle utilité sont ces riches au point de vue du corps social? Ces riches non seulement sont des êtres inutiles parce qu'ils ne contribuent en rien à la production, mais ce sont encore des êtres nuisibles parce qu'ils prélèvent la dîme, c'est-à-dire la dixième partie, et souvent plus encore, sur le produit du travail! Ce sont eux qui appauvrissent la société en s'appropriant ce qu'ils n'ont pas produit. On peut leur appliquer cette

Digitized by Google

phrase du grand poète : *Fruges consumere nati!* Ce sont des hommes qui semblent venus au monde pour dévorer le produit du travail de leurs voisins.

Supposons, par exemple, que la France vienne à perdre tous ses hommes de génie, tous ses avocats, ses médecins, ses commerçants, ses industriels, ses artistes, ses ouvriers, ses paysans : ce pays serait aussitôt frappé à mort dans sa puissance productive et il se verrait réduit à une si grande misère qu'il ne pourrait s'en relever qu'après de longs siècles. Supposons, au contraire, que la France se soit tout à coup débarrassée de tous ses riches et de tous ses rentiers oisifs : on verrait se produire aussitôt une transformation salutaire ; la production sociale serait, par le fait même, dégrevée de ce lourd et pesant tribut de 5 ou 6 milliards qu'elle doit supporter chaque année ; elle prendrait un essor inconnu jusqu'ici et atteindrait un degré de développement inouï.

Ce n'est pas tout encore.

Non seulement, poursuit Gide, les riches appauvrissent la société parce qu'ils vivent, en vrais parasites, aux dépens des autres, mais aussi parce que, par le seul fait de leur existence, ils créent autour d'eux une armée de parasites de second ordre, tels que domestiques, commerçants et fabricants de tous ces objets inutiles qui servent uniquement à satisfaire leurs plaisirs, leurs caprices et leur luxe effréné. Comment vouloir, dès lors, que la France réussisse à nourrir, longtemps encore, tant de bouches inutiles?

Enfin, après une diatribe si longue, Gide arrive à la conclusion suivante : Les riches ne sont pas au monde uniquement pour satisfaire leurs vains plaisirs, mais pour le bien commun de la société, et c'est ce qui justifie leur existence. Tout individu ou toute classe



Digitized by Google

d'individus qui ne remplit pas dans la société une fonction déterminée disparaîtra inévitablement; la nature elle-même se chargera de la suppression des riches, comme elle élimine et expulse d'un organisme tous les éléments étrangers ou inutiles.

Si donc il est démontré que les riches ne servent à rien dans la société et même qu'ils lui sont nuisibles, ce n'est ni la loi, ni les tribunaux, ni la police, ni l'armée, ni toutes les forces sociales qui ont cherché jusqu'ici à les défendre contre les assauts d'une multitude avide de posséder, à son tour, la richesse qui pourront les préserver de leur perte inévitable. Ce jour arrivera-t-il? Verrons-nous le *statu quo* remplacé par un ordre social où il n'y aura plus de riches? On ne peut répondre négativement, car on a vu se produire dans le cours des siècles des changements plus considérables que ne serait la suppression des riches de notre société, et cette disparition semble aujourd'hui fort probable, soit parce que les sociétés futures trouveront d'autres moyens pour accomplir les fonctions sociales exercées jusqu'ici par les riches, soit parce que l'impatience naturelle, qui pousse toujours de plus en plus à la démocratie, amènera fatalement la société à supprimer, même au risque de sa propre ruine, une inégalité qui, aux yeux de la foule, devient de jour en jour plus intolérable!...

Voilà, en résumé, les principales idées émises par le professeur de Montpellier: nous avons tenu à les exposer avec une scrupuleuse exactitude.

Il y a dans son exposé, certaines choses qui peuvent être tolérées; mais on ne peut admettre, en aucune façon, le point principal : l'abolition de la classe riche et aristocratique, sous prétexte qu'elle est devenue inutile. A quoi servent les riches? A rien! répondent Gide

Digitized by Google

et les socialistes : donc, il faut les mettre au ban de la société et supprimer dans notre organisme social ce rouage inutile et ruineux!...

Laissons poser la question en ces termes, et voyons si cela est exact.

Avant tout, il est indubitable qu'il y a eu, pour ainsi dire, de tout temps des riches au monde. Dans tous les siècles et dans tous les pays, au milieu de toutes les vicissitudes, sous toutes les législations, il y a toujours eu deux classes principales dans la société : la classe des riches et la classe des pauvres. Ce fait à lui seul démontre que les riches existent non pas en vertu d'une législation humaine, mais par suite de l'ordre naturel lui-même; or, tout ce qui provient de la nature ne peut jamais être aboli, et on peut dire *a priori* qu'il est impossible que cela soit inutile. En effet, qui a créé les riches? C'est le travail et l'épargne: par le travail, ils ont su faire des bénéfices; par l'épargne, ils ont su conserver les bénéfices qu'ils réalisaient. On peut donc dire que les riches sont véritablement les économes de la société. Ils emploient leurs capitaux dans les entreprises agricoles, industrielles ou commerciales, et ces entreprises ne sauraient marcher sans eux. Ceux mêmes qui vivent uniquement de leurs rentes, ceux qui semblent les plus inutiles et les plus nuisibles à la société, comme le prétend Gide, constituent, en réalité, une certaine sauvegarde sociale: ils sont comme des troupes de réserve, toujours prêtes à porter du secours là où c'est nécessaire.

Si l'on supprimait le riche, tous les producteurs d'objets de luxe s'écrieraient aussitôt : Qu'allons-nous devenir si nous perdons notre clientèle riche? Nous ne pourrons plus vivre!... Mais, quoi ! êtes-vous donc nécessaires?... répond le professeur Gide. Votre

Digitized by Google

existence est un des plus grands malheurs sociaux, car nous voyons sans cesse se multiplier à l'excès les industries de luxe et les métiers inutiles à la production générale, et ce au grand détriment des industries et des métiers les plus utiles et les plus nécessaires!...

Nous ne croyons pas le moment opportun pour discuter ce point particulier. Toutefois, il est un fait indéniable : c'est que, sans le riche, les œuvres de bienfaisance et les institutions de charité vont perdre leurs principales ressources; sans le riche, les arts ne seront plus encouragés, les sciences ne seront plus cultivées, la civilisation et le progrès ne feront plus un pas en avant et le travail lui-même, au nom duquel on demande l'abolition du riche, sera bientôt frappé à mort et sera semblable à un arbre desséché jusque dans sa racine.

A vrai dire, le travail de l'homme en ce monde peut être de deux espèces : la première, que nous appellerons le travail inférieur, c'est-à-dire qui a pour but de pourvoir aux besoins les plus urgents de la vie; la seconde, que nous nommerons le travail supérieur, autrement dit qui va bien au delà de ce qui est nécessaire à l'existence et qui constitue la cause de la richesse et de la civilisation matérielle. Or, si l'on supprimait le riche, il n'y aurait guère plus que le premier genre de travail qui subsisterait, ce qui n'est pas bien difficile à démontrer.

Il est un point hors de doute : l'homme ne saurait se soustraire à la sensation des besoins indispensables de la vie; de même, il est impossible qu'il échappe au travail exigé pour la satisfaction de ces nécessités. Voilà pourquoi le premier genre de travail, celui que nous avons appelé le travail inférieur, produira toujours infailliblement son effet sous n'importe quel régime.

Digitized by Google

Comme nous l'avons dit, ce travail-là ne peut être la cause de la richesse, de la civilisation et du progrès : il ne donne que le strict nécessaire pour ne pas mourir de faim, et, par conséquent, au point de vue de ce travail inférieur, la disparition des riches ne produirait aucun effet.

Il n'en est pas de même si l'on parle de l'autre genre de travail, de celui que nous avons nommé le travail supérieur. Celui-ci, en réalité, est un effet de la capacité naturelle de chaque individu. Or, les capacités naturelles sont variables à l'infini en quantité et en qualité; mais, pour influer sur le travail, il faut avant tout qu'elles soient développées par l'homme, et, pour cela, il faut rencontrer des circonstances favorables à ce développement.

Représentons-nous un homme actif et intelligent entre tous, comme Napoléon Ier, par exemple; supposons-le placé dans un milieu où il n'ait aucun espoir de réussir en quoi que ce soit : il ne fera aucun effort de travail. Que faisait Napoléon à Sainte-Hélène ? Manzoni nous répond :

Chinati i rai fulminei,
Le braccia al sen conserte,
Stette, e dei dì che furono
L'assalse il sovvenir.

Prenons maintenant un homme doué des plus grandes capacités naturelles. Avant de pouvoir les appliquer à un travail quelconque, il faudra qu'il se donne la peine de les développer. Or, qu'est-ce qui pourra le déterminer à se donner cette peine? C'est uniquement le désir de se procurer certains avantages extérieurs, et ce désir agira avec plus ou moins de force, si cet homme a bien remarqué qu'en fait, ces avantages ne s'acquièrent que par le développement intellectuel et qu'ils s'obtiennent en

Digitized by Google

quantité plus ou moins grande selon que ce développement est plus ou moins complet, tandis que, sans ce développement intellectuel, personne ne peut arriver à les conquérir.

Cela étant admis, nous affirmons que le désir de la richesse ou de la gloire est la cause suprême de toutes les formes du travail que nous avons appelé supérieur.

De prime abord, cette théorie paraît contraire à la morale; il semble que ce soit la théorie de l'amour-propre sans limite et la reproduction de la doctrine vicieuse des économistes utilitaires, qui établissent pour base unique et essentielle l'utilité individuelle. Mais, si l'on assigne à cette doctrine de justes bornes, si on ne la prend pas dans le sens moderne, qui fait consister dans la richesse et la gloire la fin dernière de l'homme, cette théorie est dans le vrai : c'est l'histoire et l'expérience qui nous le démontrent. En effet, si nous analysons les actions diverses des hommes qui exercent une influence quelconque sur la société en général et qui élèvent ou abaissent le niveau de la civilisation, nous trouvons que, sauf quelques cas spéciaux, il n'y a que quatre classes de travaux qui soient indépendants du désir de la richesse ou de la gloire; ce sont : la création artistique, les découvertes scientifiques, les œuvres de bienfaisance et l'apostolat religieux. — Nous ne parlons pas de la politique, car, le plus souvent, le désir dont il s'agit n'y paraît que trop.

Parmi ces classes de travaux, la quatrième n'a rien à voir dans la production; la troisième ne vise pas l'augmentation de la richesse, mais la diminution des besoins; son but n'est pas la production, mais la distribution des secours. Il ne reste donc, en définitive, que les deux premières classes, et elles constituent tout au plus une exception à notre thèse générale.

Digitized by Google

Toutefois, il est à remarquer que les œuvres artistiques et littéraires ne représentent que la minime partie dans le travail de production, et, au surplus, on ne peut guère dire que l'on ne trouve jamais chez l'artiste et chez le savant le désir de la gloire ou de la richesse.

Les plus grands chefs-d'œuvre ont été produits sous l'impulsion de cet aiguillon qui s'appelle le désir de la gloire ou de la richesse : les grands tragiques grecs écrivaient pour conquérir les applaudissements populaires; Shakespeare composait pour gagner son pain; Scott pour construire Abbotsford; Rubens et Teniers peignaient pour arriver à la gloire et aux richesses. Verdi se consacrait à une étude ardue; sans perdre courage, lors de ses insuccès primitifs, il s'adonnait avec passion à la musique pour s'assurer ses lauriers et ses millions.

On peut en dire autant des découvertes scientifiques: les savants sont loin de dédaigner les hommages et les louanges; ils ont grand soin de revendiquer hautement la propriété et le mérite de tout ce qu'ils découvrent dans le champ de la science. Evidemment, le savant ne prendrait pas tant de peine pour illustrer son nom s'il était poussé uniquement par le désir de procurer au monde les bienfaits et les avantages de telle ou telle invention.

Il est donc évident que, en fait de créations artistiques et de découvertes scientifiques, le grand mobile qui pousse les hommes, c'est le désir de la richesse ou de la gloire, et, si cela ne se vérifie pas dans quelque cas particulier, le fait est si rare et si exceptionnel qu'il confirme plutôt qu'il n'infirme la thèse générale que nous avons posée.

Les artistes et les savants recherchent avant tout la distinction et l'inégalité dans la réputation et dans la

Digitized by Google

gloire, tandis que l'ouvrier qui consacre toutes ses forces à la production agricole ou industrielle recherche avant tout le gain et le bien-être.

Il y a, en outre, à cela une raison extrinsèque : c'est que la réputation de l'artiste et du savant est tellement liée à leurs œuvres qu'on ne peut voir celles-ci sans penser à leur auteur ; il n'en est pas de même quand il s'agit d'objets d'usage et de consommation : ceux-ci ne rapportent presque aucune gloire ou louange à ceux qui les ont produits. Quand un tisserand a livré sa marchandise à la foule, quelque habile qu'il ait pu être, il ne reste aucun lien entre la marchandise et le fabricant. Celui-ci, ne pouvant prétendre à la gloire, aspire avant tout à la richesse.

Richesses et honneurs, voilà donc, en résumé, les deux éléments qui sont l'expression vivante du désir de l'inégalité qui agite tous les hommes.

Après avoir ainsi développé notre proposition générale, afin de faire ressortir la clarté de notre théorie, nous posons le syllogisme suivant : Il est certain que l'homme ne se met jamais au travail sans avoir un mobile quelconque qui le pousse à travailler. Or, quand il s'agit de ce travail supérieur qui est l'unique source du progrès et de la civilisation au point de vue matériel, il n'y a pas d'autre mobile possible en dehors du désir de la richesse ou de la gloire. Donc, c'est uniquement ce désir de l'or ou de l'honneur qui pousse l'homme en avant dans les voies de ce travail supérieur et, par conséquent, dans les voies de la civilisation matérielle.

La majeure de ce syllogisme semble évidente par elle-même et, de plus, nous venons de la prouver longuement. La mineure est presque aussi évidente, car, en dehors du désir des richesses ou des honneurs, les deux seuls mobiles possibles, outre ceux que nous avons

Digitized by Google

déjà exclus, sont la *bienveillance,* c'est-à-dire ce sentiment qui excite l'homme à se rendre le plus utile qu'il peut à ses semblables, et la *satisfaction* de développer ses facultés propres, en les consacrant à l'accomplissement d'une œuvre parfaite.

Le premier de ces deux mobiles ne suffit pas à déterminer le travail supérieur et la richesse, car l'expérience, qui est l'unique règle en ces matières, nous montre clairement quelles sont les limites et quel est le but des actions qui ont pour cause unique le sentiment de la bienveillance ou philanthropie, sentiment que les positivistes modernes appellent le grand ressort de la société et dont ils veulent faire le rouage essentiel de leur *morale civile* pour remplacer la morale chrétienne. Ce sentiment très noble de la bienveillance ou, pour parler en style chrétien, cet amour du prochain portera à construire des hôpitaux, des orphelinats, des écoles, etc., mais il n'a rien de commun avec l'esprit d'entreprise ou d'invention. Ce sentiment poussera les hommes à donner à manger à ceux qui ont faim et à boire à ceux qui ont soif, mais jamais à produire un nouvel aliment ou une nouvelle boisson.

Avant l'invention des voies ferrées et des télégraphes, a-t-on jamais rencontré un philanthrope qui ait conçu le projet d'accroître le bien-être du prochain en le faisant voyager avec une vitesse de vingt lieues à l'heure et en le mettant instantanément en communication avec le monde entier ?

Considérée comme mobile de l'activité humaine, la bienveillance ne connaît qu'un seul ordre de faits : l'abnégation, la privation et le sacrifice. Elle n'arrive pas à découvrir un nouvel objet ou un nouveau système de travail qui soit la source de nouveaux gains.

On dit que ce fut la bienveillance qui poussa

Digitized by Google

Christophe Colomb à découvrir l'Amérique pour convertir au christianisme des millions de païens, et cette découverte donna en même temps naissance à un essor immense du commerce et de la richesse publique!

La bienveillance ou charité, dit-on encore, s'est souvent ingéniée à trouver des sources inépuisables de gain en certaines petites choses mises au rebut par tout le monde! Le fait de Colomb est si exceptionnel et il porte si évidemment la marque d'une intervention providentielle qu'il semble ne pouvoir être pris comme exemple.

Quant au second point, il est bien vrai que la charité est, en bien des cas, excessivement industrieuse, mais cependant elle ne réveille jamais cette imagination créatrice, qui se fatigue à dompter la nature et qui, dans le silence et la solitude, poursuit avec vigueur une idée nouvelle jusque dans ses dernières conséquences. La charité est encore moins capable d'engendrer cette résolution virile, cette énergique et opiniâtre volonté de réussir, sans laquelle tous les projets de ce genre n'aboutissent forcément qu'à un pitoyable avortement.

La bienveillance ne peut donc constituer le mobile suffisant de cette activité humaine supérieure qui produit la richesse; la *satisfaction* du devoir accompli peut l'être encore beaucoup moins. En effet, il ne se trouverait pas un homme, pensons-nous, qui travaille toute sa vie pour le seul plaisir qu'il aurait de réussir à développer ses facultés.

Au contraire, l'histoire de toutes les entreprises et de toutes les inventions qui ont eu pour objectif la création ou l'échange des richesses nous démontre que leurs auteurs avaient pour grand mobile le désir de la distinction et de l'inégalité soit de la fortune, soit de la gloire, et souvent de toutes les deux à la fois, et, plus le projet

Digitized by Google

a d'utilité pratique, plus on voit s'accentuer le premier de ces désirs.

En 1793, un prêtre découvrit que, par la distillation du charbon, on produisait un gaz inflammable. Cette découverte attira l'attention des savants, mais il s'écoula plus d'un demi-siècle avant qu'on ne songeât à en faire une application pratique, et il fallut encore vingt ans pour perfectionner le système et le rendre vraiment utile. La cause de cette lenteur réside dans ce fait que la découverte était restée uniquement entre les mains des savants et non des hommes d'affaires. Aussitôt qu'ils l'exploitèrent, on vit se former partout des sociétés anonymes, et le gaz ne tarda pas à éclairer toutes les grandes villes de l'Europe.

Il en fut de même de beaucoup d'autres inventions : quoique découvertes depuis longtemps, ceux qui s'en occupaient ne se souciaient pas d'en retirer des bénéfices; c'est ainsi qu'elles ne servirent au commerce que lorsqu'elles tombèrent aux mains de ceux qui surent en tirer parti pour leurs affaires et leur industrie.

Bien plus : non seulement ce ne sont pas les inventeurs, les commerçants, les manufacturiers et ceux-là spécialement dont le nom fait époque dans l'histoire du progrès qui ont produit la richesse, mais on peut dire qu'eux-mêmes ont été enfantés par la richesse. Ceci doit paraître, à première vue, un cercle vicieux et pourtant cela est vrai : leur talent s'est développé au fur et à mesure qu'ils ont entrevu plus clairement la possibilité d'obtenir par ce moyen la gloire ou la richesse, et, au contraire, leur génie est resté inactif tant que cette possibilité ne leur était pas clairement démontrée.

Les économistes affirment que la différence dans les rémunérations diverses du travail est le résultat de la différence dans les talents et dans les connaissances

Digitized by Google

des divers membres de la société et, partant, les salaires se payent en proportion de la capacité. Mais ils perdent de vue la règle suivante, universellement reconnue, à savoir que la capacité se développe en raison directe du salaire; si donc, en jetant un regard sur le présent, on remarque que l'inégalité dans la rémunération est un effet de l'inégalité dans le travail, on s'aperçoit bien vite, en jetant un regard sur le passé, que l'inégalité dans la rémunération est la cause de l'inégalité dans le travail. La raison en est que tout travail, servile ou non, est proportionné à la grandeur du mobile. Et, comme on ne peut guère obtenir un travail supérieur qu'en le payant bien, l'homme ne développe ses facultés de façon à les rendre aptes à ce travail supérieur que pour autant qu'il est certain de voir ce travail récompensé par une rémunération convenable.

Il est donc bien établi que l'inégalité dans la rémunération est la cause de l'élévation et du perfectionnement de tout travail. Il s'ensuit que, si le mobile de la fortune ou de la gloire n'existait pas, on verrait disparaître presque totalement toutes les formes multiples du travail *supérieur* et de la civilisation : on se contenterait universellement de se procurer, tant bien que mal, les choses indispensables à la vie; il n'y aurait plus ni développement des facultés, ni perfectionnement du travail, ni progrès d'aucune espèce. Ce serait, en résumé, l'état sauvage.

Et qu'on ne vienne pas nous dire que les riches ne servent à rien dans la société! Ne sont-ce pas les riches qui ont ouvert les voies à ce travail, si varié et si persévérant, qui a élevé peu à peu l'édifice de notre civilisation matérielle? Sans le stimulant de la richesse, les arts et les sciences n'auraient jamais produit tout cet ensemble de biens matériels et de progrès qui sont l'apanage et la gloire de notre siècle! Abolir le riche,

Digitized by Google

c'est détruire tout progrès et faire retomber la société dans la barbarie !

Gide essaye de nier cette conséquence : En admettant que la richesse et le riche aient été nécessaires dans le passé, s'écrie-t-il, il ne s'ensuit pas que cette nécessité existe encore aujourd'hui et continue surtout à exister dans l'avenir, car ce trésor de forces que le génie humain a accumulé entre les mains de la société lui suffit désormais pour aller en avant. Les progrès matériels restent définitivement acquis, et, sous ce rapport, nous ne retournerons jamais en arrière : nous pouvons d'ailleurs nous passer de nouveaux progrès matériels ! C'est pourquoi Lassalle disait que le vrai progrès auquel l'avenir doit tendre, c'est le progrès personnel de chaque individu !

Examinons cette affirmation et voyons si, par suite de l'abolition des riches et de l'égalité sociale absolue, la civilisation ne commencerait pas aussitôt à rebrousser chemin.

Tout le monde sait que l'immense développement économique de notre siècle dépend, avant tout, des grandes inventions modernes et tout spécialement de la vapeur et de l'électricité. Or, où sont et quels sont les hommes qui, mieux encore que nous, éclaireront les générations futures à la lumière électrique, inonderont le monde de leurs journaux et couvriront la terre de leurs voies ferrées et la mer de leurs transatlantiques ?

La plupart de ces hommes de l'avenir sont au berceau, un grand nombre ne savent pas encore parler, certains sont déjà peut-être bien à l'école primaire, mais pas un n'en connaît plus long que ne pouvait en savoir Ulysse ou Cicéron en fait de connaissances pratiques sur la vapeur, l'électricité ou la navigation. Il faut qu'ils apprennent tout cela à force d'études. L'étude du calcul

Digitized by Google

et des sciences naturelles exige des efforts d'énergique et persévérante volonté. Mais quel sera le mobile capable de susciter, de maintenir et de raviver cette volonté? Il ne s'en trouvera pas d'autre que le désir de la fortune ou de la gloire. Mais, comme on veut abolir la richesse et établir la parfaite égalité sociale, il est évident que tout mobile disparaîtra et, partant, toute étude et tout apprentissage cesseront. En moins de cinquante ans, toute l'adresse, tout l'art des travaux supérieurs actuels aura inévitablement disparu, et il faudra au moins un temps égal pour rétablir dans une nouvelle génération la science et les talents perdus.

La civilisation ressemble quelque peu à une citadelle construite en sable : elle tend sans cesse à s'écrouler et il faut constamment la refaire de fond en comble. Un demi-siècle d'abstention de travail supérieur suffirait à causer sa ruine irrémédiable.

Il nous semble donc suffisamment prouvé que les riches sont nécessaires à la société, ni plus ni moins que les ouvriers. Les riches représentent le capital; les ouvriers personnifient le travail. Or, le travail ne peut exister sans le capital : ils doivent s'unir et se compléter mutuellement pour arriver au progrès social. De même, le riche et l'ouvrier ne peuvent subsister l'un sans l'autre : ils doivent donc s'unir dans l'amitié et la concorde. Les riches sont tenus de donner au travail la rémunération qui lui est due et de le pousser en avant dans les voies du progrès et de la perfection; les ouvriers, de leur côté, doivent reconnaître que c'est des riches que provient leur travail, leur subsistance et leur avenir et que, par conséquent, l'intérêt les oblige, autant que la reconnaissance, à contribuer à la conservation et au développement des capitaux.

Les socialistes objectent que la plupart des riches

Digitized by Google

sont ignorants et oisifs et, partant, qu'ils causent partout la décadence des mœurs dans notre société. Nous réclamons l'abolition des riches, s'écrient-ils, pour faire disparaître de la société cette source universelle et perpétuelle d'abâtardissement et de corruption!

Nous n'essayerons même pas de nier qu'il y a, hélas! un certain bien-fondé dans cette objection et que, fort souvent, les riches ont devant Dieu et leur conscience de bien grands reproches à se faire. Mais à qui la faute? Cela dépend-il exclusivement des riches?

Nous voyons partout aujourd'hui une classe nombreuse de personnes qui vivent béatement de leurs rentes sans même prendre aucun soin personnel de leurs immenses biens, qu'ils font administrer par d'autres. Or, que fera un jeune homme de cette classe lorsqu'il aura fini ses études — s'il en a fait de sérieuses — et que l'avenir ouvrira ses horizons devant lui? Il a certainement de grands devoirs à remplir, et le premier c'est de mériter ses titres de noblesse par ses œuvres, en se rendant utile à la société et en ne se laissant pas entamer par l'oisiveté et la corruption. Et, si nous le supposons du nombre de ceux qui n'ont pas une vocation déterminée ou qui, faute de moyens intellectuels, n'ont guère réussi dans leurs études, que fera-t-il? Ira-t-il, par hasard, apprendre un métier fatigant, qui ne lui rapportera plus tard qu'un maigre salaire, dont il ne saura que faire, grâce à ses richesses? Evidemment non! Qui donc pourra reprocher à ce jeune homme de ne pas s'occuper d'un travail matériel, qui lui est inutile? Tout le monde, en pareil cas, ferait comme lui.

Toutefois, il n'est que trop vrai qu'une foule de riches restent, pour ainsi dire, complètement inoccupés et se laissent entraîner par cette tendance à la paresse qui est surtout naturelle à tous ceux qui ne font que manger

Digitized by Google

pour vivre; il n'y a qu'une forte éducation chrétienne ou la nécessité de la vie qui puisse réagir contre cette tendance. Pour être juste, il faut reconnaître qu'il y a dans notre état social actuel et dans nos institutions modernes bien des circonstances atténuantes qui pourraient, à la rigueur, excuser l'oisiveté des riches. En effet, l'état social qui pousse de plus en plus les riches à une vie toute de mollesse et d'oisiveté, c'est la Révolution qui l'a créé. Si l'on y réfléchit bien, on trouve que les riches sont les victimes de la Révolution plutôt que les parasites de la société.

Anciennement, le riche avait dans l'Etat son rôle et son office bien déterminés; souvent même, son emploi public était obligatoire et gratuit, — car, il fait bon d'insister sur ce point, c'était *gratis* qu'il donnait son concours. Ces fonctions lui attiraient une considération bien noble et fort légitime, en somme, car cela rendait l'administration des affaires de l'Etat économique au plus haut point, au grand avantage de la foule des ouvriers et du peuple tout entier : — on n'avait garde alors de soulever la question qui nous occupe : *A quoi servent les riches?* Et tout cela a disparu. La Révolution a aboli toutes ces sages coutumes, pour n'enfanter qu'une démocratie intransigeante, stupide, indisciplinable, toujours en révolte, et elle a déclaré que c'était là le peuple souverain, le maître de tout... Au nom du principe de l'égalité, voire au nom de l'indépendance qu'on prétend accorder à tout citoyen, — et, par conséquent, aux riches comme aux autres membres de la société, — ce peuple souverain, appelé démocratie, refuse aux riches, autant qu'il le peut, les fonctions sociales qui leur reviennent et qu'ils exerçaient autrefois pour le plus grand bien de tous.

Qu'est-il résulté de cet état de chose? Purement par

Digitized by Google

esprit de parti, on a mis les riches à l'index, on les a confinés le plus possible dans l'obscurité de leur foyer domestique et on a placé souvent à la tête des affaires du pays des hommes de peu de valeur, souvent de simples intrigants, quelquefois même de mauvais ouvriers dégoûtés du métier de leurs ancêtres, des hommes dotés d'antécédents judiciaires !... C'est à de pareils personnages qu'on a osé confier les fonctions civiles les plus délicates; aussi, en bien des cas, a-t-on abouti à la ruine du pays.

Il est à remarquer d'ailleurs que le riche et le noble offrent bien plus de garanties que le *vulgum pecus*. Le socialiste Max. Nordau, dans son ouvrage *les Mensonges de convention*, s'est vu forcé de reconnaître cette vérité. Nous croyons de quelque utilité de citer le passage auquel il est fait allusion, car il plaide en faveur de notre thèse :

« Je suis appelé, écrit-il, avec mes concitoyens pour une élection à une charge qui exige un homme courageux, honnête, esclave du devoir. J'ai devant moi deux aspirants, mais je ne les connais personnellement ni l'un ni l'autre : le premier est le rejeton d'une noble et antique famille; l'autre porte un nom que j'entends prononcer pour la première fois. Eh bien ! en pareil cas, si je voulais suivre les inspirations d'une démocratie superficielle, je devrais voter pour le roturier que je ne connais pas, uniquement pour favoriser le principe chimérique de l'égalité. Mais, si j'ai à cœur, avant tout, le bien public, si je désire, en conscience, arriver avec la plus grande probabilité à ce que la fonction publique dont il s'agit soit confiée à des mains fermes et incorruptibles, je donnerai mon vote à l'aristocrate. Il est vrai que je ne le connais pas non plus; mais, entre les deux candidats, c'est lui qui me paraît offrir le plus de garan-



Digitized by Google

ties morales. Et cela pourquoi? Non seulement parce qu'il a reçu une meilleure éducation et parce qu'on lui a inculqué, dès le berceau, les principes de ce qu'on appelle la chevallerie sans peur et sans reproche... mais aussi parce que je vois régner en lui le vif sentiment de la solidarité de toute sa race : l'individu disparaît devant la grande unité de la maison noble et illustre. Cela n'existe pas pour l'homme du peuple : il est seul, et personne d'autre avec lui; il ne compte que pour un. Le noble, lui, est le représentant d'une illustre lignée : il sait que ses actions se reflètent sur tous ceux qui portent son nom, comme lui-même profite des honneurs de ce nom que d'autres ont illustré avant lui depuis de longs siècles peut-être.

» Un aristocrate est donc une personnalité collective, composée des aïeux, des contemporains et des descendants de sa « maison »; et, en théorie, jusqu'à preuve du contraire, les garanties qu'il présente en comparaison de l'homme du peuple sont semblables à celles d'une collectivité en comparaison des garanties fournies par un particulier. Supposons même que le noble soit une individualité vile et vulgaire : par la seule raison qu'il appartient à une maison historique, en certaines occasions, il se sentira forcément porté à faire des actions héroïques, parce qu'il se dira à lui-même : Quand je serai mort, mes actions me resteront toujours utiles; elles profiteront à ma race, à mon pays; je continue à illustrer de plus en plus le nom de ma famille et à accroître le patrimoine de mes héritiers! L'homme du peuple n'a pas tous ces sentiments d'héroïsme. Les sacrifices qu'il peut faire ne profitent pas à une collectivité spéciale, et l'idée du bien qu'il procure à l'universalité devient, en certains moments, scabreux, trop vague et trop indéterminée pour qu'elle puisse

Digitized by Google

influer sur les facultés d'un cerveau ordinaire (1). »

Les socialistes et les purs démocrates reconnaissent donc eux-mêmes cette vérité que le riche offre plus de garanties que l'homme du peuple; cependant, ils veulent tout *démocratiser* de plus en plus et bannir entièrement les riches des fonctions sociales, — ce qui ne les empêche toutefois pas de lancer contre eux les invectives les plus violentes et les plus injurieuses et d'aller même jusqu'à crier qu'il faut les pendre parce que ce sont des êtres oisifs et inutiles... Au lieu donc — puisqu'ils sont oisifs et inutiles — de leur recommander le travail, on prétend les rayer de la liste de la société civile et leur interdire toute fonction publique!... Voilà bien la logique de la démocratie moderne.

Cependant, il faut le reconnaître, l'oisiveté de la plupart des riches est un grand mal. Voilà pourquoi nous appelons vivement l'attention des riches sur les enseignements de l'Eglise et de nos livres saints. Dans un sermon sur les riches, l'éminent Bourdaloue leur disait de grandes et dures vérités, et, en relisant aujourd'hui ce sermon, nous sommes saisis d'une certaine épouvante en considérant les grands et importants devoirs de ceux à qui Dieu a confié les biens de ce monde.

Pendant son passage sur la terre, Notre-Seigneur Jésus-Christ n'avait que des paroles d'amour, de douceur, de patience; il ne prononça de malédictions que contre les riches qui font profession d'avarice et qui sont morts à tout sentiment d'humanité. *Il est plus facile,* dit l'Evangile, *à un chameau de passer par le trou de l'aiguille* (2) *qu'à un riche d'entrer dans le royaume*

(1) MAX. NORDAU, le *Menzogne convenzionali della nostra civiltà* (page 146, Milano, 1885).

(2) D'après les interprètes, il semblerait que Notre-Seigneur fait

Digitized by Google

*des cieux* (1). » Pourquoi cela est-il? Parce que le riche a reçu de la Providence une mission bien difficile : il est obligé de dispenser aux pauvres, ses frères, les bienfaits de sa richesse et de les faire ainsi jouir des biens qu'il possède au moyen de ses aumônes et de ses largesses.

C'est Dieu qui a tout donné au riche; c'est Dieu lui-même qui lui demandera de tout un compte rigoureux et sévère.

Or, la richesse n'est pas du tout ce droit absolu d'usage et d'abus qu'avait établi la loi romaine. Selon saint Thomas, c'est *potestas procurandi et dispensandi* (la faculté de se procurer à soi-même et de dispenser aux autres les biens de la vie).

Voici la doctrine chrétienne des devoirs de la richesse : « Le seul vrai créancier du riche, c'est Dieu ! dit le cardinal Guibert, archevêque de Paris, dans son admirable lettre du 11 avril 1873. C'est Dieu qui lui a tout donné et qui l'a établi l'économe et le dispensateur des bienfaits de sa Providence. » Le cardinal Manning protestait aussi naguère contre la théorie de Malthus et ajoutait : « Tous les hommes ont droit à l'existence et, à ce droit, correspond pour les riches le devoir de subvenir aux nécessités de leurs semblables tombés dans la misère. Les riches sont les patrons et les pères des pauvres, et, si le Seigneur leur a remis entre les mains un riche patrimoine, ce n'est pas uniquement ni principalement pour la satisfaction de leurs plaisirs et de leurs caprices, mais bien pour venir en aide à toutes les misères. Le Docteur angélique, saint Thomas dit que les riches

allusion à une porte de Jérusalem très basse et fort étroite : celle-ci était appelée *le Trou de l'Aiguille*.

(1) Marc. Chap. X, v. 25.

Digitized by Google

sont obligés à la vertu de *libéralité,* qui consiste dans le bon usage des richesses, c'est-à-dire dans une juste mesure de dépenses, mesure s'écartant de deux extrémes contraires : de la prodigalité, qui pèche par excès, et de l'avarice, qui pèche par défaut.

Le riche doit donc user de ses biens *libéralement,* selon la recommandation du saint Docteur, c'est-à-dire ne jamais s'en servir sans raison, mais toujours pour le bien de tous. Et cette générosité dans l'usage des biens de la fortune comporte aussi, selon saint Thomas, un certain degré de modération et de prudence : il ne faut pas compromettre outre mesure sa condition et s'enlever les moyens de faire le bien à l'avenir.

Il nous reste à faire une dernière objection avant d'arriver à la conclusion.

Pour rendre odieuse la classe des riches, les socialistes la dépeignent sous les images de l'opulence, de toutes les aises de la vie, du faste, du luxe et de toutes les splendeurs et félicités matérielles. Ils disent que, s'il n'y en avait aucune autre, la seule raison du luxe qui dissipe et qui épuise les sources de la production serait suffisante pour exiger et légitimer l'abolition de la classe des riches!...

C'est principalement contre le luxe des riches que les plus amères récriminations se font jour dans les rangs du peuple et, sous un certain rapport, il y a du vrai dans les plaintes populaires.

Quand on voit, — et le fait tend, hélas ! à se généraliser, — le riche vivant au milieu d'un luxe effréné, dépensant en joyaux inutiles, en banquets incessants et somptueux, en palais magnifiques, en chiens, en chevaux, en équipages, en voyages perpétuels, en parties de jeu, en courses, en plaisirs malsains et immoraux des sommes quelquefois énormes, qui, dépensées avec intelligence et

Digitized by Google

utilité, auraient pu servir à procurer du pain, des habits, des meubles, une maison à une infinité d'ouvriers honnêtes et laborieux, condamnés à croupir et à gémir dans l'oisiveté, la faim, l'ordure et la misère, oh ! certes ! on éprouve un triste serrement de cœur (1)! Et voilà

(1) Voici à ce sujet un excellent article de la *Gazette de Liége :*

« C'était un soir de décembre. La première neige tombait, fine et serrée. Sous le pied des rares passants, la terre avait de petits craquements secs; il gelait, et la bise, fouettant le visage de menues aiguilles de glace, rendait le froid plus vif et plus sensible encore.

» A pas pressés, — car il était déjà tard, — je traversais le centre de la ville, vaguement distrait comme on l'est après une journée de travail, lorsque l'esprit fatigué a besoin de détente.

» Soudain, tout proche, une voix basse, timide, presque tremblante, murmura: « Monsieur... » Je m'arrêtai. Un homme était là, debout, le dos à la muraille, pour se protéger contre la bise et la neige, un homme jeune encore et vigoureux, qui tendait la main gauchement et demandait l'aumône. Il venait du Creuzot, le malheureux, et avait, à pied, parcouru la moitié de la France et de la Belgique à la recherche de travail.

» Il avait frappé à cent portes, demandant de l'ouvrage, sans en trouver nulle part; puis, enfin, ce soir-là, à bout de ressources, demi-mort de froid et tenaillé par la faim, il s'était résolu à implorer la pitié publique.

» D'abord, il n'osait pas... il avait honte... il avait peur...; puis, le froid et la faim l'avaient vaincu ; mais, vu l'heure avancée, les passants se faisaient rares, et tous ceux auxquels il avait tendu la main s'étaient écartés indifférents...

» Il racontait cela simplement, sans plaintes, comme résigné à son sort; puis, après un « merci monsieur », il me quitta, s'éloignant dans la nuit : — du moins, ce jour-là, il aurait un gîte et du pain !

» Je repris ma route. A quelques pas de là s'éclairaient les hautes fenêtres d'un club aristocratique; presque en face celles du théâtre royal, devant lequel attendaient deux longues files de voitures. Le spectacle finissait et une foule houleuse, animée, commentant les incidents de la soirée, se répandait au dehors. Les toilettes claires, les frileuses sorties de bal des dames s'engouffraient dans les landaus

Digitized by Google

pourquoi, toujours et partout, mais surtout depuis le christianisme, on a ressenti une impression douloureuse

bien capitonnés aux glaces relevées; puis, sur un claquement de fouet, les chevaux partaient silencieux sur le tapis de neige recouvrant le pavé...

» Jamais, je l'avoue, l'inégalité des conditions humaines ne m'apparut d'une manière plus frappante et, j'ajouterai, plus cruelle : ici le froid, la faim et l'incertitude du lendemain; là une vie faite de dissipation, de luxe et de plaisirs; d'un côté, tant de misère et, de l'autre, tant d'opulence !

» Voilà pourquoi, laissant de côté cette semaine toute question politique, je vais m'attaquer au luxe, le plus grand ennemi de notre société, le plus sûr agent de la ruine des familles, l'auxiliaire inconscient, mais trop efficace, des progrès du socialisme. D'ailleurs, le sujet est actuel, ces lignes devant paraître quinze jours à peine avant l'ouverture de cette période d'hiver qui, pour les riches, est l'occasion d'une recrudescence de folles dépenses; pour les pauvres, le moment d'une misère plus profonde, d'un dénuement plus grand.

» Le luxe, dans le temps de souffrances et de misères où nous vivons, a quelque chose de coupable, presque de criminel. Comment l'ouvrier sans travail et sans pain de tantôt ne jetterait-il pas un œil d'envie de la rue où il grelotte sous la bise à ces salons dorés qu'il entrevoit à travers les hautes fenêtres éclairées, à ces toilettes coûteuses dont la moindre assurerait pendant des mois sa subsistance et celle de ses enfants?

» Ce n'est pas tout. Non seulement le luxe, par ses manifestations extérieures, tapageuses, excite les convoitises du pauvre et creuse davantage l'abîme qui sépare les conditions humaines, — c'est là une conséquence indirecte, dont l'importance n'échappera à personne, — mais il a, en outre, pour conséquence directe de ruiner insensiblement les hautes classes de la société.

» Chose étrange! Chacun, aujourd'hui, des plus infimes degrés de l'échelle sociale à son sommet, chacun, dis-je, se plaint amèrement.

» Le commerçant, obligé de vendre à crédit et de se contenter d'acomptes de plus en plus insignifiants, envisage l'avenir avec angoisse; le propriétaire, atteint par la baisse des loyers et des fermages, voit son revenu diminuer du tiers ou de moitié ; l'industriel, chaque jour, sent s'évanouir ses dernières espérances avec ses derniers capitaux : — chacun se plaint et chacun a droit de se plaindre, et

Digitized by Google

en apercevant le riche roulant dans ses carrosses dorés et le pauvre cheminant pieds nus, le riche vêtu de soie

cependant jamais les dépenses superflues, les dépenses de luxe n'ont été aussi générales, aussi insensées, aussi follement coupables qu'aujourd'hui !

» Hier encore, un journal de la capitale constatait que jamais, de mémoire d'homme, on ne s'est tant amusé à Bruxelles : trois cirques et quatre ou cinq théâtres y prospèrent côte à côte ! Il est vrai que, par contre, jamais le nombre des faillites et des débâcles financières n'a atteint un chiffre aussi effrayant. Il se trouvera des fous pour payer 100 francs une loge au théâtre, une soirée de *première*, qui, le lendemain, devront renvoyer, avec de belles paroles, un pauvre diable de fournisseur ayant l'audace insigne de venir représenter sa note. Dans une ville de province, un chanteur de grand opéra, ténor ou baryton, peut exiger 400 ou 500 francs par soirée, — et nous ne parlons pas ici des artistes célèbres, des Sarah Bernhardt, des Patti, que l'on paye d'une manière absolument extravagante. Mais on s'indignera de la quantité d'œuvres charitables à soutenir, du nombre d'infortunes à alléger et, puisqu'il faut faire des économies, on les fera sur le budget des pauvres et non sur celui des dépenses de luxe.

» Celui qui, sans parti pris, veut jeter un coup d'œil sur la société actuelle est effrayé du nombre de personnes qui courent à leur ruine, sans presque s'en douter, le sourire aux lèvres, la bourse large ouverte à toutes les invitations du plaisir. A voir ces fêtes, ces concerts, ces spectacles, ces bals, ces toilettes, ces paris, on ne devinerait pas, à première vue, que de détresses se cachent parfois sous ces oripeaux, si, de temps à autre, la catastrophe de l'un ou de l'autre ne venait déchirer le voile.

» Mais, à peine un infortuné disparu, la ronde infernale se reforme comme si le malheur d'autrui n'était pas un avertissement suffisant. En vérité, jamais on n'a couru à la ruine d'un cœur plus léger !

» La richesse nationale s'épuise, les ressources du pays diminuent ; riches et pauvres se ressentent de la triple crise que nous traversons ; mais les histrions et les chanteurs sont sur le pavois, gorgés d'or et enivrés d'applaudissements ; mais, demain, les bals et les fêtes se succéderont, toujours plus follement luxueux.

» L'économie politique se trouve d'accord avec la sagesse antique et la morale chrétienne pour condamner les dépenses superflues. Qu'il me soit permis ici de réfuter avec son aide une erreur bien répandue.

Digitized by Google

et de brocart et le malheureux couvert de guenilles. C'est sans doute pour éviter ce sentiment de reproche

» On défend le luxe non en lui-même, mais parce qu'il entretient le commerce et l'industrie et parce qu'il donne de l'ouvrage aux ouvriers, et on dit avec M. de Sismondi que « si tout à coup la classe riche » prenait la résolution de vivre de son travail comme le plus pauvre » et d'ajouter tout son revenu à son capital, les ouvriers seraient » réduits au désespoir et mourraient de faim ».

» Tel est le préjugé vulgaire auquel M. de Laveleye répond avec raison : « Le riche ajoute son revenu à son capital, mais comment ? Il ne peut » le faire qu'en transformant son revenu en machines, en améliora- » tions agricoles et industrielles ; tout cela exige l'emploi d'une foule » d'ouvriers. 1,000 francs dépensés en objets de mode feront vivre » moins d'ouvriers qu'employés à faire défricher une lande, parce que » la main-d'œuvre à la campagne est moins cher qu'en ville. »

» Voici un exemple :

» De 30,000 francs de rentes que vous possédez, vous ne dépensez que les deux tiers pour votre train de vie ordinaire. Restent 10,000 francs. Vous pouvez ou les faire brûler en bougies en un bal magnifique — dépense de luxe — ou les *ajouter à votre capital*, suivant l'expression de M. de Sismondi.

» Dans la première hypothèse, votre bal, certes, aura procuré du travail à beaucoup d'ouvriers ; mais, dans la seconde, vous ne laisserez pas vos 10,000 francs improductifs : ou bien vous les employerez à transformer en terre labourable, en prairie, un bois ou un marais ou bien vous les engagerez dans quelque entreprise industrielle. Dans les deux cas, vous procurerez de l'ouvrage à beaucoup plus d'ouvriers encore que vous ne l'eussiez fait dans la première hypothèse ; en outre, vous aurez augmenté votre capital, partant, votre revenu, et vous aurez ainsi acquis la possibilité de faire travailler à l'avenir plus d'ouvriers encore.

» Concluons.

» Répréhensibles toujours, les dépenses de luxe deviennent une véritable folie lorsqu'elles sont hors de proportion avec les ressources de celui qui les fait. De plus, elles excitent les plus dangereuses convoitises de ceux qui ne possèdent rien et elles favorisent ainsi puissamment le progrès des idées socialistes. Aussi, faut-il que chacun de nous supprime, dans la mesure du possible et du raisonnable, toute dépense inutile et absolument toute dépense exagérée pour nos

Digitized by Google

de la nature que le luxe effréné de nos sociétés modernes a cherché, dans les grandes villes, à éloigner les demeures des pauvres et à les parquer loin de ses regards; mais la vision de la pauvreté poursuivra toujours le riche, partout où il se trouvera en dehors de la ligne du devoir, pour lui reprocher ses excès.

Toutefois, les socialistes vont beaucoup trop loin, et ils élargissent outre mesure l'idée du luxe: il est donc essentiel d'en déterminer les limites et de voir ce qu'on entend par dépenses de luxe.

Le luxe consiste dans l'habitude de faire des dépenses qui sont déraisonnables soit dans la nature de leur objet, soit dans leur proportion. Il est difficile de déterminer *a priori* une manière de vivre qu'on puisse taxer de *luxe,* parce qu'il y a dans tout luxe un élément essentiellement relatif aux usages et aux habitudes des divers pays, ainsi qu'à l'avoir des diverses classes de personnes(1).

ressources actuelles. Je n'ignore pas que cela exige un certain courage: il est dur de renoncer à des habitudes prises depuis longtemps, de restreindre son train de maison, de diminuer la quantité des plats de sa table ou le nombre de ses domestiques. C'est difficile, mais c'est indispensable! et ceux-là seuls traverseront la crise actuelle qui auront su mettre leur manière de vivre en rapport avec leurs ressources réduites. Au lieu de s'ingénier à se créer chaque jour des besoins nouveaux, il faut viser à diminuer les besoins existants et revenir à la manière de vivre simple et tranquille de nos pères: alors, il y avait moins de luxe et moins de fêtes; mais, par contre, moins de pauvres et moins de faillites. »

(1) Le luxe est relatif au siècle et au temps où l'on vit : ainsi, par exemple, la soie était un luxe pour les empereurs romains; le linge de toile était très rare aux débuts de la Féodalité, et, dans l'inventaire d'un des castels de Charlemagne, on voit que tout le linge qui s'y trouvait se réduisait à une paire de draps de lit, un essuie-main et un mouchoir. « Les bas de soie, dit Gioia *(Nuovo prospetto*

Digitized by Google

Ce qui constitue un véritable luxe, ce sont les dépenses

*economico*, part. III, lib. II, cap. III), au temps de Henri II, — le premier roi de France qui en ait fait usage, — étaient un objet de grand luxe... A Rome, dans les premiers siècles, l'usage de l'huile et du suif était inconnu, et les consuls et les dictateurs s'en allaient au lit sans lumière. » En Angleterre, on n'a vu s'introduire l'usage des vitres que vers 674 pour les églises et vers 1180 pour les maisons. En 1667, les vitres étaient encore à un tel prix que, dans les maisons de campagne, on les enlevait et on les mettait de côté durant l'absence du seigneur du lieu... Aujourd'hui, tous ces objets sont devenus d'un usage tout à fait universel : on les considère comme presque indispensables, et celui qui en est privé se croit plongé dans la plus affreuse misère.

Le luxe est aussi relatif au lieu où l'on vit. A la table d'un ouvrier anglais, la viande est une nécessité, le vin est un objet de luxe; chez l'ouvrier italien, le vin est d'un usage quotidien et la viande est souvent un objet de luxe; les oranges et les figues sont en Italie des fruits communs et vulgaires; dans les régions du nord, on ne les voit paraître à table que chez les riches.

Il est à remarquer, en outre, que le luxe se découvre dans toutes les conditions sociales. Quand un ouvrier ne gagne que 500 francs par an, on peut dire qu'il a à peine le nécessaire pour vivre : — cela lui fait 1 fr. 40 c. par jour. Or, supposons que cet ouvrier dépense la moitié de son salaire, soit 250 francs, pour se procurer des habits plus distingués que sa condition ne le comporte : ce sera chez lui une faute de luxe dans le vêtement. Au contraire, si un propriétaire dépense pour se vêtir beaucoup plus qu'un ouvrier, il ne tombe pas pour cela dans un excès de luxe; mais ce serait du luxe s'il dépensait tous ses revenus en toilette, en mets recherchés et en vins fins, en voitures, en fêtes, etc. Et la même dépense qui serait du luxe pour le petit propriétaire n'est qu'une dépense ordinaire et convenable pour un riche seigneur.

On sait, en effet, qu'il y a dans les diverses conditions sociales certaines convenances qu'il faut observer, et ces convenances exigent des dépenses qui, pour d'autres conditions, ne seraient pas nécessaires: un ministre d'Etat, par exemple, ne peut pas recevoir comme le ferait un petit bourgeois; s'il voulait se contenter du strict nécessaire, cela semblerait de l'avarice plutôt que de l'économie. (Ciccone, *Principii di economia politica*, vol. III, pp. 25-26. Napoli, 1874.)

Digitized by Google

faites sans raison d'être, la dissipation et le gaspillage des revenus et du capital sans autre but que de satisfaire les passions désordonnées de la luxure et de la sensualité ou bien de l'orgueil et de la vanité.

Par suite de l'insatiable cupidité que le luxe effréné engendre, on se voit amené, pour subvenir à mille besoins factices, à dissiper follement tout son patrimoine ou bien à recourir à des moyens de faire fortune que la justice et l'honnêteté condamnent. De là vient que le luxe ruine les familles, en désorganisant leurs finances, et appauvrit, en la corrompant, la société tout entière.

Le luxe effréné, quand il existe à l'état chronique comme vice social, est un véritable fléau, parce que l'amour du faste inspire le désir de la richesse de plus en plus grande. Les moyens lents et limités de la production ne suffisent pas à l'avidité des besoins : on se jette sur les profits rapides, mais honteux, des intrigues de la finance, — cette industrie immorale qui est la ruine des nations parce qu'elle ne produit rien et qu'elle se contente de sucer une large part de ce que d'autres produisent à force de travail. C'est alors qu'on voit le riche, fourbe et astucieux, développer toutes les aptitudes de son méprisable génie de l'or ; le riche, chicaneur et retors, spéculer sur l'obscurité des lois ; l'homme du pouvoir vendre à l'imbécile et au repris de justice la protection qu'il doit accorder uniquement et gratuitement au mérite et au droit.

« J'ai vu Pauline à un festin, dit Pline : elle était couverte d'un tissu de perles et d'émeraudes qui valait 40 millions de sesterces, comme ses registres en faisaient foi. Elle était redevable de toute cette richesse aux rapines de ses ancêtres. »

« Le célèbre Lollius, ajoute le même auteur, voulut à tout prix faire paraître à un banquet sa nièce toute

Digitized by Google

couverte de joyaux, et pour cela il n'hésita pas à semer la ruine et la désolation en plusieurs provinces... (1) »

Voilà l'industrie que le goût du luxe effréné arrive à inspirer. Il ne faut pas cependant attribuer à ce luxe, si pernicieux au point de vue social, toutes ces dépenses que font ordinairement les familles nobles et qui s'appellent vulgairement, mais improprement, des dépenses de luxe. Quelque grandes qu'elles soient, ces dépenses peuvent souvent avoir un but honnête et utile. Il en est de même de toutes les dépenses qui se font dans le public pour les arts et les sciences et aussi de toutes les dépenses des particuliers quand elles ne sortent pas des bornes de la droite raison. Cela ne s'appelle pas luxe, mais plutôt *magnificence.*

Les socialistes confondent volontiers le luxe avec la magnificence et la richesse. Or, il faut, au contraire, distinguer avec soin ces trois choses.

Le luxe suppose toujours une idée de quelque chose d'abusif, de déraisonnable et, partant, de condamnable. En dehors de cela, nous avons l'usage et non pas l'abus du superflu, nous avons la vie aisée et commode, mais non le luxe.

Les grandes dépenses elles-mêmes, qu'on qualifie, souvent à tort, de dépenses de luxe, quand elles sont faites selon la droite raison, procurent presque toujours de grands avantages à la société, car elles alimentent le travail, elles font monter le niveau intellectuel et social

(1) Louis XIV dépensait 50 millions pour construire un palais à M^me^ de Montespan (qu'il épousa morganatiquement) et 250 millions pour l'édification de son propre palais. Cet argent, il le suçait au peuple par des impôts qui étaient de véritables extorsions. Ce fut précisément cet égoïsme outré et ce luxe effréné de la dynastie et de ses courtisans qui fournirent des aliments tout préparés au vaste incendie social de 1789.

Digitized by Google

du pays, elles adoucissent les mœurs, elles favorisent le progrès, elles ennoblissent la société. Si tout ce que le riche dépense en plus que le pauvre devait s'appeler dépenses de luxe, on en viendrait bientôt, au nom de la loi économique, à imposer au monde entier le sarrau de toile et la soupe à l'oignon. Ce renoncement absolu à tout plaisir légitimement permis est un conseil de perfection évangélique admirablement pratiqué par ceux qui se sont consacrés à Dieu, mais ce n'est nullement et ce ne sera jamais un précepte.

Il est certain qu'il faut recommander la réduction des dépenses inutiles et des besoins factices, condamner ceux qui placent tout leur bonheur dans les jouissances matérielles, surtout quand celles-ci sont au-dessus de leur condition et de leur bourse, comme il faut également blâmer ces jouissances elles-mêmes quand elles mettent obstacle à l'emploi utile du capital ou du superflu qui devrait servir à soulager les pauvres. Mais on ne peut blâmer les dépenses raisonnables et honnêtes, dans les limites que nous venons d'indiquer, parce qu'elles sont légitimes et qu'elles retournent même à l'avantage du pauvre en développant le travail.

Le Christ et l'Eglise ont tracé clairement aux riches le chemin qu'ils doivent suivre s'ils veulent faire un bon usage de leurs richesses.

En donnant aux riches les préceptes d'une morale parfaite et descendue du ciel, le Christ et l'Eglise leur ont, d'une part, facilité l'exact accomplissement de leurs devoirs et leur ont assuré, d'autre part, la tranquille possession de leurs richesses, car les pauvres, ayant toujours le nécessaire, ne chercheront pas à s'emparer du patrimoine des riches. C'est là le vrai programme économique et social, qui seul peut assurer l'équilibre de la société.

Digitized by Google

Que les riches reviennent donc à la foi et à la pratique fervente du christianisme : ce n'est qu'ainsi qu'ils pourront sortir de cette oisiveté qui les énerve, de ce luxe qui les rend mous et efféminés, de cette position sociale d'inutilité, au moins apparente, qui excite le mépris et la haine populaires.

Saint Paul dit que celui qui ne travaille point n'a pas le droit de manger!

Le travail des riches, c'est, avant tout, le patronage et le soutien des pauvres. Si les riches passent leur vie en négligeant d'accomplir ce travail, qui leur est dévolu par la Providence, ils souilleront leur conscience par la violation d'un droit et par une injustice que Dieu sera forcé de punir sévèrement dans l'éternité, et, en attendant, ils vivront ici bas sans bonheur vrai, dans l'inquiétude et dans l'instabilité, au milieu de toutes leurs richesses.

FIN

Digitized by Google

Digitized by Google

# Extraits d'articles bibliographiques

« Voici un livre excellent, pour sa doctrine sûre, ses arguments solides, son érudition étendue. C'est plutôt une suite d'études qu'un traité suivi; son principal sujet est le Socialisme, mais il touche en même temps à tous les points de l'économie politique qui se rapportent à cette grande erreur moderne. Il traite de la production, de la richesse, du travail, du capital, de la propriété, des salaires, des associations, de la liberté, de l'industrie, de la question sociale. »

*(La Civiltà Cattolica,* série XIV, vol. V, q. 951, p. 337, 1 febraio 1890.)

---

« On a beaucoup écrit déjà sur la question sociale; mais on peut dire que M. l'Abbé Nicotra a fait œuvre vraiment utile en donnant le jour à ses études sur le Socialisme. Il a bien mérité de l'Eglise et de la société en publiant ce travail.

» Puisse cet ouvrage être beaucoup lu : il produira partout des effets salutaires en répandant la lumière des enseignements utiles dont il est rempli, et il plaira à ses lecteurs par la variété des matières et la manière dont elles sont traitées. »

*(Unità Cattolica,* 24 agosto 1889.)

---

« Parmi tous les ouvrages parus jusqu'ici sur le Socialisme, le travail de M. l'Abbé Nicotra nous semble le plus complet et le plus exact. L'auteur y développe son sujet, au point de vue politique, moral, économique et religieux, avec une grande largeur d'érudition et de vues. »

*(La Sicilia Cattolica,* 25 Luglio 1889.)

---



Digitized by Google

« On désirait depuis longtemps un ouvrage traitant la question sociale dans toute son ampleur, de façon à éclairer tout esprit exposé à se laisser envahir par les ténèbres de l'erreur. Cet ouvrage était devenu nécessaire. C'est pour nous une grande consolation d'apprendre que ce travail vient d'être publié par un prêtre éminent, qui est en même temps un docte et habile écrivain. Nous saluons l'apparition de ce livre avec un vrai bonheur.

» Il est écrit dans un style vif, riche de belles images et d'heureuses expressions et fourni d'arguments solides et de logique puissante. Il contient tout ce qu'il faut pour combattre l'ennemi qu'il vise. »

*(La Voce della Verità,* 5 Luglio 1889.)

---

« Le livre que nous avons l'honneur de présenter à nos lecteurs révèle en M. l'Abbé Nicotra, secrétaire de S. Exc. le Nonce Apostolique de Belgique, une intelligence vigoureuse, nourrie de doctrines solides et de fortes études. Il traite, de main de maître, ce système monstrueux et hybride qui s'appelle le Socialisme.

» Il le considère sous tous ses aspects ; il le poursuit dans tous ses repaires; il l'en fait sortir; il le montre au grand jour, et il fait toucher du doigt toutes les hontes dont il se recouvre et tous les maux dont il menace la société.

» L'auteur développe sa matière avec une science aussi variée que profonde, une érudition aussi bien choisie qu'étendue, un langage aussi clair que bien approprié au sujet.

» Tout cela rend la lecture de cet ouvrage souverainement utile et instructive. »

*(L'Osservatore Romano,* 7 Agosto 1889.)

---

« On a publié en Italie une foule de livres sur le Socialisme et, à notre avis, aucun de ces ouvrages n'est de nature à satisfaire complètement le lecteur.

» Les uns se bornent à parcourir un peu au hasard le champ des théories, ils sont pesants et ennuyeux; les autres sont ou bien trop superficiels ou bien trop farcis de matériaux inutiles et indigestes. On n'est pas payé de ses peines quand on a la bonne volonté et la patience de les lire jusqu'au bout.

Digitized by Google

» Il y a eu jusqu'ici une lacune en cette matière, si grosse de conséquences pour l'avenir. Cette lacune vient d'être comblée par la plume autorisée de M. l'Abbé Nicotra. Il a enrichi la république littéraire d'une œuvre vraiment remarquable et unique en son genre. »

*(L'Osservatore Cattolico di Milano,* 13-14 Agosto 1889.)

---

« Nous venons de lire l'ouvrage de M. l'Abbé Nicotra et nous n'hésitons pas à proclamer que, par la sûreté de la doctrine, la solidité de l'argumentation, la richesse de l'érudition, la nouveauté des observations, il est destiné à prendre place parmi les publications les plus remarquables qui aient paru, durant ces dernières années, sur la question sociale. »

*(Le Bien Public,* de Gand, 4 août 1889.)

---

« Nous sommes heureux d'annoncer le présent travail. Ce qui distingue cet ouvrage, c'est la vaste étendue de l'érudition, c'est encore la clarté et la largeur de l'exposition. L'auteur a consulté les écrivains de toutes les nations qui se sont fait un nom dans l'étude des questions sociales. Leurs systèmes sont exposés et pesés avec une parfaite impartialité. On ne trouvera point dans ce livre un plaidoyer *a priori* en faveur des thèses et des enseignements catholiques. C'est une étude documentée, de science positive *a posteriori* et, par voie de conclusion, la raison s'y trouve ramenée à la foi, la science à la religion. »

*(Courrier de Bruxelles,* 22 août 1889.)

---

« Nous sommes heureux de pouvoir dire que ce livre, produit d'une vaste érudition, écrit dans un style large, vigoureux, entraînant, est de nature à rendre un vrai service et à atteindre le noble but qu'il poursuit. La traduction française, en préparation pour paraître prochainement, nous fournira l'occasion de faire connaître avec plus de détails ce bel ouvrage. »

*(Précis Historique,* tome XXXVIII[e], n° 9, septembre 1889.)

Digitized by Google

Digitized by Google

# TABLE DES MATIÈRES

Lettre à S. Exc. Mgr Joseph Francica Nava . . VII
Préface de la traduction française . . . . . IX
Un mot au lecteur . . . . . XXIX

## CHAPITRE Ier

### DU SOCIALISME. — EST-IL OPPORTUN DE TRAITER CETTE QUESTION?

Luther et Catherine de Bore.—Le mot de Luther appliqué aux princes et aux peuples. — Les transformations sociales sont déjà trop avancées pour empêcher la diffusion des doctrines socialistes, et, grâce à la liberté d'association, le socialisme s'avance à pas de géant. — Pourquoi est-il opportun de s'occuper du socialisme? — Sa définition. — Il y a toujours eu des réformes dans le monde; le socialisme envisagé comme réforme sociale est une antique utopie : il vise à tout détruire. — Gambetta a essayé inutilement de nier l'existence d'une question sociale. — Le socialisme a une organisation internationale. — Le peuple est entraîné par l'erreur socialiste, et l'ouvrier y tombe facilement. — Témoignage de Pie IX et de Franklin. — L'ouvrier averti par les *Proverbes*. — Les *Ateliers nationaux* de Louis Blanc et les journées de juin 1848. . . . . 1

## CHAPITRE II

### LE SOCIALISME DANS L'HISTOIRE

Comment nous procéderons dans l'histoire du socialisme. — Premières traces de socialisme dans l'Inde et dans l'Egypte. — Conflits entre

Digitized by Google

pauvres et riches dans les républiques de la Grèce. — Les lois agraires de Rome. — Communisme des Hébreux Esséniens. — Vie commune des premiers chrétiens. — Les hérésies dans l'Eglise. — Thomas Münzer et Jean de Leide. — Les utopies des philosophes. — J.-J. Rousseau prépare la Révolution de 1789. — Babeuf et la société des *Egaux*. — Les saint-simoniens. — Fourier et les *Phalanstères*.— Nouvelles doctrines des socialistes modernes en France, en Allemagne, en Russie. — Nihilisme en Russie, socialisme démagogique en France. — *Main noire* en Espagne. — Socialisme révolutionnaire en Allemagne, en Italie, en Suisse, en Belgique, en Autriche, en Hollande. — Les sectes communistes en Amérique. — But de la démagogie socialiste. — On pose la question : La victoire restera-t-elle au socialisme? — On cite l'exemple de l'Algérie et du Paraguay, et on répond négativement. — Le socialisme passera comme une tempête. 17

## CHAPITRE III

### LE SOCIALISME ET LA PROPRIÉTÉ

Diatribes des socialistes contre le droit de propriété. — Origine du droit de propriété : l'amour de la propre personnalité et l'amour de la société. — Les trois caractères de la propriété : l'individualité, l'inégalité, l'hérédité. — Objections socialistes contre le droit de propriété . . . . . 37

## CHAPITRE IV

### LE TRAVAIL ET LE CAPITAL

Le mot de Gladstone. — Le XIXe siècle peut s'appeler le siècle des ouvriers à cause de la prépondérance des questions ouvrières et par suite des crises économiques presque universelles. — La Révolution de 1789 a mis sur le pavois le tiers état ou bourgeoisie; au XIXe siècle, on voit s'élever partout le quatrième état ou bas peuple; il cherche à tout renverser. — Les hommes d'Etat et les philosophes commencent à se préoccuper de ces questions. — Diversité de vues entre les économistes et les socialistes sur la grave question du capital et du travail. — Division du chapitre en trois articles : théorie du travail, du capital et du salaire . 83

Digitized by Google

## ARTICLE Ier

## *Théorie du Travail*

Théorie brutale d'un journal socialiste de la Romagne. — Le principe de Mazzini. — L'ouvrier victime des illusions et des erreurs. — Malédictions du socialisme contre le travail matériel qui abrutit, et attente d'une ère nouvelle de rédemption pour l'ouvrier. — Grâce au progrès des sciences physiques et au perfectionnement incessant des machines, les socialistes pensent qu'un jour viendra où le travail manuel sera superflu. — Manifeste socialiste de la Société les *Enfants du travail*. — Conséquences sociales des fausses doctrines : l'ouvrier mécontent de son sort et maudissant le travail. — Contradictions du socialisme. — Dignité du travail dans son origine. — Avant le péché, l'homme travaillait dans l'Eden. — Après le péché, le travail devient peine et châtiment. — Sentence de saint Jean-Chrysostôme : Le travail n'est pas seulement une peine et un châtiment, il est aussi un avertissement et un remède; il est une grande vertu sociale qui améliore la vie physique et morale. — La face du monde changée par le travail. — L'Ecclésiaste. — Les grandes inventions des hommes du travail. — Lord Byron. — Le travail est la base de la prospérité matérielle. — Virey. — Kant. — Franklin. — Le travail soutien de la vie morale. — Les Docteurs de l'Eglise. — Lozzi. — Exemple de Notre-Seigneur Jésus-Christ. — Le Charpentier de Nazareth. — Le travail rend l'homme heureux et content. — Salutaire influence morale du travail manuel. — Saint Augustin et la vie monastique. — J.-J. Rousseau. — La régularité du travail manuel sert de frein à l'esprit. — Le travail gardien des mœurs. — La fausse théorie du *travail marchandise*. — Léon XIII. — Le Play. — Devoirs du patron et du capitaliste envers le travail. — La fausse théorie du *droit au travail*. — Le Moyen Age et la liberté du travail. — Louis XVI. — La théorie du *droit au travail* aboutit à la destruction et à la cessation du travail lui-même. C'est une théorie absurde parce que l'Etat ne peut pas toujours donner du travail à tous, parce qu'il est incapable de soutenir l'industrie et parce que les travaux ne sont pas inépuisables. — Louis Blanc et l'organisation du travail. — Rome. — Le peuple qui réclame du pain et des spectacles. — Nous allons à l'anarchie. — Conclusion. — L'inscription de l'arsenal de Berne . . . . . 87

Digitized by Google

## ARTICLE II

## *Théorie du Capital*

La question du capital est soulevée aujourd'hui à cause de la libre concurrence et de l'*industrialisme* moderne. — Antagonisme entre patrons et ouvriers. — Diatribes des socialistes contre le capital. — Nous considérerons le capital dans ses rapports avec le progrès économique. — Il faut distinguer le capital et les capitalistes, pour ne pas rejeter sur le capital lui-même les vices personnels de ceux qui s'en servent. — Définition du capital. — Légitimité du capital démontrée par sa source, qui est le travail et l'épargne. — Légitimité du capital démontrée par ses effets. — Le capital est-il en soi une cause de luxe et de mollesse? — Le luxe non effréné tourne à l'avantage de l'ouvrier; par conséquent, s'il combat le capital comme cause de luxe, l'ouvrier trahit ses propres intérêts. — Le capital est un élément de progrès pour la société et d'émancipation pour l'ouvrier. — Le capital a mis fin à l'esclavage. — Mot sublime d'Aristide. — Le capital est cause du bien-être général et même du bien-être particulier de l'ouvrier, même indépendamment de l'intention du capitaliste. — Cela s'explique par la loi économique de l'*offre* et de la *demande*. — Démonstration de la règle que le *salaire* est en raison directe de l'énergie avec lequel agit le principe de *capitalisation*. — L'accroissement des capitaux est plus avantageux aux ouvriers qu'aux capitalistes; les capitalistes voient augmenter leur part absolue et diminuer leur part relative, tandis que les ouvriers deviennent absolument et relativement plus riches. — La concurrence entre les capitalistes les empêche d'abuser du travail des ouvriers. — Le capital augmente en grande proportion la puissance productive de l'homme. — Les filatures de Manchester et de Glasgow. — La force productive développée par le capital engendre l'abondance et, partant, le bon marché. — Résumé des grands bienfaits sociaux du capital, lequel est d'une nécessité absolue et, par conséquent, combattre le capital, c'est combattre le travail lui-même . . 110

## ARTICLE III

## *Théorie du Salaire*

Le socialisme condamne le capital parce qu'il s'approprie tout le profit du travail, en donnant à l'ouvrier un salaire insuffisant. — Il

Digitized by Google

semble à première vue avoir raison si l'on jette un coup d'œil sur la société moderne. — Doctrine de Proudhon sur le droit naturel de l'ouvrier à la participation des bénéfices. — Doctrine plus radicale de Marx et de Lassalle. — Divers titres du capital à participer aux bénéfices du travail. — Comparaison entre le travail de l'ouvrier et le concours du capitaliste dans la production. — Tous deux sont nécessaires; mais, dans la plupart des cas, l'œuvre produite doit plus au capital qu'au travail. — Définition et nature du salaire. — Réfutation de la doctrine de Proudhon. — Les socialistes confondent deux contrats : le contrat de *société* et le contrat de *vente* et d'*achat*. Le salaire revêt la nature du second et non pas du premier. — Quel est le juste salaire d'après les principes généraux de la justice. — Réfutation de la théorie de Thornton et du principe de la liberté absolue. — Théorie de l'*offre* et de la *demande* des économistes modernes et règle de Richard Cobden. — Le socialisme combat avec raison ce nouveau système. — Réfutation du libéralisme économique parce qu'il considère le travail comme une marchandise quelconque, parce que, selon le mot de Lassalle, c'est un état de guerre de tous contre tous et parce qu'il exalte la liberté des forts en opprimant la liberté des faibles. — Détermination du salaire convenable; on prouve que c'est ce qui suffit ordinairement à la subsistance de l'ouvrier. — Que faut-il entendre par vie ordinaire de l'ouvrier? — Devoirs de l'Etat par rapport au salaire et aux monopoles. — Contrairement à ce que les socialistes affirment, souvent l'ouvrier n'est pas victime du capital, mais le capital victime de l'ouvrier, à cause des grèves et des prétentions exorbitantes des travailleurs. — Nécessité de tribunaux spéciaux pour terminer les différends entre patrons et ouvriers. — Contrairement aux déclamations socialistes, qui prétendent que ce sont deux ennemis irréconciliables, le travail et le capital doivent nécessairement marcher d'accord, parce que ce sont deux parties d'un même tout. — Explication logique de Carrey. — Opinion de Bastiat. — Comment le capital tend de sa nature à se transformer en salaires. — Les prétentions du socialisme sont donc fausses et injustes. — On souhaite vivement voir s'établir la véritable solidarité entre le capital et le travail et la vraie fraternité entre patrons et ouvriers . . . . . 125

Digitized by Google

## CHAPITRE V

### LE SOCIALISME ET LA MAXIME : LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ !

Introduction et division du chapitre en trois articles . . . . 147

### ARTICLE Ier

### *Le Socialisme et la Liberté*

Qu'est-ce que la liberté? — Effets bienfaisants de la vraie liberté. — De nos jours, la liberté est l'esclavage du bien et le despotisme du mal.— Conséquences de cette liberté : l'anarchie et la tyrannie. — Les deux espèces de libertés : la liberté politique et la liberté économique. — Les socialistes veulent la liberté politique, les économistes, la liberté économique — Les économistes avouent que la liberté économique a produit de fatales conséquences, mais ils soutiennent que ce sont là des abus auxquels le pouvoir ne doit pas mettre un frein, parce que la nature y a pourvu. — La liberté économique absolue est une erreur : c'est une criante injustice, car ce n'est pas la liberté, mais l'esclavage sous la domination de l'or et de l'argent. — Inscription à Pompéi. — Rohtschild et la diplomatie dominée par les spéculations de la bourse. — Mgr Freppel. — Maux que cette doctrine fait aux ouvriers. — La libre concurrence est le fléau de l'humanité. — La liberté politique des socialistes. — C'est un faux principe d'affirmer que l'individu est pour la société et non la société pour l'individu. Conséquences fatales de ce principe. Malheureusement, nous marchons vers la réalisation de ce principe. — De nos jours, on accorde la plus grande liberté politique, mais on foule aux pieds la liberté civile. — Terribles effets du socialisme d'Etat, qui règne déjà en maître.— Le communisme lui-même lui est préférable parce qu'il ne fait que passer. — Liberté de tous les droits, contrairement aux prétentions du socialisme d'Etat. — La liberté civile est plus précieuse, plus nécessaire et plus essentielle que la liberté politique.— L'esclavage de l'ouvrier, la *camorra* napolitaine, se répand partout. — Signification du mot « fraterniser » dans le langage des travailleurs socialistes. — L'ouvrier sans la liberté civile est réduit à l'état d'un mineur qui ne peut disposer ni de son travail, ni de son patrimoine, ni de sa

Digitized by Google

famille, ni même de sa propre personne. — La *Compagnie du Devoir* et l'*Internationale* à Paris. — Les *Unions des Métiers* en Angleterre. — Le socialisme veut enlever la liberté civile à tous les citoyens. — Le socialisme et les impôts. — Le socialisme veut tout centraliser dans les mains de l'Etat. La conséquence de cette doctrine, c'est la mort de la société. — Les *Ateliers nationaux* de Louis Blanc et les *Phalanstères* de Fourier.— La liberté selon ces sectaires, c'est la liberté de la prison et des travaux forcés. — Cette liberté doit leur être réservée . . . . . 148

## ARTICLE II

## *Le Socialisme et l'Egalité*

Tous aspirent naturellement à l'égalité parce que tous les hommes sont égaux par leur nature. — Tous les peuples ont conservé dans leur histoire le souvenir d'une égalité primitive. — Le bonheur est la fin de l'homme; pour l'atteindre, le genre humain n'a pas su prendre le juste milieu : il va toujours aux excès, tantôt à droite, dans les excès de la solidarité, tantôt à gauche, dans les excès de l'individualisme.— De là, en tout temps, l'oscillation continuelle entre le privilège et l'égalité, la lutte entre conquérants et conquis, entre riches et pauvres, lutte qui forme l'histoire de toute l'humanité. — Cette lutte existe même dans l'empire chinois, où domine la statolatrie, le *Thien* ou *Geu*, c'est-à-dire le socialisme d'Etat dans tout ce qu'il a de plus absolu. — La civilisation ancienne et les nations païennes ne reconnaissaient pas l'égalité naturelle et juridique des hommes.—La Grèce et le serment des riches contre le peuple.— Rome et l'esclavage.— Spartacus et sa tentative.— Le monde ancien ne connut pas la véritable égalité: elle fut établie par le Christianisme. — La grande loi du Christ base de l'égalité. — L'égalité économique établie par le précepte divin : *Quod superest, date pauperibus! — Ut fiat æqualitas.* — La doctrine évangélique pénètre les législations des peuples; elle fait disparaître peu à peu les anciennes inégalités.— Fausse notion de l'égalité. — J.-J. Rousseau et la Révolution française. — Le libéralisme économique veut proclamer l'égalité — Son insuccès. — Les socialistes et l'égalité des fortunes. — Appel de Babeuf au peuple. — Pierre Leroux et son livre sur l'égalité. — La dialectique de Proudhon. — Carl Marx et la destruction de l'ordre social actuel pour y établir l'égalité. — Lassalle se sépare de

Digitized by Google

Marx ; il ne veut pas la destruction instantanée, mais deux siècles de propagande socialiste. — Le général Jackson. — Henri Clay. — L'égalité socialiste du sexe faible. — La femme l'égale de l'homme. — La mode instrument d'égalité. — L'égalité dans la science. — Le socialisme crie : A bas les privilèges des diplômes ! A bas le manuel de politesse et toute marque de respect ! — Toutes les écoles socialistes tendent à l'égalité, comme à l'étoile polaire qui régira et sauvera le genre humain ; pour y arriver, ils se servent de tous les moyens : des prolétaires, des paysans, des ouvriers, de la science, de la littérature, des arts, du journalisme, des malheurs, des maladies, des crises, etc. — Ils ne se laissent pas décourager par l'exil, la prison, la mort. — Absurdité de l'égalité rêvée par les socialistes. — L'égalité économique voulue par les socialistes est *contraire à la nature*. — Il y a une foule d'inégalités naturelles et individuelles qui sont inévitables. — De là provient l'inégalité dans la fortune. — Les traditions de l'humanité confirment les lois de la nature. — Les socialistes pourront rêver l'égalité, ils ne pourront jamais l'établir. — Par leur manière d'agir, les socialistes contredisent leurs théories, car ils prêchent l'égalité uniquement pour s'élever ou s'enrichir. — Exemple de Schaëffle et de Zola. — L'égalité socialiste se réduit en pratique à cette formule : Qu'on distribue... le bien d'autrui ! Donnez-moi... tout ! — Toute inégalité économique a pour base une inégalité naturelle ; il faut forcément admettre celle-ci, c'est donc une folie de rêver celle-là. — L'égalité dans la fortune serait une injustice. — Vraie notion de l'égalité d'après Romagnosi. — Il faut déplorer les inégalités qui sont l'effet d'une injustice sociale ; mais il ne s'ensuit nullement que toute inégalité est injuste. — C'est plutôt l'égalité économique qui est contraire à la justice parce qu'elle foule aux pieds le droit, la liberté individuelle, la probité, le travail, le génie. — Mot de Proudhon. — L'égalité économique est l'égalité des morts. — L'égalité rêvée par le socialisme ne serait pas même utile. — Les nations les plus prospères sont celles où les inégalités sont les plus nombreuses. — Plus il y a d'intermédiaires entre les riches et les pauvres, plus le pays est prospère. — Funestes conséquences de l'égalité économique. — Les ouvriers eux-mêmes et tous les prolétaires n'auraient rien à gagner à l'établissement de l'égalité économique, pas même au moment où l'on ferait la liquidation et la distribution générale : ils y perdraient. — Conclusion. — Le *lazzarone* de Naples et le *lepero* du Mexique . . . . . 164

Digitized by Google

## ARTICLE III

## *Le Socialisme et la Fraternité*

La réponse de Cabet sur la fraternité comme principe, théorie, système et science. — Saint Paul. — La république de Platon, les systèmes de Fourier, de Louis Blanc et de tous les autres socialistes ressemblent à la fraternité de Cabet. — L'économie et la fraternité. — Le grand meeting de *Covent Garden* contre le protectionnisme. — Les économistes, eux aussi, célèbrent la fraternité. — L'économie libérale veut la fraternité dans le libre-échange. — Selon elle, il n'y a pas d'antagonisme entre la charité et l'intérêt, et le commerce est un grand moyen de fraternité. — D'après les économistes libéraux, la liberté du commerce rend la guerre presque impossible. — Il ne peut y avoir fraternité véritable par l'économie libérale, là où tout est cupidité, calcul, intérêt et soif insatiable de la richesse rapidement acquise. — La lutte entre le capital et le travail provient en grande partie du libre-échange pratiqué sans aucun frein ni tempérament. — Le commerce actuel, source de haine et d'immoralité. — Le libre-échange est incompatible avec la fraternité, c'est la guerre de tous contre tous. — Bastiat et l'état actuel de la France. — Application à l'Europe entière. — La fraternité dans le socialisme. — Schaëffle et son système. — La fraternité moderne répudiée par Marx. — Buret signale la misère qui règne au nom de la fraternité. — Le principe de Lassalle: Qui a la terre, a la guerre ! — Le socialisme veut faire disparaître toute propriété et tout privilège pour établir la fraternité. — Le socialisme a raison de combattre l'économie libérale. — La fraternité du socialisme n'est pas non plus acceptable. — Elle procède d'un principe faux. — Le sentiment de la fraternité se trouve en germe dans notre nature, mais cela n'est pas suffisant pour voir la fraternité se développer. — Il ne suffit pas non plus pour cela de l'amitié, ou de la justice, ou de la bonté naturelle. — La nature humaine étant inclinée au mal, ces sentiments sont sujets à mille contradictions. — Confirmation de cette thèse par l'histoire. — La Grèce et Rome. — Tibère et Néron. — Epaminondas et Regulus. — L'orgueil aristocratique du riche et l'égoïsme indomptable du pauvre sont de grands obstacles à la fraternité. — La *sociabilité* humaine est la source de la fraternité, mais elle est impuissante à l'affermir. — La morale civile. — La fraternité rêvée par

Digitized by Google

le socialisme aboutit au despotisme, d'une part, et à la rébellion, de l'autre. — La ressemblance de nature ne peut établir la fraternité. — Les nationalités diverses, les différences multiples entre les individus, les désordres physiques et moraux sont des obstacles à la fraternité. — de Maistre. — *Homo homini lupus !* — L'amour ne s'impose pas. — On ne peut donc établir le régime de la fraternité par la force. — La vraie fraternité humaine dérive de la paternité de Dieu. — Précepte du Christ : *Vous êtes tous frères : aimez-vous comme je vous ai aimés !* — Cette charité chrétienne est la source du bonheur pour l'individu, la famille et la société. — En détruisant l'idée de Dieu, le socialisme abat le principe de la fraternité. — Robespierre : La fraternité ou la mort ! — Le sang coule dans les rues de Paris sous prétexte de fraternité. — Le célèbre manifeste de Louis Blanc en 1848. — Réfutation. — Le XIXe siècle n'a pas su trouver la vraie fraternite. — La formule de la fraternité chrétienne. — En suivant l'Evangile, nous trouvons la vraie liberté, la vraie égalité et la vraie fraternité ; en suivant le socialisme, nous aurions la liberté des esclaves, l'égalité des misérables et la fraternité des déshérités. . . . . 193

## CHAPITRE VI

### LE SOCIALISME ET LA PATRIE

Avantages sociaux de la patrie. — Napoléon et Lamarque. — Le livre des Macchabées et le cri de Judas : *Pro legibus et patria mori !* — Ovide. — Diatribes du socialisme contre la patrie. — L'Angleterre, l'Italie, la Sibérie. — Mot de Louis XIV. — Aux yeux du socialisme, il n'y a pas de patrie : il n'y a que l'humanité et le monde. — Définition de la patrie. — Son origine et sa notion. — L'Africain et le Lapon. — La nostalgie. — Petite et grande patrie. — Un peu d'histoire ancienne. — Formation des communes et de l'Etat. — La religion chrétienne engendre l'amour de la patrie et forme les nations diverses. — Le libéralisme politique fait disparaître l'amour de la petite patrie et, par conséquent aussi, l'amour de la grande patrie. — Montégut et Benjamin Constant. — Le libéralisme a-t-il détruit les idées de clocher et cimenté l'unité nationale ? — 1848. — Monti. — Les illusions d'alors. — de Cavour. — L'*Etat patrie* mis à la tête de tout et déifié. — On appelle patrie l'utopie d'un

Digitized by Google

seul ou l'intérêt d'un parti. — La France en 1848. — La perte du sens commun. — Louis-Philippe. — Les barricades. — Victor Hugo. — La fabrication de l'amour patriotique en Italie. — Les partis politiques en Italie. — La patrie moderne, c'est la bourse, l'emploi, le gain. — Sans passé, point de patrie. — La Révolution, en détruisant le passé, a blessé à mort le sentiment patriotique. — La patrie et l'économie athée et libérale. — L'intérêt est l'ennemi de la patrie. — La libre concurrence n'admet pas de barrières. — *Ubi bonum ibi patria !* voilà le principe des économistes libéraux. — La réalisation de cette théorie est la négation de la patrie. — Le socialisme se déchaîne directement contre la patrie. — A l'amour de la patrie, on veut substituer l'amour de l'humanité. — Origine de ce sentiment cosmopolite. — Anarchasis *député du genre humain.* — Alfieri et le Directoire. — Les philosophes du XVIII^e siècle. — Diatribes frénétiques des socialistes contre la patrie — Le congrès socialiste de Manchester. — L'*Almanach républicain.* — La suppression des noms propres. — Tous numérotés. — Le congrès socialiste de Gand. — Le socialisme détruit la famille et renie, par conséquent, la patrie. — Le socialisme veut l'égalité et nie, par ce fait même, la patrie. — Toute civilisation a ses ombres : celle de notre civilisation moderne, c'est le socialisme. — Conséquences de l'abolition de la patrie. — La patrie, source de civilisation. — Le sentiment patriotique en Russie. — Où il n'y a presque pas d'amour de patrie, il y a barbarie. — L'idée de patrie ne passera jamais de mode. — C'est une idée nécessaire, naturelle, providentielle. — L'amour de la patrie et l'amour de l'humanité ne sont pas contradictoires. — Passages de la Sainte-Ecriture. — Dans l'émulation des peuples pour le bien, le progrès s'élève et le véritable amour de l'humanité s'affermit. — L'amour de la patrie est la première condition de l'amour de l'humanité. — de Maistre. — Le rabbin Michel A Weill. — *Et fiet unum ovile et unus Pastor.* — Le monde marche vers l'unité, il ne s'ensuit pas qu'on verra disparaître l'idée de patrie, car cette idée a sa source dans la nature et non dans les constitutions des Etats. — Elle n'est pas même un produit du bien-être ou de la fertilité du sol. — Châteaubriand. — Comparaison de l'océan et de l'humanité. . . . . 221

Digitized by Google

## CHAPITRE VII

### LA QUESTION SOCIALE

1789. — Un argument d'induction. — Le premier et dernier mot du programme socialiste. — Le Congrès de Marseille en 1879. — *Le Sozial Demokrat.* — L'*Etendard révolutionnaire.* — Gautier et les anarchistes de Lyon — Les agitateurs du peuple en Italie. — de Bonald. — L'économie libérale cause la ruine de la société et le malaise universel. — Le bien-être des classes inférieures ne s'est pas élevé dans la même proportion que le bien-être des autres classes. — Bilan de notre siècle à ce point de vue. — d'Hassouville, Fourier et *la faim lente.* — Le mal social dépend de nous ; nous sommes responsables de l'avenir. — Six points où la question sociale apparaît. — La question sociale et le militarisme. — La guerre est un désastre. — Budgets de la guerre en Europe. — Ce que coûtera la prochaine guerre. — La *paix armée actuelle* est fatale à la vie économique des peuples. — Le militarisme actuel est du socialisme de la pire espèce. — Atkinson. — L'Amérique est supérieure à l'Europe. — Funestes effets du militarisme au point de vue moral. — Montesquieu. — L'Italie s'est ruinée pour devenir une puissance de premier ordre. — Comparaison avec la Hollande, le Danemark, la Suède et la Suisse. — Fausse application du principe : *Il faut être forts !* — Quand on dépasse ses ressources pour l'armée, on affaiblit le pays et l'armée elle-même. — Bonghi et le désarmement. — La question sociale et la magistrature. — Mission du magistrat. — Justice actuelle. — L'Etat doit relever le prestige de la magistrature au point de vue moral et économique. — Nécessité des *syndicats* ouvriers. — La question sociale et l'enseignement. — Point de vue spécial auquel on se place ici. — Bovio. — Les femmes diplômées. — Le déclassement universel. — L'école peut devenir une pépinière de socialistes. — Les grèves et révoltes chez les étudiants. — La chasse aux emplois. — Les trois branches de l'économie sociale : l'agriculture, l'industrie et le commerce. — La question sociale et l'agriculture. — Pourquoi on fuit la campagne. — L'agriculture est la principale et la vraie source de la richesse pour un pays. — L'Europe et la Chine. — Déplorable condition des petits propriétaires. — La nouvelle féodalité bourgeoise plus nuisible

Digitized by Google

au peuple que la Féodalité du Moyen Age. — L'agriculture en Italie et l'émigration toujours croissante. — Le produit des campagnes ne paye pas la culture. — La question sociale et l'industrie. — L'industrie avant 1789. — Unique avantage de la concurrence. — Dommages multiples qu'elle cause. — La petite industrie tend à disparaître. — Condition déplorable de l'ouvrier. — Le travail des femmes et des enfants. — L'industrie en Italie. — Le *laissez faire* et le *laissez passer*. — La justice et ses revanches cruelles. — Le cardinal Simor. — La question sociale et le commerce. — Le nouveau système de commerce. — Le commerce est souvent aujourd'hui une spéculation injuste parce qu'on falsifie tout et parce qu'on trafique avec l'argent d'autrui. — Le bon marché pousse à la falsification — La concurrence détruit le petit commerce. — Les grands magasins et les grandes fabriques causent la faillite de beaucoup de petits négociants. — Le commerce en Italie. — Comment s'acquièrent les fortunes énormes des Rothschild, des Van Derbilt, des Gould. — L'Etat devrait agir; malheureusement, il ne fait rien. — On a fait quelques tentatives en Autriche, en Allemagne et en France. — L'état actuel de l'Italie. — Aurélien Scoll et Victor Hugo. — *Macbeth*. — Nier l'existence de la question sociale, c'est nier la lumière du soleil. — Logique des chefs socialistes. — Manque de bon sens chez les économistes libéraux. — Il est incontestable que le socialisme fait de grands progrès. — Que faire pour arrêter ce torrent dévastateur qui nous menace. — Les doctrines économiques de l'Evangile. — La question sociale exige une solution, sinon on aboutira à des catastrophes. . . . . 249

## CHAPITRE VIII

### A QUI LA TERRE ET LA FORTUNE?

Drumont et la *France juive*. — Toussenel et Desmousseaux. — Disraeli. — Influence des juifs dans la société moderne. — L'usure rend fort et presque invincible le capitalisme des juifs. — Le juif errant. — Un manuscrit hébreux. — Calcul sur l'intérêt de l'argent. — Les banques juives et la fortune de Rothschild. — Chez les juifs, l'usure est une institution. — On veut que l'intérêt de l'argent soit certain et immuable. — La fécondité de la nature et la fécondité de l'argent. — L'intérêt



Digitized by Google

de l'argent, source d'oppression pour le travail. — Lhermitte. — L'essence de l'économie moderne, c'est l'argent. — L'intérêt de l'argent et l'individu qui s'en sert pour vivre. — L'intérêt de l'argent et celui qui l'accumule et le capitalise sans cesse. — L'intérêt produit l'endettement général — Les dettes de l'Italie. — Gabelli. — Les dettes de la France. — Pourquoi la France paye un milliard et demi de plus que ce qu'elle perçoit. — L'endettement universel rend la situation intolérable. — Les dettes de la Russie, de la Hongrie et de l'Allemagne. — Le capitalisme est roi depuis 1848. — Taine. — Le *dieu argent*. — Les petits et les grands voleurs. — Le capitalisme est maître de tout. — L'Etat débiteur d'une société anonyme. — La Turquie. — Les banquiers allemands font la guerre aux valeurs russes. — Une objection. — Un peu d'histoire. — L'usure chez les païens. — Le christianisme et l'usure. — Saint Paul. — Saint Ambroise. — Saint Basile. — Benoît XIV. — Saint Thomas. — Saint Bernard. — Saint Grégoire de Nazianze. — Les temps modernes. — Règne de l'usure. — Le titre légal. — Pourquoi et comment l'Eglise tolère le titre légal. — Le libéralisme moderne et la liberté de l'usure. — Objections. — Réponses. — Organisme de la société actuelle. — L'Européen et le sauvage de l'Amérique ou de l'Océanie. — Graves conséquences de la liberté de l'usure. — Le droit de l'homme et le droit de la chose. — Pourquoi la haine des juifs. — La terre et l'argent seront aux juifs dans un siècle. — Remèdes à ce danger. — Drumont et la liquidation générale. — Ce remède est impossible. — Les juifs au ban de la société — Le vrai remède : les lois de l'Evangile et de l'Eglise. — Le spectre de la Révolution . . . . . 325

## CHAPITRE IX

### A QUOI SERVENT LES RICHES?

Le capitalisme d'après la doctrine socialiste. — Le capitalisme d'après la doctrine chrétienne. — Le socialisme rêve l'abolition des riches. — Etat de la question. — La thèse de Charles Gide. — Tous ses arguments se réduisent à ceci : Les riches sont inutiles, donc il faut les abolir! — Un argument historique. — Le travail et l'épargne. — Si l'on abolissait les riches, il n'y aurait plus d'industries de luxe, ni œuvres de bienfaisance, ni sciences, ni arts. — Le travail appelé supérieur et le travail nommé inférieur.

Digitized by Google

— Si l'on supprimait les riches, il n'y aurait plus que le travail primitif pour les premières nécessités de la vie. — Napoléon à Sainte-Hélène. — Le désir de la fortune ou de la gloire est la cause suprême de toutes les formes du travail supérieur. — Démonstrations par l'histoire et l'expérience. — Le mobile du travail supérieur ne se trouve ni dans l'apostolat religieux, ni dans les œuvres de bienfaisance. — Les arts et les sciences ont le mobile commun de la gloire ou de la fortune. — Exemples. — Les exceptions confirment la règle. — Il en est de même pour l'industrie. — Deux raisons. — Démonstration par syllogisme. — Le gaz. — Un cercle vicieux en apparence. — La capacité se développe en raison directe du salaire. — Sans les riches, point de travail civilisateur. — Un autre argument de Gide. — Réponse. — La civilisation ressemble à un édifice fait de sable. — Concorde des riches et des pauvres. — Une nouvelle objection du socialisme. — Si les riches sont oisifs, la faute en est à la Révolution. — Le riche dans le passé. — Le riche dans les temps modernes. — Le riche offre plus de garanties qu'un homme du peuple. — Max. Nordau. — Contradiction des socialistes. — Bourdaloue. — La doctrine de l'Evangile. — Le riche a une mission sociale très importante. — Nature de la richesse. — Le riche est l'économe et le dispensateur des bienfaits de la Providence — Le cardinal Guibert et le cardinal Manning. — La doctrine de saint Thomas sur les riches. — Une dernière objection du socialisme : le *luxe*. — Nature du luxe. — Le luxe proprement dit ruine les familles et la société. — Il pousse à s'enrichir par des moyens rapides et illicites. — Pauline et Lollius. — Différence entre le luxe, la magnificence et la richesse. — Le premier est toujours condamnable. — Avantages sociaux des dépenses raisonnables qu'on appelle vulgairement *dépenses de luxe*. — Les socialistes font erreur grossière en appelant *dépenses de luxe* toutes les dépenses des riches. — L'Evangile et l'Eglise ont tracé le programme que doivent suivre les riches s'ils veulent remplir leurs devoirs et assurer leurs richesses. — Saint Paul . . . . . 365

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES

Digitized by Google

Digitized by Google

# RÉPERTOIRE ALPHABÉTIQUE

—


**A**

About, 151.
Abus de la liberté, 151.
Adjudications, 151.
Affiche utile, 343.
Agriculture, 291—347.
Alfieri, 236.
Anacharsis, 236.
Argent, 153—334—343—348—356—362.
Aristide, 117.
Aristocratie, 182—384.
Armée, 259.
Ateliers nationaux, 15—163.
Avocats, 275.
Audisio, 70—156.

**B**

Babeuf, 172.
Bakounine, 27.
Belgique, 270—294.
Blanc (Louis), 15—26—107—214.
Bonghi, 70.
Bonheur, 2—77.
Bon marché, 308.
Bourgeoisie, 84.
Bourse, 313.
Bugeaud, 32.
Bureaucratie, 156.
Buret, 202.

**C**

Cabet, 193.
Capital, 83—111—113—141—199 305—311—315.
Capitalisme, 311—326—348—354—359—365.
Centralisation, 309.
Charges sociales, 63—384.
Charité, 70.
Chine, 166—293.
Cimbali, 232.
Civilisation, 168.
Civique (morale), 208.
Clay, 174.
Cobden, 196.
Code du travail, 125.
Collectivisme, 27.


Digitized by Google

Colonies, 32.
Commerce, 199—306.
Communes, 28—339.
Compagnons du devoir, 160.
Constant, 228.
Constructions, 340.
Contrats, 128 -358.
Corporations, 102.
Cousins, 234.
Crédit, 350.
Culture, 91.

D

De Bonald, 253.
Déclamations socialistes, 178.
Déclassement, 280
de Maistre, 209.
Démonstrations, 230.
de Mun, 135.
Dettes, 337.
Division des biens, 190.
Division des terres, 50.
Droit au travail, 102.
Droits de l'homme, 84.
Drumont, 325—363.

E

Echange, 150.
Ecoles, 280.
Economie politique, 151.
Education, 175—281.
Egalité, 4 -13—18—147—161—164—187.
Enfants, 303.
Enseignement, 280.
Epargne, 14.
Esclaves, 117—152—166.
Esséniens, 20.
Etat, 104—131—156—162.
Examens, 177.

F

Faillites, 310.
Falsifications, 199—307.
Famille, 212.
Famine, 171.
Femmes, 161—175—301.
Fermiers, 283.
Fonctions publiques, 65—384.
Force, 218.
Fourier, 25.
France, 345.
Franklin, 14.
Fraternité, 193.
Fraudes, 199.

G

Gabelli, 339.
Gambetta, 9.
Gide, 366.
Gouvernement, 8.
Grèce, 19—166.
Grèves, 69—83—85 —90— 136—317.
Guillotine, 300.

H

Hérédité, 51—66.
Homme, 42—84 - 209—362.
Hugo, 231—233.
Humanités, 285.
Hypothèques, 342.

I

Impôts, 161—267—338.
Industrialisme, 111—154.
Industrie, 95—291.
Inégalité, 44—48—179—201.
Intérêt, 336—352—368.

Digitized by Google

Internationale, 28—160.
Inventions, 83—94—155—258—378.
Italie, 269—337—344.

J

Jackson, 174.
Jouisseurs, 204.
Journaux, 3.
Journée, 304.
Jubert, 352.
Juifs, 113—326—362.
Justice, 272.

L

Lassalle, 174—199—203.
Laveleye, 10—239.
Léon XIII, 101.
Leplay, 101.
Leroux, 26—163.
Libert, 360.
Liberté, égalité, fraternité, 21—147.
Libre-échange, 150—200—234.
Liquidation générale, 19.
Lois, 279.
Lois agraires, 20.
Luther, 1
Luxe, 115—341.

M

Machines, 116—154—299.
Magistrature, 271.
Majorité, 279.
Manifestes socialistes, 215—314—317.
Mariage, 168—176.
Mensonges, 199
Militarisme, 259.
Millionnaires, 326.
Minimum de salaires, 135.
Misère, 69—71.
Montégut, 226.
Montesquieu, 269.
Morale civile, 208.

N

Nihilisme, 28.
Noblesse, 84—384.
Nostay, 237.

O

Occupation, 43—46—61.
O Connell', 292.
Or, 348.
Ordre, 40.
Ouvrier, 13—87—110—254—256.

P

Paix, 40—261.
Panthéisme, 156.
Paraguay, 33.
Paternité, 54.
Patrie, 221.
Pauvres, 88—90—202—256.
Peuple, 156—255.
Phalanstères, 25—163.
Places, 291.
Plans du socialisme, 174—215—314—317.
Platon, 19—152.
Plus-value, 63.
Plutarque, 166.
Population, 63.
Prisons, 163
Procès, 160.
Production, 333.
Professionnelles (écoles), 285.
Programmes socialistes, 314—317.

Digitized by Google

Progrès, 95.
Prolétariat, 255.
Propriétaires, 295—296.
Propriété, 20—25—37 50—65—125—161—309.
Protestantisme, 22.
Proudhon, 163—189—193—200—205.
Provinces. 339.

Q

Quatrième état, 250.
Question sociale, 219—255— 12.

R

Rationalisme économique. 254.
Rébellion, 289.
Religion, 173—349.
Rentiers, 367.
République sociale, 150—173.
Révolution sociale, 174.
Riches, 22—73—78—365.
Richesses, 71—197 - 346—366.
Romagnosi, 197.
Rome, 167.
Rothschild, 354.
Rousseau, 99—182.
Rufier, 237.
Russie, 240.

S

Saint-Simon, 125.
Salaires,72—127—129—135—140.
Schaëffle, 179—201.
Simon (J.), 281.
Simor, 305.
Socialisme d'Etat, 5—7—14—88 110—131—156—339.
Sociétés anonymes,71—158—348.
Société chrétienne primitive,- 20.
Soldats, 264.
Spartacus, 163.
Spartiates, 18.
Spéculation, 3.3—357.
Succession, 339.
Suffrage universel, 3—9.
Superflu, 70 - 71.

T

Taine, 104—348.
Thérapeutes, 20.
Thiers, 191.
Thornton, 129.
Trades-Unions, 160.
Travail, 61—87—141—198—300—366.
Tribunaux,276.

U

Unions de métiers, 160.
Unité, 244.
Urbomanie, 291.
Usure,327—342—350—354—361

V

Veau d'or, 198.
Vie future, 217.
Villes, 291—340.
Voleurs, 349.
Voltaire, 213.
Vote, 156—255.

FIN DU RÉPERTOIRE ALPHABÉTIQUE

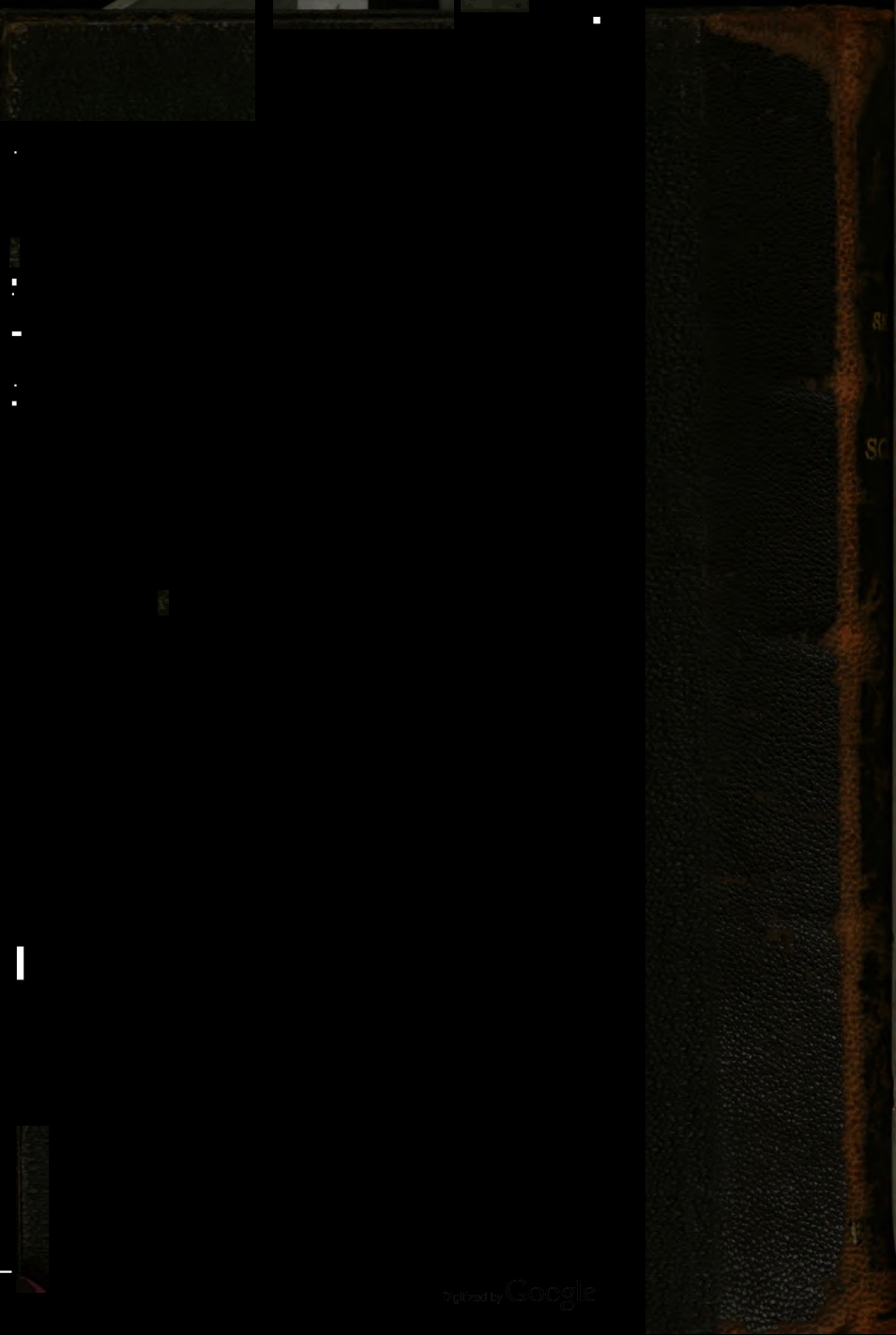
Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

UNIVERSITY OF MICHIGAN
3 9015 02842 1926

Digitized by Google



Digitized by Google